



Organisation  
des Nations Unies  
pour l'éducation,  
la science et la culture

Bâtir des sociétés démocratiques.....

# PIDC

Programme international  
pour le Développement de la Communication

Nouveaux projets soumis à la  
51<sup>e</sup> réunion du Bureau du PIDC

UNESCO, Paris  
27 - 29 mars 2007

# Avant-propos

Le PIDC est un programme fondamental pour le renforcement des moyens de communication : il a pour mission d'apporter son assistance à la consolidation des médias locaux libres et pluralistes dans les pays en développement.

Les projets auxquels le PIDC apporte son concours dans chacun des pays, s'inscrivent dans une stratégie de développement des médias visant à bâtir des sociétés démocratiques. Pour cette raison, lors de la sélection des projets, le Bureau du PIDC prend toujours en compte les progrès qu'un pays a accomplis depuis sa dernière intervention.

L'une des grandes forces du PIDC réside dans le fait qu'il aide les entreprises locales de communication à mettre en œuvre leurs propres projets de développement. Même dotés de budgets modestes, les projets estampillés "UNESCO / PIDC" portent le sceau d'une qualité qui sera de nature à susciter l'intérêt de nouveaux donateurs. En outre, le PIDC étend son action à des pays et à des domaines d'activité qui ne sont pas nécessairement au cœur des préoccupations habituelles des agences de coopération.

Ce document présente 108 projets venant de 80 pays ; ils ont fait l'objet d'une sélection préalablement à leur soumission au Bureau du PIDC. Je suis convaincu que ceux d'entre eux qui vont être approuvés par le Bureau représenteront une contribution significative au pluralisme des médias, à la liberté d'expression, au développement des médias communautaires et à la formation des professionnels de la communication.

Abdul Waheed Khan  
Sous-Directeur Général  
pour la Communication et l'Information

CI-07/CONF.201/2  
19 février 2007  
Original: anglais/français

**P**ROGRAMME  
**I**NTERNATIONAL POUR LE  
**D**ÉVELOPPEMENT DE LA  
**C**OMMUNICATION

**NOUVEAUX PROJETS SOUMIS AU  
PIDC**

**PARTIE I : AFRIQUE**

**BUREAU DU PIDC**  
**Cinquante et unième réunion**



**SIÈGE DE L'UNESCO, PARIS**  
**27 - 29 MARS 2007**

## TABLE DES MATIERES

<b>AFRIQUE</b>			
<i>PROJETS REGIONAUX</i>			
1.	PDC/51 RAF/01	ACCE : RÉSEAU DE JOURNALISTES POUR L'ÉRADICATION DE LA PAUVRETÉ EN AFRIQUE ORIENTALE	5
2.	PDC/51 RAF/02	CRÉATION ET MISE EN RÉSEAU DE CENTRES COMMUNAUTAIRES MULTIMÉDIAS EN AFRIQUE ORIENTALE	10
3.	PDC/51 RAF/03	SODEMA PROJECT (Society for the Development of the Media in Africa) <i>(ENGLISH VERSION ONLY)</i>	15
4.	PDC/51 RAF/04	SUPPORTING THE "WEEKLY TIMES / SOUTHERN NEWS" <i>(ENGLISH VERSION ONLY)</i>	19
<i>PROJETS NATIONAUX</i>			
5.	PDC/51 ANG/01	ANGOLA : TRAINING OF JOURNALISTS <i>(ENGLISH VERSION ONLY)</i>	24
6.	PDC/51 BEN/01	BENIN : RENFORCEMENT DES CAPACITÉS DU JOURNAL "LA PYRAMIDE"	29
7.	PDC/51 BKF/01	BURKINA FASO : ÉQUIPEMENTS DE L'AGENCE D'INFORMATION DU BURKINA (AIB)	35
8.	PDC/51 BKF/02	BURKINA FASO : APPUI A LA CREATION DE CENTRES MULTIMEDIAS COMMUNAUTAIRES (CMC)	40
9.	PDC/51 BDI/01	BURUNDI : IMPLANTATION DU SYSTEME INTRANET/INTERNET	44
10.	PDC/51 CMR/01	CAMEROUN : CRÉATION DU CENTRE MULTIMÉDIAS COMMUNAUTAIRE D'EDEA	48
11.	PDC/51 CVI/01	CAP-VERT : NUMÉRISATION DES ARCHIVES DE LA TÉLÉVISION	52
12.	PDC/51 CVI/02	CAP-VERT : ETABLISSEMENT DU CENTRE MULTIMEDIA COMMUNAUTAIRE DE FOGO	58
13.	PDC/51 CAF/01	CENTRAL AFRICAN REP. : CREATION D'UNE RADIO COMMUNAUTAIRE PILOTE	63
14.	PDC/51 CAF/02	CENTRAL AFRICAN REP. : ESTABLISHMENT OF A PRINTING WORKS FOR THE "MAISON DE LA PRESSE" (PRESS HOUSE)	69
15.	PDC/51 ZAI/01	CONGO (DEM. REP. OF) : RENFORCEMENT DES CAPACITES DE L'OMEC PAR LA CREATION ET L'INSTALLATION DES ANTENNES ET LA FORMATION DES ANIMATEURS	74
16.	PDC/51 PRC/01	CONGO (REP. OF) : TRAINING OF JOURNALISTS TO IMPROVE UPCOMING ELECTIONS <i>(ENGLISH VERSION ONLY)</i>	78
17.	PDC/51 IVC/01	COTE D'IVOIRE : CENTRE DE DOCUMENTATION POUR LES JOURNALISTES ET LA FORMATION AUX TIC	83
18.	PDC/51 EQG/01	GUINÉE ÉQUATORIALE : RENFORCEMENT DE LA DÉMOCRATIE ET DE LA GOUVERNANCE AU MOYEN DES MÉDIAS	89
19.	PDC/51 EQG/02	GUINÉE ÉQUATORIALE : FORMATION A LA PRODUCTION DE PROGRAMMES	94
20.	PDC/51 ETH/01	ETHIOPIE : RADIO COMUNAUTAIRE DE KORE	99

21.	PDC/51 ETH/02	<b>ETHIOPIE : RENFORCEMENT DU PROGRAMME TÉLÉVISUEL ÉDUCATIF POUR ENFANTS “TSEHAI AIME APPRENDRE ”</b>	105
22.	PDC/51 GAB/01	<b>GABON : RENFORCEMENT DES CAPACITES DE LA STATION RADIO « RADIO EMERGENCE »</b>	111
23.	PDC/51 CHA/01	<b>GHANA : CENTRE COMMUNAUTAIRE MULTIMÉDIAS DE BATTOR</b>	116
24.	PDC/51 GUI/01	<b>GUINEE : STATION DE RADIO “SABARI FM”</b>	121
25.	PDC/51 GBS/01	<b>GUINEE-BISSAU :PROJET DE REVISION DE LA LOI SUR LA PRESSE</b>	126
26.	PDC/51 GBS/02	<b>GUINEA-BISSAU : CENTRE COMMUNAUTAIRE MULTIMÉDIAS DE GANDAL</b>	130
27.	PDC/51 KEN/01	<b>KENYA : CENTRE COMMUNAUTAIRE MULTIMÉDIAS DE MUGAMBO JWETU</b>	135
28.	PDC/51 LIR/01	<b>LIBERIA : PROMOTION PROFESSIONNELLE ET ACCÈS AUX MOYENS TECHNIQUES</b>	141
29.	PDC/51 LIR/02	<b>LIBERIA : CENTRE MULTIMÉDIAS COMMUNAUTAIRE DU DISTRICT DE BOMI</b>	147
30.	PDC/51 MAG/01	<b>MADAGASCAR : REVITALISATION DE L’AGENCE NATIONALE TARATRA</b>	153
31.	PDC/51 MLW/01	<b>MALAWI : CRÉATION D’UNE RADIO COMMUNAUTAIRE POUR LES ILES DE LIKOMA ET DE CHIZUMULU</b>	157
32.	PDC/51 MAL/01	<b>MALI : COMMUNICATION POUR LE CHANGEMENT DE COMPORTEMENT</b>	162
33.	PDC/51 MAL/02	<b>MALI : RENFORCEMENT DES CAPACITES DES RADIOS ET DE L’URTEL</b>	168
34.	PDC/51 MAR/02	<b>MAURITIUS : UNIVERSITY OF MAURITIUS: ESTABLISHMENT OF AN AUDIOVISUAL TRAINING CENTRE</b>	173
35.	PDC/51 NER/01	<b>NIGER : CREATION D’UN CENTRE MULTIMEDIA COMMUNAUTAIRE (CMC)</b>	178
36.	PDC/51 NIR/01	<b>NIGERIA : THE SMALLHOLDER FARMERS RURAL RADIO</b>	182
37.	PDC/51 RWA/01	<b>RWANDA : CAPACITY BUILDING FOR RWANDAN HIGH COUNCIL OF THE PRESS (ENGLISH VERSION ONLY)</b>	187
38.	PDC/51 SEN/01	<b>SENEGAL : RENFORCEMENT DES CAPACITES DE LA RADIO DES FEMMES MANOORE FM</b>	192
39.	PDC/51 SEN/02	<b>SENEGAL : CRÉATION D’UN PÔLE D’EXCELLENCE “COMMUNICATION ET CONFLITS EN AFRIQUE” AU CESTI</b>	198
40.	PDC/51 SOM/01	<b>SOMALIE : RENFORCEMENT D’UNE ACTION COLLECTIVE DE DÉFENSE DE LA LIBERTÉ D’EXPRESSION</b>	204
41.	PDC/51 URT/01	<b>TANZANIE : FORMATION DES COMMUNAUTÉS A LA LIBERTÉ D’EXPRESSION</b>	210
42.	PDC/51 TOG/01	<b>TOGO : RENFORCEMENT DES CAPACITÉS DE L’OBSERVATOIRE TOGOLAIS DES MÉDIAS (OTM)</b>	216
43.	PDC/51 UGA/01	<b>UGANDA : RADIO NETWORK NEWS AGENCY AND TRAINING PROJECT (ENGLISH VERSION ONLY)</b>	221
44.	PDC/51 UGA/02	<b>OUGANDA : LA VOIX DES FEMMES RURALES, DISTRICT D’APAC</b>	227
45.	PDC/51 ZAM/01	<b>ZAMBIE : PROJET DE RADIOS A GÉNÉRATEUR MANUEL</b>	232

# PROJET REGIONAL

<b>A. IDENTIFICATION DU PROJET</b>		
1.	<b>TITRE</b>	<b>ACCE: RÉSEAU DE JOURNALISTES POUR L'ÉRADICATION DE LA PAUVRETÉ EN AFRIQUE ORIENTALE</b>
2.	<b>NUMÉRO</b>	<b>PDC/51 RAF/01</b>
3.	<b>CATEGORIE DE MÉDIA</b>	Radio, télévision et presse écrite
4.	<b>DOMAINE DE PRIORITÉ DU PIDC</b>	Développement des ressources humaines ; promotion de la liberté d'expression et du pluralisme
5.	<b>PORTÉE</b> (nationale, régional, interrégionale)	Régionale
6.	<b>TYPE D'AIDE DEMANDÉE</b>	Financière
7.	<b>COÛT TOTAL DU PROJET</b>	US \$ 125 700
8.	<b>MONTANT DEMANDÉ AU PIDC</b>	US \$ 83 700
9.	<b>BÉNÉFICIAIRE DU PROJET</b>	Journalistes, entreprises de presse, gouvernements et la société civile en Afrique orientale
10.	<b>MAÎTRE D'ŒUVRE</b>	Conseil Africain pour l'Education à la Communication (ACCE), section Kenya, Nairobi
11.	<b>LOCALISATION</b>	Afrique orientale
12.	<b>PROJET PRÉPARÉ PAR</b>	Conseil Africain pour l'Education à la Communication (ACCE), section Kenya, Nairobi
<b>DÉCISION DU BUREAU</b>		

## **B. PRÉSENTATION**

### **1. HISTORIQUE ET JUSTIFICATION**

Les actions à entreprendre pour lutter contre la pauvreté ont figuré en tête de liste des priorités de la plupart des gouvernements de la région au cours des deux ou trois décennies qui ont suivi leur indépendance. Toutefois, les activités concrètes ne semblent pas progresser d'une manière directement utile aux citoyens ordinaires. En réalité, avec le temps, le taux d'inflation progresse, la pauvreté s'étend, la fracture béante entre les riches et les pauvres continue à s'élargir et certains gouvernements, en dépit de la vague de démocratisation des années 90, sont devenus plus accessibles à la corruption et inefficaces dans l'utilisation des ressources publiques dont ils disposent.

Pour les journalistes, – spécialement en Afrique orientale – enquêter concrètement sur les causes et les effets de la pauvreté nécessite des ressources supplémentaires, des techniques et des outils qui doivent aller bien au-delà de ceux que leur offrent leurs employeurs.

Les manifestations organisées par l'UNESCO à l'occasion de la Journée de la Liberté de la Presse en 2006 ont suscité une prise de conscience des questions relatives à la pauvreté et à la liberté de la presse. Les participants ont mis l'accent sur le fait que l'UNESCO devait travailler en collaboration avec d'autres intervenants pour renforcer le niveau de compétence professionnelle des journalistes de la région, en encourageant la création d'un réseau régional de journalistes spécialisés dans les problèmes de la pauvreté et du développement. Un réseau de cette nature offrirait à la fois une plate-forme qui permettrait d'identifier les besoins en matière de formation parmi les journalistes de la région, concrétiserait un engagement commun pour lutter contre la corruption, serait un forum d'échanges transfrontières de connaissances et d'expériences ainsi qu'une base institutionnelle permettant d'entrer en relation avec les autorités régionales comme l'IGAD, l'Union Africaine et la Communauté des Etats d'Afrique orientale, entre autres.

Ces activités sont en phase avec l'importance croissante du rôle des médias en faveur du développement en général et dans la poursuite des Objectifs de Développement du Millénaire (ODM), un accent particulier étant mis sur l'éradication de la pauvreté. Dans l'esprit de ses concepteurs, le réseau proposé ici constituera un terrain propre à renforcer les vertus universellement acceptées d'objectivité, de vérité et de précision dans les reportages, et à faciliter les échanges d'informations pour encourager un journalisme qui donne la priorité aux besoins de développement de la région.

Par ailleurs, il y a urgence à faciliter la formation, la recherche et la fourniture de moyens, particulièrement dans le domaine des TIC, pour pouvoir couvrir de manière satisfaisante les questions liées à l'éradication de la pauvreté. Cela est indispensable pour encourager un traitement dynamique de l'information sur ces problèmes, par opposition aux reportages purement réactifs quand il s'agit d'aborder les questions liées à l'éradication de la pauvreté. Ce sont là les types d'articles qui peuvent contribuer aux ODM pour réduire de moitié la proportion d'hommes et de femmes qui vivent avec moins d'un dollar par jour.

Le réseau de journalistes spécialisés dans les questions d'éradication de la pauvreté en Afrique, tel qu'il est proposé par la Section Kenya de l'ACCE, offre une parfaite occasion de créer une plate-forme régionale dont pourront bénéficier de nombreux journalistes de la région qui consacrent leur action aux plus démunis. Un tel réseau doit constituer un forum pour identifier les besoins en formation de la région, intensifier les reportages sur les problèmes liés à la pauvreté et au développement, et être à la base de sources d'information régionales.

## **2. DESCRIPTION DES GROUPES CIBLES**

Ce sont les journalistes de presse écrite ou électronique, de radio et de télévision qui traitent des problèmes de la pauvreté au Burundi, aux Comores, à Djibouti, en Erythrée, en Ethiopie, au Kenya, à Madagascar, à l'Ile Maurice, au Rwanda, en Tanzanie, aux Seychelles, en Somalie, au Soudan et en Ouganda. De plus, les rédacteurs en chef, les patrons de presse, les formateurs en communication et les organisations nationales ou régionales de journalisme ou de médias seront également concernés par le projet, de même que le grand public, particulièrement dans les zones rurales.

## **3. OBJECTIF IMMÉDIAT**

L'objectif principal de ce projet consiste à créer un réseau régional de journalistes spécialisés dans les problèmes de la pauvreté et du développement, et renforcer ainsi la collaboration et les échanges professionnels entre eux.

Dans le cadre de cet objectif général, on peut identifier un certain nombre d'objectifs secondaires :

- Intensifier les campagnes consacrées à l'éradication de la pauvreté et aux ODM en Afrique orientale et australe ;
- Développer des ressources humaines pour que les médias rendent compte des questions liées à la pauvreté ;
- Créer une base de données en ligne pour les journalistes de la région, qui donnera accès aux informations utiles sur les tendances, les personnalités, les statistiques et les liens avec d'autres sites de documentation appropriés ;
- Offrir une formation à un noyau de journalistes de haut niveau et à d'autres professionnels des médias pour produire des documents d'information et de communication destinés aux organes de presse imprimée et électronique pour une large diffusion et une sensibilisation de l'opinion, ainsi que pour renforcer la prise en compte des questions liés à la pauvreté ;
- Accentuer le suivi et l'évaluation des médias pour que les réactions enregistrées puissent être mises à profit dans la détermination d'une stratégie de communication sur la manière de rendre compte des questions liées à la pauvreté.

## **4. OBJECTIF DE DÉVELOPPEMENT**

- Améliorer la qualité globale et le volume des informations diffusées par la presse sur les questions liées à la pauvreté dans la région ;
- Placer l'éradication de la pauvreté dans l'agenda des actions prioritaires du gouvernement dans la région, en publiant des reportages de qualité.

## **5. INVESTISSEMENTS**

- Site web du réseau et banque de données en ligne ;
- Equipement ;
- Prise en charge d'une réunion consultative régionale de deux jours pour les membres du réseau ;
- Prise en charge des ateliers de formation régionaux et nationaux pour les membres.

## **6. RÉSULTATS**

- Réseau régional de journalistes spécialisés dans l'éradication de la pauvreté ;
- Instruments pédagogiques destinés à la formation et au renforcement des compétences des journalistes qui rendent compte des problèmes de développement dans la région ;
- Noyau de journalistes qualifiés dans les pays sélectionnés et création de points de rencontre ;



- Evaluation des besoins de la région en matière de formation de journalistes traitant de l'éradication de la pauvreté ;
- Matériel pédagogique ;
- Lettre d'information trimestrielle ;
- Documents traitant de la stratégie au niveau régional et national ;
- Suivi et rapports d'évaluation.

## 7. ACTIVITÉS

- Réunion de consultation ( 2 jours) ;
- Conception et hébergement du site web pour le réseau ;
- Création de la banque de données en ligne ;
- Evaluation des besoins régionaux en matière de formation ;
- Formation de journalistes spécialisés dans les questions liées à la pauvreté ;
- Etude des instruments pédagogiques sur la base de l'évaluation des besoins ;
- Publication d'une Lettre d'Information trimestrielle destinée au réseau ;
- Spécification des protocoles pour le travail en collaboration avec les autorités régionales.

## 8. PLAN DE TRAVAIL

Activité	Mois 1-2	Mois 3-4	Mois 5-6	Mois 7-8	Mois 9-10	Mois 11-12	Mois 13-14	Mois 15-16	Mois 17-18	Mois 19-20	Mois 21-22	Mois 23-24
Réunion de consultation (2 jours)												
Création du site web et développement de la banque de données												
Evaluation des besoins en formation												
Conception des outils pédagogiques et de la Lettre d'Information												
Ateliers de formation												
Spécification des protocoles avec les autorités régionales												
Suivi et rapport final												

## 9. CADRE INSTITUTIONNEL

Le Conseil Africain pour l'Education à la Communication, section Kenya, gèrera la mise en œuvre du projet, en collaboration avec le Bureau du Conseiller Régional pour la Communication de l'UNESCO pour l'Afrique orientale.

Les activités de formation seront coordonnées à partir de Nairobi, mais une grande partie de la main-d'œuvre engagée dans le travail sur le terrain proviendra d'autres sections nationales de l'ACCE dans leurs pays respectifs. Le Secrétariat de la Section Kenya sera chargé de tous les autres aspects techniques du projet, ainsi que des questions administratives et de planification.

A un autre niveau, nous avons l'espoir de susciter un soutien accru aux activités du réseau grâce à des liens avec les organisations professionnelles de communication pour soutenir les activités du réseau sur le plan local.

## 10. RAPPORTS D'ACTIVITÉ DE L'ORGANISME BÉNÉFICIAIRE

A mi-parcours, une évaluation détaillée des activités entreprises sera réalisée par un organisme extérieur qui déterminera leur degré de réalisation.

### **D. BUDGET**

#### **BUDGET CONCERNANT LES APPORTS DU PIDC (en dollars des Etats-Unis)**

Deux ordinateurs multimédias de bureau avec onduleur :	3 500
Serveur avec onduleur :	6 500
Scanner et imprimante :	600
Photocopieuse et fax :	1 600
Poste de travail :	1 500
Evaluation des besoins régionaux (6 pays) :	15 000
Outils pédagogiques (site web, banque de données, manuel etc.) :	8 000
Lettre régionale d'information (trimestrielle) :	6 000
Réunion de consultation ( 2 jours) :	15 000
Formation régionale (11 pays) :	25 000
Suivi du projet:	1 000
<b><u>TOTAL :</u></b>	<b><u>83 700</u></b>

#### **BUDGET CONCERNANT LES APPORTS DE L'ORGANISME BÉNÉFICIAIRE (en dollars des Etats-Unis)**

Personnel du Secrétariat (coordination du réseau et organisation des réunions) :	24 000
Connexion à l'Internet :	6 000
Frais généraux (communications, alimentation électrique, équipements divers, entretien, promotion etc.) :	12 000
<b><u>TOTAL :</u></b>	<b><u>42 000</u></b>

# PROJET REGIONAL

<b>A. IDENTIFICATION DU PROJET</b>		
1.	<b>TITRE</b>	<b>CRÉATION ET MISE EN RÉSEAU DE CENTRES COMMUNAUTAIRES MULTIMÉDIAS EN AFRIQUE ORIENTALE</b>
2.	<b>NUMÉRO</b>	<b>PDC/51 RAF/02</b>
3.	<b>CATEGORIE DE MÉDIA</b>	Radiodiffusion et TIC
4.	<b>DOMAINE DE PRIORITÉ DU PIDC</b>	Développement des médias communautaires
5.	<b>PORTÉE</b> (nationale, régional, interrégionale)	Régionale
6.	<b>TYPE D'AIDE DEMANDÉE</b>	Financière
7.	<b>COÛT TOTAL DU PROJET</b>	US \$ 112 200
8.	<b>MONTANT DEMANDÉ AU PIDC</b>	US \$ 93 000
9.	<b>BÉNÉFICIAIRE DU PROJET</b>	Réseaux de CMC en Afrique orientale
10.	<b>MAÎTRE D'ŒUVRE</b>	ECONEWS AFRICA (ENA)
11.	<b>LOCALISATION</b>	Afrique orientale
12.	<b>PROJET PRÉPARÉ PAR</b>	Econews Africa et Bureau de l'UNESCO à Nairobi
<b>DÉCISION DU BUREAU</b>		

## **B. PRÉSENTATION**

### **1. HISTORIQUE ET JUSTIFICATION**

La convergence entre la radio et l'Internet donne une nouvelle vigueur à la radio communautaire. Non seulement les radios communautaires vont pouvoir atteindre de nouveaux horizons, mais les utilisateurs d'Internet apprennent par l'expérience que le web est appelé à apporter une contribution majeure à la mutation sociale.

Dans ce contexte, l'installation de Centres Multimédias Communautaires (CMC) dans les zones rurales de l'Afrique orientale est apparue comme une nécessité. La création de CMC dans ces régions prévoit l'association d'une radio communautaire avec les moyens techniques d'un télécentre ; ils seront la propriété de la communauté.

Les télécentres offrent de nombreux services dans domaine des TIC, comme l'accès à l'Internet, aux ordinateurs et à leurs logiciels, aux applications du commerce électronique et à de nombreux autres services d'information publique. La radio communautaire est un outil particulièrement efficace pour atteindre les communautés rurales. L'Internet sera un outil d'autant plus performant pour le développement et la participation qu'il sera associé aux structures existantes de communication ou d'information.

Au vu de ce qui précède, ce projet propose d'associer la création de radios communautaires et de télécentres pour constituer des centres communautaires multimédias. Leur objectif principal sera de répondre aux besoins en matière de communication et d'information définis par le plan de développement de la communauté concernée.

Ce projet prévoit l'appropriation des outils des TIC par les communautés où la population absorbe, intègre et transforme l'information en un nouveau savoir qui peut être communiqué aux autres et mis en application pour résoudre leurs problèmes concrets.

Il est tout à fait essentiel qu'une assistance soit apportée à l'équipement des CMC (pour les émetteurs et les télécentres), au développement des ressources humaines et à une formation qui aille au-delà de la simple initiation aux applications de base. Elle aidera à franchir les barrières des personnes, des institutions et du système grâce à la conception de contenus adaptés. Comblar la fracture numérique sera le but de ce projet.

### **2. DESCRIPTION DES GROUPE CIBLES**

Les bénéficiaires directs de ce projet seront les organisations communautaires situées dans des zones qui ne bénéficient pas des infrastructures nationales de communication. Une attention toute spéciale sera portée au plus démunis, aux handicapés, aux femmes et aux jeunes. Le but consiste à faire des CMC des plates-formes vitales dans le débat pour le développement, la gouvernance et les droits humains au niveau local, aussi bien que pour la préservation et la promotion de la culture, des savoir-faire et des traditions locales.

### **3. OBJECTIF IMMÉDIAT**

Implanter des centres multimédias communautaires dans quatre communautés marginalisées en Afrique orientale (deux au Kenya, un en Ouganda, et un en Tanzanie), et favoriser ainsi leur autonomisation en leur offrant la possibilité d'accéder aux technologies de l'information et de la communication.

#### **4. OBJECTIF DE DÉVELOPPEMENT**

Faciliter la mise en place d'un forum où les savoir-faire locaux pourront être renforcés, et permettre aux communautés de s'engager dans la voie de leur propre développement. Ainsi, les communautés rurales et désavantagées pourront s'exprimer sur les problèmes qui les concernent niveau local, et les situer par rapport aux programmes nationaux le développement.

#### **5. INVESTISSEMENTS**

Ce projet porte sur quatre communautés (deux au Kenya, une en Ouganda et une en Tanzanie). L'équipement destiné à chacun des quatre CMC est partagé en deux catégories :

- *Le matériel pour le studio d'émission* comprendra une console de mixage audio, deux lecteurs de cassettes, deux lecteurs de Minidisks, 2 microphones avec pieds, deux enregistreurs portatifs sur Minidisks/kits de reportage, 2 casques, amplificateur, enceintes acoustiques et un générateur.
- *Le matériel destiné au télécentre* sera composé de deux ordinateurs (PC), quatre ordinateurs pour l'accès à l'Internet et la production, un serveur équipé d'un dispositif de stockage et de sauvegarde, une imprimante / photocopieuse, un scanner, un graveur CD, un routeur et le câblage nécessaire.

#### **6. RÉSULTATS**

- Chacune des quatre communautés sera dotée d'un studio d'émission et d'un télécentre équipé ;
- Pour le lancement, douze personnes (trois membres de chacune des quatre communautés) seront formés à l'exploitation et à la gestion des CMC. Ils constitueront le noyau de base du réseau des CMC en Afrique orientale et formeront à leur tour les autres membres, pour générer un effet multiplicateur ;
- Il sera procédé à la conception et à l'installation d'un site Web ; il reliera plus de quatre communautés pour un partage réel des contenus et des expériences, et tester l'efficacité de la mise en réseau ;
- Un code de gestion définissant les règles d'exploitation des CMC sera mis au point et adopté.

#### **7. ACTIVITÉS**

- Identification des fournisseurs (pour l'équipement et l'accès à l'Internet) ;
- Acquisition et installation du matériel des CMC ;
- Equipement du centre de documentation ;
- Identification du noyau de base ;
- Formation du noyau de base aux principes directeurs de la gestion des CMC et à la programmation radiophonique ; initiation à l'exploitation des TIC, formation avancée pour la recherche d'informations sur l'Internet et adaptation des contenus au format radiophonique ;
- Conception du site Web ;
- Production et diffusion quotidienne de programmes radiophoniques éducatifs, d'information et de divertissement adaptés aux réalités locales ;
- Création d'une banque de données des CMC par le biais du téléchargement de contenus sur le site web.

## 8. PLAN DE TRAVAIL

Activité	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
Préparation											
Identification des fournisseurs (équipement et accès à l'Internet)											
Acquisition de l'équipement											
Installation et essais du matériel											
Identification du noyau de base											
Formation du noyau de base											
Conception du site web											
Création de la banque de données											

## 9. CADRE INSTITUTIONNEL

EcoNews Africa (ENA) mettra ce projet en œuvre en collaboration avec les trois stations de radio communautaire du projet “*East Africa Community Media Project*”. En outre, *One World* et l'*AMARC* (*Association mondiale des radiodiffuseurs communautaires*) se joindront aux activités du projet.

## 10. VIABILITÉ A LONG TERME

Pour toutes les activités qui concernent l'équipement, la conception du site web et la formation, les financements seront obtenus par le biais d'activités destinées à collecter des fonds.

L'ENA étudiera diverses options pour obtenir les ressources permettant de couvrir les charges d'exploitation. La plus grande partie des coûts opérationnels des CMC proviendra de particuliers, d'institutions et d'organisations au sein des communautés. Les contributions des particuliers seront sollicitées. Divers schémas de manifestations lucratives (loteries, soirées dansantes, vente de récepteurs FM) seront mis en œuvre. Les publicités institutionnelles et les donations seront encouragées.

Les ONG et les agences de développement seront incitées à utiliser en permanence les services des CMC pour alimenter leurs activités de communication. Des droits minimes leur seront demandés pour la production et la diffusion par les CMC de leurs programmes éducatifs et d'information.

## 11. SUIVI DU PROJET

L'ENA présentera à l'UNESCO des rapports d'activité tous les quatre mois, et assurera un suivi minutieux des activités pour assurer des bénéfices optimaux.

## C. INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES

### Activités préparatoires

L'ENA a réuni toute la documentation nécessaire dans ce domaine et l'a réunie dans une brochure qui va être publiée. Elle est conçue pour faciliter ou aider tous ceux qui souhaitent s'engager dans des projets de radios communautaires.

## Apport de l'organisme bénéficiaire pendant la durée du projet

L'ENA continuera à gérer les activités du projet, et offrira son temps et les ressources disponibles pour assurer son succès. Comme les communautés vont constituer un réseau, l'ENA en assurera l'administration. Les communautés contribueront également à la construction des structures destinées à abriter les installations.

## Aide sollicitée auprès de sources autres que le PIDC

Il va être demandé à d'autres donateurs, comme l'IDRC et HIVOS de prendre en charge d'autres chapitres du budget.

### **D. BUDGET**

<b>BUDGET CONCERNANT LES APPORTS DU PIDC (en dollars des Etats-Unis)</b>	
“Emetteur-valise” FM stéréo de 100 W, avec antenne dipôle et câble coaxial. La station est composée des éléments suivants : 2 lecteurs CD, 2 lecteurs de cassettes, console de mixage audio à 6 voies, répartiteur d'alimentation, microphone avec pied, panneau de commutation audio, mixette portative à trois voies, cassettes audio, câbles et connecteurs, accessoires :	26 190
Conception du site web :	5 720
<b>Équipement du centre de documentation</b>	
Deux ordinateurs de bureau, 6 PC équipés pour la connexion à l'Internet, serveur :	32 580
Imprimante :	2 290
Enregistreur CD :	280
Scanner :	570
Routeur et câblage :	2 800
Générateur :	11 430
<b>Formation pour le noyau de base</b>	
Hébergement :	4 800
Transports locaux et remboursement des frais de transport :	240
Débours divers :	1 200
Matériels pédagogiques (papeterie, photocopies, rapports etc.) :	400
2 collaborateurs techniques (350 × 5 jours) :	3 500
Suivi	1 000
<b><u>TOTAL :</u></b>	<b><u>93 000</u></b>

<b>BUDGET CONCERNANT LES APPORTS DE L'ORGANISME BÉNÉFICIAIRE (en dollars des Etats-Unis)</b>	
16 bénévoles (cadres de gestion des radios) :	19 200
<b><u>TOTAL :</u></b>	<b><u>19 200</u></b>

# REGIONAL PROJECT

(ENGLISH VERSION ONLY)

<b>A. PROJECT IDENTIFICATION</b>		
1.	<b>TITLE</b>	<b>SODEMA PROJECT</b> (Society for the Development of the Media in Africa)
2.	<b>NUMBER</b>	PDC/51 RAF/03
3.	<b>CATEGORY OF MASS MEDIA</b>	ALL MEDIA
4.	<b>IPDC PRIORITY AREA</b>	Promotion of freedom of expression and media pluralism
5.	<b>SCOPE</b> (national, regional, interregional)	Regional
6.	<b>TYPE OF ASSISTANCE REQUESTED</b>	Financial
7.	<b>TOTAL COST OF PROJECT</b>	US \$ 20 000
8.	<b>AMOUNT REQUESTED FROM IPDC</b>	US \$ 20 000
9.	<b>BENEFICIARY BODY</b>	Society for the Development of the Media in Africa (SODEMA)
10	<b>IMPLEMENTING BODY</b> .	<i>Syndicat des Journalistes Employés du Cameroun (SJEC)</i>
11	<b>PROJECT LOCATION</b> .	Cameroon
12	<b>PROJECT PREPARED BY</b> .	Society for the Development of the Media in Africa (SODEMA)
<b>DECISION OF THE BUREAU</b>		



## **B. PRESENTATION**

### **1. BACKGROUND AND JUSTIFICATION**

The creation of the Society for the Development of the Media in Africa (SODEMA) in October 2005 provided a unifying 23-member pan-African media organisation to facilitate the flow of information among print, radio and TV journalists. SODEMA was conceived to offer media training, material support for journalists in difficulty and promotion of standard guidelines for ethical conduct in order to heighten the credibility of the African media.

SODEMA members come from Benin, Burkina Faso, Burundi, Cameroon, Central African Republic, Chad, Republic of Congo (Congo-Brazzaville), Democratic Republic of Congo (Congo-Kinshasa), Cote d'Ivoire, Equatorial Guinea, Gabon, Gambia, Ghana, Guinea, Madagascar, Mali, Mauritania, Niger, Nigeria, Rwanda, São Tome e Principe, Senegal and Togo. The members' media affiliation is diverse: print, radio and TV journalists from public and private media outlets, full-time and freelance reporters, newspaper and broadcast-media owners and directors, media union representatives, editorial directors, editors-in-chief; a media trainer; and the director of a private school of journalism.

### **2. DESCRIPTION OF THE TARGET GROUPS**

Journalists and media professionals, teachers and students in journalism, international media watch-groups as well as the civil society at large.

### **3. IMMEDIATE OBJECTIVE**

Hosting of SODEMA website for a period of one year. Ongoing maintenance of the SODEMA website over the same period.

### **4. DEVELOPMENT OBJECTIVE**

The SODEMA website ensures democracy by contributing to the free flow of information for the media. The reference link, for example, gives journalists the legal framework within which to defend their rights. The website also provides a forum for free expression, since it is a public site open to all incoming contributions. The site allows journalists who are geographically dispersed to exchange views on common concerns and goals, thereby improving their otherwise limited communicative capacity.

### **5. PROJECT INPUTS**

- Server (or Internet provider) to host the website;
- Webmaster to process and update data.

### **6. PROJECT OUTPUTS**

- Increased communication among SODEMA members;
- Membership expanded through web wide dissemination of the existence of SODEMA;
- Provision of free background information suitable for media training
- Possible reduction of abuses toward the media;
- International exposure toward issues relevant to African media.

## 7. ACTIVITIES

- Hosting and maintaining the existing SODEMA website.
- Through the website, journalists can address both short-term and long-term issues critical to their profession. Such far-reaching issues as freedom of the press, professional standards and ethics are not necessarily topics discussed in the media in their respective countries of origin.
- The *Syndicat des Journalistes Employés du Cameroun* (SJEC) will provide administrative support and coordination for (1) expanded use of the SODEMA website in the region, (2) introduction to the site of new technological aspects, such as webchats, (3) the sale of SODEMA-produced news items, for example, to Yahoo! or <allafrica.com>, (4) posting of teaching materials, (5) updates for users on SODEMA regional activities.

## 8. WORK PLAN

- Technical expertise
- Updating of website concept
- Preparation and provision (through the website) of free background information for media training:

## 9. INSTITUTIONAL FRAMEWORK

SODEMA has three management units: the General Assembly, the Regional Bureau and the Executive Regional Bureau, whose members are elected for a two-year term, renewable once. The organisation groups together under five vice presidents (one for each region of Africa) both the public and private media. A single website for SODEMA members provides a clearing house for ideas that bridge individual differences and unify concerns among varying aspects of the media.

The SJEC (*Syndicat des Journalistes Employés du Cameroun*) will receive edited material from SODEMA in order to subcontract, as necessary, to *Double R Productions*. That company created the SODEMA website in October 2005, and is thus familiar with the organisation's outreach needs and the nature of its postings. *Double R Productions* wishes to continue to host, maintain and expand the website. SJEC, from a coordination standpoint and *Double R Productions*, from a technical standpoint, will advise and train SODEMA members on how to make the best use out of the organisation's existing website.

## 10. SUSTAINABILITY

There is currently no sustainable funding source. The lack of funding is an obstacle to periodic meetings, workshops and conferences – all within the intended scope of the organisation. The SODEMA website bridges this physical communication gap. Yet, the group is also lacking in the necessary technical expertise to host and maintain its website. This website holds the greatest promise for the continuing flow of information among the members of the continent-wide media group.

The one-year period will give SODEMA exposure to the benefits of having an international web presence and thereby motivate the members to work toward future sustainability. The time is also sufficient to allow the nascent organisation to seek technical proficiency so as to, eventually, maintain the website itself. As future web sponsors see the lucrative potential of the site, they will increase their sponsorship through sales of services.

## 12. EVALUATIONS CARRIED OUT

The creation of SODEMA was highly appreciated by the international media community. It also generated a flurry of sponsorship interest at the outset. In four instances, SODEMA posted communiqués to speak out against infringements on freedom of the press.

## 13. FRAMEWORK OF BENEFICIARY AGENCY'S REPORTING

The beneficiary agency undertakes to report on project progress on a four-month basis.

### **C. ADDITIONAL INFORMATION**

#### **Contribution foreseen by the beneficiary agency during the project period**

Given the beneficiary agency SJEC's interest in improving the working conditions of journalists, it is prepared to contribute administrative support toward SODEMA-driven activities.

#### **Assistance sought other than IPDC**

None.

### **D. BUDGET**

#### **BREAKDOWN OF IPDC CONTRIBUTION (in US dollars)**

Financial support for the SODEMA website: technical expertise, new design concept, hosting and maintenance:	14 000
Preparation and provision (through the website) of free background information for media training:	6 000
<b><u>TOTAL :</u></b>	<b><u>20 000</u></b>

# REGIONAL PROJECT

(ENGLISH VERSION ONLY)

<b>A. PROJECT IDENTIFICATION</b>		
1.	<b>TITLE</b>	<b>SUPPORTING THE “WEEKLY TIMES / SOUTHERN NEWS”</b>
2.	<b>NUMBER</b>	PDC/51 RAF/04
3.	<b>CATEGORY OF MASS MEDIA</b>	Print Press
4.	<b>IPDC PRIORITY AREA</b>	Promotion of freedom of expression and media pluralism
5.	<b>SCOPE (national, regional, interregional)</b>	Regional
6.	<b>TYPE OF ASSISTANCE REQUESTED</b>	Financial
7.	<b>TOTAL COST OF PROJECT</b>	US \$ 42 320
8.	<b>AMOUNT REQUESTED FROM IPDC</b>	US \$ 40 400
9.	<b>BENEFICIARY BODY</b>	Times of Africa (Pty) Ltd
10.	<b>IMPLEMENTING BODY</b>	Times of Africa (Pty) Ltd, Gaborone
11.	<b>PROJECT LOCATION</b>	Southern News Offices, Gaborone
12.	<b>PROJECT PREPARED BY</b>	Mr. Godfey Ncube, Publisher
<b>DECISION OF THE BUREAU</b>		

## B. PRESENTATION

### 1. BACKGROUND AND JUSTIFICATION

The “Times of Africa” was established in 2002, and is the implementing organisation. However, following the enactment of the *Access to Information and Protection of Privacy Act* (AIPPA), the organisation necessarily and abruptly stopped its operations. The *Amendment* to the AIPPA has been the instrument to shut down a free media: four independent newspapers have been closed in the past five years. Only journalists from the state media enjoy a guaranteed job security as long as they prefer to be government’s Public Relations officers than being objective journalists. The major problem is the lack of freedom of expression in Zimbabwe. The independent media is in very short supply in Zimbabwe, and popular access to independent media is very limited. The state controls the two dailies.

The Media House started publishing the newspaper in January 2005, before it was subsequently closed on following February. It was prohibited from publishing for twelve months on political grounds. The Zimbabwean Media Commission considered that it was an anti-government paper, which was established to discredit the government and was manipulated by Western powers. However, in the short time it was in existence, the publication had found a public readership, gaining momentum with the print-run shooting up from a mere 3 000 to 30 000 within the two months of its existence.

This was attributed to the balanced newsgathering and professional approach. The paper had gained a real market throughout the country, with copies trickling into rural areas across the country. The Weekly Times/Southern News – as it has been renamed – has relocated to Gaborone, Botswana, and is in the process of devising a strong regional focus through stories that have the potential to shape a comparative framework on such issues as governance and HIV/AIDS. In the process, its staff hopes to contribute as well to a sense of regional community and solidarity as to respect for freedom of expression. In sum, the Southern News like its predecessor (The Weekly Times), would like to be considered “*the Voice of the Voiceless*”, and the heartbeat of a regional community.

The editorial policy of the Southern News is to specifically give balanced coverage of the news, to give space to all political parties (including ZANU-PF), to undertake investigative journalism and to cover news of regional interest. Because the newspaper is published from outside the country, it is not subject to the self-censorship necessarily exercised by the independent papers inside Zimbabwe. Already in the short time since its re-launch, the Weekly Times/Southern News has received many plaudits from readers who are pleased to have access to regional news, especially on governance and on HIV/AIDS and other societal topics.

A lack of overhead capital is a major obstacle. In order to manage sufficient print runs for the moment, funds are required. It is envisioned that in the course of the coming year, advertising will pay for sustainability. A second no less important obstacle is the lack of training of the journalists who work with the Southern News. In consequence, we would like to strengthen the skills of our journalists through training.

The Southern News can play a crucial role in promoting citizen empowerment region-wide. By providing Southern News’ staff with training, and the organisation with the funds to run stories and maintain its production over the first year, the project will contribute to networking, access to information, and ultimately freedom of information.

## **2. DESCRIPTION OF THE TARGET GROUPS**

The Weekly Times/Southern News is targeting citizens of the southern African nations; the general public, but with an emphasis on those less privileged: in the first place, Zimbabweans, who are deprived of factual news; then, the people in rural areas. We would want to consider running stories that have an appeal to women and youth. With the development of a website, the Southern News would target a readership of Africans – especially Zimbabweans – living outside their country. We would want to have a strong emphasis on governance issues in order to inform citizens and policymakers. The Weekly Times/Southern News has launched a magazine that will be an insert in the main newspaper. It focuses on youth and women.

At the same time, it intends to seek to support user-friendly means to make such information available. The Southern News will complement existing advocacy efforts by other media to inform and educate the public on maintaining health, reducing stigma, building support, and opening breakthroughs in dealing with the epidemic.

## **3. IMMEDIATE OBJECTIVE**

- To open and support offices in Zimbabwe, South Africa, Malawi and Zambia in order to provide a platform in the Southern News for gathering and sharing stories about combating HIV/AIDS, and in governance stories such as gains made by the civil society, expanding freedom of the press and fighting corruption;
- To strengthen the skills of our journalists through appropriate training.

## **4. DEVELOPMENT OBJECTIVE**

The Southern News aims at informing and educating accurately on regional developments with an emphasis on governance and HIV/AIDS that will ultimately empower the citizens of the southern African region to take an increased regional perspective on these issues. The planned magazine and website will provide more interactive platforms for the public.

## **5. PROJECT INPUTS**

- A minimum of four contributing journalists (already identified) in South Africa, Zambia, Malawi and Zimbabwe to report on stories as sketched out above;
- Training for these and other contributing journalists in investigative journalism; reporting on HIV/AIDS and general newspaper management;
- Office space, computers (2 in each country office), telephone lines, fax machines, photocopier, Internet connection and office furniture.

## **6. PROJECT OUTPUTS**

- Four newspaper managers trained in management skills;  
(This is to be achieved through networking with both SAIMED *Southern African Institute for Media Entrepreneurship Development*, MISA *Media Institute of Southern Africa* and NJI *National Journalism Institute*, South Africa).
- Nine trained journalists in investigative journalism;
- Fifty-two stories on governance in the region (one per week);
- Nine journalist trained in reporting on HIV/AIDS issues;
- Fifty-two stories on aspects of HIV/AIDS in the region (one per week);
- Ten issues of magazine focusing on young persons and women;
- Launching of Southern News website.

## 7. ACTIVITIES

- Acquisition of office space;
- Assessment of training needs;
- Acquisition of equipment;
- Installation of telecommunications;
- Training of journalists;
- Training of managers;
- Production of weekly newspaper;
- Launching of website;
- Production of magazine.

## 8. WORK PLAN

**Month 1:** Identification of journalists reporting for Weekly Times/Southern News (*already made*);

**Months 1-3:** Acquire and set up office space and equipment;

**Months 1-3:** Identify training needs;

**Months 1-6:** Implement training;

**Months 1-3:** Launch aggressive campaign for advertising support in region;

**Months 3-6:** Evaluate sustainability of Weekly Times/Southern News;

**Months 1-12:** Production of stories.

## 9. INSTITUTIONAL FRAMEWORK

- The *Southern Africa Institute for Media Entrepreneurship Development* (SAIMED) is located in Gaborone and is an ideal partner to conduct the training of our newspaper managers.
- The *Media Institute of Southern Africa* (MISA), Botswana Chapter, is an organisation through which training and evaluation can also be performed.

## 10. SUSTAINABILITY

We intend to make the newspaper self-sufficient once it is fully established. Its regional coverage makes it more attractive to a wider range of advertisers, and income from sales will increase to cover printing and distribution costs. Most newspapers need one to two years to reach that state. The Southern News has only been out in publication for a few weeks and certain promises of sponsorship, although not yet materialised, are expected. It is important for the paper to continue printing weekly runs with as few interruptions as possible, both in order to build its readership and to meet commitments to advertisers and distributors.

## 11. FRAMEWORK OF MONITORING

The *Media Monitoring Project of Zimbabwe* (MMPZ), Harare, Zimbabwe.

## 13. FRAMEWORK OF BENEFICIARY AGENCY'S REPORTING

The beneficiary agency undertakes to report on project progress on a four- month basis.

Times of Africa will provide quarterly report and will liaise with UNESCO on any development at any time. It will always welcome any advice or external audit.

### C. ADDITIONAL INFORMATION

#### Preparatory activities completed prior to submission of the project to IPDC

Southern News was launched in March 2006, and has identified offices in the three mentioned countries. It has also a holding page under [www.timesofafrica.com](http://www.timesofafrica.com).

#### Contribution foreseen by the beneficiary agency during the project period

The *British High Commission*, Harare, Zimbabwe, and the *Open Society Initiative for Southern Africa* (OSISA), South Africa, have shown interest for support

#### Assistance sought other than IPDC

See above.

### D. BUDGET

#### BREAKDOWN OF IPDC CONTRIBUTION (in US dollars)

*Total of investments for South Africa, Zambia, Malawi, Zimbabwe and Botswana:*

Printers:	1 400
Internet equipment:	6 500
Internet subscription (12 months):	12 600
Telephone connection:	1 400
Fax machine:	1 000
Training of journalists and management:	17 500
<b><u>TOTAL :</u></b>	<b><u>40 400</u></b>

#### BREAKDOWN OF BENEFICIARY'S CONTRIBUTION (in US dollars)

Website design:	900
Registration:	40
Hosting fees (per annum):	980
<b><u>TOTAL :</u></b>	<b><u>1 920</u></b>



# ANGOLA

(ENGLISH VERSION ONLY)

<b>A. PROJECT IDENTIFICATION</b>		
1.	<b>TITLE</b>	<b>TRAINING OF JOURNALISTS</b>
2.	<b>NUMBER</b>	PDC/51 ANG/01
3.	<b>CATEGORY OF MASS MEDIA</b>	Print and electronic media
4.	<b>IPDC PRIORITY AREA</b>	Human resource development
5.	<b>SCOPE</b> (national, regional, interregional)	National
6.	<b>TYPE OF ASSISTANCE REQUESTED</b>	Financial
7.	<b>TOTAL COST OF PROJECT</b>	US \$ 26 000
8.	<b>AMOUNT REQUESTED FROM IPDC</b>	US \$ 26 000
9.	<b>BENEFICIARY BODY</b>	The Angolan journalist community
10	<b>IMPLEMENTING BODY</b>	The Syndicate of Angolan Journalists (SAJ)
·		
11	<b>PROJECT LOCATION</b>	Luanda
·		
12	<b>PROJECT PREPARED BY</b>	Louisa Rogerio, Secretary General of the Syndicate of Angolan Journalists
·		
<b>DECISION OF THE BUREAU</b>		

## **B. PRESENTATION**

### **1. BACKGROUND AND JUSTIFICATION**

Angola, a country that only recently emerged from 30 years of a devastating civil war, is in the midst of reconstruction and rehabilitation efforts. The government is developing and introducing positive reforms in the political and economic spheres. This also occurs in the political democratic life. Politicians and civil society organisations members are pressing the government to open its activities until it holds in 2007 Angola's second election since 1992. Central to this effort is the development of vibrant and free media capable of fairly and objectively examining the issues of the day and informing the public so that the latter is empowered to make informed and intelligent decisions on those issues. The Angolan media is seriously hampered by the lack of professionalism, inexperience and serious resource limitations to carry out this responsibility. The Syndicate of Angolan Journalists (SAJ), an independent and legally registered national association of journalists striving to advance the profession and the professional needs of its members, is committed to do its part to overcome these challenges.

Recognising the need for professional development and in anticipation of the upcoming elections, the SAJ previously organised training programmes for 60 journalists from three provinces on basic journalism and election-related issues. However, much more needs to be done to train journalists in the remaining 15 provinces of the country. The SAJ requests the financial assistance of UNESCO so that it can extend training to journalists in those 15 provinces.

This project aims at training journalists and their media outlets on how to properly cover the electoral process, how to conduct and use polling and how to give an accurate analysis of what is happening in the field. The upcoming election will be a long-awaited expression of the ongoing reconciliation of Angola. Without a well-trained cadre of local journalists, the overall process will suffer from a lack of fair and accurate information. Skills gained from this training will help journalists to redirect or reshape the way they read local social, economic and political situation. Ultimately, participants will be able to cover or report more concisely and objectively to help build a more democratic and open society. These types of training opportunities are critical to ensure that Angola citizens are adequately prepared by the media to return to the polls.

The lessons learned in from past trainings tell us that most Angolan journalists in the provinces do not possess of the necessary skills. Most of them were educated in other fields, because the schools of journalism are only now being established in the country. For this reason, most of the Angolan journalists do not control much of the journalism rules of the game. This training it is very important, since it will provide the participants with skills they could never have acquired due to the lack of journalism schools and to the barriers created by the absence of a strong education system in Angola. The training programme will benefit 300 journalists at the minimum. However, due to huge interest that these kinds of programmes raise in provinces, we may give chance to other journalists to seat by as observers.

### **2. DESCRIPTION OF THE TARGET GROUPS**

The members of the Syndicate of Angolan Journalists and others who are licensed to practice journalism in the country.

### **3. IMMEDIATE OBJECTIVE**

- Increase the skills and abilities of local journalists;
- Help strengthen the coverage of the upcoming electoral process;
- Increase the accuracy and fairness of reporting;
- Raise the standards of journalism in 15 of Angola's 18 provinces;
- Increase the understanding of the new press law, the electoral law and the Angolan Constitution.

### **4. DEVELOPMENT OBJECTIVE**

In post-conflict Angola, the reconstruction and rehabilitation of the country and the democratisation process has commenced. Central to the success of these efforts is the development an independent free press capable of investigating, analysing, and reporting on matters of public interest. The SAJ strives to raise the standards of journalism through training and professional development, so that its members and others can responsibly carry out these duties. Given the national elections expected next year and the glaring lack of knowledge on election coverage among its members and others in the press community, the Syndicate believes that preparing its members and others to cover the elections fairly and accurately to be an immediate priority. The Syndicate further believes that constant coverage and reporting on the elections, including analysis based on the views of the electorate, candidates and parties advances the democratisation process and improves the communicative capacity of the people.

### **5. PROJECT INPUTS**

- One journalism trainer;
- Transportation, accommodation and honorarium for trainer and an SAJ representative;
- Halls/classrooms for the training sessions;
- Lunch provided to trainees;
- Stationery, training manuals and documentation;
- Administrative overheads.

### **6. PROJECT OUTPUTS**

- 300 trained journalists in 15 of Angola's 18 provinces;
- New materials made available by the Syndicate in Portuguese for future trainings;
- An increased knowledge base within the administration of the Syndicate.

### **7. ACTIVITIES**

- The syndicate proposes to organise and hold 15 three-day training sessions for up to 20 journalists in 15 provinces (a total of 300) on election coverage and related issues;
- The training will commence in November 2006 and end in April 2007;
- A highly qualified local journalism instructor, who has successfully conducted similar training in the past, will be engaged to provide the training. The Angolan Ministry of Mass Communication (AMMC) will be closely consulted on the development of the course outline and will allow members of the state media in each of the proposed provinces to attend the course; the AMMC will also make in-kind contribution by providing venue for the training sessions;
- Graduates of the training will be awarded certificates of recognition upon the successful completion of the training.

## **8. WORK PLAN**

- Aug./Sept. 2006:** The Syndicate will work to secure the funding necessary to conduct the training;
- Oct. 2006:** The syndicate will select the trainer of the programme and begin the registration of the journalists that will attend the training. The SAJ will also work to select the course materials, prepare course outline and translate the course materials as necessary;
- Nov. 2006:** The SAJ will launch the training in Lubango, Huila province;
- Nov. 2006 / Apr. 2007:** The SAJ will conduct the training programme in the other 14 provinces;
- Jan. 2007:** The SAJ will submit the first four-month project evaluation;
- Apr. 2007:** The SAJ will conclude the programme and prepare the final evaluation.

## **9. INSTITUTIONAL FRAMEWORK**

The Syndicate of Angolan Journalists (SAJ) would be responsible for implementing the project. The SAJ has conducted similar training in the past and would be drawing from its experience to ensure effective implementation of the project. It would also use its excellent relations with the Ministry of Mass Communication and provincial administrations to realise the objectives of the project.

## **10. SUSTAINABILITY**

Since professional development of its members is a long-term and vital objective of the SAJ, it would continuously strive to provide continuous training opportunities for its members, thereby ensuring a sustainable development of the profession in the country consistent with international standards.

## **11. EVALUATIONS CARRIED OUT**

The SAJ will conduct continued evaluation of the project to ensure project progress according to plan.

## **12. FRAMEWORK OF BENEFICIARY AGENCY'S REPORTING**

The Syndicate will submit written reports and an account of expenditure upon completion of preparation stage, progress report on completion of training in each province, and final report on results achieved by the end of the project.

The beneficiary agency undertakes to report on project progress on a four- month basis.

## C. ADDITIONAL INFORMATION

### Preparatory activities completed prior to submission of the project to IPDC

Consultations with the Ministry of Mass Communication.

### Contribution foreseen by the beneficiary agency during the project period

Administration and management of the project, facilitation and coordination.

### Assistance sought other than IPDC

Angolan Ministry of Mass Communication.

In the past, Angola has benefited from the IPDC's assistance as follows:

Project N Budget codes	Funds (US \$)	Project title	Period
PDC/5ANG/01 350-ANG-51 350-ANG-71	20,000 40,000	Angola Development of Broadcasting Centre of the Angola News Agency	1985 - 1989
PDC/48ANG/02 354ANG5041 Co-financed by Portugal	38,500	Strengthening of the capacity of the Angola news agency	2005-2006
Total Angola: US\$ 90,000			

## D. BUDGET

### BREAKDOWN OF IPDC CONTRIBUTION (in US dollars)

Air fares to 15 provinces for a trainer and an SAJ representative (225 × 2 × 15):	6 750
Accommodation and per diem (4 days) for trainer and SAJ representative 75 × 2 × 4 × 15):	9 000
Trainer honorarium (200 × 15):	3 000
Lunch for participants (10 × 300):	3 000
Translation and duplication of teaching materials:	2 500
Administrative overheads:	1 750
<b>TOTAL :</b>	<b>26 000</b>

# BÉNIN

<b>A. IDENTIFICATION DU PROJET</b>		
1.	<b>TITRE</b>	<b>RENFORCEMENT DES CAPACITÉS DU JOURNAL “LA PYRAMIDE”</b>
2.	<b>NUMÉRO</b>	PDC/51 BEN/02
3.	<b>CATEGORIE DE MÉDIA</b>	Presse écrite
4.	<b>DOMAINE DE PRIORITÉ DU PIDC</b>	Pluralisme des médias
5.	<b>PORTÉE (nationale, régional, interrégionale)</b>	Nationale
6.	<b>TYPE D’AIDE DEMANDÉE</b>	Equipement et formation
7.	<b>COÛT TOTAL DU PROJET</b>	US \$ 24 700
8.	<b>MONTANT DEMANDÉ AU PIDC</b>	US \$ 21 600
9.	<b>BÉNÉFICIAIRE DU PROJET</b>	Quotidien “La Pyramide”
10.	<b>MAÎTRE D’ŒUVRE</b>	MINCOM SARL & CEPAG
11.	<b>LOCALISATION</b>	Cotonou
12.	<b>PROJET PRÉPARÉ PAR</b>	Quotidien “La Pyramide”
<b>DÉCISION DU BUREAU</b>		

## **B. PRÉSENTATION**

### **1. HISTORIQUE ET JUSTIFICATION**

La Constitution béninoise a doté la presse d'un organe de régulation, la Haute Autorité de l'Audiovisuel et de la Communication (HAAC). La presse béninoise est totalement libre dans sa diversité. Elle possède des structures telles que le Conseil National du Patronat (CNPA), qui regroupe tous les directeurs de publication de la presse écrite et les directeurs des radios et des télévisions, tant dans le domaine public que privé. Les journalistes se retrouvent au sein de l'Union des Professionnels des Médias du Bénin (UPMB). Les professionnels des médias de toutes tendances ont mis sur pied une instance d'autorégulation, l'Observatoire de la Déontologie et de l'Ethique dans les Médias (ODEM).

Depuis 1990, aucun organe de presse écrite ou audiovisuelle n'a été suspendu ou interdit. Le quotidien "La Pyramide", créé en juin 1996, a pour ambition de promouvoir le journalisme d'investigation dans un univers dominé par un journalisme davantage porté vers le commentaire. Il a pour objectifs le droit à l'éducation, à l'information et à la communication. Mais il est aussi confronté aux problèmes posés par les imprimeurs qui rejettent parfois des maquettes pour cause d'illisibilité ou de retard. Le journal ne dispose pas d'appareil photographique numérique pour les reportages.

Le quotidien "La Pyramide" souhaite être doté des moyens qui lui permettront de mettre en œuvre sa politique de journalisme efficace avec l'acquisition du matériel qui fait l'objet de ce dossier. Quand elle disposera d'un parc informatique performant, l'équipe du journal envisage d'installer, à moyen ou à long terme, une imprimerie qui permettra de réduire les coûts d'édition et d'améliorer la gestion du journal.

### **2. DESCRIPTION DES GROUPES CIBLES**

Depuis plusieurs années "La Pyramide" consacre au moins une page aux thèmes d'éducation en matière de santé, notamment pour une prise de conscience des dangers du sida. Des articles sur les maladies infantiles, contagieuses et sexuellement transmissibles sont régulièrement publiés.

Comme le journal s'adresse au monde rural, il est souhaitable que de nombreux sujets soient illustrés par des images. Mais il ne dispose pas de l'appareil photographique numérique nécessaire. Outre la page "santé", les lecteurs demandent que l'on traite d'autres centres d'intérêt, car la plupart des journaux béninois n'abordent que des sujets politiques. Notre souhait serait d'avoir des journalistes spécialisés, entre autres, dans les domaines de la santé, de l'environnement, de l'éducation et de la culture.

L'achat du matériel nous permettra d'être plus compétitifs et de présenter une publication mieux illustrée, donc plus conviviale. La formation prévue permettra aux journalistes d'optimiser leurs capacités professionnelles.

Depuis 2000, le parc informatique du journal a été renouvelé, mais ses équipements sont tout à fait insuffisants. Il s'agit d'un scanner (Canon D646Uex), d'une imprimante (HP LaserJet 1300) d'un ordinateur équipé pour la PAO et de deux autres ordinateurs pour la saisie. Vu la vétusté de notre équipement, il est clair que deux nouveaux ordinateurs nous aideront à procéder plus rapidement à la mise en page et à améliorer le rendement de la rédaction.

### **3. OBJECTIFS IMMÉDIATS**

- Renforcer le parc informatique du journal grâce à l'acquisition de matériels informatiques performants ;
- Accroître les compétences du personnel dans les domaines des techniques rédactionnelles (3 journalistes), du traitement graphique (2 opérateurs de PAO) du marketing, de la gestion (un agent commercial), la maintenance et mise à jour du site web (un spécialiste).

Avec le matériel informatique souhaité, le tirage actuel de 1 500 exemplaires passera à 3 500. A long terme, avec l'acquisition d'une imprimerie, "La Pyramide" pourra augmenter son tirage et devenir une véritable entreprise de presse. La création du site web élargira son lectorat au-delà des frontières du Bénin.

La formation du personnel s'étendra sur 2 mois ; elle sera organisée dans des centres agréés, et portera sur les techniques rédactionnelles, la gestion des entreprises de presse, la gestion des stocks, la maîtrise du marketing, ainsi que celles de la gestion, de l'entretien et de la mise à jour du site web.

### **4. OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT**

"La Pyramide" se donne pour objectif de recycler deux journalistes dans les domaines de la santé, de l'environnement, de l'éducation de la culture, et un troisième dans le domaine politique. Nous avons pour ambition d'entrer en contact avec les radios et les télévisions afin que nos investigations soient diffusées dans les revues de presse en langues nationales. Nous avons en outre pour objectif de "vendre le Bénin" sur le plan international en faisant connaître ses sites touristiques, ses traditions et ses autres centres d'intérêt.

Considérant l'importance des NTIC dans le domaine des médias, nous souhaiterions assurer la formation du secrétaire de rédaction pour qu'il assure la mise à jour régulière du site Web. La société MINCOM SARL aidera à la création du site web et formera le secrétaire de rédaction pour sa mise à jour et sa maintenance. En ce qui concerne le marketing, nous avons opté pour la formation d'un agent commercial.

### **5. INVESTISSEMENTS**

Pour l'accomplissement de ses objectifs, le journal "La Pyramide" a besoin de :

- L'acquisition et l'installation de 5 micro-ordinateurs multimédias ;
- L'acquisition d'un appareil photographique numérique ;
- La création et la mise à jour du site web ;
- La formation de 7 agents en technique rédactionnelle (3 journalistes), graphistes (2 opérateurs PAO), marketing et gestion (un gestionnaire commercial) et la mise à jour du site web (un agent).

### **6. RÉSULTATS**





- Trois journalistes (deux hommes et une femme) seront formés aux techniques rédactionnelles et aux fonctions d'un secrétaire de rédaction ;
- Deux graphistes seront formés à l'exploitation de divers logiciels de mise en page : *Page Maker*, *Quark Xpress*, *Power Point*, ainsi qu'à la recherche d'informations, d'images etc. ;
- Trois agents commerciaux seront formés aux techniques du marketing et de la gestion.



## 7. ACTIVITÉS

- Achat et installation des équipements informatiques ;
- Stage de perfectionnement dans un Institut agréé de formation en journalisme : la société MINCOM SARL ;

## 8. PLAN DE TRAVAIL

	Mois 1	Mois 2
Achat d'équipements		
Installation		
Stage, suivi et gestion administrative du projet		

## 9. CADRE INSTITUTIONNEL

Les organisations qui collaborent à ce projet sont la Société MINCOM SARL, spécialisée dans le développement d'applications informatiques dans les domaines de l'entreprise, notamment en télécommunication, en gestion et en multimédias ; le Centre de Perfectionnement et d'Assistance en Gestion des Entreprises (Cepag), qui relève du ministère de l'Industrie et des PME, et le Conseil National du Patronat (CNPA).

- La Société MINCOM SARL se chargera de l'achat, de l'installation et de la formation à l'exploitation du nouveau matériel ;
- Le groupe CEPAG sera chargé de la formation du personnel ;
- Le CNPA assurera le suivi et l'évaluation du projet.

## 10. VIABILITÉ A LONG TERME

Le quotidien "La Pyramide" a plus de 10 ans d'expérience. Créé en juin 1996, il a contribué à l'enracinement de la démocratie au Bénin. Autour de son directeur de publication, M. Christophe Hodonou, se sont regroupés quelques jeunes journalistes, pour la plupart diplômés de l'Université Nationale du Bénin.

## 11. SUIVI DU PROJET

"La Pyramide" propose que l'UNESCO désigne l'organisme compétent à cette fin.

## 12. ÉVALUATIONS EFFECTUÉES

Nous avons pris en compte les remarques faites par les différentes associations de la corporation en ce qui concerne la qualité des informations produites et le classement fait par le Conseil National du Patronat. Ensuite, nous nous sommes adressés au cabinet IBM-C, spécialisé dans la gestion des projets de communication, qui a procédé à une mission d'évaluation et d'audit au siège du journal et accepté de nous aider à spécifier nos besoins.

## 13. RAPPORTS D'ACTIVITÉ DE L'ORGANISME BÉNÉFICIAIRE

Le quotidien "La Pyramide" s'engage à produire un rapport d'activité tous les quatre mois. A l'issue des opérations, il présentera un rapport final.

### C. INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES

#### Assistance fournie par le PIDC dans le passé

PDC/4BEN/07 350-BEN-41	40,000	Benin	1984 - 1985
		Establishment of a Documentation Centre for Information Services	
PDC/7BEN/01 350-BEN-71	25,000	Mobile radio service	1987 - 1988
PDC/8BEN/01 350-BEN-81	15,000	Specialized seminar on the production of radio and TV programmes	1987 - 1988
PDC/48BEN/02 354BEN5041 CO-FINANCED BY ANDORRA	34,000	Vakon community multimedia centre	2005-2006
PDC/49 BEN/01 354BEN5051	14,000	STRENGTHENING THE RESOURCES OF THE PUBLICATION "MADAME AFRIQUE"	2006-2007
Total Benin: US\$ 116,000			

#### Activités préparatoires

Avant la soumission de ce projet au PIDC, le journal "La Pyramide" a demandé et financé un audit d'évaluation au cabinet IBM-C afin d'identifier les solutions propres à remédier à la baisse de son lectorat.

#### Aide sollicitée auprès de sources autres que le PIDC

Aucune.

## D. BUDGET

### BUDGET CONCERNANT LES APPORTS DU PIDC (en dollars des Etats-Unis)

#### Equipement

5 ordinateurs multimédias :	5 305
2 imprimantes laser (A3 et A4) :	2 796
Scanner + négatif :	752
2 appareils photographiques numériques :	1 254
Câblage :	461
5 onduleurs 2000 / 2200 VA :	1 254
Répartiteur du réseau local 10 / 100 8 ports :	174
Création et entretien du site Web :	3 490

#### Formation

Techniques rédactionnelles (pour 3 journalistes) :	2 026
Formation de 2 opérateurs PAO :	1 640
Maîtrise de la gestion commerciale :	676
Traitement d'image (logiciels <i>Photoshop, Swint, Spip</i> ) :	772
Suivi	1 000
<b><u>TOTAL :</u></b>	<b><u>21 600</u></b>

### BUDGET CONCERNANT LES APPORTS DE L'ORGANISME BÉNÉFICIAIRE (en dollars des Etats-Unis)

#### Indemnités des stagiaires

3 journalistes :	674
2 opérateurs PAO :	578
Agent commercial :	674
Informaticien pour le site Web :	379

#### Charges administratives

Elaboration des rapports pour le PIDC :	580
Gestion du projet :	215
<b><u>TOTAL :</u></b>	<b><u>3 100</u></b>

# BURKINA FASO

<b>A. IDENTIFICATION DU PROJET</b>		
1.	<b>TITRE</b>	<b>ÉQUIPEMENT DE L'AGENCE D'INFORMATION DU BURKINA (AIB)</b>
2.	<b>NUMÉRO</b>	PDC/51 BKF/01
3.	<b>CATEGORIE DE MÉDIA</b>	Agence de presse
4.	<b>DOMAINE DE PRIORITÉ DU PIDC</b>	Liberté d'expression et pluralisme des médias
5.	<b>PORTÉE</b> (nationale, régional, interrégionale)	Nationale
6.	<b>TYPE D'AIDE DEMANDÉE</b>	Financière
7.	<b>COÛT TOTAL DU PROJET</b>	US \$ 45 800
8.	<b>MONTANT DEMANDÉ AU PIDC</b>	US \$ 26 400
9.	<b>BÉNÉFICIAIRE DU PROJET</b>	Agence d'Information du Burkina (AIB)
10.	<b>MAÎTRE D'ŒUVRE</b>	Editions Sidwaya
11.	<b>LOCALISATION</b>	Ouagadougou
12.	<b>PROJET PRÉPARÉ PAR</b>	Ouagadougou
<b>DÉCISION DU BUREAU</b>		

## **B. PRÉSENTATION**

### **1. HISTORIQUE ET JUSTIFICATION**

A l'avènement de l'indépendance, seuls les médias audiovisuels gouvernementaux et quelques rares journaux privés existaient au Burkina Faso. Il a fallu attendre une trentaine d'années après l'indépendance pour assister à un essor de la presse dans son ensemble, et plus particulièrement dans l'audiovisuel. Ce développement a été rendu possible par la promulgation du Code de l'Information en 1991, reformulé en 1993, et surtout par la création en 1995 du Conseil Supérieur de l'Information (CSI) dont la mission principale consiste à assurer la régulation des activités de la presse. Ainsi, dans le domaine de la presse écrite, le Burkina Faso comptait une dizaine d'hebdomadaires et cinq quotidiens à la fin de 2003. Créée en mai 1964, l'Agence d'Information du Burkina (AIB) n'a pas encore atteint son régime optimal, malgré la bonne volonté de l'équipe qui l'anime. Cette situation est essentiellement due à la vétusté de ses équipements. Elle dispose d'un réseau de 55 correspondants de presse à travers les 45 provinces du pays. Hormis les services régionaux de Ouagadougou (capitale politique) et de Bobo Dioulasso (capitale économique), l'AIB collecte l'information par téléphone, par fax et par courrier. Elle en est encore au stade de la transcription des nouvelles reçues par téléphone, et ne possède que quatre ordinateurs de 3<sup>e</sup> génération. Dans le nouveau contexte médiatique du pays, l'Agence doit s'efforcer de fournir des produits de qualité aisément accessibles à un grand nombre d'abonnés en résolvant la question de l'équipement.

Compte tenu de l'évolution rapide des technologies de l'information et de la communication (TIC), les équipements utilisés par AIB sont aujourd'hui obsolètes. Il importe donc qu'elle entre maintenant dans la sphère du numérique et de l'Internet pour répondre aux besoins croissants des radios privées du Burkina, dans le souci d'une plus grande capacité opérationnelle tant au plan national qu'international. C'est l'objet de la requête que l'Agence d'Information du Burkina présente au PIDC.

### **2. DESCRIPTION DES GROUPES CIBLES**

- Le monde rural ;
- Les décideurs politiques, économiques et sociaux ;
- Les partenaires du développement ;
- Les institutions ;
- Les diplomates ;
- Les ONG et associations ;
- Les organes de presse.

### **3. OBJECTIFS IMMÉDIATS**

Renforcer la capacité technique de l'Agence en vue d'une meilleure collecte et diffusion de l'information politique, économique, sociale et culturelle du pays.

### **4. OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT**

Soutenir le processus de décentralisation en cours au Burkina Faso.

### **5. INVESTISSEMENTS**

Equipement (*voir le budget*).

## 6. RÉSULTATS

- Les équipements audio et de transcription sont opérationnels ;
- L'AIB répond aux besoins en information des radios communautaires du pays.

## 7. ACTIVITÉS

- Achat et installation des équipements ;
- Collecte et diffusion des informations à travers tout le pays ;
- Réfection du Bureau régional de Koudougou ;
- Restauration du Bureau régional de Tenkodogo.

## 8. PLAN DE TRAVAIL

<b>Activités</b>	<b>1<sup>er</sup> trimestre</b>	<b>2<sup>e</sup> trimestre</b>	<b>3<sup>e</sup> trimestre</b>	<b>4<sup>e</sup> trimestre</b>
Appels d'offres Achat et réception du matériel Essai de publication du supplément « <i>Les Régionales</i> » Réfection du Bureau régional de Koudougou				
Installation du matériel Remise des appareils aux correspondants Test de fonctionnement du matériel installé Restauration du Bureau régional de Tenkodogo				
Collecte, traitement et diffusion des informations Animation du nouveau site web de l'AIB				
Animation du supplément « <i>Les Régionales</i> » sur le site web de l'AIB				

## 9. CADRE INSTITUTIONNEL

L'AIB fait partie des Editions Sidwaya (presse écrite publique) depuis avril 2000.

## 10. VIABILITÉ A LONG TERME

L'Agence prévoit de renforcer sa communication électronique et mettre à la disposition de ses lecteurs un supplément régional d'une douzaine de pages à partir des dépêches des correspondants régionaux.

## 11. SUIVI DU PROJET

La direction de l'AIB assurera le suivi régulier des productions pour répondre aux attentes des divers groupes cibles.

## 12. RAPPORTS D'ACTIVITÉ DE L'ORGANISME BÉNÉFICIAIRE

Les Editions Sidwaya, agissant pour le compte de l'Agence d'Information du Burkina (AIB), transmettront au PIDC tous les 4 mois un rapport d'activité détaillant l'utilisation des fonds alloués et la fonctionnalité des équipements reçus.

## C. INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES

### Assistance fournie par le PIDC dans le passé

PDC/11BKF/01 352-BKF-11	143,000	Burkina Faso Development of Burkina's television production	1990 - 1998
PDC/18BKF/01 352-BKF-81	50,000	Strengthening the capacity of SIDWAYA Publishing for the purpose of creating a newspaper in national languages	1998 - 1999
PDC/49 BKF/02 REGULAR PROGRAMME	40,000	BURKINA FASO: ESTABLISHMENT OF A COMMUNITY MULTIMEDIA CENTRE IN SABOU	2006
<b>Total Burkina Faso: US\$ 233,000</b>			

### Activités préparatoires

- Réunion de concertation avec tous les correspondants provinciaux le 8 juillet 2006 à Ouagadougou ;
- Rapport à la direction générale des Editions Sidwaya ;
- Appels d'offres pour les divers équipements.

### Apport de l'organisme bénéficiaire pendant la durée du projet

Cet apport s'élève à US\$ 19 400 (*voir budget*).

### Aide sollicitée auprès de sources autres que le PIDC

Outre les appels d'offres sur le marché national, une réunion de concertation s'est tenue entre la direction administrative et financière des Editions Sidwaya et le responsable de la maintenance de la Radiodiffusion Nationale du Burkina.

## D. BUDGET

### BUDGET CONCERNANT LES APPORTS DU PIDC (en dollars des Etats-Unis)

#### **Equipement audio**

Console de studio à 6 voies :	2 940
Magnétophone professionnel à cassettes :	985
Unité informatique complète (ordinateur, imprimante, logiciels et accessoires) :	4 710
Disque dur externe de 500 Go :	985

#### **Equipement de transcription**

4 enregistreurs numériques à mémoire flash :	630
4 enceintes acoustiques de monitoring :	2 360
4 casques :	1 000
5 magnétophones numériques de reportage :	11 790
Suivi	1 000

<b>TOTAL :</b>	<b>26 400</b>
----------------	---------------

**BUDGET CONCERNANT LES APPORTS DE L'ORGANISME BÉNÉFICIAIRE**  
**(en dollars des Etats-Unis)**

Charges administratives :	3 000
Réfection du Bureau régional de Koudougou :	10 000
Restauration du Bureau régional de Tenkodogo :	6 400
<b><u>TOTAL :</u></b>	<b><u>19 400</u></b>



# BURKINA FASO

<b>A. IDENTIFICATION DU PROJET</b>		
1.	<b>TITRE</b>	<b>APPUI A LA CRÉATION DE CENTRES MULTIMÉDIAS COMMUNAUTAIRES</b>
2.	<b>NUMÉRO</b>	<b>PDC/51 BKF/02</b>
3.	<b>CATEGORIE DE MÉDIA</b>	Radio communautaire
4.	<b>DOMAINE DE PRIORITÉ DU PIDC</b>	Liberté d'expression ; médias communautaires
5.	<b>PORTÉE</b> (nationale, régional, interrégionale)	Nationale
6.	<b>TYPE D'AIDE DEMANDÉE</b>	Financière
7.	<b>COÛT TOTAL DU PROJET</b>	US \$ 61 000
8.	<b>MONTANT DEMANDÉ AU PIDC</b>	US \$ 61 000
9.	<b>BÉNÉFICIAIRE DU PROJET</b>	Direction Générale de la Radio Rurale
10.	<b>MAÎTRE D'ŒUVRE</b>	Direction Générale de la Radio Rurale
11.	<b>LOCALISATION</b>	Ouagadougou
12.	<b>PROJET PRÉPARÉ PAR</b>	Direction Générale de la Radio Rurale
<b>DÉCISION DU BUREAU</b>		

## **B. PRÉSENTATION**

### **1. HISTORIQUE ET JUSTIFICATION**

Créée en novembre 1969, la Radio Rurale du Burkina partage avec la Radiodiffusion Nationale une même chaîne de diffusion. En outre, le Burkina compte deux stations régionales de radio (Bobo-Dioulasso et Gaoua), la Télévision nationale, trois chaînes de télévision privée, trois quotidiens (dont deux privés), une dizaine d'hebdomadaires et plus d'une soixantaine de radios, communautaires, confessionnelles, associatives et commerciales.

La Radio Rurale du Burkina a pour mission la collecte, le traitement et la diffusion d'informations présentant un intérêt pour le monde rural. Outre ses émissions en français, elle diffuse des programmes en 16 langues nationales sur la soixantaine d'ethnies qui composent la population burkinabé. Elle émet 39 heures par semaine. Toutefois, sa couverture nationale n'est pas satisfaisante ; c'est pourquoi l'Etat burkinabé a entrepris de régionaliser la radio rurale avec la construction de douze stations de radio rurale réparties dans tout le pays.

Aujourd'hui, les stations régionales de Dori (dans le Sahel), de Fada N'Gourma (dans l'Est) et de Ouahigouya (dans le Nord) sont en chantier. Celle de Dori est très avancée et l'on en est déjà au stade de l'installation des équipements. Pour ce qui est des deux autres, les bâtiments sont en cours de construction.

Ce projet vise à doter chacune de ces trois stations régionales d'un télécentre, pour en faire des CMCs. L'accès aux technologies de l'information et de la communication aura un effet multiplicateur sur l'impact de ces radios communautaires auprès des populations auxquelles il s'adresse. Compte tenu de la fracture numérique dans ces localités, un télécentre associé à la radio (pour créer un CMC) permettra d'enrichir les programmes radiophoniques et donner aux populations un accès à la société de l'information et du savoir.

### **2. DESCRIPTION DES GROUPES CIBLES**

Ce sont les populations rurales et semi-urbaines des régions couvertes par ces stations. Les populations du Nord sont essentiellement composées d'agro-pasteurs, celles du Sahel de pasteurs et celles de l'Est d'agriculteurs d'éleveurs.

### **3. OBJECTIFS IMMÉDIATS**

Doter les 3 stations régionales de la Radio Rurale du Burkina à Dori, Fada N'Gourma de Ouahigouya, de télécentres afin de constituer des centres multimédias communautaires (CMC).

### **4. OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT**

L'ouverture de trois centres multimédias communautaires aura pour conséquence immédiate :

- Une plus grande diversification des productions radiophoniques ;
- Une familiarisation des populations concernées avec les technologies de l'information et de la communication.

Elle contribuera ainsi au développement des populations rurales et semi-urbaines des régions concernées.

### **5. INVESTISSEMENTS**

- Equipement des CMC (ordinateurs, logiciels audio, réseau WI-FI, etc.)
- Formateurs pour la formation du personnel d'exploitation et de gestion.

## 6. RÉSULTATS

Trois stations dotées de CMC. Personnel formé pour leur exploitation et gestion.

## 7. ACTIVITÉS

- Construction/réaménagement des bâtiments destinés aux CMC ;
- Acquisition des équipements ;
- Démarches auprès de l'Office National des Télécommunications pour l'installation des lignes téléphoniques des CMC ;
- Formation du personnel des CMC ;
- Lancement des activités des CMC.

## 8. PLAN DE TRAVAIL

1 <sup>er</sup> trimestre	2 <sup>e</sup> trimestre	3 <sup>e</sup> trimestre	4 <sup>e</sup> trimestre
Réaménagement des locaux	Formation des animateurs et gestionnaires des CMC ;	Suivi / rapport d'étape	Suivi/rapport final
Acquisition et installation des équipements	Lancement des activités des trois CMC		

## 9. CADRE INSTITUTIONNEL

- Direction des Etudes et de la Planification du ministère de l'Information ;
- Direction générale de la Radio Rurale ;
- Les gouvernorats des régions concernées.

## 10. VIABILITÉ A LONG TERME

Les CMC vont constituer pour ces radios régionales d'inépuisables sources d'informations qui alimenteront leurs programmes. La fréquentation de ces CMC par les populations contribuera à renforcer leur intérêt pour l'Internet, ce qui les incitera à s'investir dans leur préservation.

## 11. SUIVI DU PROJET

Les stations étant gérées par les communautés elles-mêmes, des visites annuelles seront organisées pour apprécier le suivi de leur fonctionnement.

## 12. ÉVALUATIONS EFFECTUÉES

Les populations bénéficiaires, actuellement enclavées sur le plan radiophonique et sans accès à l'Internet, expriment le besoin de s'informer, de s'éduquer, de se former et de s'ouvrir aux autres régions et au monde afin d'accélérer leur insertion dans la société de l'information et prendre en main leur propre développement.

## 13. RAPPORTS D'ACTIVITÉ DE L'ORGANISME BÉNÉFICIAIRE

La Radio Rurale du Burkina s'engage à produire un rapport d'activité tous les 4 mois.

## C. INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES

### Assistance fournie par le PIDC dans le passé

PDC/11BKF/01 352-BKF-11	143,000	Burkina Faso Development of Burkina's television production	1990 - 1998
PDC/18BKF/01 352-BKF-81	50,000	Strengthening the capacity of SIDWAYA Publishing for the purpose of creating a newspaper in national languages	1998 - 1999
PDC/49 BKF/02 REGULAR PROGRAMME	40,000	BURKINA FASO: ESTABLISHMENT OF A COMMUNITY MULTIMEDIA CENTRE IN SABOU	2006
<b>Total Burkina Faso: US\$ 233,000</b>			

### Activités préparatoires

- Sensibilisation des communautés aux problèmes du financement de la construction des locaux ;
- Recherche d'informations sur les procédures à suivre pour bénéficier de la détaxation à l'importation des équipements destinés aux CMC.

### Apport de l'organisme bénéficiaire pendant la durée du projet

Réaménagement des locaux, fourniture de mobilier.

### Aide sollicitée auprès de sources autres que le PIDC

Aucune.

## D. BUDGET

### BUDGET CONCERNANT LES APPORTS DU PIDC (en dollars des Etats-Unis)

#### **Budget pour un Centre Multimédias Communautaire :**

Ordinateur multimédias équipé de processeur Pentium-4 ; Logiciel audio ("Sound Forge") Equipement réseau WI-FI avec adaptateur ; Onduleur 5 KVA ; APC on-line ; Scanner couleur ; Imprimante laser ; Unité de sauvegarde ; Monitoring Sony SRP-S420 ; Equipements et connectivité ; Formation de personnel d'exploitation et de gestion :	20 000	
Suivi	1 000	
<b>TOTAL POUR 3 CENTRES :</b>		<b><u>61 000</u></b>

### BUDGET CONCERNANT LES APPORTS DE L'ORGANISME BÉNÉFICIAIRE (en dollars des Etats-Unis)

Réaménagement des locaux ; Fourniture de mobilier (chaises, tables etc.) :	<b>Non chiffré</b>
---	--------------------

# BURUNDI

<b>A. IDENTIFICATION DU PROJET</b>		
1.	<b>TITRE</b>	<b>INSTALLATION D'INTERNET / INTRANET AU JOURNAL "LE RENOUVEAU DU BURUNDI "</b>
2.	<b>NUMÉRO</b>	<b>PDC/51 BDI/01</b>
3.	<b>CATEGORIE DE MÉDIA</b>	Presse écrite
4.	<b>DOMAINE DE PRIORITÉ DU PIDC</b>	Liberté d'expression ; pluralisme des médias ; Développement des ressources humaines
5.	<b>PORTÉE (nationale, régional, interrégionale)</b>	Nationale
6.	<b>TYPE D'AIDE DEMANDÉE</b>	Equipement
7.	<b>COÛT TOTAL DU PROJET</b>	US \$ 32 900
8.	<b>MONTANT DEMANDÉ AU PIDC</b>	US \$ 23 100
9.	<b>BÉNÉFICIAIRE DU PROJET</b>	Journal " <i>Le Renouveau du Burundi</i> "
10.	<b>MAÎTRE D'ŒUVRE</b>	Direction générale des Publications de Presse Burundaise
11.	<b>LOCALISATION</b>	Bujumbura
12.	<b>PROJET PRÉPARÉ PAR</b>	M. Thaddee Siryuyumunsi, Directeur Général des Publications de Presse Burundaise
<b>DÉCISION DU BUREAU</b>		

## **B. PRÉSENTATION**

### **1. HISTORIQUE ET JUSTIFICATION**

La situation des médias au Burundi présente un tableau déséquilibré où il n'existe qu'une seule télévision, plus d'une dizaine de stations de radio et moins de 5 titres de journaux paraissant régulièrement. Avec la crise qui a secoué le pays pendant plus de 10 ans, le volume de la presse écrite s'est effondré. Le journal "*Le Renouveau du Burundi*" est le seul à avoir résisté aux sollicitations et aux pressions politiques et sociales de toute nature. On a pu récemment assister à une rapide multiplication de radios privées qui bénéficient de solides soutiens financiers, venus pour la plupart de l'étranger. Face à cette dynamique, la presse écrite tente de survivre, mais le renouvellement des équipements, les matières premières et les moyens de distribution sont hors de sa portée.

Le pluralisme des médias burundais ne peut être mis en doute, dans la mesure où ils abordent tous les sujets et couvrent tout le territoire national. Il existe même des radios de proximité. La presse écrite, quant à elle, se heurte toujours au problème des moyens de production comme à ceux de la diffusion. Une enquête réalisée en 2000 par le Ministère de la Communication montre que plus de 80 % de la population ne lit pas, avant tout à cause de la non-disponibilité des journaux.

Le présent projet vise donc une catégorie de médias qui ont un urgent besoin d'assistance. Pendant près de trois décennies, "*Le Renouveau du Burundi*", quotidien burundais d'information, a marqué l'histoire de la presse du pays.

Le principal problème de développement auquel le quotidien est confronté est celui des tirages très insuffisants par rapport à sa mission importante d'éducation de consolidation de la paix, des droits de l'homme et de la démocratie, et de lutte contre la pauvreté et le sida.

Le renforcement des moyens de production du quotidien s'avère donc cruciale afin d'assurer sa viabilité, mais aussi pour qu'il puisse s'adapter aux mutations sociales et technologiques en cours. Il est à 5 éditions par semaine, alors qu'il pourrait en produire davantage. L'acquisition des équipements prévus par ce projet est d'autant plus essentielle que les Publications de Presse Burundaise n'ont pas les moyens d'y procéder, à un moment où il est essentiel d'élargir le lectorat du journal, y compris par le lancement d'une édition sur le Web.

### **2. DESCRIPTION DES GROUPES CIBLES**

- Les journalistes du *Renouveau du Burundi*, par le développement des capacités de production du journal et l'accès à la documentation disponible sur Internet ;
- Les lecteurs, grâce à une plus grande régularité et richesse de l'information.

### **3. OBJECTIFS IMMÉDIATS**

Transformer le journal *Le Renouveau du Burundi* en un véritable quotidien avec 7 parutions par semaine grâce à l'acquisition d'équipements nécessaires à la Rédaction du journal.

### **4. OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT**

Si ce quotidien parvient à sa pleine capacité (7 éditions par semaine), il contribuera, conformément à sa mission, à véhiculer et défendre les valeurs de démocratie, de liberté (garantie dans la Constitution), de paix, de droits de l'homme et d'égalité des genres.

Ce projet contribuera aussi à renforcer le secteur de la presse écrite au Burundi, et assurer un plus grand pluralisme des médias.

## **5. INVESTISSEMENTS**

- 7 ordinateurs à raison d'un ordinateur pour 3 rédacteurs ;
- Ordinateur pour le Rédacteur en chef adjoint ;
- 2 ordinateurs pour les deux secrétaires de rédaction ;
- 2 onduleurs ;
- 2 scanners ;
- Matériel de connexion sans fil à Internet.

## **6. RÉSULTATS**

- Parution d'un journal redevenu un véritable quotidien : 7 éditions par semaine ;
- Des éditions plus riches, donc plus lues, et augmentation des tirages ;
- Des journalistes au diapason de la profession et de la technologie ;
- Gain de temps et de qualité dans le traitement de l'information.

## **7. ACTIVITÉS**

Acquisition et installation des équipements et accessoires Internet.

## **9. PLAN DE TRAVAIL**

Durée : 3 mois après l'approbation du projet.

- Appel d'offres : 1 mois.
- Attribution du marché : 1 mois.
- Livraison et installation : 1 mois.

## **9. CADRE INSTITUTIONNEL**

- Le Ministère de la Communication pour la maîtrise de l'ouvrage ;
- La Direction Générale des Publications de Presse Burundaise pour la maîtrise d'œuvre ;
- Les marchés publics pour l'attribution du marché.

## **10. VIABILITÉ A LONG TERME**

Les Publications de Presse Burundaise superviseront la mise en œuvre du projet, veilleront à la maintenance régulière des équipements, assureront la rentabilité du journal à la hauteur de ses ambitions et le feront couvrir par les assurances appropriées.

## **11. SUIVI DU PROJET**

La Maison de la Presse pourrait être mandatée par l'UNESCO pour en assurer le suivi.

## **12. RAPPORTS D'ACTIVITÉ DE L'ORGANISME BÉNÉFICIAIRE**

M. Thaddée SIRYUYUMUNSI, Directeur général des Publications de Presse Burundaise, s'engage à présenter un rapport d'activité tous les 4 mois.

## C. INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES

### Assistance fournie par le PIDC dans le passé

PDC/4BDI/09 350-BDI-41	40,000	Burundi	1983 - 1984
		Establishment of regional communication centres	
PDC/12BDI/01 352-BDI-21 520-BDI-61 (FIT-France)	87,000 34,856	Modernization of the production facilities of the National Press	1995 - 1998
PDC/19BDI/01 352-BDI-91	20,000	Development of the Press Club	1999 - 2001
PDC/23 BDI/01 354 BDI 5031	25,000	Women Using Media for Peace in Burundi (DUSHIREHAMWE «Let's Reconcile» Peace Documentation Centre and CMC)	2004- 2005
PDC/49 BDI/01 354 BDI 5051 (FINANCED BY CZECH REPUBLIC)	32,000	BURUNDI: COMMUNITY RADIO EQUIPMENT FOR WOMEN USING MEDIA FOR PEACE IN BURUNDI (DUSHIREHAMWE NETWORK)	2006- 2007
Total Burundi: US\$ 205,000+ US\$ 31,000 (Funds-in-trust)			

### Apport de l'organisme bénéficiaire pendant la durée du projet

- Formation des utilisateurs à l'exploitation du matériel demandé ;
- Frais d'installation et de maintenance des équipements.

## D. BUDGET

### BUDGET CONCERNANT LES APPORTS DU PIDC (en dollars des Etats-Unis)

10 ordinateurs multimédias :	15 000
Imprimantes laser A3 :	4 400
2 onduleurs (100 / 1500 VA) :	1 200
2 scanners :	500
Hub réseau :	500
Câblage :	500
Suivi :	1 000
<b><u>TOTAL :</u></b>	<b><u>23 100</u></b>

### BUDGET CONCERNANT LES APPORTS DE L'ORGANISME BÉNÉFICIAIRE (en dollars des Etats-Unis)

Formation à l'exploitation de "Word" (20 personnes) :	4 200
Formation à l'exploitation de "Page maker" et "Photo shop" (10 personnes) :	4 800
Installation :	300
Maintenance et assurance :	500
<b><u>TOTAL :</u></b>	<b><u>9 800</u></b>



# CAMEROUN

<b>A. IDENTIFICATION DU PROJET</b>		
1.	<b>TITRE</b>	<b>CRÉATION DU CENTRE MULTIMÉDIAS COMMUNAUTAIRE D'EDEA</b>
2.	<b>NUMÉRO</b>	<b>PDC/51 CMR/01</b>
3.	<b>CATEGORIE DE MÉDIA</b>	Médias communautaires
4.	<b>DOMAINE DE PRIORITÉ DU PIDC</b>	Liberté d'expression ; liberté de la presse
5.	<b>PORTÉE (nationale, régional, interrégionale)</b>	Nationale
6.	<b>TYPE D'AIDE DEMANDÉE</b>	Formation, équipement
7.	<b>COÛT TOTAL DU PROJET</b>	US \$ 56 300
8.	<b>MONTANT DEMANDÉ AU PIDC</b>	US \$ 32 900
9.	<b>BÉNÉFICIAIRE DU PROJET</b>	Association "La Joie de Lire "
10.	<b>MAÎTRE D'ŒUVRE</b>	Association "La Joie de Lire " / UNESCO
11.	<b>LOCALISATION</b>	Edea, Division Sanaga-Maritime
12.	<b>PROJET PRÉPARÉ PAR</b>	Association "La Joie de Lire "
<b>DÉCISION DU BUREAU</b>		

## **B. PRÉSENTATION**

### **1. HISTORIQUE ET JUSTIFICATION**

La création de radios privées et communautaires est encouragée au Cameroun depuis la promulgation de la loi de 1990 sur les médias de masse, à laquelle a succédé la libéralisation du paysage audiovisuel en 2000. En dépit de cette liberté nouvelle, l'accès aux nouvelles technologies de l'information et de la communication au Cameroun demeure limité aux zones métropolitaines de Douala de Yaoundé. Pour répondre à l'insuffisance de structures de communication appropriées dans les communautés rurales, des initiatives privées ont permis de mettre en place des sources alternatives d'information à l'intention de ces communautés, et de créer des forums pour l'interaction sociale et le débat sur les questions politiques et sociales qui se posent à elles.

En dépit des progrès réalisés pour développer et consolider la liberté de la presse au Cameroun, de nombreuses régions sont toujours coupées des grands réseaux nationaux d'information. Un certain nombre de communautés rurales ne peuvent pas capter les émissions de radio ou de télévision.

La ville d'Edea et son arrière-pays sont virtuellement privés de médias. Leur population rurale, et en particulier les jeunes et les femmes, ne disposent même pas d'un accès minimal à l'information : pas de station de radio, pas de bibliothèque publique et aucun accès aux technologies de l'information et de la communication. Alors que le monde est engagé dans une évolution technologique de plus en plus accélérée, les élèves des écoles locales ne peuvent disposer d'aucune documentation, même celles dont ils ont besoin pour leurs études.

Dans ce contexte, cette communauté a besoin d'un centre de documentation ouvert à chacun, qui pourrait aussi être un point de rencontre permettant des échanges d'informations au sein de la jeunesse dynamique de la région.

La création de ce Centre de Documentation permettra d'assurer l'information les jeunes, et de renforcer la maîtrise de l'outil informatique par les étudiants, les femmes et les autres catégories sociales de la communauté.

### **2. DESCRIPTION DES GROUPE CIBLES**

La Division Sanaga-Maritime (Edea et son arrière-pays) compte une population de 400 000 habitants, dont 45 % de jeunes et 52 % de femmes. Les groupes cibles prioritaires sont les jeunes (garçons et filles) et les femmes qui ont besoin d'information non seulement pour la communication quotidienne, mais également pour pouvoir procéder à des choix éclairés dans les débats portant sur les questions sociales et politiques.

### **3. OBJECTIF IMMÉDIAT**

Installer un Centre Multimédias Communautaire de documentation et développer, pour 500 jeunes et femmes chaque année, la maîtrise des techniques de base des TIC.

### **4. OBJECTIF DE DÉVELOPPEMENT**

Ce projet vise à créer un canal d'information et d'échanges au sein des jeunes de la communauté de Sanaga-Maritime, et à encourager les échanges avec d'autres régions, à l'intérieur ou à l'extérieur du pays.

## 5. INVESTISSEMENTS

- Station de radio 100 W FM “Radio-valise” et expédition ;
- 6 ordinateurs (avec accessoires et logiciels) ;
- 2 imprimantes ;
- 8 onduleurs ;
- Récepteur de télévision ;
- Enregistreur VCD / DVD ;
- Photocopieuse ;
- Serveur PC ;
- Connexion à l’Internet ;
- Installation de l’équipement.

## 6. RÉSULTATS

- Formation de 6 pigistes ;
- Formation de 4 producteurs de ;
- La station de radio et le Centre Multimédias sont opérationnels ;
- 500 femmes et jeunes (étudiants) sont formés aux techniques d’exploitation des TIC ;
- Accès de la communauté aux émissions de radio et aux services des CMC.

## 7. ACTIVITÉS

- Acquisition et réhabilitation de locaux ;
- Acquisition et installation des équipements radio et informatiques ;
- Formation à la production d’émissions, de reportages et à l’exploitation des TIC.

## 10. PLAN DE TRAVAIL

**Juin** : Révision du plan de travail et émission des bons de commande pour le matériel ;

**Septembre** : Livraison et installation des équipements ;

**Octobre** : Formation des techniciens et des producteurs ;

**Novembre** : Formation des jeunes à l’exploitation des TIC ;

**Décembre** : Elaboration et présentation du rapport final.

## 9. CADRE INSTITUTIONNEL

Ce projet résulte d’une initiative de l’Association “*La Joie de Lire* ” et de la communauté de Sanaga-Maritime. Sa mise en œuvre sera assurée par un Comité de Direction, en collaboration avec le Bureau de l’UNESCO à Yaoundé.

## 10. VIABILITÉ A LONG TERME

Le Comité de Direction veillera à éviter tout dysfonctionnement administratif dans la gestion du budget ; un plan d’activité sera élaboré pour rassembler des fonds auprès des partenaires locaux, soit par le biais d’un programme de financement, soit par des donations. Le Comité de Direction prendra en charge la rémunération des personnels du Centre.

## 11. SUIVI DU PROJET

Le Bureau de l'UNESCO à Yaoundé assurera le suivi du projet en liaison avec la Commission Nationale de Cameroun pour l'UNESCO.

## 12. ÉVALUATIONS EFFECTUÉES

Une enquête menée au sein de la communauté rurale concernée a mis en lumière les difficultés que rencontrent les jeunes pour accéder aux sources d'information et aux TIC dans la Division Sanaga-Maritime du Cameroun, de même que l'absence de structures opérationnelles d'alphabétisation.

## 13. RAPPORTS D'ACTIVITÉ DE L'ORGANISME BÉNÉFICIAIRE

Le Comité de Direction sera chargé d'élaborer et de présenter les rapports d'activité trimestriels au Bureau de l'UNESCO à Yaoundé.

### C. INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES

#### Assistance fournie par le PIDC dans le passé

<b>PDC/3CMR/20</b> 350-CMR-31 350-CMR-71 350-CMR-91	23,000 35,000 66,000	Cameroon Development of the News Agency	1982 - 1991
<b>PDC/8CMR/01</b> 350-CMR-81	40,000	Development of the Ecole Supérieure des Sciences & Techniques de l'Information (ESSTI) in Yaounde	1987 - 1989
<b>PDC/17CMR/01</b> 352-CMR-71	70,000	Completion of the computerisation of the CAMNEWS Agency	1997 - 1998
<b>PDC/18CMR/01</b> 352-CMR-81	70,000	Renewal of ASMAC broadcasting equipment	1998 - 1999
<b>PDC/20CMR/01</b> 353-CMR-01	20,000	Computerization of the documentation service of the Cameroon Radio & Television Company (CRTV)	2000 - 2002
<b>PDC/20CMR/02</b> 353-CMR-02	40,000	Mbalmayo and Meiganga Women's Community Radios	2000 - 2002
<b>PDC/20CMR/03</b> 353-CMR-03	28,000	The Herald Newspaper	2000 - 2002
<b>PDC/21 CMR/03</b> 353CMR5011	25,000	Community radio for women of South Cameroon	2003 - 2004
<b>PDC/23 CMR/01</b> 354CMR5031	20,000	Multimedia centre for the young people of Garoua	2004 - 2005
<b>PDC/23 CMR/02</b> 354CMR5032	23,000	Strengthening the independent newspaper "LE MESSAGER"	2004 - 2005
<b>PDC/24 CMR/01</b> 552CMR5000 (FIT-Japan)	70,060	Meiganga Community multimedia centre	2004 - 2005
<b>PDC/48 CMR01</b> 354RAF5041	15,000	Capacity-building for independent pluralist media	2005-2006
<b>Total Cameroon: US\$ 475,000 +US\$ 70,060 (FIT)</b>			

#### Activités préparatoires

De nombreuses réunions ont été organisées pour définir la stratégie de mise en œuvre de ce projet lorsqu'il aura reçu l'approbation du PIDC.

### Apport de l'organisme bénéficiaire pendant la durée du projet

La communauté contribuera à la prise en charge des infrastructures de base (bureaux, communications, eau et électricité), ainsi que des salaires du personnel.

### Aide sollicitée auprès de sources autres que le PIDC

Aucune.

## **D. BUDGET**

### **BUDGET CONCERNANT LES APPORTS DU PIDC (en dollars des Etats-Unis)**

<b>Formation</b>	
Consultants (formateurs) :	3 000
Formation des pigistes :	2 000
Formation de producteurs :	2 500
Formation des gestionnaires du Centre :	2 500
Formation aux techniques des TIC pour les présentateurs et les jeunes :	3 500
<b>Équipement</b>	
Station de radio 100 W FM "Radio-valise" et matériels annexes :	6 000
6 ordinateurs (avec accessoires et logiciels) :	5 000
2 imprimantes :	800
8 onduleurs :	700
Récepteur de télévision :	600
Enregistreur VCD / DVD :	400
Photocopieuse :	1 700
Serveur PC :	1 500
Connexion à l'Internet :	1 000
Installation de l'équipement :	700
Suivi :	1 000
<b><u>TOTAL :</u></b>	<b><u>32 900</u></b>

### **BUDGET CONCERNANT LES APPORTS DE L'ORGANISME BÉNÉFICIAIRE (en dollars des Etats-Unis)**

Personnel :	5 500
Rénovation des locaux (bureaux et autres espaces) :	6 500
Parabole satellitaire et abonnement aux programmes et aux images :	2 500
Mobilier de bureau :	2 800
Eau et électricité (raccordement) :	800
Fonds de roulement (entretien, sécurité, eau et électricité [consommation], divers) :	4 300
Rapports d'activité :	1 000
<b><u>TOTAL :</u></b>	<b><u>23 400</u></b>

# CAP-VERT

<b>A. IDENTIFICATION DU PROJET</b>		
1.	<b>TITRE</b>	<b>NUMÉRISATION DES ARCHIVES DE LA TÉLÉVISION</b>
2.	<b>NUMÉRO</b>	PDC/51CVI/01
3.	<b>CATEGORIE DE MÉDIA</b>	MÉDIAS AUDIOVISUELS
4.	<b>DOMAINE DE PRIORITÉ DU PIDC</b>	PRÉSERVATION DES ARCHIVES
5.	<b>PORTÉE</b> (nationale, régional, interrégionale)	NATIONALE
6.	<b>TYPE D'AIDE DEMANDÉE</b>	FINANCIÈRE
7.	<b>COÛT TOTAL DU PROJET</b>	US \$ 110 000
8.	<b>MONTANT DEMANDÉ AU PIDC</b>	US \$ 76 000
9.	<b>BÉNÉFICIAIRE DU PROJET</b>	RADIOTÉLÉVISION NATIONALE
10.	<b>MAÎTRE D'ŒUVRE</b>	RADIOTÉLÉVISION NATIONALE
11.	<b>LOCALISATION</b>	PRAIA
12.	<b>PROJET PRÉPARÉ PAR</b>	RADIOTÉLÉVISION NATIONALE
<b>DÉCISION DU BUREAU</b>		

## **B. PRÉSENTATION**

### **1. HISTORIQUE ET JUSTIFICATION**

La Radiotélévision Capverdienne est une société anonyme à responsabilité limitée, à capital public. Les émissions de la Télévision ont débuté en 1984. A partir de 1986, le Centre de production de Praia a installé un réseau de diffusion nationale avec l'aide de la Coopération française.

Vingt ans après, les infrastructures de base de la Télévision du Cap-Vert sont toujours les mêmes : les équipements analogiques sont techniquement dépassés et fatigués par des années d'exploitation. Les difficultés rencontrées dans l'utilisation de ces technologies périmées sont considérables : il n'existe pratiquement plus de pièces de rechange pour les équipements en service ; et quand on en trouve, elles sont très onéreuses. Se posent également les problèmes liés à l'utilisation des archives audiovisuelles, qui constituent un patrimoine national. Il résulte de tout cela une altération de la qualité de services, due à l'utilisation de supports techniques très dégradés.

D'importants efforts financiers ont été consacrés à la mise en place de la couverture télévisuelle nationale, avec l'installation des nouveaux émetteurs ; mais le coût de la transmission des programmes par le réseau des fibres optiques de l'entreprise de télécommunications est exorbitant, et empêche de dégager l'investissement nécessaire à la modernisation des structures de production, notamment pour ce qui concerne la numérisation des divers services – archives audiovisuelles, montage des émissions, ou encore traitement des dépêches d'actualité avec des postes de travail intégrés en réseau.

L'un des problèmes qui entravent le développement et la modernisation de la Télévision du Cap-Vert (TCV) est celui de la numérisation des archives. Tous les documents audiovisuels conservés à la TCV depuis 1984 sont enregistrés sur des cassettes U-Matic ou Betacam. Elles témoignent de plus de vingt ans de l'activité de la Télévision au Cap-Vert, c'est à dire un irremplaçable patrimoine national. Procéder à la numérisation de ces archives est le seul moyen de préserver cette richesse culturelle et historique de la TCV et du pays. Les cassettes parvenues à un stade avancé de dégradation seront transférées sur des supports numériques (disques durs et DVD) pouvant être conservés pendant de longues années et aisément duplicables sur d'autres types de supports.

Les documents audiovisuels enregistrés sur U-Matic et Betacam seront numérisés sur une station de type Snell & Wilcox (*Ingest station*). Ils seront ensuite reportés sur DVD et sur disque dur. Le système sera complété par des dispositifs de synchronisation, de décodage, un convertisseur analogique / numérique, des moniteurs vidéo, les interfaces et les routeurs nécessaires.

### **2. DESCRIPTION DES GROUPES CIBLES**

La numérisation des archives audiovisuelles de la TCV bénéficiera directement à l'ensemble de la société capverdienne, s'agissant de documents inestimables sur l'histoire du pays (les premières images de l'indépendance, le passage au pluralisme des médias et les défis du développement du pays dans le contexte de la mondialisation).

### **3. OBJECTIFS IMMÉDIATS**

L'objectif immédiat de ce projet consiste à préserver les archives audiovisuelles de la TCV, contribuant ainsi à l'amélioration des conditions de la production télévisuelle et à la sauvegarde des documents portant témoignage de l'histoire du pays.

#### **4. OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT**

Un des objectifs essentiels du développement et de la modernisation de la TCV est la numérisation des différents unités – la rédaction (unité de montage virtuel, postes de travail intégrés en réseau), la régie de diffusion et le service des archives. Compte tenu des problèmes de financement et de l'évolution rapide des technologies, en même temps que du besoin d'assurer une transition rapide et sûre de l'analogique au numérique, l'enregistrement numérique des archives apparaît comme un domaine tout à fait prioritaire.

#### **5. INVESTISSEMENTS**

La mise en œuvre de ce projet implique principalement la fourniture des équipements appropriés, associée à une formation destinée au personnel des archives de la TCV, incluant la maîtrise de l'exploitation de logiciels.

#### **6. RÉSULTATS**

- Recherche rapide des documents archivés ;
- Gain de temps pour la préparation des programmes ;
- Sauvegarde des archives ;
- Protection du patrimoine audiovisuel ;
- Perfectionnement des compétences du personnel des archives (5 personnes) et de l'ensemble des journalistes de la TCV (une vingtaine) ;
- Développement et modernisation de la station.

#### **7. ACTIVITÉS**

- Etude des paramètres du projet ;
- Choix des solutions techniques ;
- Appels d'offres pour la fourniture des équipements ;
- Installation et mise en service ;
- Formation du personnel des archives à l'exploitation du système.

#### **8. PLAN DE TRAVAIL**

- Mise au point du planning des activités ;
- Choix des meilleures options techniques ;
- Achats des équipements et installation du système ;
- Sessions de formation destinées au personnel des archives.

#### **9. CADRE INSTITUTIONNEL**

La mise en œuvre du projet sera placée sous la responsabilité de la Radiotélévision Capverdienne : Direction de la Télévision, Bureau des Etudes et Planification, Direction technique et Direction financière. La planification du projet a été élaborée par le Bureau des Etudes et Planification, qui a proposé les solutions techniques adéquates ; la Direction financière assurera le suivi de l'acquisition des équipements ; l'installation et la mise en exploitation sera à la charge de la Direction technique. La Direction de la Télévision coiffera l'ensemble de l'exploitation du système.

#### **10. VIABILITÉ A LONG TERME**

La numérisation des archives, qui s'inscrit dans le cadre du développement et de la modernisation de la TCV est, du fait de la mise en œuvre d'une des nouvelles technologies de l'information et de la communication (NTIC), une activité à longue portée.



## 11. SUIVI DU PROJET

L'UNESCO pourra désigner une organisation professionnelle chargée du suivi du projet, dans la mesure où il n'en existe pas au sein du pays.

## 12. RAPPORTS D'ACTIVITÉ DE L'ORGANISME BÉNÉFICIAIRE

L'organisme bénéficiaire s'engage à produire un rapport d'activité tous les quatre mois.

### C. INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES

#### Assistance fournie par le PIDC dans le passé

Project N Budget codes	Funds (US \$)	Project title	Period
<b>PDC/7CVI/01</b> 350-CVI-71	35,000	Cape Verde Development of communication	1986 - 1988
<b>PDC/18CVI/01</b> 352-CVI-81	60,000	Computerization of the Newsroom of the National Radio	1998 – 1999
<b>PDC/19CVI/01</b> 352-CVI-91	25,000	Documentation Centre	1999 – 2000
<b>PDC/19CVI/02</b> 352-CVI-92	25,000	Strengthening of the independent newspaper "A Semana"	1999 – 2000
<b>PDC/20CVI/0</b> 548-CVI-5061 FIT-Luxembourg	28,000	Development of the magazine "Artiletra"	2002 – 2003
<b>PDC/21 CVI/01</b> 353CVI5011	10,000	Installation of an internal communication network at the Inforpress news agency	2002 – 2003
<b>PDC/48 CVI/01</b> 354CVI5041	25,000	Media law reform	2004-2005
<b>Total Cape Verde: US\$ 180,000+ 28,000 (FIT)</b>			

## D. BUDGET

<b>BUDGET CONCERNANT LES APPORTS DU PIDC (en dollars des Etats-Unis)</b>	
Lecteur Betacam SP, lecteur U-Matic	
Poste de travail pour authoring de DVD, avec Adobe Photoshop, 2 moniteurs vidéo TFT 17", 2 enceintes acoustiques, plaque Gigabit	
Démagnétiseur pour magnétoscopes	
Ingest station Snell & Wilcox	
Logiciel d'analyse de qualité MPEG-2	
2 convertisseurs analogique/numérique,	
Synchroniseur, décodeur, générateur de black burst, 2 routeurs, interface pour moniteur vidéo, onduleur de 3 KVA, panneau de commutation, accessoires	
<b>S/Total</b>	<b>50 000</b>
Formation des personnels concernés	<b>25 000</b>
Suivi	<b>1 000</b>
<b><u>TOTAL</u></b>	<b>76 000</b>
<b>BUDGET CONCERNANT LES APPORTS DE L'ORGANISME BÉNÉFICIAIRE (en dollars des Etats-Unis)</b>	
Acquisition d'une partie des équipements + Installation et mise en service des équipements	<b>35 000</b>

# CAP VERT

<b>A. IDENTIFICATION DU PROJET</b>		
1.	<b>TITRE</b>	<b>CENTRE MULTIMEDIAS COMMUNAUTAIRE DE FOGO</b>
2.	<b>NUMÉRO</b>	PDC/51CVI/02
3.	<b>CATEGORIE DE MÉDIA</b>	Médias communautaires
4.	<b>DOMAINE DE PRIORITÉ DU PIDC</b>	Promotion de la liberté d'expression Développement des médias communautaires
5.	<b>PORTÉE (nationale, régional, interrégionale)</b>	Nationale
6.	<b>TYPE D'AIDE DEMANDÉE</b>	Financière
7.	<b>COÛT TOTAL DU PROJET</b>	US \$ 74 800
8.	<b>MONTANT DEMANDÉ AU PIDC</b>	US \$ 54 700
9.	<b>BÉNÉFICIAIRE DU PROJET</b>	Femmes et jeunes de Fogo
10.	<b>MAÎTRE D'ŒUVRE</b>	Journal <i>A Semana</i>
11.	<b>LOCALISATION</b>	Ile de Fogo
12.	<b>PROJET PRÉPARÉ PAR</b>	Filomena Silva
<b>DÉCISION DU BUREAU</b>		

## **B. PRÉSENTATION**

### **1. HISTORIQUE ET JUSTIFICATION**

Le Cap Vert a connu une importante réforme politique en 1991, qui a conduit à la restauration du multipartisme et des autres valeurs démocratiques. Les médias ont tiré parti de ce développement, et des journaux de diverses tendances socio-politiques sont apparus. La presse capverdienne compte actuellement cinq journaux et un certain nombre de revues spécialisées, édités dans la capitale, Praia et à Mindelo, deuxième ville du pays. Quatre journaux privés sont publiés : le mensuel *Terra Nova* (propriété des Frères Capucins, publié depuis 24 ans), le bimensuel *Artiletra*, le mensuel économique *Cifrão* et l'hebdomadaire *A Semana*. Dans le secteur public, l'hebdomadaire *Horizonte* a été lancé au début de 1999. Dans le domaine audiovisuel, on trouve la *Radiotélévision Capverdienne* (RTC, organisme public), *Radio Nova* (propriété des Frères Capucins qui émet à São Vicente), *Radio Commercial* et *Praia FM*, radios régionales privées dont le siège est à Praia, *Radio Morabeza* basée à São Vicente, ainsi que 3 radios communautaires (*Santo Antão*, *Mosteiro* et *São Nicolau*). Il n'existe pas de télévision privée.

Certaines îles, comme Brava et Fogo, n'ont pas bénéficié de ce développement. Le journal *A Semana*, qui souhaite étendre l'accès à l'information à toutes les îles du pays, a installé une antenne dans chacune d'entre elles. Malheureusement, dans une île comme Fogo, 75 % des femmes, qui constituent la base de son socle économique, sont analphabètes. Pour garantir leur accès à l'information, et surtout pour leur donner la parole dans le paysage démocratique, le journal *A Semana* compte mettre en place un Centre communautaire multimédias, d'abord pour les femmes puis pour les jeunes de Fogo, en leur offrant ainsi la possibilité d'apporter leur contribution à la démocratie et de s'initier aux nouvelles technologies de l'information et de la communication. Un hebdomadaire, *A Semaniha*, dont l'objectif est d'éduquer les enfants à travers les médias et les préparer ainsi à leur rôle de citoyens, est déjà en circulation ; mais son impact reste insuffisant. Le présent projet prévoit l'acquisition d'équipement de radio et de matériel informatique, l'organisation d'ateliers de formation à la gestion et la maintenance de la station, et enfin l'initiation aux nouvelles technologies. Les autres secteurs du télécentre serviront à assurer une viabilité au projet.

### **2. DESCRIPTION DES GROUPES CIBLES**

Les bénéficiaires de ce projet sont non seulement les 5000 habitants (dont les jeunes et les femmes représentent plus de 80 %) de São Filipe, capitale de l'île de Fogo, où sera installé le Centre communautaire multimédias, mais toute la population de l'île qui pourra participer à ses activités. Une attention particulière est accordée aux femmes et aux jeunes.

### **3. OBJECTIF IMMÉDIAT**

La mise en place d'un Centre multimédias communautaire économiquement viable de manière à doter la population de l'île de Fogo d'un moyen de communication accessible à tous.

### **4. OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT**

Le Centre multimédias communautaire sera un élément moteur pour des changements qualitatifs dans les comportements des populations de l'île, dans la zone où il sera implanté. Il facilitera les activités d'*A Semana*, qui s'implique déjà dans la cause des jeunes et des femmes dans les domaines socio-politique et culturel ; il contribuera à :

- Sensibiliser les populations de l'île aux questions de développement ;
- Rapprocher les autorités de l'île de ses habitants ;
- Promouvoir la sensibilisation aux droits et aux obligations civiques ;
- Renforcer le statut des femmes et encourager l'émergence de femmes leaders au niveau local ;
- Promouvoir et encourager la création artistique et culturelle ;
- Encourager les initiatives de créativité parmi les populations, en particulier chez les jeunes ;
- Contribuer à la maîtrise des techniques de production de qualité ;
- Organiser des programmes de jeux et de compétitions pour les élèves des écoles de l'île ;
- Faire mieux connaître l'histoire de l'île de Fogo ainsi que son héritage culturel ;
- Sensibiliser les populations de l'île aux techniques de l'Information et de la Communication.

## **5. INVESTISSEMENTS**

- Acquisition des équipements techniques nécessaires à l'installation de la station de radio communautaire et du télécentre (téléphone, fax, Internet, scanner, ordinateurs, etc.) ;
- Formation du personnel aux techniques de la radio et de la gestion, ainsi qu'aux TICs.

## **6. RÉSULTATS**

- CMC, comprenant une radio communautaire et un télécentre, installé et opérationnel
- Personnel du CMC formé aux techniques radiophoniques, à l'élaboration des programmes, aux TIC, etc.

## **7. ACTIVITÉS**

- Acquérir des équipements pour la radio et le télécentre ;
- Former le personnel de gestion ;
- Installer le CMC.

## **8. PLAN DE TRAVAIL**

- 3 mois pour l'achat et l'installation des équipements ;
- 3 mois pour la formation du personnel de la radio et du télécentre ;
- Lancement des programmes.

## **9. CADRE INSTITUTIONNEL**

A *Semana* travaillera en étroite collaboration avec l'Association des Journalistes du Cap Vert pour la mise en œuvre de ce projet. L'expérience des journalistes qui sont déjà en activité dans la profession radiophonique sera particulièrement utile pour son lancement et son suivi.

## **10. VIABILITÉ A LONG TERME**

Le fonctionnement du Centre communautaire multimédias de Fogo sera soutenu par des recettes générées par les messages privés diffusés à l'antenne, et par l'accès des habitants aux divers services payants du télécentre (fax, scanner, informatique, Internet, etc.).

## **11. SUIVI DU PROJET**

Il sera assuré à la fois par l'Association des Journalistes du Cap Vert et par le BREDA.

## 12. ÉVALUATIONS EFFECTUÉES

Une étude relative à l'installation d'un Bureau du journal *A Semana* à Fogo a été réalisée. Ses résultats ont montré que les femmes et les jeunes resteraient marginalisés si un moyen de communication bien adapté (la radio) n'était pas rapidement mis à leur disposition. Une étude de faisabilité a donc été conduite avec l'aide des personnels du projet sénégalais intitulé "*Passage à grande échelle des CMC*".

## 13. RAPPORTS D'ACTIVITÉ DE L'ORGANISME BÉNÉFICIAIRE

*A Semana* fournira tous les 4 mois au Bureau de l'UNESCO à Dakar un rapport détaillé sur la mise en œuvre du projet.

### **C. INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES**

#### Assistance fournie par le PIDC dans le passé

Project N Budget codes	Funds (US \$)	Project title	Period
PDC/7CVI/01 350-CVI-71	35,000	Cape Verde Development of communication	1986 - 1988
PDC/18CVI/01 352-CVI-81	60,000	Computerization of the Newsroom of the National Radio	1998 - 1999
PDC/19CVI/01 352-CVI-91	25,000	Documentation Centre	1999 - 2000
PDC/19CVI/02 352-CVI-92	25,000	Strengthening of the independent newspaper "A Semana"	1999 - 2000
PDC/20CVI/0 548-CVI-5061 FIT-Luxembourg	28,000	Development of the magazine "Artiletra"	2002 - 2003
PDC/21 CVI/01 353CVI5011	10,000	Installation of an internal communication network at the Inforpress news agency	2002 - 2003
PDC/48 CVI/01 354CVI5041	25,000	Media law reform	2004-2005
<b>Total Cape Verde: US\$ 180,000+ 28,000 (FIT)</b>			

#### Activités préparatoires

- Demande d'une fréquence ;
- Recherche d'un site pour l'implantation du Centre ;
- Sensibilisation des populations, notamment les femmes et les jeunes ;
- Information des autorités politiques et administratives de l'île.

#### Apport de l'organisme bénéficiaire pendant la durée du projet

Une expérience de plus de 15 ans du journal *A Semana* servira de base aux activités du CMC. Les journalistes du Bureau de Fogo aideront ceux de la radio dans la rédaction des articles et la recherche d'informations.

**Aide sollicitée auprès de sources autres que le PIDC**

Aucune.

**D. BUDGET**

<b>BUDGET CONCERNANT LES APPORTS DU PIDC (en dollars des Etats-Unis)</b>	
Equipement de studio : console audio ; ordinateur multimédia ; 4 microphones avec pieds, casques, enceintes acoustiques ; ampli audio, CD et cassette ; câblage et connectique	10 000
Equipement de reportage (enregistreur, casque, microphone) : 6 unités	2 400
System de diffusion FM : émetteur FM stéréo de 500 W ; antenne d'émission (4 aériens omnidirectionnels, feeder de 50 m, tour, câblage et connecteurs) :	7 500
Telecentre multimédia: 6 ordinateurs de bureau avec logiciel ; imprimantes ; scanner ; photocopieuse ; magnétoscope ; télévision	14 800
Formation du personnel : 3 ateliers en techniques de formation : médias et informatique ; 2 ateliers en développement de programmation, organisation et participation de la communauté	13 000
Assistance technique (formation sur place, appui au établissement, renforcement de la capacité locale)	6 000
Suivi	1 000
<b><u>TOTAL</u></b>	<b>54 700</b>

<b>BUDGET CONCERNANT LES APPORTS DE L'ORGANISME BÉNÉFICIAIRE (en dollars des Etats-Unis)</b>	
Constitution du dossier technique (consultations, réunion des documents, photocopies) :	500
Constitution du dossier financier (consultations, caution bancaire, photocopies) :	3 000
Frais d'enregistrement :	100
Loyer des locaux :	7 000
Mobilier et matériel de bureau :	2 500
Electricité (un an) :	2 000
Frais administratifs ( salaires pour deux ans etc.) :	5 000
<b><u>TOTAL</u></b> :	<b><u>20 100</u></b>

# RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE

<b>A. IDENTIFICATION DU PROJET</b>		
1.	<b>TITRE</b>	<b>CRÉATION D'UNE RADIO COMMUNAUTAIRE PILOTE</b>
2.	<b>NUMÉRO</b>	PDC/51CAF/01
3.	<b>CATEGORIE DE MÉDIA</b>	Médias communautaires
4.	<b>DOMAINE DE PRIORITÉ DU PIDC</b>	Pluralisme des médias et liberté d'expression
5.	<b>PORTÉE</b> (nationale, régional, interrégionale)	Nationale
6.	<b>TYPE D'AIDE DEMANDÉE</b>	Equipement et formation
7.	<b>COÛT TOTAL DU PROJET</b>	US \$ 56 000
8.	<b>MONTANT DEMANDÉ AU PIDC</b>	US \$ 42 500
9.	<b>BÉNÉFICIAIRE DU PROJET</b>	Communauté de Bossangoa
10.	<b>MAÎTRE D'ŒUVRE</b>	Ministère de la Communication et Bureau de l'UNESCO à Yaoundé
11.	<b>LOCALISATION</b>	Préfecture de Bossangoa
12.	<b>PROJET PRÉPARÉ PAR</b>	Ministère de la Communication et Préfecture de Bossangoa
<b>DÉCISION DU BUREAU</b>		



## **B. PRÉSENTATION**

### **1. HISTORIQUE ET JUSTIFICATION**

La radio reste le média de référence en RCA, pays qui compte 60 % d'analphabètes (parmi lesquels plus des deux-tiers sont des femmes). Seule une infime partie de la population peut avoir accès à l'électricité et s'offrir un téléviseur. Dans le secteur de la radiodiffusion, Radio Centrafrique (radio d'Etat), Radio Ndéké Luka, créée par une ONG internationale, ainsi qu'un réseau de stations confessionnelles sont les seules disponibles. Le secteur privé de la radio se caractérise donc par l'existence de stations non commerciales dont les fréquences ont été officiellement attribuées bien avant 2003. Ces stations ne sont pas autorisées à diffuser de la publicité du fait de leur mission "humanitaire" (c'est le cas de Radio Ndéké Luka), ou "d'évangélisation" (cas d'une demi-douzaine de radios confessionnelles installées à Bangui, Bambari, Bouar, Bossangoa et Mbaiki). Il semble qu'aucune licence d'exploitation d'une station de radio n'ait été attribuée par le Haut Conseil de la Communication ou par le ministre de la Communication depuis l'avènement du nouveau cadre juridique de la communication.

Alors que des Etats voisins, tels que le Cameroun, la RDC ou le Rwanda (en situation de post-conflit) disposent d'un secteur audiovisuel privé assez développé, la RCA traîne le pas. Avec son nouveau cadre juridique, le pays est désormais prêt à accueillir des radios privées ou communautaires qui offriront aux auditeurs des programmes alternatifs, et participeront à la promotion de la démocratie, de la culture et de l'éducation. Suivant le modèle mis en œuvre par l'UNESCO au Cameroun (et ailleurs sur le continent africain), ce projet démarrera par une phase pilote marquée par l'installation d'une radio communautaire, qui devrait déboucher sur la création d'un réseau national de radios communautaires.

Dans un pays aussi vaste que la RCA, avec un taux élevé d'analphabètes vivant dans la pauvreté et l'enclavement, la radio offre le moyen le plus sûr et le plus abordable d'atteindre la population et l'associer à l'entreprise de reconstruction nationale. Elle devrait encourager une culture de paix, de sécurité et de respect des droits de l'homme.

### **2. DESCRIPTION DES GROUPES CIBLES**

Ce sera d'abord la population de la région choisie pour accueillir cette radio, et plus particulièrement les couches vulnérables de cette population : les femmes, les jeunes, les malades du sida, et les personnes vivant dans une extrême pauvreté. *In fine*, l'ensemble de la population centrafricaine bénéficiera de cette initiative, qui constituera le point de départ d'un réseau national de radios communautaires.

### **3. OBJECTIFS IMMÉDIATS**

- Créer une radio communautaire en vue de stimuler la communication et les échanges d'idées, d'abord au sein d'une communauté choisie, mais aussi entre cette communauté et le reste du pays. L'action envisagée intègre l'éducation à la citoyenneté responsable, les questions portant sur la santé (MST, sida, tuberculose etc.), la gestion de l'environnement, la promotion de l'esprit de tolérance et la lutte contre la violence sous toutes ses formes ;
- Favoriser les échanges au moyen de programmes interactifs ou de forums sur des sujets d'intérêt commun tels que la santé, l'agriculture, l'environnement.

#### **4. OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT**

- Favoriser l'émergence du pluralisme médiatique en RCA grâce à des radios qui offrent aux communautés et à la population un cadre de discussion et de débats ;
- La création d'une radio communautaire contribuera à la consolidation des institutions en favorisant l'alphabétisation et la conscience civique, et en faisant partager l'idéal d'un pouvoir démocratique. Elle permettra l'appropriation des enjeux sociaux par l'ensemble de la communauté et la recherche des solutions collectives à la pauvreté, l'exclusion, les droits de l'homme, les institutions démocratiques et la mise en confiance des groupes marginaux.

#### **5. ACTIVITÉS**

- Etude de faisabilité en vue de l'identification d'une communauté en fonction des besoins, des possibilités, de la sécurité et des dispositions légales ;
- Rencontres avec les autorités locales et nationales en vue de l'obtention d'une fréquence et des diverses autorisations ; les autorités seront également sensibilisées à création d'un cadre favorable à l'épanouissement d'une radio communautaire ;
- Identification et formation des cadres nécessaires au lancement de cette radio dans les domaines des programmes, de la technique et de la gestion ;
- Formation d'experts en matière de grilles de programmes, d'animation et de recherche de financements ;
- Formation de techniciens de maintenance ;
- Acquisition d'équipements : un émetteur FM de 300 W avec pylône ; antenne, groupe électrogène ; câbles et accessoires, console audio, microphones, 2 bancs de montage numérique, magnétophones etc. ;
- Aménagement des locaux ;
- Formation et appui à la production d'un stock initial des programmes.

#### **6. RÉSULTATS**

- Licence et fréquence attribuées à la radio communautaire ;
- Personnel formé ;
- Mise en service de la radio communautaire dans le lieu choisi ;
- Communauté sensibilisée et impliquée dans la gestion et l'animation de la station ;
- Accès de la population à une nouvelle forme de radio.

#### **7. PLAN DE TRAVAIL**

##### **2007**

- Révision du budget et du plan d'action en fonction des fonds alloués ;
- Contact avec les autorités locales et nationales en vue de l'obtention d'une fréquence et des autorisations nécessaires ;
- Mise en place du cadre légal de la radio communautaire ;
- Identification d'un site et aménagement des locaux ;
- Acquisition des équipements.

##### **2008**

- Mise à disposition et installation des équipements ;
- Assistance technique continue ;
- Conception des matériels pédagogiques ;
- Assistance à l'élaboration d'un cahier des charges des radios communautaires ;
- Aide à la production des programmes.

## **8. CADRE INSTITUTIONNEL**

Plusieurs institutions publiques et partenaires de développement seront impliqués dans la mise en œuvre d'une radio communautaire, notamment le Haut Conseil de la Communication pour la délivrance des licences et des fréquences, ainsi que la municipalité et les autorités locales de la zone d'accueil du projet.

## **9. VIABILITÉ A LONG TERME**

Pendant sa phase de mise en place (trois ans), ce projet sera essentiellement soutenu par l'UNESCO et d'autres partenaires locaux. A terme, cette radio communautaire devra rechercher elle-même des financements auprès des donateurs et des communautés. Les frais de fonctionnement seront couverts par les fonds issus des contributions volontaires des partenaires, des communautés, des revenus de la publicité, ainsi que des ressources mises à disposition par les bailleurs des fonds pour le financement des programmes éducatifs.

## **10. SUIVI DU PROJET**

Le Bureau de l'UNESCO à Yaoundé assurera la mise en œuvre de ce projet en liaison avec la Commission Nationale centrafricaine pour l'UNESCO et le Haut Conseil de la Communication (HCC).

## **11. ÉVALUATIONS EFFECTUÉES**

Au cours de ses missions d'information, l'UNESCO rencontrera les autorités officielles de RCA, les rédacteurs en chef des organes de presse et des radios, les membres de l'Union des Journalistes Centrafricaine (UJCA), les organes exécutifs du GEPPIC et du HCC.

Le Bureau de l'UNESCO à Yaoundé dispose d'une vaste expérience dans la mise en œuvre des radios communautaires ayant mission de susciter des changements de comportement et favoriser le développement durable, dans la mesure où il a collaboré à la création de nombreuses radios et centres communautaires multimédias.

## **12. RAPPORTS D'ACTIVITÉ DE L'ORGANISME BÉNÉFICIAIRE**

Les instances dirigeantes de la radio communautaire soumettront au Bureau de l'UNESCO à Yaoundé des rapports semestriels sur l'évolution des activités.

## C. INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES

### Assistance fournie par le PIDC dans le passé

PDC/5CAF/02 350-CAF-51	30,000	Central African Republic	1984 - 1985
		Rehabilitation of Radio/TV	
PDC/7CAF/01 350-CAF-71 350-CAF-81	35,000 37,500	Development of Press Centre	1986 - 1990
PDC/19CAF/01 352-CAF-91	46,000	Restructuring of the News Agency (ACAP)	1999 - 2001
PDC/24 CAF/01 354 CAF 5031	50,000	Rehabilitation of the technical and human capacity of radio Centrafrique	2004 - 2005
PDC/24 CAF/02 354-CAF-5032	20,000	Strengthening the technical capacity of the independent community radio Ndeka Luka	2004 - 2005
PDC/49 CAF/01 354-CAF-5052 (Co-financed by France)	50,000	ESTABLISHMENT OF A HIGH COUNCIL FOR COMMUNICATION	2006 - 2007
PDC/49 CAF/02  552-CAF-5000 (FIT-Japan)	50,000	ESTABLISHMENT OF A PRESS HOUSE AND QUICK IMPACT ON TRAINING FOR CAR MEDIA PROFESSIONALS	2006 - 2007
<b>Total Central African Republic: US\$ 318,000</b>			

### Activités préparatoires

Des réunions ont été organisées avec diverses communautés et municipalités voisines afin d'étudier les conditions de mise en place d'une radio pilote en RCA.

### Apport de l'organisme bénéficiaire pendant la durée du projet

Locaux administratifs et techniques et prise en charge du personnel.

### Aide sollicitée auprès de sources autres que le PIDC

Aucune.

## D. BUDGET

### BUDGET CONCERNANT LES APPORTS DU PIDC (en dollars des Etats-Unis)

Equipement de studio : console audio ; ordinateur multimédia ; 4 microphones avec pieds, casques, enceintes acoustiques ; ampli audio, CD et cassette ; câblage et connectique ; matière de production	10 000
Equipement de reportage (enregistreur, casque, microphone) : 2 unités	1 500
System de diffusion FM : émetteur FM stéréo de 500 W ; antenne d'émission (4 aériens omnidirectionnels, feeder de 50 m, tour, câblage et connecteurs), unité studio-émetteur :	12 000
Installation électrique	10 000
Formation du personnel : 3 ateliers en techniques de formation : programmation et production ; 6 ateliers en développement de programmation, organisation et participation de la communauté	18 000
Suivi	1 000
<b><u>TOTAL</u></b>	<b>42 500</b>

### BUDGET CONCERNANT LES APPORTS DE L'ORGANISME BÉNÉFICIAIRE (en dollars des Etats-Unis)

Aménagement des locaux :	4 000
Installation électrique	8 000
Fret	1 500
<b><u>TOTAL :</u></b>	<b><u>13 500</u></b>

# RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE

<b>A. IDENTIFICATION DU PROJET</b>		
1.	<b>TITRE</b>	<b>ACQUISITION D'UNE IMPRIMERIE POUR LA MAISON DE LA PRESSE</b>
2.	<b>NUMÉRO</b>	PDC/51CAF/02
3.	<b>CATEGORIE DE MÉDIA</b>	Presse écrite
4.	<b>DOMAINE DE PRIORITÉ DU PIDC</b>	Renforcement du potentiel technique
5.	<b>PORTÉE</b> (nationale, régional, interrégionale)	Nationale
6.	<b>TYPE D'AIDE DEMANDÉE</b>	Equipement et formation
7.	<b>COÛT TOTAL DU PROJET</b>	US \$ 107 100
8.	<b>MONTANT DEMANDÉ AU PIDC</b>	US \$ 86 500
9.	<b>BÉNÉFICIAIRE DU PROJET</b>	Professionnels de la presse écrite
10.	<b>MAÎTRE D'ŒUVRE</b>	Union des Journalistes centrafricains ; Groupement des Editeurs de la presse privée centrafricaine (GEPPIC) ; Ministère de la Communication ; UNESCO
11.	<b>LOCALISATION</b>	Bangui
12.	<b>PROJET PRÉPARÉ PAR</b>	Union des Journalistes centrafricains ; Groupement des Editeurs de la presse privée centrafricaine (GEPPIC)
<b>DÉCISION DU BUREAU</b>		

## **B. PRÉSENTATION**

### **1. HISTORIQUE ET JUSTIFICATION**

Malgré la nette amélioration de l'environnement juridique des médias en RCA, la pauvreté des moyens de la plupart des organisations de presse écrite constitue un obstacle majeur au développement d'une presse professionnelle et libre. Tous les journaux sont édités en format A4 et tirés à moins de 1000 exemplaires sur des équipements peu performants. La majorité des 20 titres publiés en RCA sont rédigés par des journalistes qui exercent également les fonctions de rédacteur en chef et de directeur de la publication. Actuellement, le secteur de l'imprimerie n'est pas viable ; il est limité par l'absence d'un véritable marché potentiel, compte tenu de l'étendue de la pauvreté et des contraintes liées à la distribution nationale et à l'absence de professionnels de l'imprimerie. Le rôle de la presse écrite est marginal en termes de lectorat, mais son rôle est très important au niveau des débats des élites politiques, militaires et économiques.

Les premières fonctions d'une Maison de la Presse consistent à offrir un espace de libre échange d'idées et d'informations entre professionnels des médias. Son rôle est d'aider les journalistes indépendants à sortir de leur isolement, permettre des discussions sur les problèmes professionnels et offrir un centre de documentation et un lieu de travail. C'est également un catalyseur apte à favoriser l'éclosion d'entreprises de presse viables en fournissant un accès aux TIC, ainsi qu'avec la mise à disposition de moyens adaptés à l'édition et à la publication des journaux.

Une Maison de la Presse a été installée à Bangui au début des années 1990, mais elle a été détruite et pillée pendant la période d'instabilité politique. Une expérience d'imprimerie cogérée a été entreprise avec succès durant trois ans par les membres du GEPPIC, avant que les équipements ne soient confisqués à l'occasion d'un coup d'Etat militaire. Actuellement, le gouvernement a rétrocédé ces équipements à l'Union des Journalistes Centrafricains, mais leur état de délabrement ne leur permet pas de remplir efficacement leur rôle ; ils doivent être réhabilités ou remplacés.

### **2. DESCRIPTION DES GROUPES CIBLES**

Les premiers bénéficiaires de ce projet seront les journalistes, les entreprises de presse et la réunion des organisations professionnelles (UJCA et GEPPIC). Le public dans son ensemble sera également bénéficiaire, car il aura à sa disposition une presse pluraliste et de qualité.

### **3. OBJECTIFS IMMÉDIATS**

L'objectif immédiat consiste à fournir aux organisations de communication de RCA un matériel professionnel d'imprimerie qui contribuera au développement de la presse centrafricaine.

### **4. OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT**

Un environnement médiatique pluraliste est indispensable au renforcement de la diversité d'expression et d'information nécessaires à la paix, à la reconstruction et à l'établissement d'une société démocratique. Aussi, l'installation d'une imprimerie apte à satisfaire aux besoins des médias centrafricains constitue un objectif majeur de développement.

### **5. INVESTISSEMENTS**

- Matériel d'imprimerie ;
- Etude d'un système de co-gestion de cette imprimerie ;
- Organisation d'ateliers de formation destinés aux professionnels des médias, et particulièrement aux spécialistes de l'imprimerie.

## **6. RÉSULTATS**

- Renforcement des capacités professionnelles des médias centrafricains ;
- Accroissement du tirage des publications ;
- Amélioration de leurs moyens et de leur qualité technique.

## **7. ACTIVITÉS**

- Rénovation et adaptation des locaux ;
- Acquisition et installation des matériels d'imprimerie ;
- Médiation et étude visant à définir la structure de cogestion de l'imprimerie ;
- Formation des techniciens ;
- Elaboration des rapports.

## **8. PLAN DE TRAVAIL**

Avril - juillet 2007 : Revue des objectifs du projet en fonction des fonds alloués ; rénovation des locaux ; commande des équipements et du mobilier ; mise à l'étude du règlement de la Maison de la Presse.

Juillet - décembre 2007: Réception et installation des équipements ; organisation des ateliers de formation destinés aux professionnels des médias.

## **9. CADRE INSTITUTIONNEL**

La mise en œuvre de ce projet sera assurée par l'Union des Journalistes Centrafricains (UJCA) et le Groupement des Editeurs de Presse Privée Indépendante Centrafricaine, qui sont les co-gérants la Maison de la Presse.

## **10. VIABILITÉ A LONG TERME**

La viabilité de la Maison de la Presse sera garantie à long terme par des revenus issus des services payants fournis par les diverses publications.

## **11. SUIVI DU PROJET**

Le Bureau sous-régional de l'UNESCO de Yaoundé mettra le projet en œuvre en liaison avec la Commission nationale et le ministère de la Communication, de la Réconciliation Nationale, de la Démocratie et des Droits de l'Homme.

## **12. ÉVALUATIONS EFFECTUÉES**

Au cours de diverses missions d'évaluation, les représentants de l'UNESCO se sont entretenus avec les autorités officielles concernées, les directeurs de publication des principaux organes de la presse écrite et audiovisuelle, ainsi qu'avec les membres des Conseils exécutifs de l'Union des Journalistes Centrafricains (UJCA) et du Groupement des Editeurs de Presse Privée Indépendante Centrafricaine (GEPPIC).

## **13. RAPPORTS D'ACTIVITÉ DE L'ORGANISME BÉNÉFICIAIRE**

L'organe exécutif de la Maison de la Presse soumettra un rapport d'activité au Bureau de l'UNESCO de Yaoundé sur une base trimestrielle.



## C. INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES

### Assistance fournie par le PIDC dans le passé

PDC/5CAF/02 350-CAF-51	30,000	Central African Republic	1984 - 1985
		Rehabilitation of Radio/TV	
PDC/7CAF/01 350-CAF-71 350-CAF-81	35,000	Development of Press Centre	1986 - 1990
	37,500		
PDC/19CAF/01 352-CAF-91	46,000	Restructuring of the News Agency (ACAP)	1999 - 2001
PDC/24 CAF/01 354 CAF 5031	50,000	Rehabilitation of the technical and human capacity of radio Centrafrique	2004 - 2005
PDC/24 CAF/02 354-CAF-5032	20,000	Strengthening the technical capacity of the independent community radio Ndeka Luka	2004 - 2005
PDC/49 CAF/01 354-CAF-5052 (Co-financed by France)	50,000	ESTABLISHMENT OF A HIGH COUNCIL FOR COMMUNICATION	2006 - 2007
PDC/49 CAF/02 552-CAF-5000 (FIT-Japan)	50,000	ESTABLISHMENT OF A PRESS HOUSE AND QUICK IMPACT ON TRAINING FOR CAR MEDIA PROFESSIONALS	2006 - 2007
<b>Total Central African Republic: US\$ 318,000</b>			

## D. BUDGET

<b>BUDGET CONCERNANT LES APPORTS DU PIDC (en dollars des Etats-Unis)</b>	
Presse Heidelberg "Ultra 5400 Imagesetter" en quadrichromie ; Table lumineuse ; Cadre d'impression :	48 000
Ordinateur "Power Mac 6400/200" avec modem et moniteur 15" ; Ordinateur "Power Mac G3 233" avec modem et moniteur 17" ; Imprimante A3 "Laserwriter" ; Scanner "Umax Desktop 1200" ; Unité "Iomega Storage" et disques :	7 000
Installation :	1 500
Matériel de laboratoire :	19 000
Formation technique (reproduction, conception et mise en page, gestion d'édition) :	10 000
Suivi :	1 000
<b><u>TOTAL</u> :</b>	<b><u>86 500</u></b>

**BUDGET CONCERNANT LES APPORTS DE L'ORGANISME BÉNÉFICIAIRE**  
**(en dollars des Etats-Unis)**

Rémunération du personnel :	8 500
Logistique :	5 600
Maintenance :	3 000
Communications (téléphone, fax, Internet) :	2 500
Rapports :	1 000
<b><u>TOTAL</u> :</b>	<b><u>20 600</u></b>

## Rép. Démocratique du CONGO

<b>A. IDENTIFICATION DU PROJET</b>		
1.	<b>TITRE</b>	<b>RENFORCEMENT DES CAPACITÉS DE L'OBSERVATOIRE DES MÉDIAS CONGOLAIS (OMEC)</b>
2.	<b>NUMÉRO</b>	<b>PDC/51 ZAI/01</b>
3.	<b>CATEGORIE DE MÉDIA</b>	Tous médias
4.	<b>DOMAINE DE PRIORITÉ DU PIDC</b>	Développement des médias pluralistes et indépendants
5.	<b>PORTÉE</b> (nationale, régional, interrégionale)	Nationale
6.	<b>TYPE D'AIDE DEMANDÉE</b>	Financière
7.	<b>COÛT TOTAL DU PROJET</b>	US \$ 65 000
8.	<b>MONTANT DEMANDÉ AU PIDC</b>	US \$ 50 000
9.	<b>BÉNÉFICIAIRE DU PROJET</b>	Observatoire des Médias Congolais (OMEC)
10.	<b>MAÎTRE D'ŒUVRE</b>	Bureau de l'UNESCO à Kinshasa
11.	<b>LOCALISATION</b>	5 provinces : (Sud-Kivu, Orientale, Equateur, Bandundu, Bas-Congo)
12.	<b>PROJET PRÉPARÉ PAR</b>	Observatoire des Médias Congolais
<b>DÉCISION DU BUREAU</b>		

## **B. PRÉSENTATION**

### **1. HISTORIQUE ET JUSTIFICATION**

La RDC se trouve à un tournant décisif de son histoire. Après une période de transition de trois ans, le pays s'est engagé dans le processus électoral. L'Observatoire des Médias Congolais (OMEC) se considère concerné par le nécessaire renforcement des capacités des professionnels de la communication en période électorale et post-électorale.

La période post-électorale représente un enjeu de taille qui sollicite l'implication de la presse non seulement pour accompagner la mise en place de nouvelles structures, mais aussi pour la consolidation de la démocratie.

Afin d'étendre son champ d'action et de fournir aux journalistes les outils nécessaires à leur profession, l'OMEC compte procéder au renforcement des possibilités humaines et techniques des antennes provinciales avec l'appui de l'UNESCO. La coopération avec l'UNESCO a déjà porté ses fruits : la production du Guide pratique du Journaliste en période électorale, l'organisation de l'atelier sur la Bonne Gouvernance en mai 2005, et les facilités accordées à l'OMEC pour l'organisation de la campagne nationale portant sur l'installation de matériel informatique et la connexion Internet des antennes du Kasai-oriental et du Katanga.

L'OMEC installera d'autres antennes locales dans les provinces non encore dotées, ce qui lui permettra de quadriller le territoire national et de poursuivre l'activité d'autorégulation déjà engagée à Kinshasa, au Katanga, et au Kasai-oriental.

### **2. DESCRIPTION DES GROUPES CIBLES**

Les provinces de Bandundu, du Bas-Congo, du Kasai-occidental, du Sud-Kivu et la Province orientale.

### **3. OBJECTIF IMMÉDIAT**

Renforcer les capacités institutionnelles et humaines des antennes provinciales.

### **4. OBJECTIF DE DÉVELOPPEMENT**

Renforcement des capacités institutionnelles et de communication l'OMEC.

### **5. INVESTISSEMENTS**

Organiser la formation et procéder à l'achat des équipements au profit des 5 antennes provinciales identifiées.

### **6. RÉSULTATS**

- Renforcement des capacités institutionnelles et humaines ;
- Dotation des antennes provinciales en équipement ;
- Construction d'un site Web de l'OMEC ;
- Connexion Internet des antennes provinciales ;
- Formation des animateurs des antennes provinciales ;
- Formation des journalistes au respect des règles d'éthique et de déontologie.

**7. PLAN DE TRAVAIL**

- Acquisition du matériel : 15 jours.
- Création d'un site Web de l'OMEC : 15 jours.
- Connexion Internet des antennes provinciales : 15 jours.
- Formation des animateurs et des journalistes : 10 jours.

**8. CADRE INSTITUTIONNEL**

L'OMEC assurera la mise en œuvre du projet conformément au plan de travail.

**9. VIABILITÉ A LONG TERME**

L'OMEC sera en mesure d'atteindre les objectifs qu'il s'est assignés lorsque les préalables auront été réalisés.

**10. SUIVI DU PROJET**

Le Bureau UNESCO de Kinshasa assurera le suivi des activités du projet.

**11. RAPPORTS D'ACTIVITÉ DE L'ORGANISME BÉNÉFICIAIRE**

L'OMEC s'engage à produire un rapport d'activité tous les 4 mois.

**C. INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES**

**Assistance fournie par le PIDC dans le passé**

<b>PDC/8ZAI/01</b> 350-ZAI-81	32,500	Dem. Rep. of Congo Planned programme for the training & development of human resources in the book industry	1987 - 1991
<b>PDC/21 ZAI/02</b> 353-DRC-5011	7,000	Equipment for the newsletter "Tribune de la Femme"	2003 - 2003
<b>PDC/49 ZAI/02</b> REGULAR PROGRAMME	32,000	CONGO (DEM. REP. OF): STRENGTHENING OF PROFESSIONAL ETHICS AND FREEDOM OF EXPRESSION IN KATANGA AND EASTERN KASAÏ	2006
<b>Total Dem. Rep. of Congo: US\$ 71,500</b>			

**Apport de l'organisme bénéficiaire pendant la durée du projet**

US\$ 15 000 (voir budget).

## D. BUDGET

<b>BUDGET CONCERNANT LES APPORTS DU PIDC (en dollars des Etats-Unis)</b>	
Matériel informatique pour les 5 provinces (3 500 × 5) :	17 500
Connexion à l'Internet pour les 5 provinces (1 050 × 5) :	5 250
Site Web de l'OMEC (conception et serveur) :	2 500
2 modules de formation (\$ 12 × 3 jours pour 80 animateurs et journalistes) :	2 880
Consommables et fournitures de bureau :	1 530
Divers :	470
<b>Mise en œuvre par province</b>	
<u>SUD-KIVU</u> : Transport aérien pour 2 personnes, mission (4 jours), expédition du matériel, frais divers :	3 310
<u>PROVINCE ORIENTALE</u> : Transport aérien pour 2 personnes, mission (4 jours), expédition du matériel, frais divers :	2 760
<u>PROVINCE DE L'ÉQUATEUR</u> : Transport aérien pour 2 personnes, mission (4 jours), expédition du matériel, frais divers :	2 660
<u>PROVINCE DE BANDUNDU</u> : Transport aérien pour 2 personnes, mission (4 jours), expédition du matériel, frais divers :	2 620
<u>PROVINCE DU BAS-CONGO</u> : Transport aérien pour 2 personnes, mission (4 jours), expédition du matériel, frais divers :	2 380
Frais protocolaires :	1 140
Comité d'organisation (8 membres) :	3 000
Élaboration des rapports et de l'audit financier :	2 000
<b><u>TOTAL</u> :</b>	<b><u>50 000</u></b>

<b>BUDGET CONCERNANT LES APPORTS DE L'ORGANISME BÉNÉFICIAIRE (en dollars des Etats-Unis)</b>	
Charges supportées par la partie congolaise :	10 000
Apport de l'organisme bénéficiaire :	5 000
<b><u>TOTAL</u> :</b>	<b><u>15 000</u></b>

# REPUBLIC OF CONGO (Brazzaville)

(ENGLISH VERSION ONLY)

<b>A. PROJECT IDENTIFICATION</b>		
1.	<b>TITLE</b>	<b>TRAINING OF JOURNALISTS TO IMPROVE UPCOMING ELECTIONS</b>
2.	<b>NUMBER</b>	PDC/51 PRC/01
3.	<b>CATEGORY OF MASS MEDIA</b>	National Television and Radio
4.	<b>IPDC PRIORITY AREA</b>	Promotion of free expression and media pluralism; human resources development
5.	<b>SCOPE</b> (national, regional, interregional)	National
6.	<b>TYPE OF ASSISTANCE REQUESTED</b>	Financial
7.	<b>TOTAL COST OF PROJECT</b>	US \$ 27 800
8.	<b>AMOUNT REQUESTED FROM IPDC</b>	US \$ 27 800
9.	<b>BENEFICIARY BODY</b>	Télé-Congo and Radio-Brazzaville
10.	<b>IMPLEMENTING BODY</b>	1. Télé-Congo – 2. Radio-Brazzaville
11.	<b>PROJECT LOCATION</b>	Republic of Congo
12.	<b>PROJECT PREPARED BY</b>	Ministry of Information
<b>DECISION OF THE BUREAU</b>		

## **B. PRESENTATION**

### **1. BACKGROUND AND JUSTIFICATION**

In 1991, as the Republic of Congo moved from Marxism to Democracy, audio-visual pluralism became a reality in the country. In the period that followed, dozens of newspapers began to sprout up, and television and radio stations broadened their coverage. In 2001, a law was passed to ensure that “*the mode of information and communication is that of the free enterprise*” and further, that “*censorship is prohibited and that the access to the source of information is free*”. This legal arsenal was reinforced in January 2003 by the creation of the High Council of Free Communication, which was instituted to: 1) ensure a free information access for citizens; 2) promote the free competition and pluralist expression of thoughts and opinions.

Media are relatively free in the Republic of Congo, but there are still cases of a perceived pressure from the government, and not as much competition in all media forms (print, radio and television) as one would expect. However, over the past several years, improvements across all forms have been observed. Pluralism is especially evident in the newspaper sector, where one sees numerous publications with a noticeable critical tone towards the government. Since television and radio are the primary media vehicles for the largest number of citizens to receive news and information, this is a particularly important area to focus on. Though not as “free” as the print media, radio programmes such as *Face to Face* at Radio-Brazzaville, *Press Café* at Radio Liberté do give the floor to both representatives of the government and of the opposition.

The Republic of Congo is a post-conflict country that experienced considerable infrastructure loss during 1997/2003, and saw its national television (Tele-Congo) and radio (Radio-Brazzaville) severely damaged. Outdated media equipment and training, lack of transportation and logistic infrastructure (vehicles, funds for fuel etc.) often limit the coverage of media-worthy events. As an emerging democracy with just the second series of elections after the late 1990s civil conflicts, it is time to concretise the contribution that responsible and well-equipped media outlets can play in the democratic process. Equipping Tele-Congo and Radio-Brazzaville with new equipment will be a significant step forward and will enable these outlets to proceed to a better coverage of the elections and, by so doing, contribute to the emergence of a new era of responsible free press.

The proposed project will help reinforce technical capabilities of Tele-Congo and Radio-Brazzaville by improving the quality of programmes and news editions. With modern and new equipment, both media outlets will be in a better position to reach their reporters in the field and report from various elections sites live without interruption. The training workshops will build journalists’ capacities to produce fair and accurate coverage of the elections.

### **2. DESCRIPTION OF THE TARGET GROUPS**

The planned training sessions will gather some 50 journalists and technicians and will be aimed at improving their command of the communication technologies (including the equipment identified in this project proposal) and encouraging a fair and accurate coverage of the elections

### **3. IMMEDIATE OBJECTIVE**

The main objectives are to update some key equipment and to provide a technical training related to both existing and newly acquired equipment. The recent elections in the neighbouring Democratic Republic of Congo (DRC) will serve, in the training sessions, as a case study to focus on the important issues for the media as elections approach.



#### **4. DEVELOPMENT OBJECTIVE**

As stated above, freedom of expression in Congo was in the past rare and limited; the situation has now changed, but these elections will be an opportunity to anchor this freedom. With better equipment, supplies and training, both Tele-Congo and Radio-Brazzaville can enhance their ability to produce fair and accurate reporting and be more responsive to local populations. For example, with more equipment, Radio-Brazzaville will be able to cover more events in various areas, thus allowing more opportunities for citizens to express themselves and to participate in the public debate.

#### **5. PROJECT INPUTS**

- Professional trainers (possibly from the International Conservation & Education Fund) to conduct radio and TV production training;
- Local and international journalists working in the DRC can provide insight into election coverage in the region;
- Meeting rooms in various locations depending on types of sessions (journalists, technicians);
- Production equipment for technical training;
- Computer and audiovisual equipment for presentation/discussion sessions;
- Minimal budget for local travel;
- Food and refreshments for participants of full-day sessions;
- New equipment listed in this proposal.

#### **6. PROJECT OUTPUTS**

- About 50 journalists and technicians with improved professional capacities;
- About 50 journalists with increased awareness of the challenges and responsibilities related to the coverage of elections;
- Teaching materials produced through the various sessions;
- Increased networking.

#### **7. ACTIVITIES**

- Identification of journalists and technicians for training;
- An organisational group will meet to develop an agenda for the training sessions, identify priority equipment for Télé-Congo and Radio-Brazzaville and receive final estimates from the various trainers;
- Acquisition of equipment;
- Final planning group to make arrangements for all logistics, and secure commitments from all trainers, presenters and attendees;
- Conduct 3-day technical and professional training sessions;
- Convene a closing session with all participants to identify next steps and key strategies for the future.

#### **8. WORK PLAN**

Organisation of a three-day workshop (5 days if additional contributions are available), staffed by international journalists and NGO professionals based in the Republic of Congo or the DRC. The workshop will be aimed at empowering local journalists from Télé-Congo and Radio-Brazzaville to acquire a good mastery of their equipment so as to perform responsible reporting on the occasion of the 2007 and 2009 elections.

We would hope to hold the workshop in October or November 2006 and draw the lessons from the experiences of the current DRC elections to provide a close model and case study for election coverage. The various sessions of the workshop will cover all the technical and journalistic chapters (mastery of the equipment, responsible and effective storytelling).

Preliminary contacts have been made with representatives from the *National Democratic Institute*, *Search for Common Ground* and the *International Conservation & Education Fund*.

## 9. INSTITUTIONAL FRAMEWORK

Télé-Congo will be the lead organiser of the training workshop, but will work closely with Radio Brazzaville to identify presenters and trainers, and plan the venue logistics.

## 10. SUSTAINABILITY

Télé-Congo and Radio-Brazzaville have extended the life of their outdated equipment long past their normal limits. As they modernise, it is expected that that they will not only make the best use of their new equipment, but that the government will devote more resources to them. Radio-Brazzaville has identified an import company that will ensure the maintenance of any new equipment it receives.

## 11. FRAMEWORK OF MONITORING

We suggest the UNESCO staff in the Republic of Congo.

## 12. EVALUATIONS CARRIED OUT

No formal evaluation has yet been planned, but we propose to provide a report of the closing workshop and outline goals for the future.

## 13. FRAMEWORK OF BENEFICIARY AGENCY'S REPORTING

A report on the workshop will be prepared.

### C. ADDITIONAL INFORMATION

#### Assistance provided by the IPDC in the past:

PDC/11 PRC/01 352-PRC-11	125,000	Congo Establishment of a computerized documentation and archives centre for the press, radio and TV	1990 - 1993
PDC/14 PRC/01 352-PRC-41	50,000	Renewal of broadcasting equipment	1993 - 1996
PDC/20 PRC/01 353-PRC-01	30,000	Rehabilitation of the ACI (Congoese News Agency)	2000 - 2002
PDC/48 PRC/01 354-PRC-5041	20,000	Seminars for media professionals promoting freedom of expression and free flow of information	2005-2006
<b>Total Congo: US\$ 225,000</b>			

### **Contribution foreseen by the beneficiary agency during the project period**

Unknown at this time, but Télé-Congo and Radio-Brazzaville hope to secure some support to help extend the workshop to a full week, and possibly ensure some follow-up training with the technical trainers.

#### **D. BUDGET**

##### **BREAKDOWN OF IPDC CONTRIBUTION (in US dollars)**

###### **Workshop**

Trainers fees, transportation for invited lecturers/presenters, lunches for participants, venue fees (if any):	11 800
--	--------

###### **Equipment for Télé-Congo**

DV camera, accessories and various supplies and expendables (blank DVDs):	8 000
---	-------

###### **Equipment for Radio Brazzaville**

Audio mixing console, CD and DVD players and recorders; air conditioner:	8 000
--	-------

<b><u>TOTAL :</u></b>	<b><u>27 800</u></b>
-----------------------	----------------------

##### **BREAKDOWN OF BENEFICIARY'S CONTRIBUTION (in US dollars)**

See "Additional information: Contribution foreseen".

# CÔTE D'IVOIRE

<b>A. IDENTIFICATION DU PROJET</b>		
1.	<b>TITRE</b>	<b>CENTRE DE DOCUMENTATION POUR LES JOURNALISTES ET LA FORMATION AUX TIC</b>
2.	<b>NUMÉRO</b>	PDC/51IVC/01
3.	<b>CATEGORIE DE MÉDIA</b>	Presse écrite privée
4.	<b>DOMAINE DE PRIORITÉ DU PIDC</b>	Développement des ressources humaines
5.	<b>PORTÉE</b> (nationale, régional, interrégionale)	Nationale
6.	<b>TYPE D'AIDE DEMANDÉE</b>	Equipement et formation
7.	<b>COÛT TOTAL DU PROJET</b>	US \$ 124 500
8.	<b>MONTANT DEMANDÉ AU PIDC</b>	US \$ 76 600
9.	<b>BÉNÉFICIAIRES DU PROJET</b>	Plus de 300 journalistes
10.	<b>MAÎTRE D'ŒUVRE</b>	Conseil National de la Presse
11.	<b>LOCALISATION</b>	Abidjan-Cocody
12.	<b>PROJET PRÉPARÉ PAR</b>	Conseil National de la Presse
<b>DÉCISION DU BUREAU</b>		

## **B. PRÉSENTATION**

### **1. HISTORIQUE ET JUSTIFICATION**

Au nombre des facteurs qui ont contribué à la détérioration du climat socio-politique à l'origine du conflit que connaît la Côte d'Ivoire depuis septembre 2002, la presse ivoirienne occupe une place de choix. Evoquée à toutes les tribunes où sont débattues les questions relatives à la crise ivoirienne, la presse a admis son degré d'implication dans la dégradation de la cohésion nationale, et se dit disposée à "désarmer ses plumes".

Il convient donc d'inciter cette presse à se libérer des attaches politiques dont elle porte la marque depuis l'avènement du multipartisme et l'apparition d'une multiplicité de titres.

Pour contribuer à l'émergence d'une presse indépendante, il convient de proposer à ses animateurs un cadre d'échanges interprofessionnels et surtout culturels. Les outils technologiques permettront de donner naissance à un journalisme de qualité.

A l'heure des technologies de l'information et des mutations dans le domaine de la communication, un Centre de documentation pour le renforcement des capacités des journalistes devrait les aider à renforcer leur professionnalisme dans le sens de l'avancée démocratique.

En outre, les rédactions étant dépourvues de moyens de communication modernes, la formation aux TICs apparaît essentielle pour une exploitation rationnelle et efficace des prestations du Centre de documentation en ligne. Il faut reconnaître que les journalistes ivoiriens, dans leur grande majorité, sont peu familiarisés avec les nouvelles technologies.

### **2. DESCRIPTION DES GROUPES CIBLES**

Les principaux bénéficiaires sont les journalistes de la presse privée.

### **3. OBJECTIFS IMMÉDIATS**

- Créer un Centre de documentation pour les journalistes afin de mettre à leur disposition un outil permettant le renforcement de leur potentiel (l'Internet), ainsi qu'un cadre d'échanges et de rencontres interprofessionnelles ;
- Former environ 300 journalistes et les familiariser avec les TICs.

### **4. OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT**

- Promouvoir le développement de médias indépendants et l'émergence de journalistes qualifiés en facilitant leur accès aux sources de documentation ;
- Contribuer au respect de l'éthique et de la déontologie ;
- Renforcer la culture générale des journalistes ;
- Consolider un esprit de confraternité qui a été mis en danger par les options partisans des rédactions ;
- Créer un réseau de journalistes aptes à partager leur expérience professionnelle ;
- Favoriser la recherche d'informations de toute nature par la maîtrise des TICs ;
- Orienter les thèmes traités en direction des objectifs de développement, de reconstruction du tissu social, de cohésion nationale, de bonne gouvernance et de quête de culture démocratique ;
- Rendre l'outil informatique plus accessible.

## **5. INVESTISSEMENTS**

- Acquisition d'un local préfabriqué ;
- Achat de matériel informatique et d'équipement technique ;
- Equipement en mobilier et accessoires ;
- Charges de fonctionnement (abonnements aux divers services : eau, électricité, Internet, consommables informatiques, papier etc.) ;
- Entretien du matériel ;
- Activités de renforcement des performances professionnelles et d'échanges culturels ;
- Evaluation des besoins de formation des rédactions par la collecte de données ;
- Rencontres avec les directeurs de publication, rédacteurs en chef et éditeurs, dans le cadre des activités de sensibilisation à la formation ;
- Elaboration des termes de références de la formation ;
- Identification des formateurs ou du cabinet de formation ;
- Finalisation du calendrier et validation des modules de formation ;
- Prise en charge d'un ingénieur informaticien formateur pour l'encadrement des utilisateurs des TICs.

## **6. RÉSULTATS**

- Ouverture d'un lieu de documentation et d'échanges entre journalistes ;
- Environ 300 journalistes formés aux TICs ;
- A long terme, création d'un réseau de journalistes, amélioration de la qualité des articles proposés aux lecteurs et meilleur respect des règles d'éthiques et de déontologie parmi les journalistes.

## **7. ACTIVITÉS**

- Acquisition d'un local préfabriqué destiné à abriter le Centre ;
- Installation des équipements et du matériel informatique ;
- Libre accès à l'Internet ;
- Prise de contacts pour les différentes activités de formation (vidéo projection sur l'exercice de la profession de journaliste dans les pays développés ; Reporters Sans Frontières ; visioconférence avec un journaliste qualifié à identifier : échanges, débats, etc.) ;
- Production trimestrielle d'un rapport sur le déroulement du projet ;
- Activités de brainstorming sur des questions d'actualité.

## **8. PLAN DE TRAVAIL**

**Mois 1 :** Achat et livraison d'un local préfabriqué ; acquisition des équipements et du mobilier ; installation des équipements, mobilier et matériel de bureau ; bilan-diagnostic par rédaction en vue de la formation ; campagne de sensibilisation à la formation.

**Mois 2 :** Abonnement à Internet ; recrutement d'un ingénieur informaticien formateur pour l'encadrement post-formation ; publicité (réalisation d'affiches à placarder dans les rédactions) ; ouverture officielle du Centre ; initiation et formation continue aux TICs.

**Mois 3 :** Début des activités d'échanges professionnels : recherche des différents animateurs – formateurs.

## **9. CADRE INSTITUTIONNEL**

Le Conseil National de la Presse (CNP) est l'organe de régulation de la presse écrite dont l'indépendance est garantie par ses statuts : Autorité administrative indépendante. Dans cette nouvelle configuration, l'exécutif est représenté à un niveau purement théorique. Cette instance se compose de représentants du Ministère chargé de la Communication, de magistrats, journalistes professionnels, directeurs de publication, éditeurs de presse, sociétés de distribution de presse, société civile, imprimeurs et associations de consommateurs.

De surcroît, le CNP entretient d'excellentes relations avec les acteurs du secteur, bénéficiant ainsi d'un capital crédit qu'il entend mettre à profit. Le Centre sera installé dans la cour du CNP, dont le siège se trouve dans le quartier qui abrite la majorité des rédactions (14 quotidiens sur 20).

Les sessions de formation se dérouleront dans le Centre. Le Conseil National de la Presse assurera la coordination des activités du projet en liaison avec la Commission Nationale pour l'UNESCO.

## **10. VIABILITÉ A LONG TERME**

Au terme de la période prévue pour le financement par le PIDC, le Centre de documentation pour l'information des journalistes poursuivra ses activités. La consultation des sites Internet sera assortie d'une faible contrepartie financière, dont la modicité devra toutefois permettre de supporter partiellement les dépenses de fonctionnement du Centre.

Ce Centre présente un intérêt certain pour la corporation, et conduira à la prise en charge de l'ingénieur informaticien par le Conseil National de la Presse. Le CNP s'appuiera sur les acquis de la première vague de journalistes formés, devenus à leur tour spécialistes en formation, pour maintenir la mobilisation et assurer la viabilité du projet.

## **11. SUIVI DU PROJET**

En accord avec l'UNESCO, le CNP proposera une organisation ou commettra un cabinet d'audit pour assurer le contrôle de suivi du projet.

## **12. RAPPORTS D'ACTIVITÉ DE L'ORGANISME BÉNÉFICIAIRE**

Le Conseil National de la Presse transmettra chaque trimestre à l'UNESCO un rapport sur l'état d'avancement du projet. Le rapport final et le bilan financier seront présentés un mois après la fin de la période de financement par le PIDC. Le cabinet de formation élaborera un rapport qui sera validé par le CNP.

## C. INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES

### Assistance fournie par le PIDC dans le passé:

<b>PDC/9IVC/01</b> 350-IVC-91	40,000	Côte d'Ivoire	1988 - 1991
		Presses universitaires et scolaires d'Afrique	
<b>PDC/11IVC/01</b> 352-IVC-11	45,000	Computerization of "Ivoire Dimanche"	1990 - 1992
<b>PDC/14IVC/01</b> 352-IVC-41	80,000	Extension of the network of community FM radio stations	1994 - 1998
<b>PDC/16IVC/01</b> 352-IVC-61	50,000	Filming and post-production unit	1996 - 2000
<b>PDC/18IVC/01</b> 352-IVC-81	45,000	Pilot radio project for the Association of African Media Women	1998 - 2003
<b>PDC/19IVC/01</b> 352-IVC-91	40,000	Modernization of the Ivorian News Agency's IT network	1999 - 2003
<b>PDC/20IVC/01</b> 353-IVC-01	26,000	Training of journalists and media managers in information law	2001 - 2003
<b>Total Côte d'Ivoire: US\$ 326,000</b>			

### Activités préparatoires

Le Conseil National de la Presse a déjà organisé plusieurs activités de formation, d'information et de sensibilisation à la nouvelle loi sur la presse, en particulier dans ses dispositions relatives à l'éthique et à la déontologie, aux conditions de renégociation de la Convention collective etc.

Les violations et atteintes à la liberté de la presse ont motivé une table ronde qui a permis de définir une plate-forme de collaboration entre les forces de l'ordre et les journalistes ; elle est en instance de signature.

### Apport de l'organisme bénéficiaire pendant la durée du projet

En dépit de la situation de conflit que connaît la Côte d'Ivoire, et malgré le délabrement de l'économie et de la trésorerie, la contribution du Conseil National de la Presse s'élève à **47 900** dollars des Etats-Unis.

### Aide sollicitée auprès de sources autres que le PIDC

Aucune.



**D. BUDGET****BUDGET CONCERNANT LES APPORTS DU PIDC  
(en dollars des Etats-Unis)**

8 ordinateurs (DD 40 Go, R AM 256 Mo, moniteurs TFT 17") :	9 440
Imprimante laser couleur :	2 600
Imprimante Desk Jet :	150
Logiciel de gestion :	300
Antivirus et pare-feu professionnel :	440
Scanner HP :	320
Photocopieur :	3 400
Onduleur 500 VA :	750
Onduleur 1000 VA :	1 600
Vidéo projecteur :	900
4 enceintes acoustiques :	600
2 microphones :	100
Fax :	550
Eclateur et parafoudre :	550
Routeur 24 ports (Internet) :	880
<i>Africa Online</i> LCI (un an) :	720
Location de matériel pédagogique :	600
Annonces publicitaires :	800
Couverture médiatique :	800
Pauses café :	400
Contrat d'animation des activités :	5 200
Formation aux TIC (activités préparatoires, enquêtes, exploitation des résultats) :	1 100
Réalisation de 250 manuels pédagogiques :	15 000
Rémunération du cabinet de formation :	20 000
Rétribution du spécialiste pour la formation continue :	8 400
Suivi	1 000
<b><u>TOTAL</u> :</b>	<b><u>76 600</u></b>

**BUDGET CONCERNANT LES APPORTS DE L'ORGANISME BÉNÉFICIAIRE  
(en dollars des Etats-Unis)**

Local préfabriqué de 60 m <sup>2</sup> :	12 570
Installation (électricité, raccordements, abonnements divers) :	7 260
Charges récurrentes (assurances, électricité, eau, téléphone, Internet etc.) :	16 730
Consommables et fournitures de bureau (papier, cartouches d'encre, divers) :	7 740
Entretien du matériel :	1 500
Réalisation des opuscules :	2 100
<b><u>TOTAL</u> :</b>	<b><u>47 900</u></b>

# GUINÉE ÉQUATORIALE

<b>A. IDENTIFICATION DU PROJET</b>		
1.	<b>TITRE</b>	<b>RENFORCEMENT DE LA DÉMOCRATIE ET DE LA GOUVERNANCE AU MOYEN DES MÉDIAS</b>
2.	<b>NUMÉRO</b>	PDC/51 EQG/01
3.	<b>CATEGORIE DE MÉDIA</b>	Audiovisuel et presse écrite
4.	<b>DOMAINE DE PRIORITÉ DU PIDC</b>	Renforcement des ressources humaines
5.	<b>PORTÉE</b> (nationale, régional, interrégionale)	Nationale
6.	<b>TYPE D'AIDE DEMANDÉE</b>	Formation
7.	<b>COÛT TOTAL DU PROJET</b>	US \$ 77 100
8.	<b>MONTANT DEMANDÉ AU PIDC</b>	US \$ 45 100
9.	<b>BÉNÉFICIAIRE DU PROJET</b>	Professionnels de la communication
10.	<b>MAÎTRE D'ŒUVRE</b>	Ministère de l'Information / <i>Asociación de periodistas de Guinea Ecuatorial</i> (ASOPGE)
11.	<b>LOCALISATION</b>	Malabo
12.	<b>PROJET PRÉPARÉ PAR</b>	Ministère de l'Information / <i>Asociación de periodistas de Guinea Ecuatorial</i> (ASOPGE) / UNESCO
<b>DÉCISION DU BUREAU</b>		

## **B. PRÉSENTATION**

### **1. HISTORIQUE ET JUSTIFICATION**

La Guinée équatoriale se trouve à une phase cruciale de son processus démocratique, et depuis près de dix ans, le pays connaît une prolifération d'idées et d'opinions qui montre que les Equato-guinéens bénéficient des droits humains fondamentaux – liberté d'expression, liberté d'opinion et pluralisme des médias, qui sont à la base de la démocratie. Mais en dépit de l'inscription de ces principes dans la Constitution, les institutions démocratiques et leur mise en œuvre demeurent très fragiles, et la protection de ces droits n'est pas toujours assurée.

Afin de consolider cette démocratie naissante, les médias, acteurs essentiels sur la scène démocratique, ont un rôle fondamental à jouer pour éduquer, informer, sensibiliser et mobiliser toutes les forces politiques pour bâtir la nation. A cette fin, ils doivent non seulement assurer une veille citoyenne, mais être aussi un élément moteur du dialogue social et de l'intégration nationale. Les professionnels des médias doivent acquérir les compétences professionnelles indispensables pour analyser, critiquer et rendre compte objectivement et de manière constructive des questions d'intérêt national.

Une presse libre et indépendante engagée dans la promotion de la démocratie et de la bonne gouvernance constitue l'outil essentiel qui permettra de renforcer et encourager une société libre, propre à assurer l'épanouissement d'une bonne gouvernance.

Le présent projet est novateur et conforme aux objectifs de fortes valeurs démocratiques et de la protection des droits fondamentaux.

### **2. DESCRIPTION DES GROUPES CIBLES**

Ce projet s'adresse (1) aux journalistes du paysage audiovisuel national (radio, télévision et presse écrite), (2) à la police et au pouvoir judiciaire, chargés de faire respecter les législations nationales et (3) aux membres du Parlement, dont la mission est d'étudier et de voter les projets de loi.

### **3. OBJECTIFS IMMÉDIATS**

- Doter un groupe de professionnels de la communication sélectionnés des compétences nécessaires dans les domaines théorique, pratique et technologique, basées sur les principes de la déontologie afin de renforcer et soutenir la démocratie naissante ;
- Ouvrir un débat d'information à l'échelle nationale qui réunira les journalistes, les représentants de la police, des magistrats et des parlementaires, pour réfléchir sur le rôle fondamental des médias dans le processus de renforcement d'une culture nationale démocratique visant à assurer une bonne gouvernance, le sens de la responsabilité et de la tolérance politique.

### **4. OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT**

- Contribuer au développement et à la consolidation d'une culture de la démocratie en Guinée équatoriale ;
- Organiser un environnement favorable qui permette aux professionnels de la communication de développer les compétences appropriées pour édifier une culture nationale de paix et de tolérance ;
- Encourager le respect de la déontologie journalistique, de la liberté de la presse et de la liberté d'expression comme outils adéquats pour le progrès de la démocratie, de la bonne gouvernance, et d'une culture nationale de paix et de tolérance politique.

## 5. INVESTISSEMENTS

- Identification des professionnels des médias et des formateurs participants ;
- Organisation des séminaires et des forums ;
- Acquisition des matériels pédagogiques.

## 6. RÉSULTATS

- 50 professionnels des médias auront acquis des compétences théoriques, pratiques et techniques basées sur les principes de la déontologie afin de renforcer et soutenir la démocratie naissante ;
- 200 journalistes et magistrats, officiers de police et parlementaires auront échangé leurs points de vue et leurs opinions sur le rôle des médias dans la mutation et le renforcement d'une culture démocratique nationale, appelée à constituer la base d'une bonne gouvernance, du sens de la responsabilité et de la tolérance politique ;
- Elaboration du rapport final.

## 7. ACTIVITÉS

- Organisation d'un séminaire national à l'intention des professionnels des médias pour développer les compétences théoriques, pratiques et techniques basées sur les principes de la déontologie visant à renforcer et soutenir la démocratie naissante ;
- Organisation de trois séminaires provinciaux d'information qui réuniront des représentants de la police, des magistrats et des parlementaires, pour réfléchir sur le rôle fondamental des médias dans le processus de transformation et de renforcement d'une culture nationale démocratique propre à assurer une bonne gouvernance, le sens de la responsabilité et de la tolérance politique.

## 8. PLAN DE TRAVAIL

- Mois 1** : Révision du plan de travail et du budget après approbation du projet ;
- Mois 2/3** : Organisation d'un séminaire national destiné aux professionnels des médias pour développer les compétences nécessaires dans les domaines théorique, pratique et technologique, basées sur les principes de la déontologie afin de renforcer et soutenir la démocratie naissante ;
- Mois 4** : Rapport d'activité ;
- Mois 5/6** : Premier des trois séminaires provinciaux d'information réunissant les professionnels des médias, les parlementaires et les magistrats, pour réfléchir sur le rôle fondamental des médias dans le processus de transformation et de renforcement d'une culture nationale démocratique visant à assurer une bonne gouvernance, le sens de la responsabilité et de la tolérance politique.
- Mois 7** : Rapport d'activité ;
- Mois 8** : Rapport semestriel ;
- Mois 10/11** : Second séminaire provincial d'information ;
- Mois 12** : Rapport d'activité ;
- Mois 14/15** : Troisième séminaire provincial d'information ;
- Mois 16** : Rapport d'activité ;
- Mois 17/18** : Elaboration du rapport final ;
- Mois 19/20** : Evaluation de la mise en œuvre et présentation du rapport final.

## 9. CADRE INSTITUTIONNEL

Ce projet sera mis en œuvre par le ministère de l'Information, de la Culture et du Tourisme et par l'*Asociación de Periodistas de Guinea Ecuatorial* (ASOPGE), avec la collaboration technique du Bureau de l'UNESCO à Libreville.

## 10. VIABILITÉ A LONG TERME

Les objectifs de ce projet se poursuivront de grâce à l'organisation permanente de séminaires d'information et d'ateliers de formation sur les questions relatives à la démocratie et à la gouvernance démocratique. Le gouvernement, par le biais du ministère de l'Information, apportera un appui administratif et logistique à la réalisation de ces objectifs.

## 11. SUIVI DU PROJET

Le Bureau de l'UNESCO à Libreville assurera le suivi des activités, en collaboration avec la Commission Nationale pour l'UNESCO.

## 12. RAPPORTS D'ACTIVITÉ DE L'ORGANISME BÉNÉFICIAIRE

Les rapports d'étape seront élaborés à l'issue de chacune des activités et tous les six mois, en liaison avec le Bureau de l'UNESCO à Libreville.

### C. INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES

#### Assistance fournie par le PIDC dans le passé:

PDC/7EQG/01 350-EQG-71	91,000	Equatorial Guinea	1986 - 1989
		Assistance to media	
PDC/11EQG/01 352-EQG-11	163,000	Television production studio in Bata	1990 - 1994
PDC/12EQG/01 352-EQG-21	90,000	Establishment of a National News Agency	1992 - 1995
PDC/16EQG/01 352-EQG-71	25,000	Improvement of National Radio and Television Broadcasting Coverage	1997 - 1998
Total Equatorial Guinea: US\$ 369,000			

#### Activités préparatoires

L'UNESCO a déjà organisé un atelier à l'intention des journalistes de la sous-région d'Afrique centrale, consacré aux principes de la déontologie des médias dans la mise en œuvre de la gouvernance démocratique. Bien que de caractère régional, ce séminaire a réuni des professionnels du Cameroun, du Tchad, de la Guinée équatoriale, de la République Centrafricaine, du Gabon et de São Tome et Principe. Par ailleurs, un autre atelier a été organisé sur le rôle des médias dans l'éradication de la pauvreté. Le présent projet constitue leur suite logique et traite spécialement du rôle que les médias doivent jouer pour renforcer la démocratie et la bonne gouvernance, en amenant la magistrature, la police et les membres du Parlement à réfléchir sur le rôle de chacun des acteurs.

### Apport de l'organisme bénéficiaire pendant la durée du projet

Le Ministère de l'Information, maître d'œuvre de ce projet, couvrira les frais de la coordination nationale et ceux de l'équipe chargée de l'organisation des séminaires, des ateliers et des forums.

### Aide sollicitée auprès de sources autres que le PIDC

Aucune.

## **D. BUDGET**

### **BUDGET CONCERNANT LES APPORTS DU PIDC (en dollars des Etats-Unis)**

#### **Atelier national de formation**

4 consultants :	1 600
Locaux, papeterie, photocopies, communications, coordination, production du rapport :	5 000
Indemnités journalières et transport des participants :	6 000

**Trois séminaires provinciaux d'information** : 4 consultants, locaux, papeterie, photocopies, communication, coordination, production du rapport, indemnités journalières et transport des 40 participants : 10 500 chacun.

Total pour les trois séminaires : $10\,500 \times 3$ :	31 500
Contrôle et suivi :	1 000
<b><u>TOTAL</u></b> :	<b><u>45 100</u></b>

### **BUDGET CONCERNANT LES APPORTS DE L'ORGANISME BÉNÉFICIAIRE (en dollars des Etats-Unis)**

Equipe de coordination :	20 000
Matériel, locaux, transport, divers :	10 000
Rapports d'activité :	2 000
<b><u>TOTAL</u></b> :	<b><u>32 000</u></b>

# GUINÉE ÉQUATORIALE

<b>A. IDENTIFICATION DU PROJET</b>		
1.	<b>TITRE</b>	<b>FORMATION A LA PRODUCTION DE PROGRAMMES</b>
2.	<b>NUMÉRO</b>	PDC/51 EQG/02
3.	<b>CATEGORIE DE MÉDIA</b>	Audiovisuel
4.	<b>DOMAINE DE PRIORITÉ DU PIDC</b>	Formation
5.	<b>PORTÉE</b> (nationale, régional, interrégionale)	Nationale
6.	<b>TYPE D'AIDE DEMANDÉE</b>	Equipement et formation
7.	<b>COÛT TOTAL DU PROJET</b>	US \$ 114 400
8.	<b>MONTANT DEMANDÉ AU PIDC</b>	US \$ 81 000
9.	<b>BÉNÉFICIAIRE DU PROJET</b>	Radio-Télévision équato-guinéenne
10.	<b>MAÎTRE D'ŒUVRE</b>	Radio-Télévision équato-guinéenne et l'UNESCO
11.	<b>LOCALISATION</b>	Malabo
12.	<b>PROJET PRÉPARÉ PAR</b>	Radio-Télévision équato-guinéenne et l'UNESCO
<b>DÉCISION DU BUREAU</b>		

## **B. PRÉSENTATION**

### **1. HISTORIQUE ET JUSTIFICATION**

En dépit de l'expansion et de la pénétration des nouvelles technologies des médias, télévision et Internet, des milliers d'Equato-Guinéens n'ont toujours pas accès à la presse écrite ni ne disposent d'un récepteur de télévision ; ils ne peuvent compter que sur la radio pour l'information, l'actualité et les programmes de divertissement.

Créée dans les années 50, la radiodiffusion nationale a connu deux étapes de réorganisation : en 1970 avec la mise en service de cinq stations régionales, et à partir de 1980, lorsque la télévision a été inaugurée et que ces deux médias ont fusionné en une seule société nationale. Mais depuis sa création, l'organisme de radio-télévision a été en permanence confronté à des problèmes techniques et administratifs. Sur le plan de la technique, le matériel est obsolète, à un moment où la technologie est désormais numérique, incompatible avec les systèmes analogiques toujours en exploitation.

Environ 55 % des émissions de télévision sont produites sur place ; aussi, l'objectif de ce projet consiste à accroître la production de programmes à contenu national afin de diversifier la culture locale, grâce à l'acquisition d'un équipement de production de base et la formation des techniciens à la production. 45 % des programmes diffusés sur les antennes de la télévision nationale sont des émissions de divertissement d'origine étrangère. L'accent sera donc mis sur la réalisation de productions éducatives réalisées localement.

En termes de ressources humaines, la télévision doit faire face à un problème majeur, celui du manque de personnel qualifié. Les professionnels en activité n'ont pas suffisamment de savoir-faire et d'expérience pour la production des émissions. Leur maigre bagage professionnel a été acquis sur le tas, et la plupart d'entre eux n'ont jamais reçu un enseignement théorique et pratique dans un institut de formation professionnelle reconnu.

### **2. DESCRIPTION DES GROUPES CIBLES**

Le premier des groupes cibles est constitué par les techniciens, les monteurs vidéo, les opérateurs de studio et les journalistes, la cible finale étant l'ensemble des auditeurs et des téléspectateurs qui recevront information et apports culturels grâce aux émissions qui auront été produites.

### **3. OBJECTIFS IMMÉDIATS**

Développer le savoir-faire technique de la Radio-télévision équato-guinéenne afin de produire des émissions locales de meilleure qualité.

### **4. OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT**

- Accroître la diversité culturelle dans les médias en rehaussant le niveau des programmes audiovisuels et en élargissant les créneaux horaires consacrés aux productions locales ;
- Contribuer à l'éducation de la population par le biais de la production locale de programmes éducatifs répondant aux besoins, aux préoccupations et aux attentes des divers publics.

### **5. INVESTISSEMENTS**

#### **A. Equipement**

La liste est détaillée dans le budget (D-2).

#### **B. Formation des techniciens**

Techniciens spécialisés (formateurs) ;  
Matériel pédagogique.



## **6. RÉSULTATS**

- Installation du matériel informatique et des applications multimédias ;
- Formation des techniciens d'exploitation ;
- Production de programmes locaux de meilleure qualité ;
- Amélioration du savoir-faire technique ;
- Meilleure information et éducation du public grâce à des émissions de qualité.

## **7. ACTIVITÉS**

- Révision du budget et du plan de travail après l'approbation du projet ;
- Identification du matériel ;
- Choix des fournisseurs et acquisition des équipements ;
- Livraison et installation ;
- Mise au point du programme et planification de la formation.

## **8. PLAN DE TRAVAIL**

- Mois 1** : Révision du budget et du plan de travail ;  
**Mois 2** : Identification et mise au point de la liste du matériel ;  
**Mois 3 – 6** : Choix des fournisseurs et acquisition des équipements ;  
**Mois 7 – 9** : Livraison et installation ;  
**Mois 10 – 11** : Mise au point du programme et planification de la formation ;  
**Mois 12** : Rapport final.

## **9. CADRE INSTITUTIONNEL**

La Radio-Télévision équato-guinéenne (RTVGE) assurera la mise en œuvre de ce projet avec l'assistance technique du Bureau de l'UNESCO à Libreville.

## **10. VIABILITÉ A LONG TERME**

Le gouvernement garantira la viabilité de ce projet. Il poursuivra la prise en charge des salaires des techniciens qui auront été formés à la production, et continuera à subventionner le personnel administratif bien après la fin du présent projet, afin d'assurer la continuité de ses objectifs.

## **11. SUIVI DU PROJET**

Le Bureau de l'UNESCO à Libreville assurera le suivi des activités, en collaboration avec la Commission Nationale pour l'UNESCO et le ministère de l'Information, de la Culture et du Tourisme.

## **12. ÉVALUATIONS EFFECTUÉES**

Le ministère de l'Information, de la Culture et du Tourisme est clairement conscient des besoins urgents de la Radio-Télévision équato-guinéenne, et particulièrement en ce qui concerne la production. Le matériel de base fait défaut, les programmes sont de qualité insuffisante et le personnel ne possède pas un savoir-faire suffisant en matière de production. Par conséquent, ce projet vise à porter remède à l'ensemble de ces situations en faisant appel à l'assistance de l'UNESCO pour l'acquisition d'un équipement de base et la formation de techniciens, afin de produire des programmes locaux de qualité à l'intention du public de la Télévision nationale.

### **13. RAPPORTS D'ACTIVITÉ DE L'ORGANISME BÉNÉFICIAIRE**

La Direction de la Radio-Télévision équato-guinéenne élaborera des rapports d'étape qui seront présentés sous couvert du ministère de l'Information, de la Culture du Tourisme et de la Commission Nationale pour l'UNESCO.

#### **C. INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES**

##### **Assistance fournie par le PIDC dans le passé:**

PDC/7EQG/01 350-EQG-71	91,000	Equatorial Guinea	1986 - 1989
		Assistance to media	
PDC/11EQG/01 352-EQG-11	163,000	Television production studio in Bata	1990 - 1994
PDC/12EQG/01 352-EQG-21	90,000	Establishment of a National News Agency	1992 - 1995
PDC/16EQG/01 352-EQG-71	25,000	Improvement of National Radio and Television Broadcasting Coverage	1997 - 1998
Total Equatorial Guinea: US\$ 369,000			

##### **Apport de l'organisme bénéficiaire pendant la durée du projet**

Pendant toute la durée de la mise en œuvre, l'organisme bénéficiaire apportera l'appui administratif et logistique nécessaire aux activités du projet.

##### **Aide sollicitée auprès de sources autres que le PIDC**

Aucune.

## D. BUDGET

<b>BUDGET CONCERNANT LES APPORTS DU PIDC (en dollars des Etats-Unis)</b>	
<b>Mongomo et Ebebiying</b>	
Console de mixage audio 9 voies ; 4 enregistreurs professionnels de CD ; 4 magnétocassettes professionnels ; casques ; récepteurs radio professionnels ondes courtes ; microphones de studio ; amplis audio ; connecteurs ( <i>Canon, jacks, RCA</i> ) ; câbles audio ; fusibles ; 12 magnétocassettes de reportage pour les journalistes ; 500 cassettes audio.	
<b>Station d'émission d'Ebebiying</b>	
Connecteur hybride d'alimentation 4 voies ; antenne active FM ; codeur stéréo (J 201) ; ampli FM.	
<b>Evinayong</b>	
Console de mixage 9 voies ; récepteur de radio professionnel ; casques.	
<i>Sous-total (équipement) :</i>	45 000
<b>Formation</b>	
4 formateurs (honoraires, per diem, voyages etc.) ; matériel pédagogique ; indemnités de déplacement pour 10 techniciens ;	
<i>Sous-total (formation) :</i>	35 000
Suivi du projet :	1 000
<b><u>TOTAL :</u></b>	<b><u>81 000</u></b>

<b>BUDGET CONCERNANT LES APPORTS DE L'ORGANISME BÉNÉFICIAIRE (en dollars des Etats-Unis)</b>	
Personnel :	17 400
Logistique :	5 250
Dédouanement du matériel :	8 600
Communications :	2 150
Rapports d'activité :	1 000
<b><u>TOTAL :</u></b>	<b><u>33 400</u></b>

# ETHIOPIE

<b>A. IDENTIFICATION DU PROJET</b>		
1.	<b>TITRE</b>	<b>RADIO COMUNAUTAIRE DE KORE</b>
2.	<b>NUMÉRO</b>	PDC/51 ETH/01
3.	<b>CATEGORIE DE MÉDIA</b>	Radiodiffusion
4.	<b>DOMAINE DE PRIORITÉ DU PIDC</b>	Développement des médias communautaires ; liberté d'expression et pluralisme
5.	<b>PORTÉE (nationale, régional, interrégionale)</b>	Nationale
6.	<b>TYPE D'AIDE DEMANDÉE</b>	Financière ; formation
7.	<b>COÛT TOTAL DU PROJET</b>	US \$ 88 700
8.	<b>MONTANT DEMANDÉ AU PIDC</b>	US \$ 41 000
9.	<b>BÉNÉFICIAIRE DU PROJET</b>	Communauté de Kore
10.	<b>MAÎTRE D'ŒUVRE</b>	Communauté de Kore et <i>Agri Service Ethiopia</i>
11.	<b>LOCALISATION</b>	Kele, wereda spéciale d'Amaro
12.	<b>PROJET PRÉPARÉ PAR</b>	Agri Service Ethiopia
<b>DÉCISION DU BUREAU</b>		

## **B. PRÉSENTATION**

### **1. HISTORIQUE ET JUSTIFICATION**

Les infrastructures de communication en Ethiopie sont parmi les moins développées. Le recours aux technologies modernes de la communication est quasiment négligeable. Les services et les installations de télécommunications se situent à un niveau très insuffisant au regard de l'étendue du pays. L'usage des médias électroniques n'est guère répandu. Par ailleurs, la totalité des médias existants appartiennent au gouvernement et sont sous son contrôle. Il en résulte que la libre circulation de l'information et de la communication en tant qu'outils essentiels du développement est sérieusement entravée.

L'information, mécanisme fondamental du développement et du progrès, doit être fournie aux communautés rurales, notamment en ce qui concerne des sujets tels que les méthodes agricoles, l'hygiène personnelle, la santé au niveau communautaire, l'hygiène alimentaire, le planning familial et la préservation de l'environnement. La diffusion soigneusement programmée et l'exploitation d'une information bien adaptée constituent des moyens efficaces pour lutter contre la pauvreté et assurer un développement durable. Comme la majorité des membres de la communauté cible sont des agriculteurs et que leur sort dépend de la terre, une information sur les méthodes appropriées leur permettant d'améliorer la production et la productivité, parvenir à un développement cohérent, et traitant de la protection et de l'exploitation des ressources naturelles seront au premier rang des priorités.

*Agri Service Ethiopia* considère que l'installation d'une station de radio s'adressant à la communauté agricole de la wereda spéciale d'Amaro (une "wereda" est une structure administrative), à 475 km au sud d'Addis-Abeba, constituera une contribution majeure qui permettra d'améliorer les conditions de vie dans la communauté cible en lui donnant accès à une information qui réponde à ses attentes. Les émissions, qui seront produites dans la langue locale (le koretie), aideront la communauté à développer son langage et sa culture. La station constituera une plate-forme ouverte à des débats sur les questions relatives à la vie de la communauté. L'accent sera principalement mis sur une information traitant de l'amélioration des méthodes de production agricole, et stigmatisant un mauvais usage des ressources naturelles (comme la destruction des forêts, les déboisements irresponsables, l'abattage d'arbres pour la construction et le chauffage, le surpâturage) de nature à induire des mutations environnementales et climatiques sur le long terme. Les programmes traiteront également d'affections telles que la trypanosomiase (la maladie du sommeil) et du mode de reproduction de son vecteur, la mouche tsé tsé.

### **2. DESCRIPTION DES GROUPES CIBLES**

Plus de 38 000 personnes qui résident dans un rayon de 25 km autour de la station de radio d'Amaro seront les bénéficiaires directs de ce projet

### **3. OBJECTIFS IMMÉDIATS**

- Offrir à la communauté cible l'accès à une information générale diffusée par la radio communautaire ;
- Agir sur le comportement et les pratiques de la communauté cible pour qu'elle puisse améliorer de façon durable ses moyens d'existence, et fonder une association qui soit un lieu d'échanges d'informations et d'initiatives en relation avec les problèmes quotidiens et les questions de société.

#### **4. OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT**

Grâce à la diversité des émissions qui seront diffusées, ce projet encouragera la confiance en soi de la communauté cible et stimulera sa capacité à améliorer ses conditions d'existence. La communauté sera en charge de l'exploitation de la station ; celle-ci diffusera des émissions aptes à stimuler la créativité et les initiatives locales et sera un forum pour des débats portant sur les problèmes locaux. Elle renforcera la capacité de communication de la communauté et l'aidera à s'assurer des moyens d'existence viables grâce à une production agricole et une productivité accrues, ainsi qu'à une amélioration des conditions d'hygiène.

#### **5. INVESTISSEMENTS**

Des membres de la communauté recevront une formation qui leur permettra de participer à la gestion de la station, à son exploitation technique et à la production de programmes. Le matériel technique nécessaire à la mise en service de la station est détaillé dans le budget (chapitre D).

Les moyens de transport dans les zones rurales sont pratiquement inexistants. Une motocyclette fournie par l'organisme bénéficiaire facilitera la collecte des informations locales et la production des émissions.

#### **6. RÉSULTATS**

- Une station de radio communautaire avec son émetteur sera installée à Amaro ;
- Des membres de la communauté (hommes et femmes bénévoles) seront formés à l'exploitation technique et à la production d'émissions ;
- 2 à 3 heures d'émissions quotidiennes sur les questions de développement et sur la vie de la communauté seront produites et diffusées ;
- Création d'un Comité de direction composé de membres de la communauté, chargé de superviser l'ensemble des activités de la station.

#### **7. ACTIVITÉS**

- Le Comité de direction assure la formation à la gestion de la station communautaire ;
- Acquisition du matériel de production et d'émission ;
- Construction de la station et installation de l'équipement ;
- Sélection et identification du personnel du studio – employés et bénévoles – et formation sur site à l'exploitation de la console audio et du matériel d'enregistrement, à la production d'émissions, aux opérations élémentaires de maintenance, y compris le remplacement des pièces de rechange ;
- Evaluation des besoins et identification des séries d'émissions quotidiennes et hebdomadaires, étude de leurs formats, de leurs durées et de leurs horaires de diffusion ;
- Recherche en matière de production de programmes, de traitement du contenu, de la rédaction des scripts et de l'enregistrement ;
- Émissions expérimentales (environ 15 jours) ;
- Inauguration de la station ; diffusion régulière d'émissions sur les problèmes de développement et de société, 10 heures par jour pendant 3 ans.

L'Agence Ethiopeenne de Radiodiffusion, après avoir étudié le dossier, qui comprenait le certificat d'inscription, a approuvé notre demande et programmé une visite sur le site du 23 au 26 juillet 2006 avant d'accorder la licence. Nous pensons que nous serons les premiers dans le pays à avoir obtenu une licence pour une radio communautaire.

## 8. PLAN DE TRAVAIL

Activité	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
Mise en place du Comité de direction												
Achat de l'équipement												
Construction et installation												
Recrutement et formation de l'équipe												
Identification des programmes												
Production des émissions												
Emissions expérimentales												
Inauguration et émissions régulières												

## 9. CADRE INSTITUTIONNEL

La structure institutionnelle comprendra l'Assemblée générale, le Comité de direction, le Comité exécutif (composé du directeur de la station et du Comité des programmes), et le personnel (employés et bénévoles) ; les membres de l'institution qui représentent la communauté siègent à l'Assemblée générale.

Il y aura une certaine flexibilité dans les processus de décision au cours des premières étapes du projet. Mais par la suite, avec la croissance de l'organisation, un organigramme définira avec précision les responsabilités du personnel et celles des dirigeants élus.

*Agri Service Ethiopia* a déjà fondé une institution communautaire locale qui est une personne morale dans ce domaine. Elle entretient de bonnes relations avec les autorités administratives locales, les associations de femmes et de jeunes, les "Eders" (organismes communautaires) et la coopérative agricole locale. Ces organisations ont déjà pris contact avec l'Agence de Radiodiffusion pour manifester leur appui à l'installation d'une station de radio communautaire dans la région.

## 10. VIABILITÉ A LONG TERME

Outre les coûts d'investissement de la station, le budget couvre les frais d'exploitation pour les trois premières années : ils comprennent les salaires et les primes pour les trois collaborateurs permanents et le transport des bénévoles. Le document de projet comporte également les charges récurrentes (carburant pour le groupe électrogène, matériel de bureau etc.) et les dépenses engagées pour la mise au point d'un plan d'action. La station disposera ainsi de tout le temps nécessaire et aura accumulé suffisamment d'expérience pour bien gérer son budget et fonctionner dans de bonnes conditions.

Les charges d'exploitation de la station pourront être couvertes par des recettes issues de la publicité, la diffusion de messages personnels, l'organisation d'activités débouchant sur des collectes de fonds, des subventions provenant d'agences de financement, des droits d'inscription des membres de la communauté et du parrainage des émissions.

## **11. SUIVI DU PROJET**

Les émissions analysées deux fois par an. Des auditeurs choisis au hasard et des membres du forum radio seront interrogés sur leurs opinions, suggestions et commentaires sur les divers types d'émissions et leurs formats. Les indications recueillies serviront à améliorer la qualité et la pertinence des programmes et permettront de procéder aux ajustements nécessaires.

Le fonctionnement de la station sera également examiné et évalué à l'occasion des rapports d'étape et annuels. La mesure dans laquelle la station contribue à l'amélioration des conditions de vie dans la communauté fera l'objet d'une étude d'impact qui sera réalisée à l'issue de la période du projet par l'organisme bénéficiaire, en collaboration avec l'Université Debub.

## **12. ÉVALUATIONS EFFECTUÉES**

Préalablement à la diffusion régulière des programmes, il sera procédé à des transmissions expérimentales qui dureront une quinzaine de jours ; elles permettront d'évaluer la qualité de la réception dans la zone de couverture et d'identifier d'éventuels problèmes techniques. Des mesures de champ seront effectuées à intervalles réguliers pour s'assurer d'une bonne réception par le public ciblé.

## **13. RAPPORTS D'ACTIVITÉ DE L'ORGANISME BÉNÉFICIAIRE**

L'organisme bénéficiaire présentera un rapport d'activité tous les quatre mois.

### **D. BUDGET**

<b>BUDGET CONCERNANT LES APPORTS DU PIDC (en dollars des Etats-Unis)</b>	
Equipement du studio de production (console de mixage, enregistreurs, microphones, haut-parleurs, unité de montage, téléphone et adaptateur de voie, câblage, connectique, onduleur etc.) :	11 800
Ensemble émetteur (émetteur FM, mât d'antenne, aériens, feeders) :	7 150
Groupe électrogène :	9 600
Séparateur 4 voies :	600
Isolation phonique :	1 200
Climatisation :	1 400
Magnétocassette de reportage avec accessoires :	900
Transport et assurance :	1 500
Manutention sous douane :	500
Installation du studio et formation sur site :	3 000
Conception du système :	2 350
Suivi	1 000
<b><u>TOTAL :</u></b>	<b><u>41 000</u></b>



**BUDGET CONCERNANT LES APPORTS DE L'ORGANISME BÉNÉFICIAIRE**  
(en dollars des Etats-Unis)

Mise au point d'un plan d'activité :	2 000
Formation à la gestion, à la production et à la technique :	7 672
Construction de la station et des bureaux :	10 000
Motocyclette :	3 520
Matériel de reportage avec accessoires :	950
Charges courantes :	4 000
Salaires et primes pour les trois techniciens de studio (pour 3 ans) :	7 058
Transport pour les trois bénévoles (3 ans) :	7 055
Carburant pour le groupe électrogène :	3 445
Suivi et évaluation :	2 000
<b><u>TOTAL :</u></b>	<b><u>47 700</u></b>

# ÉTHIOPIE

<b>A. IDENTIFICATION DU PROJET</b>		
1.	<b>TITRE</b>	<b>RENFORCEMENT DU PROGRAMME TÉLÉVISUEL ÉDUCATIF POUR ENFANTS “ TSEHAI AIME APPRENDRE ”</b>
2.	<b>NUMÉRO</b>	<b>PDC/51 ETH/02</b>
3.	<b>CATEGORIE DE MÉDIA</b>	Télévision éducative pour les enfants
4.	<b>DOMAINE DE PRIORITÉ DU PIDC</b>	Liberté d’expression ; pluralisme des médias ; développement des ressources humaines
5.	<b>PORTÉE (nationale, régional, interrégionale)</b>	Nationale
6.	<b>TYPE D’AIDE DEMANDÉE</b>	Equipement et formation
7.	<b>COÛT TOTAL DU PROJET</b>	US \$ 70 900
8.	<b>MONTANT DEMANDÉ AU PIDC</b>	US \$ 41 000
9.	<b>BÉNÉFICIAIRE DU PROJET</b>	Enfants éthiopiens
10.	<b>MAÎTRE D’ŒUVRE</b>	Whiz Kids Workshop P.L.C.
11.	<b>LOCALISATION</b>	Addis-Abeba
12.	<b>PROJET PRÉPARÉ PAR</b>	Whiz Kids Workshop P.L.C.
<b>DÉCISION DU BUREAU</b>		

## B. PRÉSENTATION

### 1. HISTORIQUE ET JUSTIFICATION

Whiz Kids Workshop a conçu et produit *Tsehai aime apprendre*, la première et unique série de télévision éducative destinée aux enfants, diffusée en langue amharique et dont les scénarios sont issus de la recherche. Les épisodes de *Tsehai aime apprendre* (de 6 à 8 minutes chacun) sont diffusés deux fois par semaine sur tout le territoire par la Télévision Ethiopeenne, société nationale qui possède des réémetteurs dans 24 centres urbains répartis dans le pays. Whiz Kids Workshop estime que chaque diffusion atteindra près de 2,5 millions d'enfants en 2007.



*Maman, Tsehai, Fikir et Papa*

Grâce à la coopération avec le PIDC, Whiz Kids Workshop souhaite accroître son rythme de production, élever son niveau de qualité et concevoir une nouvelle série d'épisodes couvrant des thèmes que Whiz Kids Workshop considère d'une importance capitale.

*Tsehai aime apprendre* s'adresse aux enfants de 3 à 6 ans. Très peu d'activités sont entreprises en Éthiopie pour l'éducation des enfants de cet âge. Le gouvernement éthiopien a laissé le développement des jeunes enfants (*Early Childhood Development*) aux ONG et au secteur privé.

Les objectifs éducatifs de *Tsehai aime apprendre* couvrent cinq domaines principaux : les questions de société, le progrès scolaire, le développement socio-émotionnel, le développement physique et les qualités personnelles. Parmi ceux-ci, nous souhaitons surtout produire des épisodes consacrés aux qualités personnelles.

Whiz Kids Workshop consacre ses efforts à encourager tous les thèmes éducatifs en fournissant des informations sur le thème traité, en aidant les enfants à comprendre pourquoi ce sujet est important, comment il peut s'appliquer à leur vie personnelle, en proposant aux parents des activités complémentaires qui viennent renforcer les leçons, et en encourageant les enfants à traduire ce qu'ils ont appris au moyen de l'expression verbale, écrite et artistique.

Whiz Kids Workshop est très intéressé à l'idée de coopérer avec le Bureau du PIDC. Nous proposons de concevoir, en partenariat avec le PIDC, une nouvelle série de 7 épisodes de *Tsehai aime apprendre* en langue amharique, pour traiter les thèmes suivants :

- Confiance : Encourager les enfants à croire en eux-mêmes, à leurs idées et à leurs rêves ;
- Courage : Faire jaillir l'étincelle nécessaire à l'expression de cette notion ;
- Honnêteté : Se garder de toute tricherie ;
- Justice : Apprendre à évaluer l'impartialité de ses décisions ;
- Respect : Savoir apprécier les opinions des autres et les différences culturelles ;
- Service : Vouloir contribuer à l'édification de sa propre communauté ;
- Unité : Savoir faire des concessions dans l'intérêt général.

Pour mener à bien cette tâche, Whiz Kids Workshop souhaiterait pouvoir étendre sur 20 semaines sa capacité de production sur l'éducation des jeunes enfants, par le montage et l'animation audio / vidéo. Chacun des épisodes de *Tsehai aime apprendre* tente de proposer aux parents et aux enfants un modèle qui montre comment les enfants peuvent s'épanouir pour devenir des Ethiopiens instruits, travailleurs, sûrs de réussir, et dévoués au développement de leur pays.

## **2. DESCRIPTION DES GROUPES CIBLES**

Ce projet s'adresse à un nombre croissant d'enfants éthiopiens de 3 à 6 ans qui ont accès à la télévision ou qui pourront y accéder lorsque ces émissions seront produites.

## **3. OBJECTIFS IMMÉDIATS**

- Renforcer la capacité de Whiz Kids Workshop pour produire des programmes télévisuels éducatifs de haute qualité destinés aux enfants, avec une formule et des objectifs nouveaux et originaux ;
- Proposer aux enfants éthiopiens une nouvelle série d'épisodes de *Tsehai aime apprendre* en langue amharique, visant à la formation du caractère, c'est-à-dire la confiance, le courage, l'honnêteté, la justice, le respect, le service et l'unité.

## **4. OBJECTIF DE DÉVELOPPEMENT**

Ce projet offre un moyen d'expression par la production de scénarios en langues locales et la formation de scénaristes éthiopiens dans ce domaine. *Tsehai aime apprendre* est aujourd'hui la seule série de télévision éducative destinée aux enfants dont le contenu résulte d'études spécifiques ; elle est diffusée dans les langues locales éthiopiennes et instruit les enfants par le biais de marionnettes et de personnages animés s'exprimant en amharique.

Les productions de Whiz Kids Workshop ont pour objectif de faire progresser la démocratie et la liberté d'expression en encourageant la curiosité des enfants, en stimulant leur soif de connaissances et en développant leur assurance. Ces productions offrent également aux parents et aux enseignants des exemples sur la façon d'encourager leurs enfants à s'engager avec détermination dans une civilisation en constante évolution.

## **5. INVESTISSEMENTS**

### Formation :

- Cours de 14 semaines avec travaux pratiques sur les épisodes en cours de préparation ;
- Initiation au processus d'évolution de l'enfance, au montage et à l'animation audio / vidéo.

### Équipement :

- Ordinateurs de bureau et onduleurs ;
- Projecteur vidéo ;
- Caméras vidéo, trépieds, matériel d'éclairage ;
- Matériel d'enregistrement et de montage audio, microphones et casques ;
- Récepteurs de télévision, lecteurs DVD et équipement stéréo.

## **6. RÉSULTATS**

- 6 scénaristes formés au processus d'évolution de l'enfance, au montage et à l'animation audio / vidéo.
- Production en langue amharique d'une série de 7 nouveaux épisodes de *Tsehai aime apprendre*, sur les thèmes de la confiance, du courage, de l'honnêteté, de la justice, du respect, du service et de l'unité, diffusée dans toute l'Éthiopie.

## 7. ACTIVITÉS ET PLAN DE TRAVAIL

Activité	Plan de travail (semaines)																			
	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20
Conception du manuel de formation																				
Sélection 6 scénaristes pour la formation																				
Rédaction des 7 scripts																				
Création des storyboards																				
Enregistrement audio																				
Acquisition / installation de l'équipement																				
Formation et pratique du montage audio																				
Initiation au développement des jeunes enfants																				
Tournage des marionnettes																				
Formation et pratique du montage vidéo																				
Formation et pratique d'animations simples																				
Semaine supplémentaire pour les finitions																				
Évaluation d'un épisode et analyse des données																				
Décisions sur les modifications à apporter																				
Programmation et préparation des épisodes pour la diffusion																				

## 8. CADRE INSTITUTIONNEL

Les cofondateurs de Whiz Kids Workshop veilleront personnellement à la mise en œuvre de ce projet, avec l'assistance des collaborateurs de Whiz Kids Workshop et plus de 40 bénévoles d'Éthiopie, des États-Unis et du Canada qui partagent les conceptions de Whiz Kids Workshop en matière de médias éducatifs de qualité, spécialement conçus pour les enfants.

Whiz Kids Workshop est en partenariat avec la Télévision Éthiopienne pour la diffusion de ses productions. La Télévision Éthiopienne offre du temps d'antenne pour la promotion et la publicité des prochains épisodes de *Tsehai aime apprendre*.

L'UNESCO est un partenaire régulier de Whiz Kids Workshop ; elle collabore à la mise en œuvre de *Tsehai aime apprendre* dans le choix des objectifs pédagogiques, dans l'affinage de son approche éducative, dans l'évaluation du projet, dans sa promotion, et en assurant le financement des épisodes à venir.

Des épisodes de *Tsehai aime apprendre* seront présentés au prochain Salon scientifique pour les Enfants organisé par l'UNESCO, l'Alliance Française et le ministère français des Affaires Étrangères.

Whiz Kids Workshop collabore également avec *S.O.S. Village des Enfants* pour le suivi de ce projet, ainsi qu'avec A.E.D. pour sa promotion. *Photo Sharp*, société locale d'imprimerie photographique, apporte un appui financier aux activités promotionnelles de la série.

## 9. VIABILITÉ A LONG TERME

La croissance exponentielle des récepteurs de télévision en Ethiopie et une prise de conscience accrue des défis auxquels ont à faire face les populations urbaines défavorisées incitent les sources de financement potentielles à prendre conscience l'importance grandissante de la série *Tsehai aime apprendre*. De nouvelles productions sont en cours de négociation avec l'UNESCO, l'UNICEF et la FAO. De nombreuses sociétés locales étudient actuellement la possibilité de parrainer *Tsehai aime apprendre*. En fait, les directeurs de marketing de trois de ces sociétés ont récemment suggéré à leur direction de s'engager dans un mécénat en faveur de cette série.

Whiz Kids Workshop cherche également à obtenir des revenus supplémentaires en autorisant l'exploitation de ses personnages sous licence, en commercialisant des produits éducatifs complémentaires utilisables à la maison et à l'école, s'appuyant sur la réputation de *Tsehai aime apprendre*, et par la vente de vidéos à la communauté éthiopienne expatriée.

## 10. ÉVALUATIONS EFFECTUÉES

Chaque épisode de *Tsehai aime apprendre* est soumis à une évaluation "sur le terrain" dont l'objet est de déterminer si les enfants prennent bien conscience de l'objectif recherché. Whiz Kids Workshop utilise à cette fin une méthode qui a fait ses preuves, appelée "Test de distraction" qui permet de déterminer quels sont les éléments de l'épisode que les enfants comprennent et ceux qu'ils ne comprennent pas, avec une précision de moins de 7 secondes. Cette méthode d'évaluation permet à Whiz Kids Workshop de déterminer les modifications à apporter aux épisodes et à cerner les critères et les orientations qui serviront à améliorer l'efficacité des épisodes suivants.

## 11. RAPPORTS D'ACTIVITÉ DE L'ORGANISME BÉNÉFICIAIRE

Whiz Kids Workshop présentera un rapport d'activité à la fin de la 6<sup>e</sup> semaine du projet. Un deuxième rapport sera présenté 3 mois ½ plus tard, à l'issue de la formation portant sur les enseignements qui auront été tirés de la réalisation du projet. Ce rapport comprendra un résumé des évaluations ; un troisième et dernier rapport sera soumis 12 mois après le début des activités ; il concernera l'influence du projet sur l'expérience pratique des collaborateurs, la viabilité de *Tsehai aime apprendre*, la qualité et le niveau de la production.

### **C. INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES**

#### **Assistance fournie par le PIDC dans le passé**

<b>PDC/4ETH/10</b> 350-ETH-41 350-ETH-71 350-ETH-91	31,000 45,000 43,000	Ethiopia Establishment of mass media training centre	1982 - 1991
<b>PDC/10ETH/01</b> 352-ETH-01	165,000	Establishment of community radio stations	1990 - 1992
<b>PDC/15ETH/01</b> 352-ETH-51	27,500	Assistance to the women's monthly magazine "Gennet"	1995 - 1997
<b>PDC/16ETH/01</b> 352-ETH-61	150,000	Mass media Training Centre	1996 - 1998
<b>PDC/21 ETH/01</b> 353-ETH-5011	35,000	Human capacity building of the Ethiopian mass media training institute	2003 -2004
<b>PDC/48 ETH/01</b> 354-ETH-5041	12,000	FM-radio support as an integral part for radio journalism program trainings at the EMMTI	2005-2006
<b>PDC/49 ETH/01</b> 552-ETH-5000 (FIT-Japan)	45,000	CREATING AWARENESS IN FIGHTING HIV/AIDS	2006-2007
<b>Total Ethiopia: US\$ 508,500+ 45,000 FIT</b>			

L'UNESCO a déjà financé certains épisodes de *Tsehai aime apprendre*.

### Activités préparatoires

Divers épisodes de la série ont déjà abordé des thèmes tels que l'importance de l'eau, l'hygiène, la préservation de l'eau, la protection de l'environnement, l'alphabétisation, les couleurs, les formes, les méthodes de tri et le calcul.

### Aide sollicitée auprès de sources autres que le PIDC

Le PNUD a apporté une assistance technique à l'approche éducative des thèmes relatifs à l'eau.

<b>D. BUDGET</b>	
<b>BUDGET CONCERNANT LES APPORTS DU PIDC</b> (en dollars des Etats-Unis)	
7 ordinateurs de bureau :	11 200
6 tables d'ordinateurs, une table, 10 chaises :	1 255
7 interfaces audio <i>Pro Tools</i> compatibles ; casques :	3 965
7 onduleurs :	750
Projecteur vidéo :	3 330
Livres, DVD et documents pédagogiques :	855
Rédaction des scripts :	1 155
Elaboration des storyboards, des décors et autres travaux graphiques :	1 330
Interprétations vocales :	2 000
Enregistrement et montage audio :	2 490
Tournage et animation des marionnettes :	1 270
Montage vidéo :	2 155
Animation graphique :	2 155
Suivi, évaluation et analyse :	1 780
Finitions et rectifications :	4 310
Suivi	1 000
<b><u>TOTAL :</u></b>	<b><u>41 000</u></b>

<b>BUDGET CONCERNANT LES APPORTS DE L'ORGANISME BÉNÉFICIAIRE</b> (en dollars des Etats-Unis)	
Câblage et mise en réseau du hub :	220
Conception du manuel de formation :	2 750
Duplication et impression :	310
Installations, Internet, téléphone et frais généraux :	4 280
Formation :	11 560
Rapports d'activité :	960
Caméras vidéo, trépieds, matériel d'éclairage :	3 380
Matériel d'enregistrement audio :	4 350
Téléviseurs, lecteurs DVD, matériel stéréo :	2 090
<b><u>TOTAL :</u></b>	<b><u>29 900</u></b>

# GABON

<b>A. IDENTIFICATION DU PROJET</b>		
1.	<b>TITRE</b>	<b>RADIO ÉMERGENCE</b>
2.	<b>NUMÉRO</b>	PDC/51GAB/01
3.	<b>CATEGORIE DE MÉDIA</b>	Médias associatifs
4.	<b>DOMAINE DE PRIORITÉ DU PIDC</b>	Développement des médias communautaires Liberté d'expression
5.	<b>PORTÉE</b> (nationale, régional, interrégionale)	Nationale
6.	<b>TYPE D'AIDE DEMANDÉE</b>	Financière
7.	<b>COÛT TOTAL DU PROJET</b>	US \$ 29 000
8.	<b>MONTANT DEMANDÉ AU PIDC</b>	US \$ 22 000
9.	<b>BÉNÉFICIAIRE DU PROJET</b>	Personnel de "Radio Emergence"
10.	<b>MAÎTRE D'ŒUVRE</b>	Ministère de l'Education nationale et de l'Enseignement supérieur
11.	<b>LOCALISATION</b>	Libreville
12.	<b>PROJET PRÉPARÉ PAR</b>	UNESCO - Libreville / Radio Emergence
<b>DÉCISION DU BUREAU</b>		



## **B. PRÉSENTATION**

### **1. HISTORIQUE ET JUSTIFICATION**

Dans le souci d'offrir aux jeunes de la capitale gabonaise (scolarisés ou non) un outil de communication et d'éducation exploité par des jeunes pour les jeunes, le FNUAP, le PNUD, l'UNESCO, l'ambassade du Canada et le ministère de l'Education nationale du Gabon se sont associés, en 1999, pour fonder une station de radio éducative appelée "Radio Emergence". Dès sa création, la station a été placée sous la tutelle du ministère de l'Education nationale, qui devait prendre en charge ses infrastructures immobilières et ses charges d'exploitation.

Avec une grille de programmes composée de 40 % d'émissions éducatives, 20 % d'émissions culturelles, 20 % d'émissions musicales et 20 % de documentaires, l'accueil en milieu jeune avait été très positif, car en quelques années, Radio Emergence FM était classée comme la radio la plus écoutée par les jeunes de la capitale gabonaise. Ses contenus étaient produits en synergie avec les clubs Education en Matière de Population (EMP), les clubs UNESCO, ses correspondants dans les établissements scolaires et autres promoteurs de l'IEC multisectorielle.

Après sept années d'existence, bien que Radio Emergence continue tant bien que mal à émettre, elle n'est plus que l'ombre d'elle-même, car ses équipements sont vétustes, peu fiables ou tout simplement hors service. Or, cette problématique est ancienne : déjà en 2003, face aux problèmes rencontrés par la station du fait de la vétusté de ses équipements, les élèves des écoles de Libreville s'étaient engagés à apporter chacun une contribution de 100F CFA pour permettre la réparation de certains équipements.

Au fil du temps, l'enthousiasme des jeunes s'est progressivement estompé. La station avait démarré avec près de 50 jeunes, tous bénévoles, et aujourd'hui elle ne fonctionne plus qu'avec à peine 10 jeunes, pour la plupart peu ou pas formés.

Bien que le ministère de l'Education nationale ait mis à la disposition de la station les locaux et l'électricité, les lourdeurs administratives ne lui permettent pas de bénéficier des crédits affectés par le ministère à son fonctionnement.

### **2. DESCRIPTION DES GROUPES CIBLES**

Les bénéficiaires directs sont les opérateurs de Radio Emergence. Les autres bénéficiaires sont le ministère de l'Education et de l'Enseignement supérieur, les auditeurs de Radio Emergence (pour la plupart des jeunes de Libreville), les Clubs UNESCO et EMP et les établissements scolaires de Libreville.

### **3. OBJECTIFS IMMÉDIATS**

- Doter les journalistes de Radio Emergence des connaissances théoriques et pratiques leur permettant de traiter des sujets divers en faveur des jeunes ;
- Assurer la pérennité de la Radio Emergence en lui permettant de bénéficier effectivement d'un budget de fonctionnement mis à disposition par le Gouvernement ;
- Créer un environnement propice à la mise en pratique des techniques et connaissances acquises au travers des diverses formations reçues.

#### 4. OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT

L'objectif de développement est de contribuer à l'éducation des jeunes aux compétences de la vie par le médium qu'est la radio.

#### 5. INVESTISSEMENTS

- Honoraires des formateurs ;
- Matériel de production et d'émission (*voir le budget pour la liste complète*) ;
- Main d'œuvre pour l'installation des équipements ;
- Logistique pour l'organisation des ateliers de formation.

#### 6. RÉSULTATS

- La station disposera d'un matériel opérationnel, dans un environnement adapté à la production et à la diffusion ;
- Les journalistes mettront en pratique les techniques de traitement de l'information, de montage et présentation radiophonique, et assureront la maintenance des équipements ;
- Radio Emergence diffusera des émissions traitant de la santé sexuelle et de la reproduction, du sida, de l'hygiène, du civisme etc.;
- Les crédits alloués à la station seront débloqués pour permettre la prise en charge de ses charges d'exploitation.

#### 7. ACTIVITÉS

- Acquisition et installation de l'équipement ;
- Formation au traitement de l'information, aux techniques de reportage et de montage audio ;
- Formation au traitement des sujets tels que : l'hygiène sexuelle et de la reproduction, le sida, la santé, le civisme etc.
- Organisation d'une rencontre de plaidoyer entre les exploitants de la radio et le ministre de l'Éducation nationale et de l'Enseignement supérieur.

#### 8. PLAN DE TRAVAIL

Activités	Mois			
	1	2	3	4
Acquisition et installation de l'équipement				
Formation au traitement de l'information, reportage, montage audio				
Formation au traitement des sujets spécifiques				
Organisation de la rencontre de plaidoyer				
Suivi et rapports d'activité				

## 9. CADRE INSTITUTIONNEL

Le projet sera mis en œuvre par le Bureau de l'UNESCO à Libreville, en liaison étroite avec le coordonnateur de Radio Emergence et le ministère de l'Education nationale et de l'Enseignement supérieur.

## 10. VIABILITÉ A LONG TERME

Grâce au plaidoyer qui sera mené auprès du ministre de l'Education nationale et de l'Enseignement supérieur, des mesures seront prises pour que la station radio puisse bénéficier *effectivement* du crédit de fonctionnement inscrit au budget du ministère. Par ailleurs, la qualité des productions sera de nature à encourager de nouveaux annonceurs à faire appel aux services de Radio Emergence.

## 11. SUIVI DU PROJET

Le suivi du projet sera assuré par le Bureau de l'UNESCO à Libreville, avec la collaboration de la Commission nationale.

## 12. ÉVALUATIONS EFFECTUÉES

Un rapport d'évaluation sera établi à l'issue de chacune des activités prévues.

## 13. RAPPORTS D'ACTIVITÉ DE L'ORGANISME BÉNÉFICIAIRE

Le coordonnateur de Radio Emergence présentera un rapport d'activité à la fin de chaque mois.

### C. INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES

#### Assistance fournie par le PIDC dans le passé:

PDC/3GAB/23 350-GAB-31	30,000	Gabon	1982 - 1984
		Development of the press	
PDC/13GAB/01 352-GAB-31	32,000	Development of the newspaper "Legalité"	1993 - 1995
PDC/18GAB/01 352-GAB-81	43,000	Gabon News Agency	1998 -
<b>Total Gabon: US\$ 105,000</b>			

#### Activités préparatoires

- Identification des modules de formation ;
- Identification et disponibilité des formateurs/facilitateurs;
- Rencontre d'information avec le ministre de l'Education nationale et de l'Enseignement supérieur ;
- Identification des fournisseurs et des techniciens pour l'installation des équipements.

## Aide sollicitée auprès de sources autres que le PIDC

Une demande de financement (à l'issue incertaine) a été introduite auprès du FNUAP- Libreville.

### **D. BUDGET**

<b>BUDGET CONCERNANT LES APPORTS DU PIDC (en dollars des Etats-Unis)</b>	
Récepteur satellite "Worldspace" avec antenne :	550
Moniteurs stéréo Behringer MS 40 :	250
Table de mixage Behringer VMX 1000 :	600
Enregistreur portable Marantz PMD 660 :	1 000
1 lot 5 cartes <i>Compact Flash 1 Go</i> :	500
2 microphones Behringer C 1 :	250
Microphone Behringer B 1 :	200
3 casques stéréo Behringer HPS 5000 :	300
3 dictaphones à mini-cassettes avec un lot de 10 cassettes :	320
2 PC PIV 2 Ghz ; RAM 512 Mo ; HD 160 Go; Firewire; USB; carte son):	4 000
PC (PIV 256 Mo ; HD 80 Go) pour connexion à l'Internet :	1 000
Disque dur externe 160 Go :	300
Routeur ADSL Cisco :	300
2 onduleurs de 700 VA :	500
Onduleur de 500 VA :	150
Câbles, connectique et divers :	780
Transport des équipements :	3 000
Travaux d'aménagement :	1 000
Installation des équipements :	3 000
Organisation des ateliers de formation :	3 000
Suivi du projet:	1 000
<b><u>TOTAL :</u></b>	<b><u>22 000</u></b>

<b>BUDGET CONCERNANT LES APPORTS DE L'ORGANISME BÉNÉFICIAIRE (en dollars des Etats-Unis)</b>	
Honoraires des formateurs et facilitateurs :	3 000
Organisation des ateliers de formation :	3 500
Communication et divers :	500
<b><u>TOTAL :</u></b>	<b><u>7 000</u></b>

# GHANA

<b>A. IDENTIFICATION DU PROJET</b>		
1.	<b>TITRE</b>	<b>CENTRE COMMUNAUTAIRE MULTIMÉDIAS DE BATTOR</b>
2.	<b>NUMÉRO</b>	PDC/51 GHA/01
3.	<b>CATEGORIE DE MÉDIA</b>	Médias communautaires
4.	<b>DOMAINE DE PRIORITÉ DU PIDC</b>	Médias communautaires
5.	<b>PORTÉE</b> (nationale, régional, interrégionale)	Nationale
6.	<b>TYPE D'AIDE DEMANDÉE</b>	Financière
7.	<b>COÛT TOTAL DU PROJET</b>	US \$ 44 200
8.	<b>MONTANT DEMANDÉ AU PIDC</b>	US \$ 29 500
9.	<b>BÉNÉFICIAIRE DU PROJET</b>	La communauté rurale de Tongu-Nord
10.	<b>MAÎTRE D'ŒUVRE</b>	<i>Gateway Partners</i> , avec la collaboration de J.I.C.A.
11.	<b>LOCALISATION</b>	Battor
12.	<b>PROJET PRÉPARÉ PAR</b>	Gateway Partners
<b>DÉCISION DU BUREAU</b>		

## **B. PRÉSENTATION**

### **1. HISTORIQUE ET JUSTIFICATION**

Les Chefs coutumiers divisionnaires et les leaders d'opinion de la région de Battor lancent un appel en faveur de l'établissement d'une station de radio communautaire équipée de la technologie multimédias à Battor. Les communautés du district de Tongu-Nord comptent parmi les plus pauvres du pays pour ce qui concerne le réseau routier et l'insuffisance de l'infrastructure scolaire. La création d'une station FM de radio communautaire aura la lourde tâche de procéder à l'éducation des communautés rurales et de les faire évoluer, tant sur le plan social qu'économique. Une station de radio de cette nature servira également à relayer les directives gouvernementales et, ce qui est le plus important, à sensibiliser dans sa propre langue une population rurale défavorisée, et plus particulièrement les femmes, à des problèmes tels que la vaccination contre la polio, le sida, les élections et bien d'autres sujets de préoccupations.

Les stations de radio gouvernementales et commerciales sont généralement installées dans les centres urbains. Les stations de la radio d'Etat sont essentiellement les organes d'information du gouvernement. Les communautés rurales ont bien accès aux radios FM gouvernementales ou privées, mais comme les programmes sont essentiellement émis en langue anglaise et dans la langue Akan, la population rurale ne peut les comprendre. C'est l'Ewe qui est la langue véhiculaire des communautés de Tongu-Nord. En conséquence, on espère que lorsque cette radio communautaire sera installée, la population de cette région pourra recevoir les informations dans sa propre langue.

Ce projet vise à atteindre une communauté marginalisée bien définie et à traiter des problèmes de développement liés à l'agriculture, à la pêche, au petit commerce, à la confection, à l'analphabétisme, à la faible scolarisation, au taux élevé d'abandon scolaire, à un système de santé inadapté, à la dramatique menace du sida, à un important exode rural etc.

Cette radio communautaire servira à mobiliser la population pour son développement. Elle aidera les membres des communautés à exprimer sur les ondes leurs points de vue sur les problèmes qui affectent leur vie économique et sociale. Elle sera ainsi la "voix des sans-voix", afin d'encourager leur participation à une culture de la démocratie ainsi qu'au processus de développement de leurs propres communautés. Elle renforcera la confiance des femmes et des jeunes dans le développement, en particulier grâce à des méthodes modernes permettant d'accroître la production de leurs fermes et de leurs élevages.

Ce Centre communautaire multimédias formera les jeunes et améliorera la maîtrise informatique des étudiants, des femmes et des autres catégories de la population. Il permettra également d'avoir accès à l'Internet dès que les lignes téléphoniques auront été installées dans la région.

### **2. DESCRIPTION DES GROUPE CIBLES**

La population totale de la communauté compte environ 60 000 habitants. Les groupes cibles seront les populations qui vivent dans le district de Tongu-Nord. Ce sont essentiellement des paysans, des artisans, des agriculteurs marginalisés, des pêcheurs, des femmes et des jeunes, et particulièrement ceux qui ont abandonné leurs études.

### **3. OBJECTIFS IMMÉDIATS**

Un centre communautaire multimédia viable est en activité au sein de la communauté élargie du district de Tongu-Nord ; il présente un large éventail de services qui portent sur les priorités du développement local et sur les initiatives gouvernementales, notamment en matière de santé,

d'activités génératrices de revenus et de méthodes de commercialisation. Il offre également un forum local participatif ouvert aux débats.

#### **4. OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT**

Un accès équitable à l'éducation et à l'acquisition de savoir-faire, à toutes les informations appropriées traitant des conditions d'existence et de développement socio-économique, ainsi qu'aux possibilités de dialogue public.

#### **5. INVESTISSEMENTS**

*(Pour ce qui concerne l'équipement, se référer au budget ).* L'effectif de départ sera composé de 4 membres. *Gateway Partners* fournira une équipe de base de quatre personnes et fera appel aux collaborateurs techniques de J.I.C.A. pour aider à la mise en route du projet. Par la suite, la communauté pourrait recruter des collaborateurs formés à la gestion du projet, mais celui-ci sera remis entre les mains de la communauté dès que ce sera possible.

#### **6. RÉSULTATS**

- Un centre multimédias communautaire équipé d'une radio FM et d'un télécentre polyvalent ;
- Formation d'au moins 6 programmeurs radio et multimédias ;
- Une programmation régulière radio et multimédias, axée sur les priorités du développement local ;
- Emissions radiophoniques accessibles à toute la communauté (environ 60 000 personnes).

#### **7. ACTIVITÉS**

- Rénovation du bâtiment ;
- Obtention de la licence d'émission ;
- Acquisition et installation de l'équipement ;
- Formation du personnel ( producteurs, présentateurs, techniciens en informatique, contenu des productions).

#### **8. PLAN DE TRAVAIL (2006)**

**Octobre** : Rénovation du bâtiment ; obtention de la licence ;

**Novembre** : Acquisition de l'équipement ; formation du personnel ;

**Décembre** : Installation de l'équipement ; transmissions expérimentales ; inauguration officielle du projet.

#### **9. CADRE INSTITUTIONNEL**

Ce projet résulte de l'initiative du Chef Souverain coutumier de la région de Battor, assisté des responsables et des leaders d'opinion de la communauté. Un Conseil de Direction veillera à sa mise en œuvre. Le Bureau régional de l'UNESCO à Accra supervisera l'ensemble des opérations.

#### **10. VIABILITÉ A LONG TERME**

Le Conseil de Direction observera une ligne d'action prudente dans la conduite du projet. Il prendra en charge les rémunérations initiales de l'équipe permanente de 4 collaborateurs, en liaison avec la communauté. Le financement proviendra des parrainages d'émissions et des contributions de la communauté pour services rendus sous forme d'annonces diverses à l'antenne. Le Centre générera également des revenus issus des activités de formation aux TIC et à l'Internet.

## 11. SUIVI DU PROJET

Le Bureau régional de l'UNESCO à Accra veillera au suivi des activités.

## 12. ÉVALUATIONS EFFECTUÉES

Une évaluation préliminaire a mis en évidence la viabilité du projet, qui se révélera extrêmement bénéfique à la communauté et à la nation dans son ensemble.

## 13. RAPPORTS D'ACTIVITÉ DE L'ORGANISME BÉNÉFICIAIRE

*Gateway Partners* soumettra les rapports d'activité au Bureau de l'UNESCO à Accra sur une base trimestrielle.

### C. INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES

#### Assistance fournie par le PIDC dans le passé:

PDC/5GHA/03 350-GHA-51 350-GHA-71 350-GHA-81 352-GHA-11	30,000 40,000 40,000 74,000	Ghana Developing of human resources for the book industry	1984 - 1994
PDC/13GHA/01 352-GHA-31	80,000	The Ghanaian Chronicle	1992 - 1994
PDC/15GHA/01 352-GHA-51	40,000	Strengthening the capacity of the Ghana Journalists' Association	1994 - 1996
PDC/17GHA/01 352-GHA-71	60,000	Ada Community Radio Station	1997 - 1998
PDC/18GHA/01 352-GHA-81	50,000	Grassroots, rural communication radio for districts of central Ghana	1998 - 1999
PDC/19GHA/01 352-GHA-91	40,000	Training programme pairing beginning journalists with NGO specialists	1999 - 2002
PDC/21 GHA/02 353GHA5011	25,000	Strengthening "Radio Univers"	2003 -2004
PDC/24 GHA/01 <b>552-GHA-5000</b> (FIT-Japan)	67,000	Capacity building for Journalists	
PDC/48 GHA/01 354-GHA-5041	22,000	Community multimedia centre for Ajumako Bisease	2005-2006
PDC/49 GHA/01 354 GHA 5051 (Co-financed by Germany)	41,000	SOGAKOPE COMMUNITY MULTIMEDIA CENTRE (CMC)	2006-2007
<b>Total Ghana: US\$ 609,000</b>			

#### Apport de l'organisme bénéficiaire pendant la durée du projet

Un bâtiment.



### Aide sollicitée auprès de sources autres que le PIDC

Celle de J.I.C.A., qui sera bientôt concrétisée par un mémorandum ou un accord de coopération. Les ressortissants de la région qui résident hors du Ghana pourront également soutenir ce projet en espèces et en nature.

#### **D. BUDGET**

##### **BUDGET CONCERNANT LES APPORTS DU PIDC (en dollars des Etats-Unis)**

“Emetteur valise” FM de 100 watts et frais d’expédition :	7 000
Mât d’antenne :	1 000
Equipement du Téléc centre : réseau local de 5 ordinateurs avec logiciels, imprimantes, scanner, appareil photographique numérique, projecteur numérique :	10 000
Installation de l’équipement :	1 500
Formation : 3 ateliers de formation consacrés aux techniques de base de l’exploitation des médias et des TIC à l’intention de formateurs ; un atelier traitant de la mobilisation communautaire et de la mise en œuvre du programme :	9 000
Suivi :	1 000
<b><u>TOTAL :</u></b>	<b><u>29 500</u></b>

##### **BUDGET CONCERNANT LES APPORTS DE L’ORGANISME BÉNÉFICIAIRE (en dollars des Etats-Unis)**

Rénovation du bâtiment :	5 000
Travaux communautaires :	6 000
Fournitures diverses :	3 300
3 onduleurs :	750
Régulateur de tension :	300
Salaires du personnel (par mois) :	1 000
Charges courantes (communication et électricité, par mois) :	850
Papeterie et consommables informatiques (par mois) :	1 000
<b><u>TOTAL :</u></b>	<b><u>8 200</u></b>

# GUINÉE

<b>A. IDENTIFICATION DU PROJET</b>		
1.	<b>TITRE</b>	<b>STATION DE RADIO “SABARI FM”</b>
2.	<b>NUMÉRO</b>	PDC/51GUI/01
3.	<b>CATEGORIE DE MÉDIA</b>	Radiodiffusion
4.	<b>DOMAINE DE PRIORITÉ DU PIDC</b>	Liberté d’expression
5.	<b>PORTÉE</b> (nationale, régional, interrégionale)	Nationale
6.	<b>TYPE D’AIDE DEMANDÉE</b>	Financière
7.	<b>COÛT TOTAL DU PROJET</b>	US \$ 81 000
8.	<b>MONTANT DEMANDÉ AU PIDC</b>	US \$ 65 000
9.	<b>BÉNÉFICIAIRE DU PROJET</b>	Journal “Le Diplomate”
10.	<b>MAÎTRE D’ŒUVRE</b>	Journal “Le Diplomate”
11.	<b>LOCALISATION</b>	Conakry
12.	<b>PROJET PRÉPARÉ PAR</b>	Sanou Kerfalla CISSE, directeur de publication du journal “Le Diplomate”
<b>DÉCISION DU BUREAU</b>		

## B. PRÉSENTATION

### 1. HISTORIQUE ET JUSTIFICATION

L'ouverture du paysage médiatique guinéen a commencé en 1991 avec l'adoption de la loi sur la presse et la liberté d'expression à travers la Loi fondamentale. Mais sur plus de 300 journaux enregistrés au Conseil National de la Communication (CNC), seule une dizaine assurent régulièrement leurs parutions depuis trois ans, faute de moyens financiers. Par ailleurs, l'espace médiatique guinéen, notamment dans le domaine de l'audiovisuel, est demeuré fermé.

“Le Diplomate” est un hebdomadaire d'information qui jouit d'une audience importante acquise au cours de ses quatre années d'existence. “Le Diplomate” procède à des innovations dans le cadre des NTIC : outre l'hebdomadaire qui paraît tous les mardis, le journal a créé son site : [lediplomateguinee.info](http://lediplomateguinee.info) grâce auquel les internautes peuvent avoir accès aux journaux télévisés de la RTG.

Cette volonté de démocratiser l'information a motivé “Le Diplomate” à renforcer ses capacités, en sollicitant l'appui du PIDC en vue de se doter d'une radio privée dénommée “*Sabari FM*”, projet qui ira dans le sens d'une libération totale des ondes en Guinée.

Cependant, la radio nationale demeurera une concurrente de taille dans le nouveau paysage audiovisuel, grâce aux subventions qu'elle reçoit de l'Etat.

### 2. DESCRIPTION DES GROUPES CIBLES

- Les femmes, qui constituent plus de 50% de la population ;
- Les jeunes ;
- Les mouvements associatifs ;
- Les acteurs de la société civile, les ouvriers, les décideurs et les cadres de l'administration, ainsi que tous autres secteurs concernés par la stratégie de réduction de la pauvreté et la promotion de la liberté d'expression.

### 3. OBJECTIFS IMMÉDIATS

Créer une radio indépendante privée - ‘*Sabari FM*’ – offrant une alternative à la programmation de la radio gouvernementale et répondant aux attentes et besoins du public en abordant notamment des sujets tels que la santé, l'environnement, ou encore la culture.

### 4. OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT

“*Sabari FM*” compte apporter sa contribution au renforcement du pluralisme des médias et de la liberté d'expression en Guinée, et combler le déficit de communication en élargissant l'espace de dialogue et en offrant à chacun l'opportunité d'exprimer ses opinions.

L'acquisition des équipements sollicités devrait permettre à ‘*Sabari FM*’ d'attirer un maximum d'auditeurs. Sa grille des programmes sera un vecteur d'information, de formation et de communication interactive avec son public.

### 5. INVESTISSEMENTS

Pour la formation :

- Formateurs
- Fournitures pour les participants
- Matériel pédagogique

### Equipement :

- Matériel de studio et de régie de production
- Equipement d'émission FM de 500 W.

## **6. RÉSULTATS**

- “*Sabari FM*” sera dotée d'un matériel de production et de diffusion ;
- 10 agents seront formés en montage virtuel, traitement de l'information, reportages, débats et conception de magazines ;
- 10 agents seront formés en production audionumérique ;
- 90% des programmes seront consacrés aux faits de société, à la culture, à la science, aux NTIC, à l'économie, à l'environnement, au tourisme, à la femme et à l'enfant, ainsi qu'aux sports, à travers des émissions, des magazines, des reportages au quotidien, et la musique, locale, africaine et internationale ;
- La radio diffusera des messages contribuant à la prévention et à la résolution des conflits pour la consolidation de la paix et l'unité nationale dans le pays.

## **7. ACTIVITÉS**

### Formation

- Organisation d'un atelier de formation en techniques de production radiophonique (durée : 90 jours) ;
- Organisation d'un atelier sur les questions d'environnement, genre, culture, santé (VIH/sida) ;
- Organisation d'un atelier de formation en production audionumérique.

### Equipement

Acquisition des matériels de production et de diffusion dont le détail apparaît dans le budget.

## **8. PLAN DE TRAVAIL**

<b>Activités</b>	<b>Résultats attendus</b>	<b>Période</b>
Acquisition de l'équipement ; préparation du premier atelier	Capacités techniques renforcées ; augmentation de la production	Mois 1 et 2
Atelier de formation en techniques de production radiophonique ; production d'émissions	10 personnes formées en techniques de production radiophonique ; réalisation d'émissions radio	Mois 3
Atelier de formation en production audionumérique ; production d'émissions	10 personnes formées en techniques audionumériques ; émissions prêtes à diffuser	Mois 5
Production d'émissions	Programmes sur différents thèmes : culture, genre, santé, etc. réalisés	Mois 7
Evaluation	Rapport d'évaluation achevé	Mois 10 – 11
Rapport final	Rapport final achevé	Mois 12

## 9. CADRE INSTITUTIONNEL

Le paysage médiatique guinéen est placé sous la tutelle des instances de régulation et de contrôle telles que le Conseil National de la Communication (CNC), l'Observatoire Guinéen de la Déontologie et l'Ethique des Médias (OGUIDEM), l'Association des Journalistes de Guinée (AJG), l'Association des Editeurs de la Presse Indépendante (AGEPI). Ces différentes structures agissent dans le cadre de la réglementation en vigueur en République de Guinée.

Le CNC, les ministères de l'Information, des Finances, des Postes et Télécommunications veillent à la régularité des dispositions contenues dans le cahier des charges.

## 10. VIABILITÉ A LONG TERME

Une fois créée grâce à l'appui du PIDC, "Sabari FM" compte pérenniser ses activités et élargir sa zone de couverture en fonction des moyens qui seront à sa disposition.

## 11. SUIVI DU PROJET

Nous sommes prêts à collaborer avec toute organisation professionnelle proposée par l'UNESCO.

## 12. ÉVALUATIONS EFFECTUÉES

L'étude qui a été effectuée sur les attentes de la population en matière de programmes radiophoniques fait clairement apparaître le désir d'un pluralisme accru.

## 13. RAPPORTS D'ACTIVITÉ DE L'ORGANISME BÉNÉFICIAIRE

Un rapport d'activité sera présenté tous les quatre mois.

### C. INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES

#### Assistance fournie par le PIDC dans le passé

<b>PDC/3GUI/21</b> 350-GUI-31	40,000	Guinea	1982 - 1984
		Development of communication systems	
<b>PDC/9GUI/01</b> 350-GUI-91 520-GUI-61 (FIT-France)	35,000 7,000	Launching of a rural radio network	1988 - 1991
<b>PDC/12GUI/01</b> 352-GUI-21	111,700	Expansion of a national daily "Horoya"	1991 - 1993
<b>Total Guinea: US\$ 186,700+ US\$ 7,000</b>			

#### Apport de l'organisme bénéficiaire pendant la durée du projet

Le *Diplomate* fonctionne sur ses ressources propres, et reçoit en outre une subvention annuelle de l'Etat qui varie entre 2.400.000 GNF et 24.000.000 GNF de taxes sur les annonces. Le journal fournira les ressources humaines, les locaux, le mobilier de bureau, la garantie sécuritaire et assurera la mise en œuvre des activités prévues.

## D. BUDGET

### BUDGET CONCERNANT LES APPORTS DU PIDC (en dollars des Etats-Unis)

<b>Equipement</b>	
Pylône d'émetteur haubané de 50 m. :	6 355
Système complet d'aériens ASR 03 :	3 910
Excitateur 30 W. à large bande :	2 740
Emetteur FM de 500 W à large bande (87.5 – 110 Mhz) :	7 330
Câble coaxial :	1 175
Console audio de régie 16 voies :	11 370
PC de montage et logiciels :	3 870
Régulateur de tension 5 KVA :	790
2 logiciels de diffusion :	1 960
<b>Formation</b>	
Consultants :	4 500
4 ateliers (techniques de production audionumérique, spécialisation des producteurs (émissions culturelles, santé, parité H/F etc.) :	20 000
Suivi	1 000
<b><u>TOTAL :</u></b>	<b><u>65 000</u></b>

### BUDGET CONCERNANT LES APPORTS DE L'ORGANISME BÉNÉFICIAIRE (en dollars des Etats-Unis)

2 lecteurs/enregistreurs audio :	1 095
Lecteur CD :	600
2 lecteurs MD :	1 290
Ampli de régie :	1 000
4 microphones de table :	940
4 perches pour micros :	310
Paire d'enceintes :	400
2 paires d'enceintes avec ampli et tuner :	1 565
Ampli de casque ; distributeur :	950
Connectique, accessoires de câblage :	400
Ordinateur de régie :	6 850
Onduleur :	600
<b><u>TOTAL :</u></b>	<b><u>16 000</u></b>

# GUINÉE-BISSAU

<b>A. IDENTIFICATION DU PROJET</b>		
1.	<b>TITRE</b>	<b>RÉVISION DE LA LOI SUR LA PRESSE</b>
2.	<b>NUMÉRO</b>	PDC/51GBS/01
3.	<b>CATEGORIE DE MÉDIA</b>	Radio, télévision et presse écrite
4.	<b>DOMAINE DE PRIORITÉ DU PIDC</b>	Liberté de la presse
5.	<b>PORTÉE</b> (nationale, régional, interrégionale)	Nationale
6.	<b>TYPE D'AIDE DEMANDÉE</b>	Financière
7.	<b>COÛT TOTAL DU PROJET</b>	US \$ 60 000
8.	<b>MONTANT DEMANDÉ AU PIDC</b>	US \$ 39 000
9.	<b>BÉNÉFICIAIRE DU PROJET</b>	Syndicat des Journalistes de Guinée-Bissau Conseil National de la Communication Sociale
10.	<b>MAÎTRE D'ŒUVRE</b>	Conseil National de la Communication Sociale
11.	<b>LOCALISATION</b>	Palácio “ <i>Colinas de Boé</i> ”, Bissau
12.	<b>PROJET PRÉPARÉ PAR</b>	Conseil National de la Communication Sociale
<b>DÉCISION DU BUREAU</b>		

## **B. PRÉSENTATION**

### **1. HISTORIQUE ET JUSTIFICATION**

Après l'indépendance, la presse en Guinée-Bissau s'est vue attribuer un rôle important d'appui à la mise en œuvre des objectifs du Parti et de l'Etat. Les médias sont devenus des instruments de communication sociale dont le but principal était de propager l'idéologie de l'Etat, que l'on peut résumer ainsi :

- Parti unique comme force dirigeante de la société ;
- Formation de l'homme nouveau et d'une conscience nationale nouvelle.

Le multipartisme a introduit d'importantes modifications législatives, à commencer par la première révision ponctuelle de la Constitution. En même temps que la Constitution ont été approuvés la loi de la presse, le statut des journalistes, la loi portant sur la création du Conseil National de la Communication Sociale et la loi d'accès des partis politiques aux organes de la communication sociale.

La Constitution garantit le principe de l'indépendance des organes de communication sociale du pouvoir politique et économique, et impose à l'Etat le devoir de garantir un service public de presse, tant pour les médias audiovisuels que pour les supports imprimés.

L'analyse des dispositions existantes en matière de communication pour le développement fait ressortir l'existence:

- D'un cadre juridique et institutionnel ;
- Des structures de communication organisées en plusieurs secteurs ;
- Des structures de coordination.

Cependant, certaines contraintes limitent les actions des professionnels dans le domaine de la communication pour le développement, notamment:

- Faiblesse des ressources humaines ;
- Mauvaise gestion des ressources existantes ;
- Insuffisance des moyens de communication ;
- Cadre juridique et institutionnel incomplet, et par conséquent inadapté à la nouvelle réalité socio-politique du pays.

C'est la raison pour laquelle il s'avère nécessaire et urgent de revoir la législation en vigueur et de légiférer en fonction de la nouvelle réalité socio-politique du pays.

### **2. DESCRIPTION DES GROUPES CIBLES**

Les bénéficiaires du projet sont les professionnels des médias, le ministère de la Communication, l'Association des Juristes et la société civile.

### **3. OBJECTIFS IMMÉDIATS**

- L'objectif immédiat est d'améliorer la loi relative à la presse en Guinée-Bissau, en accordant une place plus large à la liberté de la presse.
- Passer en revue et abroger les lois des médias qui ne sont pas compatibles avec la réalité actuelle, et qui constituent des obstacles à la liberté d'expression et au développement de la démocratie.



#### **4. OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT**

Mettre en place un cadre juridique permettant aux citoyens de participer pleinement au processus de bonne gouvernance et assurer ainsi de véritables débats publics.

#### **5. INVESTISSEMENTS**

Acquisition d'équipements informatiques et recrutement de juristes spécialisés dans le droit de la presse.

#### **6. RÉSULTATS**

Mise en place de textes de loi sur la presse révisés qui garantissent la liberté d'expression et l'indépendance des médias, et contribuent ainsi à l'épanouissement de la démocratie.

#### **7. ACTIVITÉS**

- Entreprendre des recherches et compiler des documents sur la législation des médias ;
- Organiser des ateliers sur la base de ces documents et émettre des recommandations ;
- Réunions des professionnels des médias en vue d'examiner et d'approuver les recommandations ;
- Diffuser le projet de loi pour le débat public et agir en faveur de son adoption ;
- Soumettre le nouveau cadre juridique au Parlement pour étude et adoption.

#### **8. PLAN DE TRAVAIL**

- Recherche et documentation : 1 mois
- Ateliers organisés dans tout le pays et recommandations : 1 mois
- Réunion d'experts pour l'examen des recommandations : 1 mois
- Publication d'un nouveau projet de loi : 1 mois

#### **9. CADRE INSTITUTIONNEL**

Le Syndicat des Journalistes, le Conseil National de la Communication Sociale et le Ministère de la Communication travailleront conjointement sur ce projet ; les détails techniques seront confiés à des experts/consultants.

#### **10. VIABILITÉ A LONG TERME**

Ce projet sera mis en œuvre en une fois pour la mise en place d'un cadre légal pour les médias en Guinée-Bissau.

#### **11. SUIVI DU PROJET**

Le Syndicat des Journalistes et le Conseil National de la Communication Sociale assureront le suivi des activités.

#### **12. ÉVALUATIONS EFFECTUÉES**

Ce projet permettra d'offrir un nouveau cadre juridique aux médias exerçant en Guinée-Bissau. Le Conseil National de la Communication sociale et le Ministère de la Communication procéderont à son évaluation.

### 13. RAPPORTS D'ACTIVITÉ DE L'ORGANISME BÉNÉFICIAIRE

Les acteurs de la mise en œuvre du projet fourniront un rapport d'activité tous les quatre mois.

#### C. INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES

##### Assistance fournie par le PIDC dans le passé

<b>PDC/3GBS/25</b> 350-GBS-31	30,000	Guinea-Bissau	1982 - 1992
507-GBS-61 507-GBS-62 (FIT-Germany)	189,800 602,800	Development of Radio services	
<b>PDC/6GBS/01</b> 350-GBS-61	55,000	Improvement of the infrastructure of the national news agency	1985 - 1987
<b>PDC/11GBS/01</b> 352-GBS-11	145,000	Production of books and publication for information and for dissemination of culture	1990 - 1993
<b>PDC/13GBS/01</b> 507-GBS-63 (FIT-Germany)	383,347	Development of National Radio Service in the South of the Country	1992 - 1996
<b>Total Guinea Bissau: US\$ 230,000+US\$ 1,179,900</b>			

#### D. BUDGET

##### BUDGET CONCERNANT LES APPORTS DU PIDC (en dollars des Etats-Unis)

Ateliers :	15 000
Réunions de professionnels et d'experts des médias :	6 000
Recherche :	8 000
Documentation :	4 000
Publicité pour le projet de loi :	5 000
Suivi	1 000
<b><u>TOTAL :</u></b>	<b><u>39 000</u></b>

##### BUDGET CONCERNANT LES APPORTS DE L'ORGANISME BÉNÉFICIAIRE (en dollars des Etats-Unis)

Equipements :	15 000
<b><u>TOTAL :</u></b>	<b><u>15 000</u></b>

# GUINÉE-BISSAU

<b>A. IDENTIFICATION DU PROJET</b>		
<b>1.</b>	<b>TITRE</b>	<b>CENTRE COMMUNAUTAIRE MULTIMÉDIAS DE GANDAL</b>
<b>2.</b>	<b>NUMÉRO</b>	PDC/51 GBS/02
<b>3.</b>	<b>CATEGORIE DE MÉDIA</b>	Radio
<b>4.</b>	<b>DOMAINE DE PRIORITÉ DU PIDC</b>	Médias communautaires ; liberté d'expression
<b>5.</b>	<b>PORTÉE (nationale, régional, interrégionale)</b>	Nationale
<b>6.</b>	<b>TYPE D'AIDE DEMANDÉE</b>	Financière
<b>7.</b>	<b>COÛT TOTAL DU PROJET</b>	US \$ 62 800
<b>8.</b>	<b>MONTANT DEMANDÉ AU PIDC</b>	US \$ 42 700
<b>9.</b>	<b>BÉNÉFICIAIRE DU PROJET</b>	Comité du Centre communautaire multimédias de Gandal
<b>10.</b>	<b>MAÎTRE D'ŒUVRE</b>	Comité du Centre communautaire multimédias de Gandal
<b>11.</b>	<b>LOCALISATION</b>	Région de Gabú, partie orientale de la Guinée-Bissau
<b>12.</b>	<b>PROJET PRÉPARÉ PAR</b>	Comité du Centre communautaire multimédias de Gandal
<b>DÉCISION DU BUREAU</b>		

## **B. PRÉSENTATION**

### **1. HISTORIQUE ET JUSTIFICATION**

La région subsaharienne de l'Afrique accuse toujours un certain retard en matière de collecte et de partage d'informations essentielles à l'éducation, à la santé et au bien-être social des populations. La très grande majorité des habitants de cette région n'ont pas les moyens de répondre à leurs besoins les plus fondamentaux. La Guinée-Bissau, petit pays lusophone de l'Afrique occidentale, illustre la nécessité d'avoir recours à des médias tels que les stations de radio communautaires pour promouvoir son développement.

En fait, le pays a réalisé quelques progrès en procédant à l'installation d'un certain nombre de radios communautaires. Selon les statistiques les plus récentes, il existe environ 12 stations de radio communautaires, inégalement réparties dans le pays.

Gabú fait partie des régions les plus pauvres de Guinée-Bissau et de l'Afrique occidentale. Depuis son indépendance en 1973, le pays a été confronté au problème de l'exode rural, et Gabú a été touchée par cette plaie sociale. Des centaines, sinon des milliers de jeunes gens ont abandonné leurs villages avec l'espoir de connaître une vie meilleure dans les zones urbaines.

En outre, Gabú est confrontée à un taux d'analphabétisme élevé, qui résulte de structures scolaires déficientes et d'un manque de motivation de la part des parents, des enseignants et des élèves. On a ainsi constaté un déclin du nombre d'enfants scolarisés, aggravé par une importante proportion d'interruptions de la scolarisation. La santé constitue un autre problème majeur : la population de Gabú est souvent frappée par des épidémies. Le sida se répand, le paludisme constitue toujours une menace majeure, le choléra est endémique pendant la saison des pluies et la tuberculose, ainsi que d'autres maladies infectieuses, se propagent facilement au sein de la population. Aussi, l'on estime que l'espérance de vie dans cette région a décliné de cinq ans en moyenne depuis le début des années 1990.

De nombreux responsables locaux et nationaux ont suggéré que la mise en œuvre de structures de communication telles que la radio et la télévision encouragerait la population à participer à son propre développement et l'aiderait à résoudre ses problèmes grâce à l'information et à l'éducation.

En offrant une formation à des journalistes, producteurs et collaborateurs bénévoles locaux, Radio Gandal veut réaliser des émissions centrées sur les questions d'intérêt local, régional ou national et améliorer l'environnement social et la qualité de vie de la population.

La radio du Centre communautaire multimédias de Gandal mettra l'accent sur la nécessité d'associer la population à la préservation de son héritage culturel, de combattre l'analphabétisme et la pauvreté, et de développer l'éducation sanitaire. De même, elle appuiera le processus d'émancipation des femmes, la promotion des valeurs démocratiques, la défense des droits humains, la préservation des eaux et forêts et de la biodiversité.

### **2. DESCRIPTION DES GROUPES CIBLES**

Le Centre communautaire multimédias de la communauté de Gandal est au service de la population à tous les niveaux, des décideurs jusqu'aux citoyens ordinaires. Toutefois, considérant le tissu social de la région de Gabú, il est clair que ce sont les fermiers, les bergers, les commerçants, les femmes et les enfants, les éducateurs, les étudiants et l'ensemble de la communauté qui constitueront le noyau de ses bénéficiaires.

### **3. OBJECTIFS IMMÉDIATS**

Disposer d'un centre multimédias communautaire qui sera propriété de la communauté et exploité par elle-même. Ce centre offrira des informations traitant des questions d'intérêt local et des priorités du développement de la communauté de Gandal, incluant un programme axé sur l'éducation et l'acquisition permanente de savoir ; il assurera également la promotion de la culture locale et de la participation communautaire, en particulier en direction des jeunes.

### **4. OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT**

Ouvrir un accès à des forums publics dans lesquels les citoyens et des décideurs pourront exprimer leurs opinions et échanger leurs vues sur les défis sociaux, culturels et politiques qui reflètent la diversité culturelle et encouragent le progrès social, et sur les solutions à y apporter.

### **5. INVESTISSEMENTS**

- Gestion structurelle ;
- Savoir-faire en matière d'organisation et de formation ;
- Mobilisation et animation de la communauté ;
- Programme de production radiophonique et multimédias ;
- Mise en œuvre du programme ;
- Éléments de base du journalisme.

### **6. RÉSULTATS**

- Le CMC est accessible et opérationnel ;
- Formation d'au moins 16 producteurs et programmeurs radio/multimédias ;
- Formation d'au moins 2 cadres de gestion et d'administration ;
- Émissions régulières de Radio Gandal pouvant être captées par plus de 63 000 auditeurs ;
- Les programmes sont composés d'émissions d'information, éducatives, culturelles et de divertissement.

### **7. ACTIVITÉS**

- Planification, en consultation avec la communauté locale ;
- Acquisition et installation de l'équipement ;
- Formation du personnel ;
- Inauguration du Centre multimédias de la communautés de Gandal.

### **8. PLAN DE TRAVAIL**

**Mois 1** : Mise au point d'un plan d'action sur la base des consultations avec la communauté ;

**Octobre 2006** : Acquisition et installation de l'équipement ;

**Novembre 2006** : Formation du personnel et début des tests de transmission ;

**Décembre 2006** : Production de programmes et transmissions expérimentales ;

**Janvier 2007** : Inauguration du Centre multimédias de la communauté de Gandal.

### **9. CADRE INSTITUTIONNEL**

Un Comité consultatif ou de gestion procédera à des enquêtes régulières auprès des communautés locales pour connaître leurs attentes en matière de radio. La mise en œuvre des étapes suivantes se fera de manière progressive et reflétera des progrès de la station et les attentes des auditeurs.

## 10. VIABILITÉ A LONG TERME

Grâce à des sessions régulières de formation de membres de la communauté, ainsi qu'à la formation de formateurs issus de cette même communauté, le Centre multimédias de la communauté de Gabú disposera d'une réserve permanente de personnel, de bénévoles et des collaborateurs désireux d'échanger informations et stratégies visant au développement socio-économique et à la réduction de la pauvreté. Des activités lucratives seront assurées par le biais de services utilisant les TIC : téléphone/fax, e-mail, Internet, photocopies, formation aux nouvelles technologies et diffusion de spots publicitaires.

## 11. SUIVI DU PROJET

Pour assurer le suivi des activités et de l'efficacité du Centre, son Comité propose la Représentation du PNUD en Guinée-Bissau, ou bien une ONG appelée "AD" (*Action pour le Développement*), qui coordonne l'ensemble des radios communautaires en Guinée-Bissau.

## 12. RAPPORTS D'ACTIVITÉ DE L'ORGANISME BÉNÉFICIAIRE

Le Centre communautaire multimédias de Gandal présentera un rapport d'activité à l'UNESCO/Breda tous les quatre mois.

### C. INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES

#### Assistance fourni par le PIDC dans le passé

<b>PDC/3GBS/25</b> 350-GBS-31	30,000	Guinea-Bissau	1982 - 1992
507-GBS-61 507-GBS-62 (FIT-Germany)	189,800 602,800	Development of Radio services	
<b>PDC/6GBS/01</b> 350-GBS-61	55,000	Improvement of the infrastructure of the national news agency	1985 - 1987
<b>PDC/11GBS/01</b> 352-GBS-11	145,000	Production of books and publication for information and for dissemination of culture	1990 - 1993
<b>PDC/13GBS/01</b> 507-GBS-63 (FIT-Germany)	383,347	Development of National Radio Service in the South of the Country	1992 - 1996
<b>Total Guinea Bissau: US\$ 230,000+US\$ 1,179,900</b>			

#### Activités préparatoires

Plusieurs enquêtes ont été conduites. Elles ont permis de recueillir les opinions des résidents de Gabú, qui ont exprimé leurs attentes en matière de pluralisme des médias. A la suite de ces enquêtes, il a été décidé que la ville de Gabú était la plus indiquée pour abriter le siège du projet.

#### Apport de l'organisme bénéficiaire pendant la durée du projet

Des contacts ont été pris afin de s'assurer d'un local situé au centre de la ville. Le montage d'un pylône pour l'antenne d'émission est à l'étude. Un groupe de techniciens et des particuliers ont offert leurs services pour aider à la mise en place de ces activités.

### Aide sollicitée auprès de sources autres que le PIDC

Des prises de contacts ont eu lieu avec AD (*Action pour le Développement*) et avec INFORMOTRAC (*Initiative for mobile training for community radio*), qui ont accepté d'offrir la formation, leur expérience et leurs services pendant la phase de mise en œuvre

## **D. BUDGET**

### **BUDGET CONCERNANT LES APPORTS DU PIDC (en dollars des Etats-Unis)**

Equipement de studio : console de mixage, ordinateur multimédias, 4 microphones avec pieds, casques, enceintes acoustiques, matériel d'enregistrement sur CD/cassette, câbles et connecteurs :	7 800
Matériel de reportage audio/vidéo (un ensemble vidéo et 3 ensembles audio) :	3 000
Equipement d'un centre émetteur FM (1 kW) :	6 500
Equipement du Télécentre : 3 ordinateurs avec logiciels, imprimantes, scanner, photocopieuse, téléviseur, accessoires divers :	9 400
Formation aux techniques de base de la radio, de l'informatique et des multimédias (3 ateliers) :	7 500
Mise en œuvre du programme (3 ateliers) :	7 500
Suivi :	1 000
<b><u>TOTAL :</u></b>	<b><u>42 700</u></b>

### **BUDGET CONCERNANT LES APPORTS DE L'ORGANISME BÉNÉFICIAIRE (en dollars des Etats-Unis)**

Dossier technique (consultant, composition du dossier, duplication) :	500
Dossier financier (consultant, caution bancaire, duplication) :	3 000
Enregistrement officiel de l'accord :	100
Location des installations :	7 000
Mobilier et articles de bureau :	2 500
Branchement électrique (un an) :	2 000
Frais administratifs (salaires pour 2 ans etc.) :	5 000
<b><u>TOTAL :</u></b>	<b><u>20 100</u></b>

# KENYA

<b>A. IDENTIFICATION DU PROJET</b>		
1.	<b>TITRE</b>	<b>CENTRE COMMUNAUTAIRE MULTIMÉDIAS DE MUGAMBO JWETU</b>
2.	<b>NUMÉRO</b>	<b>PDC/51 KEN/01</b>
3.	<b>CATEGORIE DE MÉDIA</b>	Radiodiffusion et TIC
4.	<b>DOMAINE DE PRIORITÉ DU PIDC</b>	Médias communautaires
5.	<b>PORTÉE (nationale, régional, interrégionale)</b>	Nationale
6.	<b>TYPE D'AIDE DEMANDÉE</b>	Financière, formation
7.	<b>COÛT TOTAL DU PROJET</b>	US \$ 74 100
8.	<b>MONTANT DEMANDÉ AU PIDC</b>	US \$ 40 000
9.	<b>BÉNÉFICIAIRE DU PROJET</b>	Communauté de Tigania Ouest
10.	<b>MAÎTRE D'ŒUVRE</b>	Organisation communautaire (CBO) de Mugambo Jwetu
11.	<b>LOCALISATION</b>	Circonscription de Tigania Ouest, District de Mery
12.	<b>PROJET PRÉPARÉ PAR</b>	CBO de Mugambo Jwetu
<b>DÉCISION DU BUREAU</b>		



## **B. PRÉSENTATION**

### **1. HISTORIQUE ET JUSTIFICATION**

Les difficultés d'accès à l'information et à la communication dans les zones rurales du Kenya sont bien connues. Un faible développement des TIC et un taux élevé d'illettrisme au sein des groupes défavorisés, particulièrement les femmes, contribuent à limiter la possibilité, pour la population, de sortir de la pauvreté. Répondre aux énormes besoins des populations désavantagées en matière d'information est une tâche particulièrement ardue dans la circonscription de Tigania Ouest, dans le district de Mery, où des populations à faibles ressources demeurent toujours à l'écart des sources d'information, de la connaissance et des transferts de savoir-faire et de technologies.

Des traditions rétrogrades, comme l'excision et la circoncision des garçons dans des conditions dépourvues d'hygiène posent de sérieux problèmes de santé. La discrimination à l'égard des femmes constitue également un problème majeur dans la circonscription. Les femmes n'ont pas le droit d'avoir des activités de leur choix ; cette discrimination existe également dans la répartition des ressources comme le partage des terres, l'accès à l'éducation et les possibilités d'emploi.

Afin d'assurer le progrès social des populations désavantagées pour qu'elles puissent disposer de chances égales dans le processus de développement, le Centre Multimédias Communautaire proposé ici a pour objectif d'offrir aux communautés rurales de la circonscription de Tigania Ouest un accès aux technologies de l'information et de la communication, et en particulier aux services de l'Internet et aux programmes de radio éducative.

Ce projet vise également à renforcer le potentiel de ressources humaines grâce à divers programmes de formation, pour permettre une exploitation efficace des TIC. Le centre communautaire assurera la formation nécessaire pour aider les fractions les plus défavorisées de la population à accéder à une information axée sur les services locaux, ainsi qu'aux données éducatives et aux programmes de divertissement. Il encouragera la participation sociale et développera la gestion et l'offre de services émanant de la communauté.

Ce projet est prévu pour développer de nouvelles occasions de croissance, d'autonomisation, de création de réseaux, de communication et de participation. Il permettra également de favoriser la conception de programmes radiophoniques et la diffusion d'informations techniques en langue kimeru. Enfin, il aura pour mission de renforcer les activités du secteur privé, et en particulier les entreprises gérées par des femmes, et leur relation avec les mécanismes économiques dans leur ensemble.

### **2. DESCRIPTION DES GROUPES CIBLES**

Ce projet s'adresse à tous les décideurs de la société civile au niveau des communautés et des villages, et en particulier aux jeunes et aux femmes, aux chômeurs, aux petites et moyennes entreprises, aux commerçants, aux éducateurs et aux organismes culturels.

### **3. OBJECTIF IMMÉDIAT**

Installer un centre multimédias communautaire au sein de la communauté de Mugambo Jwetu, qui sera exploité et géré localement et appartiendra à la communauté. Il associera une station de radio rurale et les services de l'Internet pour améliorer l'accès à l'information et faciliter la formation, spécialement en faveur des femmes et des jeunes.

#### **4. OBJECTIF DE DÉVELOPPEMENT**

Accélérer le processus de développement de la communauté de Mugambo Jwetu par le recours aux TIC, concevoir et mettre en œuvre une politique de développement communautaire souple et adaptée aux réalités locales, l'accent étant mis sur une éducation non scolaire, et accroître le rôle de la formation et de l'acquisition de savoir-faire qui accompagnera la vie de tous les membres de la communauté.

#### **5. INVESTISSEMENTS**

*Prière de se référer au budget des apports du PIDC.*

#### **6. RÉSULTATS**

- Création d'un centre multimédias communautaire appartenant à la communauté, exploité et géré localement ;
- Une équipe de 16 personnes formées aux techniques de la radio, de la programmation et aux données de base de l'exploitation des TIC ; une formation plus avancée aura été consacrée à la recherche sur Internet et à l'adaptation des contenus au format radiophonique ;
- Production de programmes adaptés à la communauté et diffusés quotidiennement ;
- Le site Web et la banque de données sont opérationnels ;
- Bulletins d'informations électroniques sur la production de contenus relatifs aux besoins spécifiques du développement en fonction des réalités locales ;
- Le projet pilote est viable et pourra être reproduit.

#### **7. ACTIVITÉS**

- Installation du matériel technique du CMC (station de radio communautaire FM opérationnelle et Centre de TIC complètement équipé) ;
- Formation du personnel à l'exploitation d'une radio, à l'utilisation de l'outil informatique et aux méthodes de gestion ;
- Initiation à l'utilisation des logiciels MS, et formation avancée à la gestion de l'Internet, des e-mails et des données sur CD-ROM ;
- Formation aux techniques de production adaptées à la radio communautaire, aux réactions des auditeurs, à l'étude d'une programmation radiophonique diversifiée, ainsi qu'aux structures et méthodes d'évaluation ;
- Formation aux principaux formats radiophoniques (magazines, dramatiques et feuilletons populaires) ;
- Raccordement du CMC à un fournisseur d'accès à Internet ;
- Création d'un site Web et d'une banque de données ;
- Enregistrement préalable d'une première série d'émissions.

## **PLAN DE TRAVAIL**

<b>Activités / Mois</b>	<b>1</b>	<b>2</b>	<b>3</b>	<b>4</b>	<b>5</b>	<b>6</b>	<b>7</b>	<b>8</b>	<b>9</b>	<b>10</b>	<b>11</b>	<b>12</b>
Achat et installation de l'équipement												
Raccordement à l'Internet												
Formation à l'exploitation et à l'informatique, formation de formateurs												
Production et diffusion de programmes radiophoniques												
Création du site Web et de la banque de données			Rapp.			Rapp.			Rapp.			Rapp. final

### **9. CADRE INSTITUTIONNEL**

Ce projet sera mis en œuvre par l'organisation communautaire de Mugambo Jwetu, officiellement déclarée comme CBO auprès du Ministère de la Femme et des Sports. Elle compte environ 300 adhérents, et est placée sous l'égide du Bureau de l'UNESCO à Nairobi.

### **10. VIABILITÉ A LONG TERME**

L'évaluation des besoins de la population de Tigania Ouest montre que les activités du projet susciteront un enthousiasme significatif de la part des auditeurs / utilisateurs du Centre, appartenant à tous les groupes sociaux de la communauté. Les programmes produits par le Centre porteront sur large éventail de thèmes et de sujets adaptés aux réalités locales, et dont certains pourront être commercialisés à l'intention d'autres diffuseurs locaux et régionaux. Lorsque les activités prévues par ce projet auront été lancées, il est prévu de proposer un service complet d'informations comprenant des reportages, des magazines et des interviews. Les éléments pourront être reconfigurés ou réalisés spécialement, en fonction des besoins locaux ou nationaux. Le même principe pourra également être appliqué à d'autres informations, telles que les données économiques et financières. La plupart des agences d'assistance et de développement disposent de budgets de communication / promotion pour la santé, la protection maternelle et infantile, le sida, le développement agricole etc. D'autres perspectives prévoient l'utilisation du site Web comme outil de promotion dans le but de susciter des subventions supplémentaires.

### **11. SUIVI DU PROJET**

*Econews Africa*, est une ONG internationale qui possède une vaste expérience en matière de médias communautaires ; elle pourrait être chargée de procéder à l'évaluation.

### **12. RAPPORTS D'ACTIVITÉ DE L'ORGANISME BÉNÉFICIAIRE**

Mugambo Jwetu transmettra à l'UNESCO des rapports trimestriels, conformément à la réglementation du PIDC.

## C. INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES

### Assistance fournie par le PIDC dans le passé:

PDC/4KEN/11 350-KEN-41 523-KEN-11 (FIT-USA)	15,000 196,600	Kenya  Training of Trainers for the Institute of Mass Communication	1983 - 1987
PDC/5KEN/05 350-KEN-51 507-KEN-62 (FIT-Germany)	40,000 1212,206	Communication training for trainers in rural communication	1984 - 1991
PDC/7KEN/01 350-KEN-71 350-KEN-81 350-KEN-91	45,000 40,000 64,000	Reading materials for the blind	1986 - 1992
PDC/21 KEN/01 353-KEN-5011	20,000	Development of free press institutions	2003-2004
PDC/24 KEN/01 552KEN5000 (FIT-Japan)	62,514	Audio visual media training	2004-2005
PDC/48 KEN/01 354 KEN5041	22,000	Community multimedia centre, Bondo district	2005-2006
PDC/49 KEN/01  354-KEN-5052	20,000	SHINYALU COMMUNITY MULTIMEDIA CENTRES, KAKAMEGA DISTRICT KENYA: ETHICS AND STANDARDS WORKSHOPS FOR JOURNALISTS AND RADIO PRESENTERS	2006-2007
PDC/49 KEN/03 354-KEN-5053	20,000	RADIO FOR YOUTH CENTRE (KOINONIA MEDIA CENTRE )	2006-2007
<b>Total Kenya: US\$ 286,000+US\$ 1,471,301(Funds-in-trust)</b>			

### Activités préparatoires

Une étude de faisabilité a été réalisée ; la demande d'attribution de la licence et d'une fréquence émission a été déposée auprès du CCK et est en cours approbation.

### Apport de l'organisme bénéficiaire pendant la durée du projet

- L'Institut Polytechnique de Kanyau abritera le matériel et le personnel du centre ;
- Les coûts initiaux de lancement seront pris en charge par le CDF (Fonds de Développement de la circonscription) ;
- Le personnel bénévole sera issu de la communauté ;
- Mugambo Jwetu assurera les coûts de l'exploitation courante ;
- Diverses manifestations seront organisées pour rassembler des fonds destinés au CMC.

## Aide sollicitée auprès de sources autres que le PIDC

Promesses du ministère de l'Éducation ; prise en charge du matériel supplémentaire demandé ;

Ce projet a été soumis à l'ambassade de Finlande ; un montant de US\$ 25 000 a été approuvé par le LCF (Fonds Communautaire Local) pour les activités de démarrage et pour l'équipement additionnel du studio de production, un mât d'antenne de 30 mètres, transport, installation et mise en service.

### **D. BUDGET**

#### **BUDGET CONCERNANT LES APPORTS DU PIDC (en dollars des États-Unis)**

##### **Station de radio FM**

Console de mixage, 2 microphones avec pied, amplificateur et enceintes acoustiques, tuner, lecteur de CD, interface téléphonique, câblage, connecteurs et accessoires ; kits de reportage : enregistreur portatif MP3, casques, microphone de reportage, émetteur FM stéréo de 300 watts, interface pour l'émetteur TX 300, antenne dipôle, onduleur de 3 KVA. Equipement radio additionnel : matériel d'installation, pièces détachées et câbles, kit de dépannage de première nécessité :	22 000
---	--------

##### **Matériel de TIC**

5 ordinateurs de bureau, 5 moniteurs de 15", onduleur de 250 VA, deux imprimantes laser, fax :	5 000
--	-------

##### **Formation**

Honoraires du formateur, hébergement, transport, articles de bureau :	12 000
---	--------

Suivi :	1 000
---------	-------

<b><u>TOTAL :</u></b>	<b><u>40 000</u></b>
-----------------------	----------------------

#### **BUDGET CONCERNANT LES APPORTS DE L'ORGANISME BÉNÉFICIAIRE (en dollars des États-Unis)**

Frais de gestion, producteurs, techniciens TIC, réceptionniste, sécurité :	8 000
--	-------

Location des installations, charges courantes (communication, électricité, eau etc.), mobilier, consommables, divers :	23 000
--	--------

Frais administratifs :	1 900
------------------------	-------

Rapports :	1 200
------------	-------

<b><u>TOTAL :</u></b>	<b><u>34 100</u></b>
-----------------------	----------------------

# LIBERIA

<b>A. IDENTIFICATION DU PROJET</b>		
1.	<b>TITRE</b>	<b>PROMOTION PROFESSIONNELLE ET ACCÈS AUX MOYENS TECHNIQUES</b>
2.	<b>NUMÉRO</b>	<b>PDC/51 LIR/01</b>
3.	<b>CATEGORIE DE MÉDIA</b>	Tous médias
4.	<b>DOMAINE DE PRIORITÉ DU PIDC</b>	Liberté d'expression, pluralisme des médias ; développement des ressources humaines
5.	<b>PORTÉE (nationale, régional, interrégionale)</b>	Nationale
6.	<b>TYPE D'AIDE DEMANDÉE</b>	Formation
7.	<b>COÛT TOTAL DU PROJET</b>	US \$ 85 100
8.	<b>MONTANT DEMANDÉ AU PIDC</b>	US \$ 45 000
9.	<b>BÉNÉFICIAIRE DU PROJET</b>	Communauté des Médias du Liberia
10.	<b>MAÎTRE D'ŒUVRE</b>	Liberia Media Centre (LMC)
11.	<b>LOCALISATION</b>	Monrovia
12.	<b>PROJET PRÉPARÉ PAR</b>	Liberia Media Centre, avec l'assistance des membres du <i>Partenariat pour les Médias et la Prévention des Conflits en Afrique occidentale</i>
<b>DÉCISION DU BUREAU</b>		

## B. PRÉSENTATION

### 1. HISTORIQUE ET JUSTIFICATION

Au Liberia, les médias traversent une phase de transition, tout comme la société dans son ensemble. Selon les chiffres fournis par les autorités de régulation, 40 journaux sont actuellement publiés, c'est-à-dire trois fois plus qu'avant le début du conflit. Pour ce qui concerne la radio, on compte plus d'une douzaine de stations, sans compter les radios communautaires, ce qui correspond à près de quatre fois leur nombre d'avant la guerre. Les chiffres officiels font apparaître l'existence d'environ 30 stations de radio communautaires.

Les médias du Liberia ont besoin d'une formation professionnelle s'inscrivant dans la durée, ainsi que du renforcement de leur potentiel technique. Le contenu des articles de presse témoignent éloquemment de l'absence de possibilités de formation pour les professionnels de la communication. Les journalistes vérifient rarement leurs sources et n'ont guère tendance à aller au-delà d'un examen superficiel des événements. Dans ce contexte, les critiques ont été de plus en plus nombreuses à dénoncer la qualité médiocre des enquêtes de presse sur la corruption et autres questions d'intérêt national. C'est là un domaine qui demande un effort particulier.

Le Centre des Médias du Liberia (LMC) est une initiative commune de la Communauté des Médias du Liberia (qui dépend de l'Union de la Presse du Liberia) et du *Partenariat pour les Médias et la Prévention des Conflits en Afrique occidentale*, qui se sont associés pour aborder les questions des ressources collectives et de la formation.

Le LMC prévoit de traiter, entre autres, les problèmes suivants :

- Le manque de moyens à l'échelle nationale pour surveiller et défendre la liberté d'expression et de la presse dans le pays ;
- Une expérience professionnelle insuffisante, en particulier sur la manière de conduire les enquêtes traitant de la corruption, du crime, des atteintes aux droits humains, du sida et de la discrimination à l'égard des femmes ;
- Le manque de crédits, qui restreint l'accès aux infrastructures professionnelles et aux services de base des technologies de l'information (en particulier pour la presse écrite) ;
- L'absence de locaux spécialisés à la disposition des professionnels des médias, permettant l'organisation de sessions de formation et d'activités liées aux médias (ateliers, tables rondes, conférences de presse etc.) ;
- La création et la consolidation d'un réseau et d'une coalition des médias pour défendre la liberté d'expression et la liberté de la presse dans tout le pays ;
- Une formation spécialisée des professionnels de la communication en matière de journalisme d'investigation et de reportage en équipe ;
- La mise à la disposition des journalistes de moyens techniques, de sources d'information, de bureaux pour les associations et les institutions professionnelles (y compris l'Association des éditeurs, les Associations de femmes journalistes etc.) et de locaux pour les activités liées aux médias (conférences de presse, cours de formation etc.).

### 2. DESCRIPTION DES GROUPES CIBLES

Environ 300 journalistes et organismes professionnels bénéficieront de ce projet.

### **3. OBJECTIFS IMMÉDIATS**

- Contrôle et renforcement de la liberté d'expression et de la presse dans tout le pays ;
- Formation et partage des connaissances en matière de journalisme d'investigation et de reportage en équipe à l'intention de journalistes provenant de divers médias ;
- Meilleur accès aux moyens techniques, aux sources d'information et à la formation pour les communicateurs, les institutions et les organismes professionnels.

### **4. OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT**

Grâce à la surveillance de la liberté de la presse dans le pays, l'espace de liberté d'expression qui est apparu depuis la fin du conflit peut être consolidé et élargi. Dans ce contexte, si les médias doivent jouer un rôle de catalyseur dans la construction d'une démocratie stable, ils doivent également avoir libre accès aux moyens techniques et aux stages de formation, et tout spécialement en matière de journalisme d'investigation.

### **5. INVESTISSEMENTS**

- Frais de réunions et de communications pour le réseau de défense de la liberté d'expression ;
- Rémunération de l'équipe dirigeante (directeur, responsable des programmes, assistant technique, comptable) ;
- Carburant, assurances, entretien des équipements, articles de bureau et frais administratifs destinés à la formation et aux moyens techniques ;
- Formateurs pour le journalisme d'investigation et le reportage en équipe.

### **6. RÉSULTATS**

- Constitution d'un réseau pour la liberté d'expression et la liberté de la presse, ayant pour objectif de favoriser la promulgation du projet de loi sur la Liberté de l'Information, et du projet de loi portant création d'une Agence Nationale de Régulation des Médias Audiovisuels (ces projets ont été mis au point dans le cadre d'une étude à l'échelle nationale co-financée par l'UNESCO) ;
- Formation et sélection de 40 journalistes professionnels spécialisés dans le journalisme d'investigation et le reportage en équipe ;
- Accès de l'ensemble de la communauté des médias (communicateurs professionnels, diffuseurs et associations) aux moyens techniques d'exploitation courante et aux possibilités de promotion professionnelle.

### **7. ACTIVITÉS**

Le LMC identifiera et formera une équipe spécialisée de contrôleurs chargés de rendre compte des problèmes liés à la liberté d'expression dans cinq des plus grandes villes du pays. Cette formation portera sur les critères en matière de liberté de la presse, et sur les normes et formats de reportage. Le LMC diffusera également une publication semestrielle portant la liste des alertes et traitant de questions plus générales relatives à la liberté de la presse et aux normes du journalisme. Enfin, le LMC organisera régulièrement des tables rondes avec les membres de la coalition, d'autres décideurs et partenaires en matière de développement, afin d'échanger leurs vues sur les alertes et coordonner les activités de sauvegarde, dans des cas individuels aussi bien que sur des questions plus générales concernant l'ensemble de la profession.

Le LMC assurera la diffusion des alertes, tant au Liberia qu'au plan international, par le biais d'organismes tels que la Fondation des Médias pour l'Afrique occidentale (MFWA) et le Système International d'Echanges pour la Liberté d'Expression (IFEX).



Le LMC organisera un séminaire de formation de deux jours consacré au journalisme d'investigation, à l'intention de 40 journalistes professionnels venant de divers horizons de la communauté des médias. Ce séminaire sera conduit par des experts de la sous-région et du secteur de l'Information Publique de la Mission des Nations unies au Liberia (UNMIL).

Afin que le LMC puisse répondre aux demandes croissantes qui lui sont adressées, il va devoir s'établir dans de nouveaux locaux. Des installations mieux adaptées lui permettront de renforcer sa situation de Centre pilote pour le développement des médias. Il serait souhaitable que les crédits du PIDC puissent être complémentaires des crédits déjà obtenus auprès de *FreeVoice* afin que le Centre puisse poursuivre ses activités au cours des douze prochains mois dans ses nouveaux locaux. En outre, dans le cadre d'un programme déjà en cours, le Centre International de Presse (IPC) de Lagos agit en qualité de conseiller pour le LMC, avec un cursus de formation à la gestion du personnel et la mise au point d'un programme d'autosuffisance.

## 8. PLAN DE TRAVAIL

Activités	Période	Contact	Financement
Organisation du cours de formation en journalisme d'investigation (I.J.) (Secteur de l'Information Publique de la Mission des Nations unies, et le LMC)	Décembre 2006 – février 2007	Lawrence Randall	PIDC
Activités de formation I.J.	Avril-octobre 2007	Lawrence Randall	PIDC
Rapport d'étape	Septembre 2007		
Bilan du suivi ; rapport final descriptif et financier	Février 2008	Consultant UNESCO - IMS Lawrence Randall	

## 9. CADRE INSTITUTIONNEL

Le Secrétariat du LMC est chargé de la mise en œuvre des activités. Il travaillera en étroite collaboration avec *FreeVoice* (Pays-Bas), Aide aux Médias Internationaux (Danemark) et le Centre International de Presse (Nigeria) pour identifier les formateurs, affiner les méthodes d'action et rechercher conseils et aide pour l'exécution du projet.

## 10. VIABILITÉ A LONG TERME

Au cours des 18 mois écoulés, le LMC a progressé dans l'organisation de sa viabilité financière. Le Centre couvre déjà environ la moitié de ses charges courantes grâce à des activités rémunératrices, ce qui va dans le sens du renforcement de sa viabilité financière.

## 11. SUIVI DU PROJET

L'UNESCO pourrait donner mandat à son consultant au Liberia chargé d'étudier la réforme de la loi sur les médias, d'assurer le suivi des activités de ce projet, en liaison avec le LMC.

## 12. ÉVALUATIONS EFFECTUÉES

A la suite de la mission conjointe de décembre 2003, un rapport exhaustif a été publié. Il était intitulé : “*Appui aux médias du Liberia : Analyse de l’état de la communication pour la période de transition post-conflit*” (janvier 2004).

## 13. RAPPORTS D’ACTIVITÉ DE L’ORGANISME BÉNÉFICIAIRE

Le LMC présentera un rapport d’activité tous les quatre mois, ainsi que des rapports d’étape sur la mise en œuvre du projet. Un rapport final, descriptif et financier sera présenté à l’issue des travaux.

### C. INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES

#### Assistance fournie par le PIDC dans le passé

PDC/21 LIR/01 353-LIR-5011	20,000	Liberia	2003-2004
		Enhancing training media personnel	
Total Liberia: US\$ 20,000			

#### Activités préparatoires

Le LMC dispose déjà de l’Internet et possède un bon bilan en matière de formation en journalisme.

#### Apport de l’organisme bénéficiaire pendant la durée du projet

Ce projet a déjà obtenu une subvention de US\$ 40 095 de la part de *FreeVoice* pour du matériel et le développement des ressources humaines. *International Media Support* (IMS) contribuera également à quelques petites dépenses pour la deuxième phase des activités du LMC.

## D. BUDGET

<b>BUDGET CONCERNANT LES APPORTS DU PIDC (en dollars des Etats-Unis)</b>	
<b>Journalisme d'investigation et reportage en équipe</b>	
Séminaire pour le journalisme d'investigation (J.I.) (locaux, repas, transports etc.) :	5 400
2 experts en formation J.I. (transport aérien, honoraires, logement) :	2 400
Responsable de la coordination (un an) :	2 400
Equipe de 40 reporters : transport, matériel de reportage, communications (un an) :	4 000
Coordination du LMC et communications (un an) :	1 800
Papeterie et consommables (un an) :	600
<b>Liberté d'expression</b>	
4 tables rondes trimestrielles pour les décideurs : locaux, repas, transports :	3 700
2 publications semestrielles :	3 000
Contrôleurs de la liberté d'expression (un an) :	3 600
Formation (locaux, honoraires des formateurs, transport) :	2 000
Honoraires du Coordonnateur (un an) :	1 200
Coordination et communications du LMC (un an) :	1 800
<b>Moyens techniques, infrastructures pour la formation et le Centre des Médias</b>	
Locaux et maintenance des équipements (un an) :	2 400
Abonnement à la télévision par satellite (un an) :	1 800
Personnel de sécurité (un an) :	1 200
Location du bâtiment pour le Centre des Médias (un an) :	1 200
Imprévus :	2 600
Frais administratifs :	2 900
Suivi	1 000
<b><u>TOTAL :</u></b>	<b><u>45 000</u></b>

<b>BUDGET DES APPORTS DE L'ORGANISME BÉNÉFICIAIRE (subvention de FreeVoice, en dollars des Etats-Unis)</b>	
<i>Il n'est prévu aucun apport direct de l'organisme bénéficiaire</i>	
Assistance aux infrastructures (ordinateurs, Internet etc.) :	25 280
Budget de coopération LMV / IPC :	14 820
<b><u>TOTAL :</u></b>	<b><u>40 100</u></b>

# LIBERIA

<b>A. IDENTIFICATION DU PROJET</b>		
1.	<b>TITRE</b>	<b>CENTRE MULTIMÉDIAS COMMUNAUTAIRE DU DISTRICT DE BOMI</b>
2.	<b>NUMÉRO</b>	PDC/51 LIR/02
3.	<b>CATEGORIE DE MÉDIA</b>	Médias communautaires, radiodiffusion
4.	<b>DOMAINE DE PRIORITÉ DU PIDC</b>	Médias communautaires ; développement des ressources humaines
5.	<b>PORTÉE (nationale, régional, interrégionale)</b>	Nationale
6.	<b>TYPE D'AIDE DEMANDÉE</b>	Financière
7.	<b>COÛT TOTAL DU PROJET</b>	US \$ 44 000
8.	<b>MONTANT DEMANDÉ AU PIDC</b>	US \$ 35 000
9.	<b>BÉNÉFICIAIRE DU PROJET</b>	Centre d'Etudes sur les Médias et la Paix (CEMESP), Centre Multimédias Communautaire du district de Bomi
10.	<b>MAÎTRE D'ŒUVRE</b>	Centre d'Etudes sur les Médias et la Paix
11.	<b>LOCALISATION</b>	Tubmanburg, district de Bomi
12.	<b>PROJET PRÉPARÉ PAR</b>	Centre d'Etudes sur les Médias et la Paix (CEMESP)
<b>DÉCISION DU BUREAU</b>		

## **B. PRÉSENTATION**

### **1. HISTORIQUE ET JUSTIFICATION**

Ce projet résulte de la nécessité absolue de promouvoir le progrès social du peuple libérien, et en particulier celui des habitants de Tubmanburg, dans le district de Bomi, dans le contexte plus général de la participation citoyenne. “*Donner une voix aux sans-voix* ” est un impératif majeur pour les pays ou les sociétés en transition. Dans cet immédiat après-guerre du long conflit qui a secoué le pays et avec le retour à des institutions démocratiques, c’est maintenant devenu une urgence.

La méthode de communication la plus répandue à Bomi est celle des contacts interpersonnels, suivie par la radio : la presse écrite est trop chère pour la population locale. Les émissions de radio de service public captées à Bomi proviennent de l’extérieur du pays et ne prennent donc pas en compte les réalités locales. La communication est par conséquent à sens unique, des médias (radio et presse) en direction de la communauté, aucune information ne remontant à partir de la communauté elle-même. Aussi, pour répondre à cette absence d’information dans le domaine du développement social, culturel et économique, le Centre d’Etudes sur les Médias et la Paix propose la création d’un Centre multimédias communautaire dans le district de Bomi.

Dans la situation d’après-guerre dans laquelle se trouve le Liberia, un Centre multimédias communautaire bien équipé, avec une station de radio communautaire, une liaison Internet et d’autres équipements de communication, servira de nombreux objectifs : la mobilisation de la population pour une véritable réconciliation et pour la reconstruction du pays, dans la foulée de la création de la Commission de la Vérité et de la Réconciliation. Elle permettra également de faire connaître la ligne d’action gouvernementale en matière d’éducation, avec la directive qui définit la stratégie pour la lutte contre la pauvreté, et la diffusion d’informations traitant d’un large éventail de problèmes qui concernent la santé et les jeunes adultes, tels que la tuberculose, le sida, le paludisme etc., l’éducation, les infrastructures rurales, les activités rémunératrices et la répartition des ressources, l’intégration sociale des anciens combattants, des personnes déplacées et de celles qui rentrent d’exil.

L’objet de ce projet consiste à concevoir une approche novatrice et multisectorielle pour la création d’un Centre multimédias communautaire qui sera la propriété de communauté, géré par elle et autosuffisant. Pour optimiser l’accès aux nouvelles technologies et leur utilisation effective, ce projet prévoit d’associer le concept des TIC et une station de radio communautaire à l’intention des jeunes et des femmes du district de Bomi. Ce district a été l’un des plus sévèrement touchés au cours des longues années de la guerre civile.

Ce projet vise à doter le Centre multimédias communautaire du district de Bomi des équipements de communication, y associer des professionnels en charge de la gestion et de la maintenance des installations, et organiser la formation du personnel.

### **2. DESCRIPTION DES GROUPES CIBLES**

Ce projet s’adressera aux groupes communautaires, aux anciens combattants, aux plus démunis et aux analphabètes, un accent particulier étant mis sur les femmes et les jeunes. Le district de Bomi compte une importante population de personnes déplacées, à laquelle s’ajoutent tous ceux qui ont jadis combattu au titre des organisations de la société civile, communautaires, religieuses et autres, et des professionnels des médias libériens.

### **3. OBJECTIFS IMMÉDIATS**

- Installer un Centre multimédias communautaire complètement équipé, disposant d'une station de radio communautaire et doté d'un centre Internet, d'un centre de documentation et d'équipements audiovisuels ;
- Développer les ressources humaines du district de Bomi, afin qu'il soit possible de diffuser toute l'information nécessaire dans les domaines de la lutte contre la pauvreté et pour le développement socio-économique.

### **4. OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT**

Mettre en place les moyens de diffusion de l'information et d'accès aux techniques avancées de la communication, pour parvenir aux objectifs suivants :

- Encourager et développer la participation volontaire de la population à la gouvernance, considérée comme l'outil essentiel d'une gestion réactive, ouverte, transparente et responsable ;
- Promouvoir l'implication de la population dans l'intégration sociale et le développement en tirant le meilleur parti des nouvelles technologies de l'information et de la communication ;
- Permettre à la population de mieux exprimer ses aspirations et ce qu'elle attend du gouvernement grâce à une radio communautaire qui émettra dans les langues locales ;
- Offrir aux organisations de la société civile, communautaires et religieuses la possibilité d'organiser des échanges interactifs avec la population locale sur les divers problèmes de développement, comme l'emploi, le commerce, l'éducation, la santé etc. ;
- Encourager la population locale à pratiquer un "journalisme citoyen" en lui enseignant la manière de rendre compte de son quotidien ;
- Etablir un partenariat entre la communauté locale et le monde extérieur, comme le permettent désormais les nouvelles technologies de la communication.

### **5. INVESTISSEMENTS**

Equipement : (voir budget)

Formation :

- Lots de logiciels et une formation avancée sur l'Internet ; applications de l'e-mail et des CD-ROMs ; méthodes de production communautaire ; analyse des réactions des auditeurs ; diversification de la programmation ;
- Production de bulletins d'actualité et de communiqués.

### **6. RÉSULTATS**

- Une radio communautaire opérationnelle ;
- 15 membres du personnel formés à la programmation, aux techniques de base des TIC, à la recherche sur Internet et à l'adaptation d'un sujet au format radiophonique ;
- Production et diffusion quotidienne des émissions ;
- Utilisation intensive du télécabine par les membres de la communauté et par d'autres groupes ;
- Le Centre de documentation encourage la production locale de bulletins d'information destinés à la radio communautaire.

## 7. ACTIVITÉS

1. Identification du site d’implantation du projet ;
2. Délivrance de l’autorisation préalable ou de la licence ;
3. Recrutement du personnel ;
4. Acquisition et installation de l’équipement ;
5. Organisation d’une formation sur site pour le personnel du projet ;
6. La radio communautaire produit ses premiers bulletins d’information ;
7. La liaison Internet est opérationnelle ;
8. Le Centre de documentation est ouvert et se met au service de la communauté ;
9. Un forum d’études réunit la communauté et des organisations de la société civile, communautaires, religieuses etc. pour réfléchir sur le rôle, l’adéquation et l’exploitation des médias communautaires sur le thème “ *Faisons entendre notre voix* ” ;
10. Evaluation.

Les activités du projet seront précédées par :

- L’étude et, si nécessaire, la traduction en langues locales du manuel de l’UNESCO sur la radio communautaire ;
- L’élaboration et l’adaptation des programmes de formation pertinents pour le lancement de la radio communautaire ;
- Une demande visant à obtenir l’appui des autorités des télécommunications pour une connexion Internet efficace mais abordable ;
- Mise au point d’une politique de recrutement et d’un manuel destiné au personnel.

## 8. PLAN DE TRAVAIL

Mois	Activité	Localisation	Maître d’œuvre
Mois 1	Activité 1 et activité 2	Monrovia et le district de Bomi	CEMESP et le PIDC
Mois 2	Activité 3 et activité 4	Monrovia et district de Bomi	CEMESP
Mois 3	Activité 5 et activité 6	District de Bomi	CEMESP
Mois 4	Activité 7	District de Bomi	CEMESP
Mois 5	Activité 8 et activité 9	District de Bomi	CEMESP
Mois 6	Activité 10	District de Bomi et Monrovia	CEMESP

## 9. CADRE INSTITUTIONNEL

Le Centre d’Etudes sur les Médias et la Paix (CEMESP – Liberia), dont le siège est à Monrovia, assurera l’exécution de ce projet. Un Comité de mise en œuvre, composé des représentants des associations concernées, assurera la gestion, le suivi et l’évaluation des activités.

## 10. VIABILITÉ A LONG TERME

Les services proposés par le Centre et faisant appel aux des TIC, tels que l’Internet, le téléphone, le fax, l’e-mail, la photocopie, la formation aux nouvelles technologies et les publicités diffusées à la radio seront autant d’activités génératrices de revenus.

## 11. SUIVI DU PROJET

Sous le contrôle de l’UNESCO, le Centre d’Etudes sur les Médias et la Paix assurera la responsabilité du suivi et de l’évaluation à mi-course du projet.

## 12. ÉVALUATIONS EFFECTUÉES

Une évaluation détaillée sera entreprise dans les six mois de la mise en œuvre du projet, un accent particulier étant mis sur :

- La réalisation des objectifs ;
- La situation des groupes cibles et des bénéficiaires ;
- Le plan de viabilité ;
- Les perspectives de nouveaux financements, de croissance et d'expansion.

## 13. RAPPORTS D'ACTIVITÉ DE L'ORGANISME BÉNÉFICIAIRE

L'organisme bénéficiaire présentera un rapport d'activité tous les quatre mois.

### C. INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES

#### Assistance fournie par le PIDC dans le passé

PDC/21 LIR/01 353-LIR-5011	20,000	Liberia	2003-2004
		Enhancing training media personnel	
<b>Total Liberia: US\$ 20,000</b>			

#### Activités préparatoires

Une étude de faisabilité, entreprise par le CEMESP dans cette région du pays a fait apparaître l'urgent besoin d'infrastructures modernes de communication pour les nombreuses institutions et organisations qui y sont installées, ainsi que pour les organes de presse et leurs correspondants.

### D. BUDGET

#### BUDGET CONCERNANT LES APPORTS DU PIDC (en dollars des Etats-Unis)

##### Equipement du studio

Console de mixage audio avec adaptateur de voie téléphonique :	2 000
2 enceintes acoustiques avec amplificateur incorporé :	1 500
2 ordinateurs équipés de logiciels de montage audio :	2 600
Accessoires de studio (casques, microphones, enregistreurs) :	3 000
Récepteur numérique satellitaire :	500
Emetteur FM de 250 W :	3 000
4 aériens omnidirectionnels :	500
Câblage et connectique :	500
2 onduleurs (350 KVA) :	300
Climatisation (1800 BTU) :	500
Groupe électrogène (7,5 KVA) :	2 000



<b>Centre de documentation</b>	
Equipement Internet, avec antenne et récepteur :	1 000
Câblage, connectique, commutateurs :	750
5 ordinateurs de bureau avec leur table informatique :	5 300
3 onduleurs de secours :	450
Stabilisateur :	300
Imprimantes :	1 000
Chaîne de lecture audio :	400
Matériel de sonorisation :	900
Caméra vidéo numérique :	500
Lecteur vidéo :	400
Climatisation :	500
Installation de l'équipement :	1 500
Formation du personnel :	3 000
Consultations techniques :	1 000
Matériel de papeterie, communications, consommables (trois mois) :	600
Suivi	1 000
<b><u>TOTAL</u> :</b>	<b><u>35 000</u></b>

<b>BUDGET CONCERNANT LES APPORTS DE L'ORGANISME BÉNÉFICIAIRE (en dollars des Etats-Unis)</b>	
Equipement de bureau :	1 000
Connexion Internet à haut débit (six mois) :	1 200
Locaux :	2 000
Remise en état :	1 000
Charges administratives :	2 460
Frais de maintenance :	840
Divers :	500
<b><u>TOTAL</u> :</b>	<b><u>9 000</u></b>

# MADAGASCAR

<b>A. IDENTIFICATION DU PROJET</b>		
1.	<b>TITRE</b>	<b>RÉHABILITATION DE L'AGENCE NATIONALE DE PRESSE TARATRA</b>
2.	<b>NUMÉRO</b>	<b>PDC/51 MAG/01</b>
3.	<b>CATEGORIE DE MÉDIA</b>	Presse écrite
4.	<b>DOMAINE DE PRIORITÉ DU PIDC</b>	Libre circulation de l'information
5.	<b>PORTÉE (nationale, régional, interrégionale)</b>	Nationale
6.	<b>TYPE D'AIDE DEMANDÉE</b>	Financière
7.	<b>COÛT TOTAL DU PROJET</b>	US \$ 36 000
8.	<b>MONTANT DEMANDÉ AU PIDC</b>	US \$ 30 000
9.	<b>BÉNÉFICIAIRE DU PROJET</b>	ANTA
10.	<b>MAÎTRE D'ŒUVRE</b>	Agence Taratra
11.	<b>LOCALISATION</b>	Ambohidahy, Antananarivo
12.	<b>PROJET PRÉPARÉ PAR</b>	Equipe technique d'Anta
<b>DÉCISION DU BUREAU</b>		

## **B. PRÉSENTATION**

### **1. HISTORIQUE ET JUSTIFICATION**

L'Agence de presse ANTA souhaiterait promouvoir la production de ses bulletins périodiques sur support papier et sur son site web. Grâce à la numérisation des documents photographiques, la préservation du patrimoine photographique national et l'exploitation des archives ainsi rendue possible offrira une source de documentation pour la production du bulletin ; mais elle constituera également un socle de références portant témoignage de l'histoire du pays.

A Madagascar, l'accès à l'information est limité. ANTA, seule agence d'information publique, n'est pas en mesure de procéder à la mise en réseau du système d'information et de conservation de ses produits et services. Le ministère de tutelle ne dispose pas de crédits pour réhabiliter le local (la salle de conservation est actuellement en très mauvais état), ni pour doter l'agence des équipements adéquats destinés à la conservation du patrimoine photographique. Les télescripteurs, les appareils photo argentiques, les systèmes de classement et de conservation sont obsolètes. En outre, il existe un risque de combustion spontanée des archives entreposées à l'ANTA du fait de la très grande fragilité et de l'ancienneté des documents.

Par contre, avec des matériels adéquats et un local bien entretenu, ANTA pourrait connaître un souffle nouveau et retrouver une certaine autonomie financière avec la production d'un bulletin d'information.

Ce projet a donc pour objectif d'activer la numérisation des archives photographiques pour assurer leur sauvegarde, réhabiliter le local de l'Agence, installer des systèmes de sécurité, normaliser la gestion du fonds iconographique de l'Agence TARATRA, et enfin pouvoir commercialiser de nouveaux produits (bulletin quotidien d'informations et mise sur le Net des nouvelles locales et nationales).

Le parc informatique issu de la dotation PIDC en 2001 est fonctionnel à 60%. Or, la numérisation du patrimoine photographique national, ainsi que le lancement de la diffusion d'informations sur papier et sur le Net nécessitent des matériels informatiques performants.

Ce projet porte sur le financement de la phase initiale. Durant cette première année, il est prévu que la numérisation des photographies qui se trouvent déjà à l'Agence sera réalisée à 100 %. Les activités visant à sensibiliser la population à la préservation et à l'enrichissement du patrimoine national pourraient commencer dès cette année. La numérisation des photos récentes mises à la disposition de l'Agence sera entreprise dans une phase ultérieure.

### **2. DESCRIPTION DES GROUPES CIBLES**

Les groupes bénéficiaires du projet sont les jeunes, les chercheurs et enseignants.

### **3. OBJECTIFS IMMÉDIATS**

Sauvegarder le patrimoine photographique et iconographique national.

### **4. OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT**

Mettre à la disposition de la population des documents iconographiques relatifs à l'histoire et à la culture de Madagascar.

## 5. RÉSULTATS

- L'Agence TARATRA sera devenue réellement fonctionnelle ; le personnel sera plus motivé, grâce à un environnement de travail amélioré ;
- Au moins 2 grandes expositions seront organisées chaque année sur place, et des déplacements auprès des universités et des milieux scolaires seront possibles sur demande (on peut prévoir 5000 visiteurs par exposition) ;
- Un réseau regroupant 6 grands quotidiens du pays sera mis en place ;
- L'enrichissement du patrimoine photographique pourra également se poursuivre grâce à un partenariat avec les autres agences de presse et les grandes archives internationales ;
- La fréquence de parution des bulletins mensuels sera augmentée, ce qui renforcera la viabilité de l'agence.

## 6. PLAN DE TRAVAIL

Activités	Mois											
	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
Réhabilitation du local												
Sensibilisation.												
Numérisation et conservation												
Renforcement des capacités de certains agents en numérisation et informatisation												
Organisation de réunions avec des responsables de presse												
Recherche de partenariats avec les agences de presse et les archives nationales et internationales												
Renforcement des capacités des journalistes de l'agence												
Emissions sur la chaîne nationale												
Suivi et évaluation												

## 7. CADRE INSTITUTIONNEL

Le projet sera placé sous la responsabilité de l'administrateur délégué de TARATRA.

Les entités suivantes seront associées à la mise en œuvre du projet :

- La Direction générale des TIC, au ministère de tutelle dont relève l'Agence, sera chargée du suivi technique des activités du projet ;
- La Commission Nationale Malgache pour l'UNESCO assurera le suivi et l'évaluation technique et financière des activités prévues.

## 8. VIABILITÉ A LONG TERME

L'Agence souhaite pouvoir acquérir une certaine autonomie financière en 3 ans, grâce aux expositions et à la commercialisation du bulletin d'informations.

## 9. SUIVI DU PROJET

Il comprendra les fiches de suivi mensuel, les procès-verbaux des réunions du personnel et les comptes-rendus d'activité.

## 10. RAPPORTS D'ACTIVITÉ DE L'ORGANISME BÉNÉFICIAIRE

TARATRA présentera un rapport d'activité tous les trois mois et un rapport final à l'issue du projet.

### C. INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES

#### Assistance fournie par le PIDC dans le passé

PDC/4MAG/12 350-MAG-41	20,000	Madagascar Assistance to National News Agency of Madagascar (ANTA)	1984 - 1985
PDC/7MAG/01 350-MAG-71	30,000	Development of News Agency	1986 - 1988
PDC/11MAG/01 352-MAG-51	40,000	Contribution to the re-equipment of 99 information halls	1996 - 1998
PDC/18MAG/02 352-MAG-81	30,000	Preparation of texts governing audio-visual communication and publication of a collection of legal archives	1998 - 1999
PDC/19MAG/01 352-MAG-91	45,000	"ANTA" national news agency	1999 - 2001

### D. BUDGET

#### BUDGET CONCERNANT LES APPORTS DU PIDC (en dollars des Etats-Unis)

Réhabilitation du local (travaux de second œuvre : installation électrique, carrelage, sécurisation, peinture etc.) :	10 350
Mobilier de bureau pour 4 responsables :	1 000
Equipement de la salle de réunion :	500
2 ordinateurs avec <i>Firewire</i> et accessoires :	5 000
Logiciels spécialisés avec licences :	1 000
2 imprimantes :	800
2 scanners à plat :	650
2 appareils photo numériques :	500
Matériel de conservation (armoires, boîtiers métalliques etc.) :	6 000
Matériel d'exposition (panneaux, cadres, suspensions, étagères etc.) :	1 100
Formation technique (numérisation, PAO, DAO) et au marketing :	1 700
Divers (massicot, cartouches d'encre et autres consommables) :	400
Suivi et évaluation (première année) :	1 000
<b>TOTAL :</b>	<b>30 000</b>

#### BUDGET CONCERNANT LES APPORTS DE L'ORGANISME BÉNÉFICIAIRE (en dollars des Etats-Unis)

Charges courantes (Internet, communications, électricité etc.) :	6 000
<b>TOTAL :</b>	<b>6 000</b>

# MALAWI

<b>A. IDENTIFICATION DU PROJET</b>		
1.	<b>TITRE</b>	<b>CRÉATION D'UNE RADIO COMMUNAUTAIRE POUR LES ILES DE LIKOMA ET DE CHIZUMULU</b>
2.	<b>NUMÉRO</b>	PDC/51 MLW/01
3.	<b>CATEGORIE DE MÉDIA</b>	Radiodiffusion
4.	<b>DOMAINE DE PRIORITÉ DU PIDC</b>	Développement des médias communautaires
5.	<b>PORTÉE</b> (nationale, régional, interrégionale)	Nationale
6.	<b>TYPE D'AIDE DEMANDÉE</b>	Financière
7.	<b>COÛT TOTAL DU PROJET</b>	US \$ 26 000
8.	<b>MONTANT DEMANDÉ AU PIDC</b>	US \$ 30 500
9.	<b>BÉNÉFICIAIRE DU PROJET</b>	Radio communautaire des Iles de Likoma et de Chizumulu
10.	<b>MAÎTRE D'ŒUVRE</b>	Comité de Développement du District de Likoma
11.	<b>LOCALISATION</b>	Ile de Likoma
12.	<b>PROJET PRÉPARÉ PAR</b>	Communautés de Likoma et de Chizumulu
<b>DÉCISION DU BUREAU</b>		

## **B. PRÉSENTATION**

### **1. HISTORIQUE ET JUSTIFICATION**

Les îles de Likoma et de Chizumulu appartiennent au Malawi, mais sont situées dans les eaux territoriales du Mozambique. Le signal de la radio nationale, émis de Blantyre, à la pointe Sud du Malawi, les atteint à peine. Les journaux, également imprimés à Blantyre, ne parviennent aux îles qu'avec un délai notable. En conséquence, les résidents insulaires ne disposent pas de sources d'informations fiables et actualisées, et se trouvent de ce fait à l'écart des mécanismes nationaux de communication. Aussi, ce projet vise-t-il à remédier à ce déficit d'information et de communication par la création d'une radio communautaire qui contribuera à répondre aux attentes de ces populations.

Likoma est un district de création récente dans une région défavorisée, au Nord du Malawi, dans les eaux mozambicaines. Il comprend deux îles : Chizumulu et Likoma. La première se trouve à 51 km de Nkhata Bay, sur le continent, et la seconde en est à 78 kilomètres. Les deux îles sont distantes d'environ 20 km l'une de l'autre.

Le district de Likoma couvre une surface de 18 km<sup>2</sup>. Selon le recensement réalisé en 1998, la population de Likoma s'établissait autour de 8000 habitants, avec un taux de croissance annuelle de - 0,1 % pour la période de 1987 à 1998.

On compte un nombre croissant d'orphelins sur les îles, dus en grande partie au sida. Le nombre d'abandons scolaires est également élevé, résultat de divers paramètres en relation avec la pauvreté.

La radio communautaire prévue par le présent projet contribuera au développement durable des îles, car elle permettra aux insulaires de participer activement aux programmes et aux activités liées au développement.

Considérant la fréquence des mariages mixtes et la migration de différents groupes ethniques vers les îles, il est fréquent que les gens soient bi- ou multilingues. La radio communautaire permettra de prendre en compte l'éventail des langues et des dialectes des communautés insulaires, ce qui contribuera à la cohésion sociale.

Cette radio sera également un outil important pour la promotion de la démocratie, de la bonne gouvernance et du sens des responsabilités, car la population pourra participer aux mécanismes de communication en faisant part de ses attentes et de ses préoccupations aux autorités locales pour transmission au gouvernement central. En outre, une structure décentralisée de production de programmes permettra à la communauté dans son ensemble de participer à la conception des émissions.

### **2. DESCRIPTION DES GROUPES CIBLES**

Ce seront principalement les diverses communautés de Likoma et de Chizumulu, ainsi que plusieurs autres communautés au Mozambique et en Tanzanie.

### **3. OBJECTIF IMMÉDIAT**

Créer une radio communautaire pour les îles de Likoma et de Chizumulu.

### **4. OBJECTIF DE DÉVELOPPEMENT**

- Contribuer à une meilleure et plus large diffusion de l'information sur les questions relatives au développement, telles que le sida, la démocratie et les droits humains ;
- Renforcer la participation des communautés aux mécanismes du développement.

## 5. INVESTISSEMENTS

- Formation de communicateurs communautaires à la production d'émissions de qualité, aux sujets bien choisis ;
- Acquisition de matériel de reportage et de production ;
- Locaux rénovés ou remis en état pour la station.

## 6. RÉSULTATS

- Une radio de qualité, aux programmes adaptés aux réalités locales ;
- Une équipe de producteurs et de reporters bien formés ;
- Dotation de matériel de reportage et de production ;
- Mise en service de la station de radio communautaire de Likoma.

## 7. ACTIVITÉS

- Dépôt d'une demande de licence d'exploitation ;
- Formation des équipes de reportage et de production ;
- Acquisition et installation du matériel ;
- Début des émissions.

## 11. PLAN DE TRAVAIL

**Novembre 2006** : Présentation du document de projet au PIDC.

**Janvier-avril** : Election du Comité de Direction de la station.

**Avril-juin 2007** : Demande d'une licence d'exploitation.

**Juillet 2007** : Acquisition de l'équipement.

**Août 2007** : Installation du matériel.

**Octobre 2007** : Formation des personnels d'exploitation.

**Novembre 2007** : Début des émissions.

## 9. CADRE INSTITUTIONNEL

Le projet sera géré par un Comité composé de représentants des deux îles. Il contrôlera les activités de l'administrateur et des bénévoles, qui seront responsables du fonctionnement de la station au jour le jour. Les membres du Comité de Développement du District (CDD), organisme composé de diverses associations et chefs de villages du District, pourront être invités aux réunions de direction pour faire part de leurs avis.

## 10. VIABILITÉ A LONG TERME

Il existe un engagement total de la communauté, mis en évidence dans le rapport d'un consultant de l'UNESCO ; il montrait que la communauté était prête à construire par elle-même les bâtiments de la station pour assurer la viabilité du projet.



## 11. SUIVI DU PROJET

La Commission Nationale du Malawi pour l'UNESCO assurera le suivi du projet sous le contrôle du Conseiller Régional pour la Communication de l'UNESCO à Harare.

## 12. ÉVALUATIONS EFFECTUÉES

A la fin de l'année dernière, un consultant de l'UNESCO a procédé à l'étude de faisabilité de ce projet, et a conclu que les communautés étaient prêtes à accueillir cette station avec enthousiasme.

Depuis sa création, l'Administration des Communications du Malawi (MACRA) n'a jamais refusé de délivrer une licence d'exploitation pour une radio communautaire. Il est donc permis de penser qu'elle sera attribuée sans problème.

## 13. RAPPORTS D'ACTIVITÉ DE L'ORGANISME BÉNÉFICIAIRE

Le Comité de Direction de la Radio de Likoma présentera ses rapports d'activité à la Commission Nationale du Malawi, qui les transmettra à son tour au Conseiller régional pour la Communication.

### C. INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES

#### Assistance fournie par le PIDC dans le passé

PDC/11MLW/01 352-MLW-11	139,000	Malawi Technical assistance to the Department of Information	1990 - 1992
PDC/16MLW/01 352-MLW-61 520-MLW-60 (FIT-France)	50,000 30,000	Computerization of Radio Malawi newsroom	1996 - 1998
PDC/17MLW/01 352-MLW-71	55,000	Women's Community Radio for Nankumba Peninsula and Lake Malawi National Park Area	1997 - 1998 -
PDC/18MLW/01 352-MLW-81	30,000	Equipping the Polytechnic for journalism training	1998 - 1999
PDC/20MLW/01 353-MLW-01	40,000	Strengthening the capacity of Television Malawi	2001 - 2003
PDC/21 MLW/01 353MLW5011	25,000	Training of Malawi's News Agency	2003 -2004
PDC/23 MLW/01 354 MLW 5031	22 000	Capacity Building for Private and Community Radios	2004 -2005
Total Malawi: US\$ 361,000			

## D. BUDGET

### BUDGET CONCERNANT LES APPORTS DU PIDC (en dollars des Etats-Unis)

Emetteur FM de 1 kW :	10 000
Matériel de studio :	8 000
Formation :	7 000
Suivi :	1 000
<b><u>TOTAL</u></b> :	<b><u>26 000</u></b>

### BUDGET CONCERNANT LES APPORTS DE L'ORGANISME BÉNÉFICIAIRE (en dollars des Etats-Unis)

Rénovation du bâtiment :	3 000
Licence d'exploitation :	1 000
Rapports d'étape :	500
<b><u>TOTAL</u></b> :	<b><u>4 500</u></b>

# MALI

<b>A. IDENTIFICATION DU PROJET</b>		
1.	<b>TITRE</b>	<b>COMMUNICATION POUR LE CHANGEMENT DE COMPORTEMENT</b>
2.	<b>NUMÉRO</b>	<b>PDC/51 MAL/01</b>
3.	<b>CATEGORIE DE MÉDIA</b>	Radio communautaire
4.	<b>DOMAINE DE PRIORITÉ DU PIDC</b>	Liberté d'expression, pluralisme, Médias communautaires
5.	<b>PORTÉE</b> (nationale, régional, interrégionale)	Nationale
6.	<b>TYPE D'AIDE DEMANDÉE</b>	Equipement, formation
7.	<b>COÛT TOTAL DU PROJET</b>	US \$ 26 900
8.	<b>MONTANT DEMANDÉ AU PIDC</b>	US \$ 24 600
9.	<b>BÉNÉFICIAIRE DU PROJET</b>	Les Femmes du Cercle de Kati
10.	<b>MAÎTRE D'ŒUVRE</b>	Radio Bèlèkan
11.	<b>LOCALISATION</b>	Cercle de Kati
12.	<b>PROJET PRÉPARÉ PAR</b>	Radio Bèlèkan
<b>DÉCISION DU BUREAU</b>		

## **B. PRÉSENTATION**

### **1. HISTORIQUE ET JUSTIFICATION**

A l'issue de la Conférence mondiale de Beijing (1995) sur les Droits des Femmes, de nombreux groupements et associations pour la promotion de la femme ont vu le jour au Mali. Ces structures ont entrepris des activités visant à l'amélioration du statut de la femme. Ainsi, les dernières élections communales de mai 2004 ont enregistré une augmentation du nombre de femmes aux Conseils communaux du Cercle de Kati, grâce aux campagnes de sensibilisation de Radio Bèlèkan. Cette percée, toute relative, suscite un espoir, car les nouvelles élues sont désormais porteuses de changement social, et sont les porte-parole des besoins et des intérêts essentiels des femmes de la communauté.

Sur le plan économique, les femmes du Cercle de Kati, en milieu Bamanan jouent un rôle très important. Mais le contexte social Bamanan reste ancré dans la tradition ; les inégalités sociales, économiques et politiques persistent entre les hommes et les femmes. Elles se traduisent par le maintien de la femme dans une situation de subordination, et par conséquent par de faibles revenus, un faible niveau de scolarisation et d'alphabétisation, un accès inégal aux ressources et aux moyens de production. La division sociale du travail cantonne la femme dans son rôle traditionnel, c'est-à-dire dans la sphère reproductive, et lui impose des tâches longues et épuisantes qui l'empêchent de se consacrer à des activités plus lucratives ou plus civiques.

Aussi, Radio Bèlèkan, ayant pour mission la sensibilisation, l'information et l'éducation de la population, se propose-t-elle de mener à bien un programme intégré de communication pour le changement des comportements, sur le thème "*Les conséquences négatives de l'inégalité du travail sur la santé des femmes dans le cercle de Kati*".

### **2. DESCRIPTION DES GROUPEES CIBLES**

- Les femmes rurales ;
- Les hommes ;
- Les leaders communautaires ;
- Les autorités de six communes : Kalifabougou, Kati, Diago, Dio, Dombila et Doubabougou.

### **3. OBJECTIFS IMMÉDIATS**

Produire des émissions de sensibilisation adressées :

- Aux populations des communes concernées, traitant des conséquences néfastes de la division inégale du travail sur la santé de la femme ;
- Aux hommes, sur les inégalités dans la répartition des tâches ;
- Aux hommes et femmes des communes concernées, afin qu'ils adoptent un comportement favorable à l'épanouissement de la femme.

### **4. OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT**

Promouvoir la santé et le développement du statut de la femme dans le Cercle de Kati.

### **5. INVESTISSEMENTS**

Formation :

Outre le personnel de la radio chargé du programme, elle concernera les membres des six noyaux relais (cinq membres par noyau : trois femmes et deux hommes) ainsi qu'un représentant du Conseil communal de chacune des communes sélectionnées.

## Equipement :

- 2 enregistreurs numériques ;
- Ordinateur ;
- Onduleur ;
- 30 bicyclettes.

## **6. RÉSULTATS**

Les hommes et les femmes des six communes sélectionnées, ainsi que les leaders communautaires et les autorités communales sont sensibilisés aux conséquences négatives de la division inégale du travail sur la santé des femmes ; ils ont approuvé un changement d'attitude allant dans le sens de l'assouplissement des tâches de la femme.

## **7. ACTIVITÉS**

### ➤ LE PLAIDOYER :

L'expert, le chargé de suivi et les membres des noyaux x rencontreront les autorités coutumières, administratives, politiques et religieuses des six communes retenues.

### ➤ LA COMMUNICATION :

Elle se fera en trois phases, correspondant à des formats radiophoniques distincts.

Phase I : Les formats qui favorisent l'information et la sensibilisation sur le sujet:

- La table ronde : Elle a pour objectif de fournir les informations nécessaires sur la promotion de la femme.
- Le microprogramme : Il vise à un l'éveil de conscience des femmes en faveur d'activités aptes à améliorer leur position sur les plans économiques, social et politique.

Phase II : Les formats qui favorisent le débat :

- Le débat public : Après avoir reçu les informations des spécialistes, les auditeurs vont se forger leurs propres opinions.

Phase III : Le format qui favorise le suivi de la sensibilisation :

- Le jeu public : Il vise à évaluer le degré de compréhension et d'assimilation des objectifs de la campagne.

## **8. PLAN DE TRAVAIL**

<b>ACTIVITÉS</b>	<b>janvier</b>	<b>février</b>	<b>mars</b>	<b>avril</b>	<b>mai</b>	<b>juin</b>
<b>Plaidoyer</b>						
<b>Diffusion de microprogrammes</b>						
<b>Table ronde</b>						
<b>Jeux publics</b>						
<b>Débats publics</b>						
<b>Suivi</b>						
<b>Capitalisation</b>						
<b>Formation</b>						

## **9. CADRE INSTITUTIONNEL**

Le Responsable du Programme est chargé de la supervision du projet.

Le Chargé de suivi assure la mise en œuvre du projet et le contrôle des noyaux relais sur le terrain.

Les noyaux relais sont des groupes de 5 personnes (trois femmes et deux hommes) qui militent en faveur du changement des comportements. Ils ont pour mission de relayer l'animation au niveau des familles, du quartier et de l'ensemble des villages.

## **10. VIABILITÉ A LONG TERME**

Les noyaux relais installés dans les différentes communes poursuivront les actions déjà entreprises en faveur de l'épanouissement de la femme rurale.

## **11. SUIVI DU PROJET**

Il s'effectue à trois niveaux :

Premier niveau: Les noyaux relais

Ils ont pour rôle de poursuivre le travail de sensibilisation après le passage de l'équipe d'animation.

Deuxième niveau : L'équipe de la radio

Un agent de la radio est chargé du suivi des noyaux relais. Il rend visite une fois par mois à chaque noyau relais afin d'examiner les stratégies appliquées, les difficultés rencontrées, les solutions possibles, mesurer l'impact de leurs activités, encourager la mobilisation sociale et susciter des actions communautaires.

Troisième niveau : Supervision des noyaux relais

Cette supervision est effectuée par le Responsable du programme, accompagné par le chargé de suivi des noyaux, un responsable de l'UNESCO et un représentant de l'autorité communale. Elle a pour objectif de contrôler la qualité des animations sur le terrain, la pertinence des sujets et l'impact du programme ; elle va également renforcer les noyaux relais, les encourager dans leur action et aller à la rencontre de la population cible.

## **12. ÉVALUATIONS EFFECTUÉES**

Radio Bèlèkan a élaboré des rapports semestriels, dont le dernier porte sur la période janvier / décembre 2005.

## **13. RAPPORTS D'ACTIVITÉ DE L'ORGANISME BÉNÉFICIAIRE**

Radio Bèlèkan s'engage à produire un rapport d'activités tous les 4 mois.

## C. INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES

### Assistance fournie par le PIDC dans le passé:

PDC/6MLI/01 350-MLI-61	20,000	Mali	1985 - 1986
		Seminar on cinematographic techniques	
PDC/7MLI/02 350-MLI-71	35,000	Audio-visual production unit	1986 - 1988
PDC/11MLI/01 352-MLI-11	81,000	Improving the production facilities of the National Press	1990 - 1993
PDC/14MLI/01 352-MLI-51	58,000	Mobile production equipment and installation of solar-powered television receivers in rural areas	1996 - 1998
PDC/17MLI/01 352-MLI-71 548-MLI-60 FIT-Luxembourg	50,000 96,000	Reinforcement of the Independent Women's Press	1997 - 1999
PDC/18MLI/01 352-MLI-81	50,000	Communication studies at the University of Mali	1998 - 1999
PDC/19MLI/01 352-MLI-91	44,000	Institutional support for professional organizations	1999 - 2003
PDC/20MLI/01 353-MLI-01	65,000	ENG and video production equipment	2000 - 2003
PDC/21 MLI/01 353-MLI-5011	25,000	Community radio in the service of local development	2003 -2004
PDC/24 MLI/02 354-MLI-5031	24,000	Learning about Newspapers and Citizenship	2004 -2005
<b>Total Mali: US\$ 452,000</b>			

### Activités préparatoires

Validation du présent projet par le Comité de gestion de la Radio.

### Apport de l'organisme bénéficiaire pendant la durée du projet

Suivi, supervision et plaidoyer.

### Aide sollicitée auprès de sources autres que le PIDC

Aucune.

## D. BUDGET

### BUDGET CONCERNANT LES APPORTS DU PIDC (en dollars des Etats-Unis)

<u>PLAIDOYER</u> : Honoraires de l'expert ; location d'un véhicule :	880
<u>FORMATION</u> : 30 personnes :	2 560
<u>COMMUNICATION</u> : Table ronde ; réalisation et diffusion des microprogrammes ; débats publics ; jeux publics :	10 960
<u>ÉQUIPEMENTS</u> : Enregistreur numérique ; ordinateur ; onduleur ; bicyclettes :	9 200
<u>Suivi</u>	1 000
<b><u>TOTAL</u> :</b>	<b><u>24 600</u></b>

### BUDGET CONCERNANT LES APPORTS DE L'ORGANISME BÉNÉFICIAIRE (en dollars des Etats-Unis)

<u>Suivi</u> :	1 850
<u>Supervision</u> :	80
<u>Evaluation</u> :	370
<b><u>TOTAL</u> :</b>	<b><u>2 300</u></b>



# MALI

<b>A. IDENTIFICATION DU PROJET</b>		
1.	<b>TITRE</b>	<b>RENFORCEMENT DES CAPACITÉS DES RADIOS DE L'URTEL</b>
2.	<b>NUMÉRO</b>	<b>PDC/51 MAL/02</b>
3.	<b>CATEGORIE DE MÉDIA</b>	Radiodiffusion
4.	<b>DOMAINE DE PRIORITÉ DU PIDC</b>	Développement des médias communautaires
5.	<b>PORTÉE</b> (nationale, régional, interrégionale)	Nationale
6.	<b>TYPE D'AIDE DEMANDÉE</b>	Financière
7.	<b>COÛT TOTAL DU PROJET</b>	US \$ 47 300
8.	<b>MONTANT DEMANDÉ AU PIDC</b>	US \$ 37 300
9.	<b>BÉNÉFICIAIRE DU PROJET</b>	Union des Radiodiffusions et Télévisions Libres du Mali (URTEL-MALI)
10.	<b>MAÎTRE D'ŒUVRE</b>	URTEL-MALI
11.	<b>LOCALISATION</b>	République du Mali
12.	<b>PROJET PRÉPARÉ PAR</b>	URTEL-MALI
<b>DÉCISION DU BUREAU</b>		

## **B. PRÉSENTATION**

### **1. HISTORIQUE ET JUSTIFICATION**

Dans le souci de “*donner la parole aux sans-voix*”, le Mali a mis en œuvre depuis 1991 une politique de promotion de radios privées communautaires. Cette situation a abouti à une profusion de stations qui, désorganisées au départ, se sont peu à peu regroupées au sein d’une entité commune : l’*Union des Radiodiffusions et Télévisions libres du Mali* (URTEL).

L’URTEL est un réseau qui compte plus de 180 stations à travers le pays ; elle s’est fixée comme objectifs prioritaires :

- D’organiser les radios communautaires au sein d’une coordination fonctionnelle à l’échelle nationale ;
- De veiller à la cohérence des informations, ainsi qu’assurer les possibilités de survie des stations par des interventions techniques et l’approvisionnement en pièces de rechange ;
- D’aider au renforcement des capacités des techniciens des stations ;
- De faciliter la transition des anciens procédés analogiques à l’exploitation des nouvelles technologies de l’information et de la communication par l’accès à l’Internet et l’échange de programmes numériques entre les stations ;
- D’accroître le niveau professionnel des programmes afin de mieux fidéliser les auditeurs ;

A cette fin, l’URTEL doit renforcer sa propre structure et contribuer au renforcement des capacités professionnelles de ses membres, car elle est le seul espoir de survie des radios communautaires au Mali.

### **2. DESCRIPTION DES GROUPES CIBLES**

- Les radios membres de l’URTEL
- Le Secrétariat de l’URTEL.

### **3. OBJECTIFS IMMÉDIATS**

- Renforcer la capacité technique de l’Association et de ses membres ;
- Installer une unité de dépannage et de maintenance radio ;
- Former 25 techniciens de maintenance.

### **4. OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT**

Contribuer au renforcement de la liberté d’expression et de la démocratie au Mali.

### **5. INVESTISSEMENTS**

- Mise en place d’une unité de dépannage et de maintenance ;
- Formation de 25 techniciens.

### **6. RÉSULTATS**

Les équipements seront opérationnels et les personnels techniques auront achevé leur formation.

## 7. ACTIVITÉS

- Programme de suivi/appui des radios ;
- Acquisition des équipements ;
- Formation.

## 8. PLAN DE TRAVAIL

Activités	1 <sup>er</sup> trimestre	2 <sup>e</sup> trimestre	3 <sup>e</sup> trimestre	4 <sup>e</sup> trimestre
Acquisition de matériels de dépannage radio				
Installation du matériel				
Formation de 25 techniciens en maintenance préventive				
Suivi/appui des radios				

## 9. CADRE INSTITUTIONNEL

- Le ministère de la Communication et des Nouvelles Technologies assure le parrainage du projet ;
- La Maison de la Presse ;
- L'URTEL.

## 10. VIABILITÉ A LONG TERME

Cet investissement permettra aux radios d'assurer leur viabilité, de disposer à tout moment des pièces de rechange à coût abordable, de disposer de conseillers et de techniciens spécialisés en installation et dépannage, d'être connectées à Internet, de bénéficier d'échanges de programmes numériques de qualité et de disposer d'un centre de ressources de production des programmes professionnels.

## 11. SUIVI DU PROJET

La direction de l'URTEL sera chargée du suivi régulier des activités.

## 12. ÉVALUATIONS EFFECTUÉES

L'URTEL connaît en permanence la situation des stations, ce qui lui permet d'être informée en temps réel des problèmes rencontrés par les radios.

## 13. RAPPORTS D'ACTIVITÉ DE L'ORGANISME BÉNÉFICIAIRE

L'URTEL s'engage à présenter un rapport d'activité tous les 4 mois.

## C. INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES

### Assistance fournie par le PIDC dans le passé:

PDC/6MLI/01 350-MLI-61	20,000	Mali Seminar on cinematographic techniques	1985 - 1986
PDC/7MLI/02 350-MLI-71	35,000	Audio-visual production unit	1986 - 1988
PDC/11MLI/01 352-MLI-11	81,000	Improving the production facilities of the National Press	1990 - 1993
PDC/14MLI/01 352-MLI-51	58,000	Mobile production equipment and installation of solar-powered television receivers in rural areas	1996 - 1998
PDC/17MLI/01 352-MLI-71 548-MLI-60 FIT-Luxembourg	50,000 96,000	Reinforcement of the Independent Women's Press	1997 - 1999
PDC/18MLI/01 352-MLI-81	50,000	Communication studies at the University of Mali	1998 - 1999
PDC/19MLI/01 352-MLI-91	44,000	Institutional support for professional organizations	1999 - 2003
PDC/20MLI/01 353-MLI-01	65,000	ENG and video production equipment	2000 - 2003
PDC/21 MLI/01 353-MLI-5011	25,000	Community radio in the service of local development	2003 -2004
PDC/24 MLI/02 354-MLI-5031	24,000	Learning about Newspapers and Citizenship	2004 -2005
<b>Total Mali: US\$ 452,000</b>			

### Activités préparatoires

- Une analyse de situation des radios ;
- La collecte et l'analyse des études et évaluations déjà réalisées ;
- La rédaction du présent document et sa validation par les responsables de l'URTEL ;
- Pour déterminer les coûts, l'URTEL a fait appel aux services d'un expert responsable d'une Centrale d'achats de pièces de rechange et d'un atelier de dépannage et de maintenance radio.

### Apport de l'organisme bénéficiaire pendant la durée du projet

Mise à disposition des locaux ; suivi des activités.

### Aide sollicitée auprès de sources autres que le PIDC

Aucune.

## D. BUDGET

### BUDGET CONCERNANT LES APPORTS DU PIDC (en dollars des Etats-Unis)

#### Equipement

Matériel de diffusion :	8 600
Matériel de production :	6 650
Matériel de reportage :	4 050
Matériel de maintenance et composants électroniques :	4 000

#### Formation

Ateliers pour 25 techniciens de maintenance radio :	13 000
Suivi	1 000
<b><u>TOTAL :</u></b>	<b><u>37 300</u></b>

### BUDGET CONCERNANT LES APPORTS DE L'ORGANISME BÉNÉFICIAIRE (en dollars des Etats-Unis)

Suivi, appui et activités de conseil auprès des radios membres :	10 000
<b><u>TOTAL :</u></b>	<b><u>10 000</u></b>

# ILE MAURICE

<b>A. IDENTIFICATION DU PROJET</b>		
1.	<b>TITRE</b>	<b>UNIVERSITÉ DE MAURICE :CRÉATION D'UN CENTRE DE FORMATION AUDIOVISUELLE</b>
2.	<b>NUMÉRO</b>	<b>PDC/51 MAR/01</b>
3.	<b>CATEGORIE DE MÉDIA</b>	Radio et télévision
4.	<b>DOMAINE DE PRIORITÉ DU PIDC</b>	Développement des ressources humaines ; promotion de la liberté d'expression et du pluralisme des médias
5.	<b>PORTÉE (nationale, régional, interrégionale)</b>	Nationale
6.	<b>TYPE D'AIDE DEMANDÉE</b>	Financière
7.	<b>COÛT TOTAL DU PROJET</b>	US \$ 41 200
8.	<b>MONTANT DEMANDÉ AU PIDC</b>	US \$ 28 200
9.	<b>BÉNÉFICIAIRE DU PROJET</b>	Unité d'Etudes en Communication Faculté des Sciences Sociales et Humaines
10.	<b>MAÎTRE D'ŒUVRE</b>	Unité d'Etudes en Communication Faculté des Sciences Sociales et Humaines
11.	<b>LOCALISATION</b>	Reduit
12.	<b>PROJET PRÉPARÉ PAR</b>	C. Chan-Meetoo, Coordonnateur, Unité d'Etudes en Communication Faculté des Sciences Sociales et Humaines
<b>DÉCISION DU BUREAU</b>		

## **B. PRÉSENTATION**

### **1. HISTORIQUE ET JUSTIFICATION**

Ce projet a pour objectif d'amplifier le cursus en communication qui est actuellement dispensé aux professionnels des médias, dont beaucoup sont déjà en fonction ou prévoient d'embrasser cette carrière au sein des médias locaux. Il est plus particulièrement axé sur une formation pratique en production audiovisuelle : radio et télévision.

Aussi, ce projet prévoit de doter l'Unité d'Etudes en Communication de l'Université de Maurice de l'équipement approprié afin qu'elle soit en mesure de conférer une formation adéquate aux étudiants qui souhaitent travailler dans les mass médias. Depuis de nombreuses années, l'Unité dispense un cours consacré à la communication et aux médias (Diplôme depuis 1995, Licence depuis 2001). Jusqu'à ce jour, l'Unité ne dispose pas d'installations permettant d'organiser une formation associée aux travaux pratiques indispensables pour les futurs journalistes et techniciens de la communication, et doit faire appel pour cela à des organismes extérieurs.

### **2. DESCRIPTION DES GROUPES CIBLES**

Les étudiants de l'Unité d'Etudes en Communication de l'Université de Maurice : ce sont des journalistes et reporters en activité, aussi bien qu'en cours de formation.

### **3. OBJECTIF IMMÉDIAT**

L'objectif principal consiste à faciliter une formation associée à des travaux pratiques pour les étudiants en journalisme en réaménageant les installations de l'Unité d'Etudes en Communication de l'Université de Maurice.

### **4. OBJECTIF DE DÉVELOPPEMENT**

L'objectif de développement consiste à élever le niveau professionnel du journalisme à Maurice.

### **5. INVESTISSEMENTS**

#### Equipement audio :

- Ordinateurs Appple iMac avec logiciels de traitement du son ;
- Equipement de prise de son ;
- Microphones ;
- Casques ;
- Enceintes acoustiques amplifiées ;
- Enregistreurs numériques pour reportages en extérieurs.

L'acquisition d'un minimum de deux ensembles de cet équipement est souhaitée, pour permettre le travail simultané de deux équipes. De même, il convient d'acquérir quatre enregistreurs numériques pour pouvoir faire travailler plusieurs groupes en même temps.

#### Equipement vidéo :

- Caméras semi-professionnelles Mini-DV ;
- Ordinateurs Appple iMac avec logiciels de montage off-line, d'autoring et de gravure ;
- Equipement de prise de son ;

- Microphones ;
- Casques ;
- Enceintes acoustiques amplifiées ;
- Moniteur vidéo ;
- Matériel d'éclairage et réflecteurs.

L'acquisition d'un minimum de deux ensembles de cet équipement est souhaitée, pour permettre le travail simultané de deux équipes.

#### Formation du personnel :

Une formation à l'exploitation et à la maintenance du matériel technique est recommandée.

### **6. RÉSULTATS**

- 30 étudiants en communication seront familiarisés aux techniques de base du reportage et à l'exploitation des équipements audiovisuels ;
- La moitié d'entre eux se spécialiseront dans les options avancées de reportage pour obtenir un diplôme de journalisme à l'issue du cursus. Quinze étudiants seront formés chaque année à la réalisation de documents d'actualité, bulletins et programmes spéciaux pour la radio et la télévision ;
- Production de courtes émissions liées aux initiatives de développement communautaire, qui pourraient être communiquées aux divers responsables des médias pour diffusion sur les chaînes locales ;
- Création d'un programme de formation de courte durée pour le recyclage des journalistes en activité ou pour les étudiants en journalisme qui ne sont pas inscrits dans le cursus diplômant ;
- A long terme, création d'une radio du campus qui permettrait un meilleur accès à l'information et à la communication pour l'ensemble des étudiants et des personnels de la profession.

### **7. ACTIVITÉS**

1. Préparation des appels d'offres pour les fournisseurs potentiels ;
2. Etude des offres et sélection des fournisseurs ;
3. Spécification des équipements techniques et émission des bons de commande ;
4. Identification et préparation des locaux destinés au Centre de formation audiovisuelle ;
5. Installation du matériel et équipement du Centre ;
6. Formation du personnel ;
7. Début de la formation des étudiants et des futurs journalistes.

### **12. PLAN DE TRAVAIL**

- |  |   |
|--|---|
| <b><u>Mois 1 :</u></b>                         | Activité 1.                                   |
| <b><u>Mois 2 :</u></b>                         | Activité 2.                                   |
| <b><u>Mois 2-3 :</u></b>                       | Activité 4.                                   |
| <b><u>Mois 3 :</u></b>                         | Activité 3.                                   |
| <b><u>Mois 4-5 :</u></b>                       | Activité 5.                                   |
| <b><u>Mois 6 :</u></b>                         | Activité 6.                                   |
| <b><u>A partir du 7<sup>e</sup> mois :</u></b> | Activité 7, se poursuivant sur le long terme. |



**9. CADRE INSTITUTIONNEL**

Ce projet sera placé sous la responsabilité de l’Unité d’Etudes en Communication de l’Université de Maurice, en collaboration avec divers départements de la Faculté et de l’Université. Les responsables locaux des médias et les professionnels de la communication seront également approchés pour une assistance complémentaire et des conseils techniques.

**10. VIABILITÉ A LONG TERME**

Il s’agit ici d’un projet à long terme, car il porte sur une formation à la production audiovisuelle pour des étudiants inscrits au cursus d’Etudes en Communication, programme qui porte sur une année universitaire. Depuis la création de l’Unité d’Etudes en Communication dans les années 90, le niveau du cursus a régulièrement progressé (du Certificat au Diplôme, et aujourd’hui la Licence). Ce programme est incontestablement viable, car la demande pour la formation augmente dans le secteur audiovisuel, dans la mesure où le paysage médiatique local est en constante progression, et que s’accroît le besoin de professionnels possédant un haut degré de qualification.

**11. SUIVI DU PROJET**

L’Unité d’Etudes en Communication assurera le suivi du projet sur une base trimestrielle.

**13. RAPPORTS D’ACTIVITÉ DE L’ORGANISME BÉNÉFICIAIRE**

L’organisme bénéficiaire présentera un rapport d’activité tous les quatre mois.

**C. INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES**

**Assistance fournie par le PIDC dans le passé**

PDC/20MAR/01 353-MAR-01	40,000	Mauritius	2000 – 2001
		Setting up of an Educational Audio-visual Archives	
Total Mauritius: US\$ 40,000			

## D. BUDGET

### BUDGET CONCERNANT LES APPORTS DU PIDC (en dollars des Etats-Unis)

#### Production radio

2 ordinateurs Apple iMac avec logiciels de traitement du son :	3 120
Equipement de prise de son ( 2 unités) :	840
2 microphones :	280
2 casques :	240
2 paires d'enceintes acoustiques amplifiées :	840
4 enregistreurs numériques :	480
Câblage et connecteurs :	240

#### Production télévision

2 caméras semi-professionnelles Mini-DV :	7 200
2 ordinateurs Apple iMac avec logiciels de montage off-line, d'autoring de DVD et de gravure :	4 800
2 disques durs externes :	528
4 hubs Firewire :	120
Equipement de prise de son ( 2 unités) :	840
2 microphones :	312
2 casques :	240
2 paires d'enceintes acoustiques amplifiées :	840
Moniteur vidéo :	1 200
Matériel d'éclairage et réflecteurs :	840
Câblage et connecteurs :	240
Formation du personnel :	1 000
Isolation phonique et mobilier :	3 000
Suivi	1 000
<b><u>TOTAL :</u></b>	<b><u>28 200</u></b>

### BUDGET CONCERNANT LES APPORTS DE L'ORGANISME BÉNÉFICIAIRE (en dollars des Etats-Unis)

Rémunération et frais de personnel (500 × 24 mois) :	12 000
Réaménagement des locaux :	1 000
<b><u>TOTAL :</u></b>	<b><u>13 000</u></b>

# NIGER

<b>A. IDENTIFICATION DU PROJET</b>		
1.	<b>TITRE</b>	<b>CRÉATION D'UN CENTRE MULTIMÉDIAS COMMUNAUTAIRE</b>
2.	<b>NUMÉRO</b>	<b>PDC/51 NER/01</b>
3.	<b>CATEGORIE DE MÉDIA</b>	Radio communautaire
4.	<b>DOMAINE DE PRIORITÉ DU PIDC</b>	Développement des médias communautaires
5.	<b>PORTÉE</b> (nationale, régional, interrégionale)	Nationale
6.	<b>TYPE D'AIDE DEMANDÉE</b>	Financière
7.	<b>COÛT TOTAL DU PROJET</b>	US \$ 52 700
8.	<b>MONTANT DEMANDÉ AU PIDC</b>	US \$ 38 800
9.	<b>BÉNÉFICIAIRE DU PROJET</b>	Radio Fara'a
10.	<b>MAÎTRE D'ŒUVRE</b>	Radio Fara'a
11.	<b>LOCALISATION</b>	Gaya
12.	<b>PROJET PRÉPARÉ PAR</b>	Radio Fara'a
<b>DÉCISION DU BUREAU</b>		

## **B. PRÉSENTATION**

### **1. HISTORIQUE ET JUSTIFICATION**

Radio Fara'a est une radio rurale de type communautaire administrée et gérée par une Société des Auditeurs, le *Fara'a Zumunta Club*. La structure regroupe un potentiel de plus d'un million d'auditeurs, repartis dans les entités administratives frontalières du Bénin et du Nigeria et du département de Gaya. La Société des Auditeurs définit les grandes orientations et les lignes d'action de la radio. Elle prend également les décisions relatives à l'établissement et à la révision de la grille de programmes. La radio rurale Fara'a de Gaya est une propriété collective dont la mission consiste à diffuser des programmes centrés sur les préoccupations du monde rural. Elle contribue ainsi à la dynamique du développement.

Si, de plus en plus, la communauté internationale se mobilise pour la promotion des technologies de l'information et de la communication, les conditions d'accès à l'information apparaissent encore hors de portée pour la grande majorité des populations, en dehors des principaux centres urbains. Le fossé se creuse davantage entre les élites et les classes moyennes des villes et les populations des zones rurales. Ces dernières n'ont pour la plupart pas accès aux informations nécessaires au progrès de leurs connaissances, pas plus qu'elles ne peuvent bénéficier des mécanismes qui permettent de communiquer avec les principaux acteurs du développement. La ville de Gaya n'échappe pas à cette problématique. En dépit de sa vocation commerciale, elle connaît des difficultés de communication quasi permanentes. L'accès au téléphone, à la radio et à la télévision reste encore très difficile. Pourtant, l'accès à ces services de télécommunication de base et à l'information est indispensable à la lutte contre la pauvreté et à l'amélioration des conditions de vie des populations marginalisées. D'où la nécessité de créer un Centre multimédias communautaire. Celui-ci aura le potentiel nécessaire pour servir, impliquer et améliorer la vie des bénéficiaires, d'autant que ceux-ci évoluent, aujourd'hui dans des collectivités décentralisées qui ont pris en main leur destinée. Ce Centre permettra aux communautés d'utiliser les moyens qu'offrent les TIC pour mieux s'informer et communiquer.

### **2. DESCRIPTION DES GROUPES CIBLES**

- Les organismes locaux de gestion ;
- Les ONG ;
- Les populations locales, rurales, les opérateurs économiques, les élèves et étudiants de la région.

### **3. OBJECTIFS IMMÉDIATS**

Etablir un Centre multimédias communautaire en dotant Radio Fara'a d'un télécentre. Le CMC constituera une plate-forme participative pour toutes les activités de développement au sein de la communauté locale.

### **4. OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT**

- Participer au désenclavement numérique de cette partie Sud du Niger, et contribuer ainsi à réduire la fracture numérique entre les populations urbaines et la localité bénéficiaire.
- A travers le CMC, impliquer les populations locales dans le développement de la communauté, renforcer la cohésion, et encourager une transparence plus grande dans la gestion des affaires publiques.

## 5. INVESTISSEMENTS

Equipements pour le télécentre.  
Formation du personnel assuré par l'organe bénéficiaire.

## 6. RÉSULTATS

- Toutes les catégories socioprofessionnelles des localités ciblées ont accès à l'outil informatique et à l'Internet ;
- Radio Fara'a est numérisée ;
- Les journalistes de la radio améliorent leurs productions grâce à la recherche d'informations sur Internet ;
- Le Centre acquiert son autonomie financière grâce aux ressources générées.

## 7. ACTIVITÉS

- Acquisition et installation des équipements ;
- Formation du personnel.

## 8. PLAN DE TRAVAIL

<b>Activités</b>	<b>1<sup>er</sup> trimestre</b>	<b>2<sup>e</sup> trimestre</b>	<b>3<sup>e</sup> trimestre</b>	<b>4<sup>e</sup> trimestre</b>
Acquisition et installation des équipements				
Initiation du personnel aux nouveaux équipements				
Suivi/rapports				

## 9. CADRE INSTITUTIONNEL

Le projet sera mis en œuvre par un Comité local de gestion, déjà constitué.

## 10. VIABILITÉ A LONG TERME

Pour assurer la viabilité, le Comité local de gestion a déjà rencontré les opérateurs économiques, les représentants des confessions religieuses, les représentants des ONG ainsi que les responsables des services décentralisés de l'Etat en vue de la signature de contrats de prestations de services.

## 11. SUIVI DU PROJET

La direction de Radio Fara'a, sous le contrôle du *Fara'a Zumunta Club*, est chargée de la bonne exécution et du suivi du projet.

## 12. RAPPORTS D'ACTIVITÉ DE L'ORGANISME BÉNÉFICIAIRE

La direction de Radio Fara'a s'engage à présenter un rapport d'activité tous les 4 mois.

## C. INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES

### Assistance fournie par le PIDC dans le passé:

PDC/13NER/01 352-NER-31	100,000	Niger	1993 - 1995
		Development of the National Publishing and Press Office : Le Sahel (daily) and Le Sahel-Dimanche (weekly)	
PDC/14NER/01 352-NER-41	40,000	Assistance to radio clubs (rural radio)	1994 - 1996
PDC/16NER/01 352-NER-61	40,000	Equipment and training for DTP and computerized management	1996 - 1999
PDC/49 NER/01 354-NER-5051	19,000	NAFOUTA COMMUNITY RADIO	2006 - 2007
Total Niger: US\$ 239,000			

### Activités préparatoires

- Recherche de documentation sur les CMC ;
- Aménagement des locaux ;
- Organisation du personnel pour le futur CMC.

### Apport de l'organisme bénéficiaire pendant la durée du projet

Le local et le suivi.

## D. BUDGET

### BUDGET CONCERNANT LES APPORTS DU PIDC (en dollars des Etats-Unis)

Telecentre multimédia: 6 ordinateurs avec logiciel ; imprimantes ; scanner ; photocopieuse ; magnétoscope ; télévision ; téléphone ; onduleurs	20 300
Solution de connectivité et réseautage de contenu	7 500
Formation : 2 ateliers en informatique et formation ; 2 ateliers en création de contenu et développement de la programmation	10 000
Suivi	1 000
<b><u>TOTAL</u></b>	<b>38 800</b>

### BUDGET CONCERNANT LES APPORTS DE L'ORGANISME BÉNÉFICIAIRE (en dollars des Etats-Unis)

Bureaux :	300
10 tables pour ordinateurs :	1 050
10 fauteuils :	900
30 chaises :	900
Branchement électrique triphasé :	750
Installation et configuration des appareils :	5 000
Formation du personnel :	5 000
<b><u>TOTAL :</u></b>	<b>13 900</b>

# NIGERIA

<b>A. IDENTIFICATION DU PROJET</b>		
<b>1.</b>	<b>TITRE</b>	<b>RADIO RURALE DES PETITS EXPLOITANTS AGRICOLES</b>
<b>2.</b>	<b>NUMÉRO</b>	PDC/51 NIR/01
<b>3.</b>	<b>CATEGORIE DE MÉDIA</b>	Radiodiffusion
<b>4.</b>	<b>DOMAINE DE PRIORITÉ DU PIDC</b>	Radio rurale
<b>5.</b>	<b>PORTÉE (nationale, régional, interrégionale)</b>	Nationale
<b>6.</b>	<b>TYPE D'AIDE DEMANDÉE</b>	Financière ; formation
<b>7.</b>	<b>COÛT TOTAL DU PROJET</b>	US \$ 37 500
<b>8.</b>	<b>MONTANT DEMANDÉ AU PIDC</b>	US \$ 25 000
<b>9.</b>	<b>BÉNÉFICIAIRE DU PROJET</b>	Petits exploitants agricoles à faibles revenus
<b>10.</b>	<b>MAÎTRE D'ŒUVRE</b>	Fondation des Petits exploitants, Owerri, Etat d'Imo
<b>11.</b>	<b>LOCALISATION</b>	Awu, Etat d'Imo
<b>12.</b>	<b>PROJET PRÉPARÉ PAR</b>	Fondation des Petits exploitants, Owerri, Etat d'Imo
<b>DÉCISION DU BUREAU</b>		

## B. PRÉSENTATION

### 1. HISTORIQUE ET JUSTIFICATION

En l'absence de stations de radio rurales et communautaires, la Radio rurale des Petits exploitants agricoles constitue une initiative marquante qui profitera aux agriculteurs les plus démunis vivant dans des communautés rurales isolées, dépourvues d'accès aux médias, et dans des communautés que la presse écrite n'atteint pas.

Puisqu'il n'existe pas de services en charge du développement agricole, la Radio rurale des Petits exploitants a pour objectif d'élever le niveau de savoir-faire agricole des fermiers des communautés défavorisées de l'Etat d'Imo. La radio communautaire a fait la preuve qu'elle constitue un outil efficace pour assurer une communication de masse avec une population à faibles ressources, isolée dans des zones situées à l'écart des principaux circuits des médias.

La Radio rurale des Petits exploitants agricoles est expressément conçue pour les agriculteurs. Elle concevra et présentera des émissions dans la langue locale Igbo ; ainsi, les agriculteurs pourront être initiés aux techniques modernes et viables de la culture et de l'élevage. La radio leur ouvrira la porte des relations avec les marchés nationaux et internationaux, ainsi que celle des financements et des facilités de micro-crédits pour leur production agricole et leur viabilité. Elle leur donnera également accès au service "*Questions et réponses* " qui traitera des problèmes spécifiques de la production agricole. En renforçant les compétences des agriculteurs et des éleveurs, la radio sera un vecteur de services en faveur du développement agricole, et offrira aux fermiers qui résident dans des communautés isolées le savoir-faire et les informations dont ils ont besoin pour assurer leur sécurité alimentaire et sortir de la pauvreté et de la malnutrition.

La Fondation des Petits exploitants a entrepris une enquête qualitative et quantitative au niveau de la population, qui a montré que la radio est un outil efficace propre à stimuler la productivité et les revenus agricoles. C'est ce qui ressort des demandes exprimées par les petits fermiers pour lesquels travaille la Fondation. Elle a déployé d'importants efforts et conçu des programmes visant à développer des méthodes agricoles viables adaptées aux faibles moyens des fermiers des zones rurales. Ainsi, quelques-uns des programmes comprennent :

- Le programme "De l'eau pour de la nourriture" ;
- Le projet de mise en relation des fermiers avec les marchés ;
- Le projet d'accès aux semences de maïs hybride ;
- L'étude de l'accès des femmes à la terre ;
- Le programme de formation au traitement de la farine de manioc ;
- Le programme de micro-crédits pour les petits exploitants ;
- Le projet de sauvegarde des abeilles.

La Radio rurale des Petits exploitants démarrera dès que l'équipement nécessaire aura été livré.

### 2. DESCRIPTION DES GROUPES CIBLES

Les premiers bénéficiaires de cette radio rurale sont estimés à plus de 250 000 petits exploitants, cultivateurs de petites surfaces et ouvriers agricoles (principalement des femmes), nombreux à Avu, Owerri Ouest, le réservoir vivrier de l'Etat d'Imo, qui sont souvent exclus des services traditionnels du développement agricole. Les autres bénéficiaires seront leurs familles, et en particulier leurs enfants, qui bénéficieront d'une meilleure alimentation résultant d'une production vivrière améliorée, et d'une meilleure éducation qui sera rendue possible par l'accroissement des revenus du foyer.



### **3. OBJECTIFS IMMÉDIATS**

Une radio rurale pour les petits exploitants agricoles gérée, exploitée et programmée par des bénévoles de la communauté de l'Etat d'Imo formés à cette fin.

### **4. OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT**

Donner accès à une information de qualité adaptée aux réalités locales ainsi qu'aux forums de discussion, afin d'encourager la participation à la gouvernance et au développement, susciter la prise de conscience et offrir un enseignement principalement axé sur l'agriculture et le développement économique, la connaissance des droits de l'homme, mais aussi sur les cultures et les traditions locales.

### **5. INVESTISSEMENTS**

#### *Equipement :*

- Locaux de la station ;
- Equipement de production et d'émission ;
- Mât d'antenne.

#### *Formation :*

- Formation des présentateurs radio chargés de concevoir et de produire des émissions thématiques ;
- Formation des membres bénévoles du Comité de direction.

### **6. RÉSULTATS**

- Licence pour la Radio rurale des Petits exploitants agricoles ;
- Une station équipée et opérationnelle ;
- Un minimum de cinq présentateurs auront été formés ;
- Formation des membres bénévoles du Comité de direction (au moins 8 membres) ;
- Emissions conçues en vue de l'élévation du niveau de savoir-faire en matière agricole.

### **7. ACTIVITÉS**

- Acquisition et installation de l'équipement ;
- Organisation d'un atelier de formation pour cinq présentateurs radio ;
- Organisation d'un atelier de formation pour les membres bénévoles du Comité de direction ;
- Conception et production des émissions ;
- Autorisation officielle et début des émissions.

### **8. PLAN DE TRAVAIL**

- Mois 1 :** Acquisition et installation des équipements ;  
**Mois 2–3 :** Formation des présentateurs radio ;  
**Mois 4 :** Formation des membres bénévoles du Comité de direction ;  
**Mois 5 :** Achèvement des démarches administratives et début des émissions ;  
**Mois 6 ; mois 12 :** Suivi, évaluation, vérification et acceptation des travaux ;  
**Mois 6–12 :** La Communauté diffuse des émissions consacrées au développement agricole.

## **9. CADRE INSTITUTIONNEL**

Ce projet sera mis en œuvre par la Fondation des Petits exploitants, en étroite collaboration avec l'UNESCO. La Fondation nommera un coordonnateur chargé de superviser les activités du projet. Il entreprendra des consultations avec une sélection de fournisseurs de marchandises et de services. Le vice-président de la Fondation des Petits exploitants sera co-signataire, avec le coordonnateur, de tous les contrats et documents financiers.

## **10. VIABILITÉ A LONG TERME**

Une équipe de cadres bénévoles issus de la communauté, recrutés pour veiller au bon déroulement du projet, sera formée à la gestion effective de la station. Le Comité de direction sera dirigé par deux responsables principaux (un pour les questions techniques, l'autre pour l'administration et les finances). Ils seront responsables de la mise en œuvre des activités du projet, assisteront les utilisateurs et procéderont à la collecte des contributions financières. La viabilité de la station s'appuiera sur les efforts de mobilisation de la communauté et sa prise de conscience des services offerts. La diffusion de publicités et de communiqués personnels sera également génératrice de revenus. Tout cela, associé à une gestion imaginative, garantira la viabilité de la station.

## **11. SUIVI DU PROJET**

Le Bureau de l'UNESCO à Abuja assurera le suivi du projet.

## **12. ÉVALUATIONS EFFECTUÉES**

La Fondation des Petits exploitants a procédé à des évaluations au niveau communautaire et mobilisé les agriculteurs et les communautés cibles pour obtenir leur soutien au projet. La Fondation a réuni des informations fiables permettant de conclure que le projet rencontrera un succès éclatant qui sera non seulement viable, mais appelé à être reproduit et amplifié à l'avenir.

## **13. RAPPORTS D'ACTIVITÉ DE L'ORGANISME BÉNÉFICIAIRE**

La Fondation des Petits exploitants préparera des rapports trimestriels basés sur les activités entreprises et les soumettra à l'UNESCO. Elle regroupera ses rapports dans un document de synthèse qui sera transmis l'UNESCO. Elle présentera l'évaluation du projet en conformité avec les normes requises.

# **C. INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES**

## **Activités préparatoires**

- Mobilisation des agriculteurs de la communauté et de la population cible afin d'obtenir leur soutien pour ce projet ;
- La Fondation a également procédé à des échanges de vues approfondis avec l'Autorité gouvernementale de régulation et la Radiodiffusion du Nigeria en vue de l'obtention de la licence, qui a été approuvée ;
- La Fondation dispose de plus de 50 synopsis et scripts qui serviront à l'élaboration des programmes radio et qui seront traduits dans la langue locale ;
- Un réseau de partenariat a été établi avec des stations de radio communautaires locales, nationales et internationales pour assurer la viabilité et le soutien à ce projet ;

- Le site et le bâtiment de la station ont été loués et permettent le démarrage immédiat de la Radio rurale des Petits exploitants agricoles.

**Apport de l'organisme bénéficiaire pendant la durée du projet**

Aucun.

**Aide sollicitée auprès de sources autres que le PIDC**

Aucune.

**D. BUDGET**

**BUDGET CONCERNANT LES APPORTS DU PIDC  
(en dollars des Etats-Unis)**

Equipement du studio de production ( console de mixage, ordinateur multimédias, enregistreurs, haut-parleurs, microphones, casques, téléphone et adaptateur de voie, câblage, connectique, convertisseur, onduleur etc.) :	7 000
Ensemble émetteur (émetteur FM, mât d'antenne, aériens, feeders) :	7 300
Alimentation électrique :	700
Matériel de reportage :	1 000
3 ateliers de formation à la production et à la gestion :	8 000
Suivi :	1 000
<b><u>TOTAL :</u></b>	<b><u>25 000</u></b>

**BUDGET CONCERNANT LES APPORTS DE L'ORGANISME BÉNÉFICIAIRE  
(en dollars des Etats-Unis)**

Location des installations :	1 140
Aménagements :	3 160
Communications :	1 500
Immatriculation, licence annuelle, frais d'enregistrement :	3 500
Frais généraux (eau, électricité, sécurité) :	2 500
Rapports d'activité :	700
<b><u>TOTAL :</u></b>	<b><u>12 500</u></b>

# RWANDA

(ENGLISH VERSION ONLY)

<b>A. PROJECT IDENTIFICATION</b>		
1.	<b>TITLE</b>	<b>CAPACITY BUILDING FOR RWANDAN HIGH COUNCIL OF THE PRESS</b>
2.	<b>NUMBER</b>	PDC/51 RWA/01
3.	<b>CATEGORY OF MASS MEDIA</b>	Media regulatory body
4.	<b>IPDC PRIORITY AREA</b>	Promoting freedom of expression and media pluralism – Developing human resources
5.	<b>SCOPE</b> (national, regional, interregional)	National
6.	<b>TYPE OF ASSISTANCE REQUESTED</b>	Financial
7.	<b>TOTAL COST OF PROJECT</b>	US \$ 33 454
8.	<b>AMOUNT REQUESTED FROM IPDC</b>	US \$ 29 754
9.	<b>BENEFICIARY BODY</b>	Rwandan High Council of the Press (HCP)
10.	<b>IMPLEMENTING BODY</b>	Rwandan High Council of the Press
11.	<b>PROJECT LOCATION</b>	Rwanda
12.	<b>PROJECT PREPARED BY</b>	Executive Secretary, Rwandan High Council of the Press
<b>DECISION OF THE BUREAU</b>		

## B. PRESENTATION

The Government of Rwanda contends, probably accurately, that Rwanda's media has rarely been freer than it is today. The further development of a free and sustainable independent media continues to be hampered, however, among others by the structural weaknesses of Rwanda's independent media; an atmosphere of distrust between journalists and segments of the government—especially the law enforcement and security services; the perceived lack of effectiveness of the High Council of the Press (HCP); and an alleged lack of clarity in the media law. The GOR recently approved extensive revisions to the 2002 media law and to the statute governing the HCP; the proposed amendments will be forwarded to parliament shortly for its consideration.

The nine-member HCP—comprised of three representatives from the independent media, three government-appointed members, one representative from the public media, and two representatives representing civil—is charged with both guaranteeing journalists' respect of Rwanda's media legislation and protecting press freedom in the country. Amendment of Rwanda's media law and the HCP statute hopefully will, once completed, set the legislative framework to grant greater independence, impartiality and credibility to the HCP in its regulatory role, as well in contributing an enabling environment for free and professional press.

The HCP, in existence for less than four years, is a young institution still in the early stages of development. While its staff has gained valuable skills and experience since its inception, the HCP has yet to reach its full potential. In fact, the HCP recognizes that some of its staff and, indeed, some of its members, lack the knowledge, resources, and training necessary for the body to fully carry out its responsibilities. The mechanisms to guarantee HCP independence seems still weak, and measures need to be taken to fully implement the intentions on paper in the new media law. The consultation/involvement mechanisms with the media community need to be improved and to become more participatory. Therefore, the HCP needs external qualified technical assistance to finalize its rules and procedures, thus to achieve the required standards of impartiality and predictability which are essential for enabling press freedom.

Given the likelihood that Rwanda's independent media outlets will remain weak and under-resourced for the foreseeable future the development of a credible, independent, competent, impartial HCP will be critical for furthering press freedom in the country. Furthermore, the fact that the HCP is primed to take on additional responsibilities and a clearer mandate, coupled with the recent appointment of new members of the HCP (Council members are appointed for three year terms), also makes this an opportune time to work toward strengthening the body through capacity building.

This project is designed to address specific areas of need identified by the HCP, namely: a lack of comprehensive understanding of media regulation and media professional practices among those staff charged with these tasks; inadequate internal and external communications strategies (which translates into a lack of effectiveness in dealing with the media, government institutions, and international human rights organizations and foreign missions in the country); and a lack of familiarity with best practices from media regulatory bodies in other countries, addressing in particular the issue of finalizing the HCP's rules and procedures in a participatory way which will involve the media community at large, and will be in accordance with regional and international best-practices.

## **2. DESCRIPTION OF THE TARGET GROUPS:**

The primary target group for this project is HCP members and its secretariat's staff. Given the HCP's mandate, however, it is anticipated that this project will also benefit the Rwandan media community at large.

## **3. IMMEDIATE OBJECTIVES:**

- Improve the HCP staff's understanding of the organization's role as a media regulatory body and as an advocate for press freedom, and to equip them with the skills necessary to fulfill this mandate, for instance in finalizing the HCP's rules and procedures.
- Help the HCP to develop a communications strategy that will make the organization more effective in dealing with the media, the public, other Rwandan government institutions, and interested international observers.

## **4. DEVELOPMENT OBJECTIVE:**

An impartial, predictable, professional and credible HCP is an essential element for enabling press freedom, precondition for instance for the achievement of good governance, human development and human security.

## **5. PROJECT INPUTS:**

- Two experts in media regulation to conduct training workshops and facilitate follow up actions.
- Conference room for workshops.
- Overhead projector and audiovisual material.
- Trainers' transportation expenses, accommodations, and meals.
- Participants' transportation expenses, accommodations, and meals for professional exchanges undertaken by HCP staff.

## **6. PROJECT OUTPUTS:**

Strengthening the capacity of the HCP by:

- Capacity building to the HCP's members/staff in both the theory and practice of media regulation.
- Conducting professional exchanges for six HCP staff with other media regulatory bodies.
- Facilitate the finalization of the HCP's rules and procedures, in a participatory way which will involve the media community at large, and in accordance with regional and international best-practices
- Training the Executive Secretary of the HCP, other senior staff, and HCP members in the development of effective communications and advocacy strategies.

## **7. ACTIVITIES:**

- Training and workshop for HCP members/staff on media law and the theory and practice of media regulation.
- Training and workshop for selected HCP staff and members on development of an effective communications and advocacy strategy.
- Two professional exchanges between HCP staff (three staff per study tour) and media regulatory bodies in the region to examine best practices.

## 8. WORK PLAN:

- First professional exchange to be held within four months of receipt of grant
- First training/workshop to take place within six months of receipt of grant
- Second professional exchange to be held within eight months of receipt of grant
- Second training to take place within 10 months of receipt of grant

## 9. INSTITUTIONAL FRAMEWORK:

The High Council of the Press will be responsible for carrying out this project. Relevant partner and donor organizations will provide support in identifying qualified experts to perform training, and in identifying appropriate institutions for professional exchanges.

## 10. SUSTAINABILITY:

This program fits within the framework of the HCP's strategic plan and complements the efforts of other organizations supporting the HCP (e.g., PANOS Institute).

## 11. FRAMEWORK OF MONITORING:

Reports on each of the program's four activities will be produced and disseminated to stakeholders.

## 12. EVALUATIONS CARRIED OUT

In addition to regular progress reports, the HCP will complete evaluations for each project activity.

## 13. FRAMEWORK OF BENEFICIARY AGENCY'S REPORTING:

The HCP will undertake to provide a report on project progress on a four-month basis.

### C. ADDITIONAL INFORMATION

Previous IPDC support received by the country:

<b>PDC/2RWA/01</b> 520-RWA-61 (FIT-France)	159,000	Rwanda	1982 - 1984
		Development of Rural Communication	
<b>PDC/17RWA/01</b> <b>352-PDC-71</b>	45,000	Strengthening the Capacity of the 'Ecole supérieure des sciences et techniques de l'Information'	1997 - 1998
<b>PDC/17RWA/01</b> 352-PDC-72	50,000	Strengthening the Production Capacity of the Independent Press	1997 - 1998
<b>Total Rwanda: US\$ 95,000+US\$ 159,000 (Funds-in-trust)</b>			

- Activities prior to submission of proposal: Consultation with HCP staff and members.
- Contribution foreseen by the beneficiary agency during the project period: Planning and coordination of specified activities; production and dissemination of reports to media community and other interested parties on the basis of these activities.
- Other assistance sought: No assistance for this project has been sought from any other organization.

## D. BUDGET

### BREAKDOWN OF IPDC CONTRIBUTION (in US dollars)

*Activity 1: Training for HCP professional staff on media law and the theory and practice of media monitoring and regulation*

Airfare:		\$2,500
Fee:	\$250/day x 14 days=	\$3,500
Per Diem:	\$168/day x 14 days=	\$2,352

<b>Subtotal</b>	<b>\$8,352</b>
-----------------	----------------

*Activity 2: Training for HCP staff/members on effective communications and advocacy strategies*

Airfare:		\$2,500
Fee:	\$250/day x 14 days=	\$3,500
Per Diem:	\$168/day x 14 days=	\$2,352

<b>Subtotal:</b>	<b>\$8,352</b>
------------------	----------------

*Activity 3: HCP professional exchange to east Africa:*

Airfare:	3 persons x \$600=	\$1,800
Per Diem:	\$150/day x 8 days x 3 persons=	\$3,600

<b>Subtotal:</b>	<b>\$5,400</b>
------------------	----------------

*Activity 4: HCP professional exchange to west Africa:*

Airfare:	3 persons x \$1,200=	\$3,600
Per Diem:	\$150/day x 9 days x 3 persons=	\$4,050

<b>Subtotal:</b>	<b>\$7,650</b>
------------------	----------------

---

<b>Total Estimated Cost:</b>	<b>\$29,754</b>
------------------------------	-----------------

### BREAKDOWN OF BENEFICIARY'S CONTRIBUTION (in US dollars)

Workshop for HCP staff:	400
Workshop for HCP members:	400
Administrative expenses (organisation of study tours, identification of consultants, progress reports etc.):	2 000
Preparation and dissemination of reports:	300
<b>TOTAL :</b>	<b><u>3 700</u></b>



# SÉNÉGAL

<b>A. IDENTIFICATION DU PROJET</b>		
1.	<b>TITRE</b>	<b>RENFORCEMENT DES MOYENS DE LA RADIO DES FEMMES “MANOORE FM”</b>
2.	<b>NUMÉRO</b>	<b>PDC/51 SEN/01</b>
3.	<b>CATEGORIE DE MÉDIA</b>	Radio communautaire
4.	<b>DOMAINE DE PRIORITÉ DU PIDC</b>	Développement des médias communautaires Développement des ressources humaines
5.	<b>PORTÉE</b> (nationale, régional, interrégionale)	Nationale
6.	<b>TYPE D'AIDE DEMANDÉE</b>	Formation et équipement
7.	<b>COÛT TOTAL DU PROJET</b>	US \$ 45 600
8.	<b>MONTANT DEMANDÉ AU PIDC</b>	US \$ 40 200
9.	<b>BÉNÉFICIAIRE DU PROJET</b>	Personnel de Manooré FM et des autres radios communautaires
10.	<b>MAÎTRE D'ŒUVRE</b>	Manooré FM
11.	<b>LOCALISATION</b>	Dakar
12.	<b>PROJET PRÉPARÉ PAR</b>	Oumy Cantome SARR, Coordinatrice de Manooré
<b>DÉCISION DU BUREAU</b>		

## **B. PRÉSENTATION**

### **1. HISTORIQUE ET JUSTIFICATION**

Dans le droit-fil de la libéralisation et du pluralisme politique, le Sénégal connaît depuis les années 1990 une appréciable diversité des médias, avec un essor des publications et des stations de radio FM. Avec cette libéralisation, on assiste à l'apparition de nouveaux groupes de presse indépendants qui comportent de nombreux journaux, réseaux de radios, imprimeries – et même un Institut de formation. Ils sont constitués par des professionnels ou par des entrepreneurs privés, encouragés par l'adoption des lois et textes réglementaires favorables au développement du pluralisme des médias. Le paysage médiatique sénégalais compte maintenant une quarantaine de titres (quotidiens, hebdomadaires et mensuels) et autant de radios, dont plusieurs stations publiques, privées et communautaires. Il convient de noter l'existence de la deuxième chaîne de la Radiodiffusion Télévision Sénégalaise (RTS), qui s'investit davantage dans le divertissement et la culture. L'arrivée d'une troisième chaîne est attendue sous peu. Mais l'audiovisuel demeure, encore aujourd'hui, en grande partie sous le contrôle de l'Etat, et le développement des radios communautaires reste très limité. Elles sont au nombre d'une vingtaine, et il est toujours difficile pour leurs promoteurs d'obtenir une licence. Or, elles ont largement contribué à encourager les groupes défavorisés, tels que les femmes, les jeunes, les agriculteurs, les éleveurs, les sans-emploi etc., à s'exprimer et participer au débat public. Elles jouent aussi un rôle important en ce qui concerne l'éducation, notamment pour ce qui touche à la santé, l'hygiène, la lutte contre le sida, la scolarisation des enfants, la discrimination à l'égard des femmes, les droits et la citoyenneté.

Les radios communautaires, comme Manooré FM, rencontrent d'énormes difficultés, liées entre autres à une formation insuffisante du personnel et des producteurs partenaires, ainsi qu'à la rareté et la vétusté du matériel. Ce projet aidera Radio Manooré FM à surmonter ces difficultés en l'équipant de matériel de production et de diffusion moderne et en proposant des ateliers de formation qui permettront au personnel de maîtriser les questions d'éthique et de déontologie, ainsi que leur application concrète dans le cadre d'une radio communautaire. Ce deuxième volet du projet est d'autant plus important que l'image des femmes dans les médias est en général négative et contribue à renforcer les inégalités et les stéréotypes courants dans la société. Cette formation sera complétée par la production d'émissions en partenariat avec les autres radios communautaires ; des échanges d'émissions seront proposés, ce qui permettra de renforcer le contenu des grilles de programmes. Pour la réalisation des émissions dans les quartiers, avec le concours des femmes, il faudra disposer d'une unité mobile, du genre "Radio-valise", afin de décentraliser les lieux de production et permettre aux femmes d'intervenir directement à l'antenne.

### **2. DESCRIPTION DES GROUPES CIBLES**

- Les animatrices de Radio Manooré FM : personnel permanent et collaboratrices de la station ;
- Les animatrices de 10 radios communautaires ;
- Les responsables de 7 réseaux d'organisations féminines ;
- Les auditrices, qui vont pouvoir disposer d'émissions de qualité en plus grand nombre, sur des thèmes d'intérêt majeur.

### **3. OBJECTIFS IMMÉDIATS**

1. Former le personnel de Radio Manooré FM, ainsi que les membres d'autres associations féminines et radios communautaires, aux techniques de production radio et aux questions d'éthique professionnelle afin d'améliorer la qualité des programmes de cette radio communautaire et contribuer à une meilleure représentation des femmes dans les médias.
2. Doter la radio de matériel de production et de diffusion (*voir budget*). Les enregistreurs numériques et un studio mobile permettront la réalisation d'émissions décentralisées dans les quartiers.

### **4. OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT**

En renforçant la radio communautaire Manooré, les autres radios communautaires et les réseaux des associations féminines, ce projet contribue à la diversité des outils de communication. Sa mise en œuvre va favoriser la prise de parole par les femmes et les groupes défavorisés des quartiers pauvres de la capitale, mais aussi dans les zones couvertes par les autres radios et réseaux d'associations, et contribuer ainsi à réduire l'exclusion et la marginalisation de cette partie de la population.

### **5. INVESTISSEMENTS**

Pour la formation :

- Formateurs ;
- Fournitures pour les participants ;
- Matériel pédagogique.

Pour les équipements :

- Studio mobile ;
- Enregistreur de mini-discs ;
- Disquettes ;
- Dictaphones ;
- Cassettes ;
- Piles.

### **6. RÉSULTATS**

- 60 collaboratrices de Manooré et des autres radios auront été formées aux techniques de la production radio et auront acquis d'amples connaissances sur les Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) ;
- 20 collaboratrices de Manooré et des autres radios communautaires auront été formées à la production audionumérique ;
- 20 collaboratrices de Manooré et des autres radios communautaires auront renforcé leurs compétences en matière de discrimination à l'égard des femmes, d'éthique, de déontologie, ainsi qu'en production audionumérique ;
- Les radios communautaires disposeront d'une Charte traitant de l'éthique et de la déontologie appliquée aux radios communautaires ;
- Des émissions de qualité seront produites sur les thèmes de l'OMD : l'éducation, la santé de la mère et de l'enfant, le sida, la discrimination à l'égard des femmes etc. ;
- Les radios communautaires mettront en place un système d'échanges des programmes, en ayant notamment recours aux NTIC ;
- La radio disposera d'un studio mobile et d'enregistreurs numériques.

## 7. ACTIVITÉS

### La formation

- Organiser 4 ateliers de formation de 5 jours chacun :

- Un atelier de formation aux techniques de production radio, qui réunira 30 personnes ;
- Un atelier sur les Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD), qui regroupera 30 personnes : permanentes de la radio, techniciennes, collaboratrices extérieures de Radio Manooré, productrices venant d'autres radios communautaires, et responsables d'ONG et d'associations féminines ;
- Un atelier de formation en production audionumérique, à l'intention de 20 participantes (techniciennes et productrices) ;
- Un atelier traitant de la discrimination à l'égard des femmes, de l'éthique et de la déontologie dans la radio communautaire et en production audionumérique. L'atelier va réunir 20 participants, responsables de radios communautaires, journalistes, enseignants, juristes et responsables d'associations et d'ONG spécialisées dans les médias et les questions relatives aux femmes.

### Les équipements

Les équipements choisis visent à favoriser la production de proximité. Il sera ainsi possible de réaliser des émissions et de mener des campagnes sur les thèmes de la santé, de l'éducation des jeunes filles, de l'hygiène etc. en y associant les femmes elles-mêmes.

## 8. PLAN DE TRAVAIL

**Mois 1-2** : Acquisition de l'équipement ; préparation du 1<sup>er</sup> atelier ;

**Mois 3** : Atelier de formation à la réalisation radio ; production d'émissions ;

**Mois 4** : Rapport d'activité ; préparation du 2<sup>e</sup> atelier ;

**Mois 5** : Atelier de formation à la production audionumérique ; production d'émissions ;

**Mois 6** : Préparation du 3<sup>e</sup> atelier ;

**Mois 7** : Atelier de formation aux OMD ; production d'émissions ;

**Mois 8** : Rapport d'activité ; préparation du 4<sup>e</sup> atelier ;

**Mois 9** : Atelier sur la discrimination à l'égard des femmes, l'éthique et la déontologie ;

**Mois 10-11** : Production d'émissions ; évaluation ;

**Mois 12** : Rapport final.

## 9. CADRE INSTITUTIONNEL

La coordination de ce programme revient à l'Association *Altercom* (Association pour les Femmes et la Communication Alternative). Manooré FM sera chargée de son exécution. Manooré tiendra des réunions de travail avec les radios communautaires, les associations, les ONG, les professionnels de la communication, et les spécialistes des OMD et de la discrimination à l'égard des femmes, pour étudier le contenu des ateliers et définir les termes de référence de chacun d'entre eux. Chaque station de radio partenaire transmettra à Manooré un rapport sur l'atelier et son suivi.

Manooré compte aussi travailler en liaison avec les associations et ONG féminines qui participent déjà à l'animation de la station, en prenant en charge l'animation de certaines émissions. Les représentantes des radios communautaires, associations et ONG, ainsi que des spécialistes de la communication et des problèmes liés à la discrimination à l'égard des femmes, participeront aux ateliers de formation et de réflexion.

## 10. VIABILITÉ A LONG TERME

En faisant appel aux spécialistes de la communication du CESTI (Centre d'Etudes des Sciences et Techniques de l'Information) de l'Université de Dakar, l'Association *Altercom* et Radio Manooré FM disposeront de collaborateurs qui l'accompagneront dans ses activités de remise à niveau. Les échanges de programmes entre radios communautaires constituent également un important élément dans la pérennisation des acquis de la formation et des investissements.

## 11. SUIVI DU PROJET

L'UNESCO pourrait mandater le CESTI, qui s'ouvre de plus en plus aux radios communautaires et organise des sessions de formation à l'intention des personnels des radios communautaires, en liaison avec le Cabinet de consultants *Inter média*.

## 12. ÉVALUATIONS EFFECTUÉES

Radio Manooré FM bénéficie d'une bonne audience auprès de son public cible, les femmes. Elle est la première radio thématique qui donne la priorité aux femmes et aux jeunes engagés dans la lutte pour le développement. Elle a une portée de 70 kilomètres et dispose d'un auditoire potentiel de 3 millions de personnes.

## 13. RAPPORTS D'ACTIVITÉ DE L'ORGANISME BÉNÉFICIAIRE

L'organisme bénéficiaire s'engage à produire un rapport d'activité tous les quatre mois.

### C. INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES

#### Assistance fournie par le PIDC dans le passé

PDC/3SEN/28 350-SEN-31 350-SEN-51	25,000 40,000	Senegal	1982 - 1987
		Development of News Agency	
PDC/6SEN/01 350-SEN-61	45,000	Development of regional information (Sen. News Agency)	1986 - 1988
PDC/7SEN/01 350-SEN-71 350-SEN-81	35,000 35,000	News gathering and news service	1986 - 1990
		Use and archiving of audio material	1998 - 1999
PDC/18SEN/01 352-SEN-81	33,000	Coverage of the national territory by the Senegalese news agency	1999 - 2002
PDC/20SEN/01 353-SEN-01	40,000	Establishment of an advanced media training centre	2000 - 2002
PDC/21 SEN/02 353SEN5011	15,000	"Le Temoin", ECOWAS new area of citizenship	2003 - 2004
PDC/21 SEN/01 548-SEN-5000 (Luxembourg)	30,000	FM SANS VOIX	2004-2005
PDC/49 SEN/01 354-SEN-5051	18,000	STRENGTHENING THE RESOURCES OF RADIO PENC MI	2006-2007
<b>Total Senegal: US\$ 346,000+ US\$ 30,000 (FIT)</b>			

### Activités préparatoires

Organisation d'une journée d'études sur les programmes de la station, l'évaluation des besoins et la définition des actions prioritaires. Ce rapport est disponible.

## **D. BUDGET**

<b>BUDGET CONCERNANT LES APPORTS DU PIDC (en dollars des Etats-Unis)</b>	
Consultants :	2 900
Atelier "Techniques de production" (5 jours ; location salle, transport, hébergement, fournitures, photocopies, communications, coordination etc.) :	7 150
Atelier "Production audionumérique" (5 jours ; location salle, transport, hébergement, fournitures, photocopies, communications, coordination etc.) :	6 400
Atelier sur les OMD (5 jours ; location salle, transport, hébergement, fournitures, photocopies, communications, coordination etc.) :	7 150
Atelier sur la discrimination à l'égard des femmes, l'éthique et la déontologie (3 jours ; location salle, transport, hébergement, fournitures, photocopies, communications, coordination etc.) :	5 300
Studio mobile :	5 000
5 enregistreurs numériques :	2 000
Ordinateur avec logiciels et onduleur :	2 600
Consommables (disquettes, cassettes, CD, piles etc.) :	700
Suivi	1 000
<b><u>TOTAL :</u></b>	<b><u>40 200</u></b>

<b>BUDGET CONCERNANT LES APPORTS DE L'ORGANISME BÉNÉFICIAIRE (en dollars des Etats-Unis)</b>	
Restauration pendant les séminaires :	3 000
Publication des rapports :	1 400
Suivi, évaluation :	1000
<b><u>TOTAL :</u></b>	<b><u>5 400</u></b>

# SÉNÉGAL

<b>A. IDENTIFICATION DU PROJET</b>		
1.	<b>TITRE</b>	<b>CRÉATION D'UN PÔLE D'EXCELLENCE "COMMUNICATION ET CONFLITS EN AFRIQUE" AU CESTI</b>
2.	<b>NUMÉRO</b>	<b>PDC/51 SEN/02</b>
3.	<b>CATEGORIE DE MÉDIA</b>	Formation de journalistes
4.	<b>DOMAINE DE PRIORITÉ DU PIDC</b>	Liberté d'expression et pluralisme ; Promotion des partenariats internationaux
5.	<b>PORTÉE (nationale, régional, interrégionale)</b>	Nationale
6.	<b>TYPE D'AIDE DEMANDÉE</b>	Financière
7.	<b>COÛT TOTAL DU PROJET</b>	US \$ 62 000
8.	<b>MONTANT DEMANDÉ AU PIDC</b>	US \$ 49 000
9.	<b>BÉNÉFICIAIRE DU PROJET</b>	Centres d'études et de formation en journalisme
10.	<b>MAÎTRE D'ŒUVRE</b>	Centre d'Etudes des Sciences et Techniques de l'Information et de la Communication (CESTI) Université Cheikh Anta Diop, Dakar
11.	<b>LOCALISATION</b>	Dakar
12.	<b>PROJET PRÉPARÉ PAR</b>	Eugénie R. AW NDIAYE, Directrice du CESTI Saïdou DIA, Responsable du Département Projets et Formation permanente
<b>DÉCISION DU BUREAU</b>		

## B. PRÉSENTATION

### 1. HISTORIQUE ET JUSTIFICATION

Les crises en Afrique posent aujourd'hui, une série de défis aux universitaires africains, et singulièrement aux écoles africaines de formation en journalisme et communication. Les quelques chercheurs intéressés se heurtent au manque de documentation pertinente, à l'absence de travail de terrain et de réseaux faisant œuvre de pionniers dans ce secteur d'investigation. Or, le développement de ces conflits présente des caractéristiques nouvelles qu'il est essentiel d'analyser lorsqu'une université se veut intégrée dans son environnement et revendique un statut de vecteur de développement. La question de l'information et de la communication est cruciale, puisqu'elle participe de la propagande, de la manipulation, de la légitimation des conflits (Rwanda, Côte d'Ivoire, etc.). On a même pu parler, à cet égard de "médias de la haine".

Le programme de formation-recherche qui sous-tend ce projet "*Pôle d'excellence*" vise ainsi à amener de futurs journalistes et de jeunes chercheurs à partir du niveau de la maîtrise, à traiter du thème "*Conflits et communication en Afrique*", à intégrer une connaissance approfondie des causes et conséquences des crises en Afrique, à analyser le rôle nouveau et particulièrement complexe des médias, à traiter des crises de manière équilibrée, et surtout à développer un intérêt pour la recherche sur ce thème.

Les écoles de formation en information et communication développent en effet non seulement une expertise académique, mais aussi professionnelle. Ce projet du Centre d'Etudes des Sciences et Techniques de l'Information et de la Communication (CESTI) vise à assurer la formation/spécialisation des étudiants à partir du niveau de la maîtrise, sur le thème "*Conflits et communication en Afrique*", pour s'assurer qu'un "vivier" (pôle d'excellence) existe et se développe jusqu'au doctorat, quant au traitement, à l'enseignement et à la recherche d'un point de vue africain sur cette problématique.

### 2. DESCRIPTION DES GROUPES CIBLES

- Les écoles de formation en journalisme d'Afrique (futurs et potentiels partenaires du CESTI dans la perspective de création de réseaux régionaux) ;
- Les étudiants<sup>(1)</sup> africains en journalisme et communication (cibles traditionnelles du CESTI) ;
- Les réseaux d'enseignants, moteurs du système de formation des journalistes et des chercheurs ;
- Les divers médias d'Afrique (employeurs ou futurs employeurs des étudiants en journalisme).

### 3. OBJECTIFS IMMÉDIATS

#### Formation et recherche

Chaque année, une dizaine de futurs journalistes et communicateurs africains et une dizaine de futurs chercheurs africains en communication sont formés sur la question des conflits en Afrique (la nature des crises récentes, y compris dans leur dimension de genre).

#### Création d'un réseau régional

Permettre aux étudiants en journalisme et aux chercheurs en information et communication d'effectuer des comparaisons et établir des liens avec les autres pays en conflit dans le monde.

---

<sup>(1)</sup> Pour alléger la présentation du texte, les termes "étudiant", "chercheur", "communicateur" etc. font naturellement référence à des personnes des deux sexes.



#### **4. OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT**

- Le “Pôle d’excellence” proposé par le CESTI vise à amener les étudiants en information et communication à mieux connaître le rôle des médias et des structures de communication dans l’émergence et le développement des conflits en Afrique.
- Constitution d’un fonds documentaire : Les étudiants en journalisme et les chercheurs en information et en communication vont réunir des informations sur les initiatives locales dans les pays en conflit pour une étude approfondie.

#### **5. INVESTISSEMENTS**

- Equipement : acquisition de 2 ou 3 ordinateurs afin de renforcer les capacités pédagogiques du CESTI ;
- Matériels pédagogiques pour accompagner les formations et renforcer le fonds documentaire ;
- Appui à la formation des étudiants et chercheurs africains sur les différents thèmes liés à la problématique “*Médias et conflits en Afrique*” (y compris “*Genre et conflits*”) ;
- Aide à la formation du corps enseignant en matière d’enseignement à distance, de manière à diversifier l’approche pédagogique et créer un environnement virtuel pour enrichir le réseau mis en place.

#### **6. RÉSULTATS**

- 10 à 12 étudiants en journalisme (y compris des femmes journalistes) seront formés chaque année ;
- Un noyau d’étudiants et de praticiens sont formés à l’analyse de genre dans les questions touchant à la bonne gouvernance, aux crises et à la communication ;
- Les médias ont intégré la dimension genre dans le traitement de l’information concernant les conflits, la bonne gouvernance, et la démocratisation ;
- L’expérience est élargie grâce à la mise en œuvre de réseaux pluridisciplinaires régionaux spécialisés :
  - Réseau d’étudiants et d’enseignants/chercheurs ;
  - Réseau électronique d’échanges, de recherche et de développement de programmes ;
  - Réseau Sud-sud d’écoles de journalisme: développement des perspectives du Sud, accès à des sources documentaires ;
  - Les enseignants des écoles de formation en journalisme d’Afrique sont formés au virtuel.

#### **7. ACTIVITÉS**

- Documentation ;
- Séminaires/cours et mobilité des enseignants et étudiants ;
- Recherche sur le terrain et développements méthodologiques ;
- Publication classique et électronique des résultats de la recherche.

### **13. PLAN DE TRAVAIL**

Le projet se déclinera en trois volets :

- Un volet “Formation” articulé autour de filières et de modules spécifiques ;
- Un volet “Recherche” et diffusion des résultats ;
- Un volet “Réseaux et partenariats”.

**Phase 1** (*mars – mai 2007*) : Préparation des séminaires, constitution d’un premier fonds documentaire, renforcement des liens avec les partenaires grâce à la mobilité des enseignants et des étudiants.

**Phase 2** (*juin 2007 – juin 2008*) : Réalisation des séminaires/cours, production, renforcement du fonds documentaire, mobilité des étudiants, développement d’un programme de recherche (bourses) et d’un programme de maîtrise et de doctorat.

**Phase 3** (*septembre – octobre 2007*) : Suivi-évaluation.

### **9. CADRE INSTITUTIONNEL**

Le projet “*Pôle d’excellence*” sera mis en œuvre par le CESTI de l’Université Cheikh Anta Diop de Dakar, qui en assurera la tutelle institutionnelle.

### **10. VIABILITÉ A LONG TERME**

- Par les résultats d’une approche pensée sur les médias et donc une couverture adéquate, le programme contribuera à la prévention des conflits d’un point de vue africain ;
- Par la production des résultats de la recherche, ce programme sera une référence dans le monde académique ;
- Par la production de matériel écrit et audiovisuel, le Centre assurera une partie de son auto-financement.

### **11. SUIVI DU PROJET**

L’UNESCO BRED A assurera le suivi du projet en coopération avec le CESTI.

### **12. ÉVALUATIONS EFFECTUÉES**

Divers donateurs, dont le BRED A, ont eu à financer des séminaires sur le thème des conflits au CESTI. Ces séminaires ont suscité un intérêt croissant chez les étudiants, et généré de nombreuses requêtes pour des enseignements plus élaborés dans le cadre d’une maîtrise et du doctorat.

### **13. RAPPORTS D’ACTIVITÉ DE L’ORGANISME BÉNÉFICIAIRE**

Le CESTI s’engage à produire un rapport d’activités au BRED A tous les quatre mois.

## C. INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES

### Assistance fournie par le PIDC dans le passé

<b>PDC/3SEN/28</b> 350-SEN-31 350-SEN-51	25,000 40,000	Senegal Development of News Agency	1982 - 1987
<b>PDC/6SEN/01</b> 350-SEN-61	45,000	Development of regional information (Sen. News Agency)	1986 - 1988
<b>PDC/7SEN/01</b> 350-SEN-71 350-SEN-81	35,000 35,000	News gathering and news service	1986 - 1990
<b>PDC/18SEN/01</b> 352-SEN-81	33,000	Use and archiving of audio material	1998 - 1999
<b>PDC/19SEN/01</b> 352-SEN-91	60,000	Coverage of the national territory by the Senegalese news agency	1999 - 2002
<b>PDC/20SEN/01</b> 353-SEN-01	40,000	Establishment of an advanced media training centre	2000 - 2002
<b>PDC/21 SEN/02</b> 353SEN5011	15,000	"Le Temoin", ECOWAS new area of citizenship	2003 -2004
<b>PDC/21 SEN/01</b> 548-SEN-5000 (Luxembourg)	30,000	FM SANS VOIX	2004-2005
<b>PDC/49 SEN/01</b> 354-SEN-5051	18,000	STRENGTHENING THE RESOURCES OF RADIO PENC MI	2006-2007
<b>Total Senegal: US\$ 346,000+ US\$ 30,000 (FIT)</b>			

### Activités préparatoires

Le CESTI a déjà organisé deux séminaires préparatoires sur le thème "*Communication et conflits en Afrique*" (4-6 mai 2005) avec l'appui de l'UNESCO, et "*Gestion des conflits : le rôle des médias*" (18-19 mai 2006), grâce à l'aide de l'UNESCO et de la Fondation Konrad Adenauer. Des rapports d'activité ont déjà été élaborés par le CESTI (*voir en annexe*).

### Aide sollicitée auprès de sources autres que le PIDC

Outre l'UNESCO, le CESTI a sollicité l'assistance d'autres partenaires : l'UNIFEM, le CRDI et l'AUF. Il a déjà reçu une aide de la Fondation Konrad Adenauer.

## D. BUDGET

### BUDGET CONCERNANT LES APPORTS DU PIDC (en dollars des Etats-Unis)

#### Modules de formation

Expertise :	7 000
Documentation :	5 000

#### Séminaires

Mobilité (échanges d'étudiants entre partenaires régionaux) :	10 000
Recherche participative (équipes) :	4 000

#### Renforcement du contenu des séminaires

Consolidation des contenus :	5 000
Mobilité pour la formation aux contenus virtuels :	6 000

#### Recherche

Table ronde :	1 000
Bourses de recherche :	4 000
Programmes spécialisés de maîtrise et de doctorat (encadrement) :	1 000

#### Production

Publications (recherche, mise en page, impression) :	2 000
Site (réalisation technique, logiciels, contenus, branchement) et CD-Rom technique:	2 000
Distribution, échanges, mise à jour :	1 000
Suivi	1 000

**TOTAL :** **49 000**

### BUDGET CONCERNANT LES APPORTS DE L'ORGANISME BÉNÉFICIAIRE (en dollars des Etats-Unis)

Restauration pendant les séminaires :	9 000
Suivi / évaluation :	4 000

**TOTAL :** **13 000**

## SOMALIE

<b>A. IDENTIFICATION DU PROJET</b>		
1.	<b>TITRE</b>	<b>RENFORCEMENT D'UNE ACTION COLLECTIVE DE DÉFENSE DE LA LIBERTÉ D'EXPRESSION</b>
2.	<b>NUMÉRO</b>	PDC/51 SOM/01
3.	<b>CATEGORIE DE MÉDIA</b>	Tous médias
4.	<b>DOMAINE DE PRIORITÉ DU PIDC</b>	Liberté d'expression, pluralisme des médias, développement des ressources humaines
5.	<b>PORTÉE (nationale, régional, interrégionale)</b>	Nationale
6.	<b>TYPE D'AIDE DEMANDÉE</b>	Financière
7.	<b>COÛT TOTAL DU PROJET</b>	US \$ 44 900
8.	<b>MONTANT DEMANDÉ AU PIDC</b>	US \$ 40 500
9.	<b>BÉNÉFICIAIRE DU PROJET</b>	Journalistes, entreprises de presse, la société civile
10.	<b>MAÎTRE D'ŒUVRE</b>	Union Nationale des Journalistes Somaliens (NUSOJ)
11.	<b>LOCALISATION</b>	Mogasiscio
12.	<b>PROJET PRÉPARÉ PAR</b>	Omar Faruk Osman, Secrétaire général de la NUSOJ
<b>DÉCISION DU BUREAU</b>		

## **B. PRÉSENTATION**

### **1. HISTORIQUE ET JUSTIFICATION**

Après quatorze ans d'un effondrement de l'Etat, une nouvelle ère s'ouvre maintenant à un peuple somalien las de la guerre, avec la formation, en 2004, d'un gouvernement fédéral de transition qui a pour mission de reconstruire le pays avec de véritables institutions qui garantiront la protection des droits de la population, et de mettre un terme à l'impunité pour les crimes qui ont été commis.

Les violations de la liberté d'expression en Somalie ont été innombrables au cours des derniers mois. De nombreuses pressions, allant de l'intimidation jusqu'à l'emprisonnement arbitraire, l'autocensure, la propagande et la déformation de la vérité ont été les principales armes des attaques contre les droits et libertés des médias. La liberté de la presse est encore plus fragilisée par les conditions déplorables dans lesquelles travaillent les professionnels de la communication. Le nombre d'atteintes à la liberté d'expression au cours de six premiers mois de 2006 a été sensiblement le même que celui des six premiers mois de 2005. Mais des dangers beaucoup plus graves, comme des menaces de mort à des journalistes du fait de leur activité, ont été observés par les membres du Groupe de Protection de la Liberté de la Presse qui travaillent en liaison avec l'Union Nationale des Journalistes Somaliens.

Le projet approuvé par le PIDC en 2006 visait à renforcer et à promouvoir la liberté d'expression en Somalie ; il réunissait des professionnels de la communication, des propriétaires d'entreprises de presse et des organisations de la société civile. Après consultations avec d'autres intervenants, son maître d'œuvre, le NUSOJ, a décidé de consolider les efforts entrepris en préparant un second projet qui va catalyser l'action collective de sauvegarde de la liberté d'expression.

Par le biais du Forum de la Libre Expression, projet approuvé et mis en œuvre en 2006, la présente proposition prévoit de s'attaquer aux problèmes évoqués en entreprenant les activités suivantes :

- Organiser des groupes au sein des médias et de la société civile pour défendre collectivement la liberté d'expression ;
- Mettre en place un réseau à l'échelle nationale chargé de surveiller, d'enquêter, d'enregistrer et de rendre compte des atteintes à la liberté d'expression ;
- Planifier des campagnes de presse condamnant les violations de la liberté d'expression ;
- Organiser un mécanisme d'échanges d'informations entre les diverses associations de défense de la liberté d'expression ;
- Coordonner leur action afin qu'elles s'expriment d'une seule et même voix.

### **2. DESCRIPTION DES GROUPES CIBLES**

Ce projet vise les mêmes groupes cibles que ceux du précédent projet approuvé par le PIDC, c'est-à-dire les journalistes, les entreprises de presse, la société civile et la population. Sur le plan géographique, les bénéficiaires viendront des régions du nord-ouest (Somaliland), du nord-est (Puntland), des régions du centre, de la région de Banadir (Mogadiscio) ainsi que des régions du sud-est et du sud-ouest du pays.

### **3. OBJECTIFS IMMÉDIATS**

Bâtir un puissant forum associant les médias et des associations appartenant à la société civile pour donner du poids à une défense collective de la liberté d'expression en Somalie.

#### **4. OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT**

- Le renforcement et la promotion d'une défense collective de la liberté d'expression entraîneront un plus grand respect des libertés individuelles et des droits fondamentaux de l'homme dans le cadre de la loi ;
- Un terme mis aux violations de la libre expression des idées et des opinions encouragera la société à participer à des débats sur les questions d'intérêt national, contribuant ainsi au progrès de la démocratie et de la bonne gouvernance.

#### **5. INVESTISSEMENTS**

- Salles de réunion pour la conférence nationale et les ateliers ;
- Transport et hébergement des participants ;
- Un concepteur de site Web pour la création du site du Forum de la Libre Expression ;
- Bureau et salle de conférence pour le Forum de la Libre Expression.

#### **6. RÉSULTATS**

- Création d'un réseau national chargé de surveiller en permanence les atteintes à la liberté d'expression ;
- 30 participants du monde des médias et de la société civile auront imaginé des méthodes propres à renforcer la liberté d'expression ;
- Le Forum de la Libre Expression dispose d'un bureau et d'une salle de conférence ;
- Le site Web d'informations sur la situation de la liberté d'expression en Somalie est opérationnel ;
- L'intégration de la notion de libre expression dans les lois du pays, le droit de la population à accéder librement à l'information, la notion de diffamation et des relations entre la société civile et les médias pour la défense de la liberté d'expression font l'objet d'un débat ;
- 40 journalistes sont sensibilisés aux questions de la liberté de la presse et de la déontologie de leur profession.

#### **7. ACTIVITÉS**

- Organisation un atelier de trois jours pour 20 participants, consacré à la création d'un réseau national chargé de surveiller les atteintes à la liberté d'expression ;
- Organisation d'une conférence nationale de trois jours réunissant 30 participants, pour délibérer sur les moyens propres à renforcer la liberté d'expression pendant la période de transition ;
- Equipement d'un bureau et d'une salle de conférence pour le Forum de la Libre Expression ;
- Création d'un site Web pour le Forum de la Libre Expression ;
- Organisation d'un atelier de trois jours pour 25 participants sur la reconnaissance par les lois du pays du droit à la libre expression et du droit de la population à accéder librement à l'information, pour que la notion de diffamation soit précisée, ainsi que les relations entre la société civile et les médias pour la défense de la liberté d'expression ;
- Organisation d'un atelier de 2 jours pour 40 participants, consacré à la liberté de la presse et aux obligations des journalistes.

## 8. PLAN DE TRAVAIL (pour 2007)

Activités	Mise en œuvre	Rédaction des rapports
Atelier de 3 jours sur la création d'un réseau national	mai	mai - juin
Conférence nationale (3 jours)	juin	juin - juillet
Equiperment d'un bureau et d'une salle de conférence	juin	juin - juillet
Création d'un site Web	juillet - août	août
Atelier de 3 jours sur la place de la liberté d'expression dans les lois du pays	septembre	septembre - octobre
Atelier de 2 jours sur la liberté de la presse et les obligations des journalistes	octobre	octobre - novembre

## 9. CADRE INSTITUTIONNEL

Dans le courant de l'année 2006, l'Union Nationale des Journalistes Somaliens (NUSOJ) a mis en œuvre un projet approuvé par le PIDC sur la liberté d'expression en Somalie. Il en est résulté un Forum dont la mission est de renforcer et de promouvoir la défense collective de la libre expression. Cette importante activité nécessite la poursuite d'une assistance afin qu'elle soit en mesure d'atteindre ses objectifs.

## 10. VIABILITÉ A LONG TERME

L'Union Nationale des Journalistes Somaliens (NUSOJ), maître d'œuvre de ce projet, est prête à contribuer aux activités du Forum qui réunit diverses associations de défense de la liberté d'expression en Somalie, puisqu'elle a déjà participé au projet précédent.

La NUSOJ et les membres du Réseau Somalien de Défense des Droits de l'Homme ont mis au point un plan à long terme pour défendre les droits de l'homme et la liberté d'expression. C'est la raison pour laquelle les résultats de ce projet seront viables.

## 11. SUIVI DU PROJET

L'Union Nationale des Journalistes Somaliens procédera à ses propres activités de suivi. L'UNESCO pourra confier à ses Bureaux de Mogadiscio, Hargeisa, Addis-Abeba ou Nairobi le soin de contrôler le déroulement des activités de ce projet. L'UNESCO pourra aussi le demander au Bureau du PNUD à Mogadiscio ou au Réseau Somalien de Défense des Droits de l'Homme (SOHRIDEN), organisme de tutelle qui réunit les ONG engagées dans la défense des droits de l'homme dans le pays.

## 12. ÉVALUATIONS EFFECTUÉES

Les activités auxquelles il a été procédé avant la présentation de ce projet montrent qu'il existe un besoin croissant pour la libre expression en Somalie.

## 13. RAPPORTS D'ACTIVITÉ DE L'ORGANISME BÉNÉFICIAIRE

L'Union Nationale des Journalistes Somaliens établira un rapport pour chacune des activités entreprises. Un rapport final sera présenté à l'issue du projet.



## C. INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES

### Assistance fournie par le PIDC dans le passé

PDC/4SOM/16 350-SOM-41	40,000	Somalia	1983 - 1985
		Training programme to prepare for the inauguration of TV	
PDC/5SOM/07 350-SOM-51 523-SOM-61 (FIT-USA)	40,000 100,000	National Communication Training Institute	1985 - 1988
PDC/49 SOM/02 354-SOM-5052	20,000	SAFEGUARDING AND PROMOTING FREEDOM OF EXPRESSION IN SOMALIA	2006-2007
<b>Total Somalia: US\$100,000+US\$ 100,000 (Funds-in-trust)</b>			

### Activités préparatoires

Un projet approuvé par le PIDC, visant à renforcer et promouvoir la liberté d'expression en Somalie a été mené à bien. Des professionnels de la communication, des propriétaires d'entreprises de presse et des organisations de la société civile y ont pris part. Ils ont la volonté de faire progresser la défense de la libre expression, mais une nouvelle aide financière est nécessaire pour y parvenir.

### Apport de l'organisme bénéficiaire pendant la durée du projet

La contribution de l'Union Nationale des Journalistes Somaliens s'élèvera à US\$ 4 400.

## D. BUDGET

<b>BUDGET CONCERNANT LES APPORTS DU PIDC (en dollars des Etats-Unis)</b>	
<b>Atelier de 3 jours pour la création d'un réseau national de surveillance</b>	
Transport aérien (local) pour 15 personnes :	5 250
Hébergement pour 18 personnes :	1 350
Locaux pour l'atelier :	1 350
Documents de travail :	800
Déplacements locaux :	130
<b>Conférence de 3 jours (30 participants)</b>	
Transport aérien (local) pour 15 personnes :	5 250
Hébergement pour 25 personnes :	1 875
Salle de conférence :	1 350
Déplacements locaux :	250
Documents de travail :	800

<b>Bureau et salle de conférence</b>	
Ordinateur :	950
Mobilier de bureau :	1 000
Mobilier pour la salle de conférence (4 tables, 50 chaises) :	1 740
Projecteur :	1 200
Microphone :	380
<b>Site Web de la Libre Expression</b>	
Enregistrement du nom de domaine :	200
Hébergement du site (pour un an) :	200
Conception du site :	800
<b>Atelier de 3 jours pour la Libre Expression</b>	
Transport aérien (local) pour 10 personnes :	3 500
Hébergement pour 23 personnes :	1 725
Documents de travail :	800
Déplacements locaux (13 personnes) :	325
<b>Atelier de 2 jours pour 40 participants</b>	
Transport aérien (local) pour 15 personnes :	5 250
Hébergement pour 35 personnes :	1 750
Documents de travail :	900
Transport par autobus (15 personnes) :	375
Suivi	1 000
<b><u>TOTAL :</u></b>	<b><u>40 500</u></b>

<b>BUDGET CONCERNANT LES APPORTS DE L'ORGANISME BÉNÉFICIAIRE</b> (en dollars des Etats-Unis)	
Communications :	700
Indemnité pour le rapporteur :	800
Articles de bureau :	2 300
Coordination :	600
<b><u>TOTAL :</u></b>	<b><u>4 400</u></b>

# TANZANIE

<b>A. IDENTIFICATION DU PROJET</b>		
1.	<b>TITRE</b>	<b>FORMATION DES COMMUNAUTÉS A LA LIBERTÉ D'EXPRESSION</b>
2.	<b>NUMÉRO</b>	<b>PDC/51 URT/01</b>
3.	<b>CATEGORIE DE MÉDIA</b>	Radiodiffusion
4.	<b>DOMAINE DE PRIORITÉ DU PIDC</b>	Liberté d'expression et pluralisme des médias
5.	<b>PORTÉE</b> (nationale, régional, interrégionale)	Nationale
6.	<b>TYPE D'AIDE DEMANDÉE</b>	Financière ; équipement
7.	<b>COÛT TOTAL DU PROJET</b>	US \$ 55 900
8.	<b>MONTANT DEMANDÉ AU PIDC</b>	US \$ 41 000
9.	<b>BÉNÉFICIAIRE DU PROJET</b>	Population de la Zone du Lac
10.	<b>MAÎTRE D'ŒUVRE</b>	Université St. Augustin de Tanzanie (SAUT)
11.	<b>LOCALISATION</b>	Région de Mwanza
12.	<b>PROJET PRÉPARÉ PAR</b>	Dr Charles H. KITIMA, Vice-Chancelier, Université St. Augustin de Tanzanie
<b>DÉCISION DU BUREAU</b>		

## **B. PRÉSENTATION**

### **1. HISTORIQUE ET JUSTIFICATION**

La croissance socio-économique de la Tanzanie, comme celle de beaucoup d'autres pays africains, est limitée. La production vivrière est insuffisante et en déclin, la pauvreté rurale et urbaine s'étend, et les services gouvernementaux de l'éducation, de la santé, de la sécurité et de l'assistance technique ne parviennent pas aux importantes populations des zones rurales et urbaines. La Constitution de la République Unie de Tanzanie prévoit que chacun a droit à la liberté d'expression. Bien que cette liberté fondamentale soit garantie par le gouvernement, la plus grande partie de la population n'en a pas conscience. La liberté d'expression n'est pas mise à profit par la majorité des populations qui résident dans les zones rurales. Une formation à la liberté d'expression, de même qu'une loi sur les médias ainsi que d'autres dispositions législatives sont maintenant indispensables à bref délai. La loi sur la presse écrite de 1976 n'est plus en cohérence avec les dispositions constitutionnelles sur la liberté d'expression, qui constituent le fondement même de la loi sur les médias. En outre, il n'existe pas de recueils méthodiques des dispositions réglementaires sur lesquelles peuvent s'appuyer les journalistes et les communicateurs au service des communautés. L'ensemble du processus de démocratisation et de développement de la Tanzanie est ainsi entravé par l'ignorance dans laquelle se trouvent les populations quant à leurs droits et à leurs libertés.

Les journaux, la radio et la télévision sont libres de recueillir et de diffuser l'information, mais cette liberté n'est pas utilement mise à profit, du fait de la méconnaissance de la liberté d'expression. Une formation traitant de ce thème et de la loi sur les médias par le biais de programmes radiophoniques et par la mise à disposition de publications juridiques sera le fer de lance du développement de la société. Pour mener à bien de telles activités, une recherche approfondie sur la liberté d'expression ainsi que la compilation des textes juridiques déjà existants sont indispensables.

Dans la Tanzanie d'aujourd'hui, les mass médias peuvent se révéler un outil très efficace pour agir en faveur du développement, de la démocratie et des droits humains par l'éradication de la pauvreté. Jusqu'ici, le développement des mass médias dans le pays est en conformité avec de nombreuses normes internationales relatives à la diffusion de l'information.

Il semble toutefois qu'il convienne d'aller plus loin pour s'assurer que certains domaines inexplorés de la vie sociale et politique sont pris en compte d'une manière plus efficace. On relève des violations des droits fondamentaux des individus et des communautés. Par exemple, des chasses aux sorcières et des assassinats de femmes âgées parmi les habitants de la Zone du Lac constituent, depuis des décennies, un drame social permanent et incurable. De telles violations sont un obstacle à la réalisation du Programme de Développement National de la Tanzanie "Vision 2025" et à la poursuite des objectifs du Millénaire. Grâce à une libre circulation de l'information, les médias peuvent aider à mettre un terme à ces violations. Ce projet utilisera les canaux de la radio et de la télévision dans un but éducatif.

### **2. DESCRIPTION DES GROUPES CIBLES**

Les cibles de ce projet sont les populations déshéritées du pays, particulièrement dans la Zone du Lac, qui compte plus de 8 millions d'habitants. Les groupes cibles de base sont ceux qui ont accès à la radio.

### **3. OBJECTIFS IMMÉDIATS**

- Le premier objectif de ce projet consiste à produire un manuel traitant de la loi sur les médias, ainsi que des programmes radiophoniques sur la liberté d'expression et la loi sur les médias, et plus particulièrement sur les problèmes sociaux des zones rurales et urbaines de la région de Mwanza ;
- Entreprendre la formation des journalistes en activité de Mwanza, Shinyanga, Kagera, Musoma, Kigoma et Tabora, qui travaillent sur les questions sociales, politiques, économiques et environnementales en relation avec le développement communautaire.

### **4. OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT**

Une formation à la liberté d'expression et à la loi sur les médias assurera transparence et fiabilité du côté du gouvernement. La population sera informée de ses libertés et droits fondamentaux. L'autorité de la loi et le respect des droits humains seront renforcés. La population disposera des connaissances appropriées permettant sa participation active au processus de décision pour la réalisation du Programme de Développement National de la Tanzanie "Vision 2025" et la poursuite des objectifs du Millénaire.

### **5. INVESTISSEMENTS**

- Equipement : trois ordinateurs HP *Compaq* – imprimante HP *Laser Jet* – 3 onduleurs – photocopieuse – enregistreur de disques – matériel d'émission en extérieurs – deux appareils numériques ;
- Formation de formateurs ;
- Production et diffusion ;
- Production du manuel ;
- Recherche ;
- Création d'un site Web.

### **6. RÉSULTATS**

- Production de programmes radiophoniques consacrés à la liberté d'expression et à la loi sur les médias en faveur du développement et de démocratisation, diffusés par Radio SAUT et par Radio Free Africa ;
- Edition du manuel consacré à la loi sur les médias en anglais et en kiswahili ;
- Formateurs formés ;
- Mise en exploitation du site Web.

### **7. ACTIVITÉS**

Recherche de données – acquisition de documentation et d'équipement – production de programmes radiophoniques – analyse et recherche sur la formation de formateurs – analyse et compilation de la loi sur les médias en Tanzanie – édition et distribution des manuels de formation – diffusion de programmes radiophoniques éducatifs – publications des conclusions – création d'un centre de documentation et d'un site Web.

## 8. PLAN DE TRAVAIL

Activité	Durée	
Associer les membres de la communauté à la définition du contenu des programmes de formation (recherche de données)	2 mois	mai – juin 2007
Acquisition de documentation et d'équipement	2 mois	mai – juin 2007
Analyse des informations recueillies auprès des communautés	1 mois	juillet 2007
Préparation et production de programmes radiophoniques	1 mois	août 2007
Etude, analyse et compilation de la loi sur les médias	6 mois	juil. 2007 – jan. 2008
Formation à l'université des formateurs des cinq régions	2 semaines	septembre 2007
Edition et distribution des manuels pédagogiques	1 mois	février 2008
Diffusion des programmes radiophoniques éducatifs (4 fois par semaine)	18 mois	sept. 2007 – mars 2009
Création d'un site Web sur la liberté d'expression en Tanzanie ; diffusion de ses conclusions	2 mois	jan. – fév. 2007
Création d'un centre de documentation à l'Université St. Augustin de Tanzanie (SAUT)	6 mois	juin – déc. 2007
Suivi et évaluation du projet	2 mois	oct. – déc. 2007

## 9. CADRE INSTITUTIONNEL

Le projet sera mis en œuvre par l'Université St. Augustin de Tanzanie dans les conditions définies par l'UNESCO.

## 10. VIABILITÉ A LONG TERME

Il a été prévu qu'un an après la mise en œuvre de ce projet, le budget de l'Université permettra d'assurer sa viabilité. La station de radio continuera à diffuser les programmes deux fois par semaine, et les manuels seront imprimés sur la base du prix coûtant afin d'assurer leur diffusion la plus large.

## 11. RAPPORTS D'ACTIVITÉ DE L'ORGANISME BÉNÉFICIAIRE

L'Université va constituer un Comité au sein de la Faculté de Communication de Masse, afin de suivre le déroulement des activités du projet. L'organisme bénéficiaire, l'Université St. Augustin de Tanzanie, présentera au Bureau de l'UNESCO un rapport d'activité tous les quatre mois.

## C. INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES

### Assistance fournie par le PIDC dans le passé:

<b>PDC/3URT/29</b> 350-URT-31	40,000	United Republic of Tanzania  Development of News Agency	1982 - 1984
<b>PDC/5URT/10</b> 350-URT-51	50,000	Equipping of Regional Information Centres in Zanzibar	1985 - 1987
<b>PDC/10URT/01</b> 352-URT-01	75,000	Rehabilitation of Television Zanzibar (TVZ)	1990 - 1992
<b>PDC/14URT/01</b> 352-URT-41	50,000	Information and communication for development	1994 - 1996
<b>PDC/15URT/01</b> 352-URT-51	54,500	Training for the national television broadcasting	1995 - 1997
<b>PDC/18URT/01</b> 352-URT-81	45,000	Rehabilitation and extension of the Rural Press project	1998 - 1999
<b>PDC/19URT/01</b> 352-URT-91	40,000	Television Zanzibar information network	1999 - 2001
<b>PDC/24URT/01</b> 552URT5000 (FIT-Japan)	75,710	Capacity Building for Television TAIFA TVT	2004-2005
PDC/49 URT/01 354 URT 5053 (Co-financed by France)	30,000	JOURNALISM TRAINING CENTRE	2006-2007
<b>Total United Republic of Tanzania: US\$ 384,500+ US\$75,710 (FIT)</b>			

### Activités préparatoires

Préalablement à la présentation de ce projet, des missions d'études conduites dans divers endroits ont permis de constater des violations des droits humains. Leurs causes ont été identifiées comme étant la méconnaissance des libertés et des droits fondamentaux. Le manque d'informations sur les plans de développement national constitue également un facteur de pauvreté.

### Apport de l'organisme bénéficiaire pendant la durée du projet

L'Université mettra ses ressources (matériel, experts et locaux pédagogiques) à la disposition du projet. Le budget de l'Université porte sur une contribution de US\$ 14 900.

### Aide sollicitée auprès de sources autres que le PIDC

L'Université n'est pas parvenue à obtenir une assistance financière de la part d'autres organismes. Des requêtes ont été adressées à des organisations comme DANIDA, mais sans résultat.

## D. BUDGET

### BUDGET CONCERNANT LES APPORTS DU PIDC (en dollars des États-Unis)

Trois ordinateurs HP <i>Compac</i> :	3 000
Imprimante HP <i>Laserjet</i> :	200
3 onduleurs :	360
Photocopieuse :	3 500
Enregistreur de disques :	1 300
Matériel d'émission en extérieurs :	8 160
2 appareils numériques :	2 000
Formation de 2 formateurs de 6 régions (4 jours) :	4 320
Diffusion des programmes radiophoniques éducatifs :	5 760
Edition et distribution du manuel :	4 000
2 chercheurs :	2 000
4 assistants de recherche :	2 400
Création du site Web :	3 000
Suivi	1 000
<b><u>TOTAL</u> :</b>	<b><u>41 000</u></b>

### BUDGET CONCERNANT LES APPORTS DE L'ORGANISME BÉNÉFICIAIRE (en dollars des États-Unis)

Achat de 10 CD-ROMs et 10 vidéocassettes :	100
Analyse et documentation (2 mois) :	4 000
Diffusion des programmes radiophoniques éducatifs :	5 800
Création du site Web :	3 000
Installation du Centre de documentation et d'information à l'Université (SAUT) :	2 000
<b><u>TOTAL</u> :</b>	<b><u>14 900</u></b>



# TOGO

<b>A. IDENTIFICATION DU PROJET</b>		
1.	<b>TITRE</b>	<b>RENFORCEMENT DES CAPACITÉS DE L'OBSERVATOIRE TOGOLAIS DES MÉDIAS (OTM)</b>
2.	<b>NUMÉRO</b>	<b>PDC/51 TOG/01</b>
3.	<b>CATEGORIE DE MÉDIA</b>	Presse écrite, radio, télévision
4.	<b>DOMAINE DE PRIORITÉ DU PIDC</b>	
5.	<b>PORTÉE</b> (nationale, régional, interrégionale)	Nationale
6.	<b>TYPE D'AIDE DEMANDÉE</b>	Financière
7.	<b>COÛT TOTAL DU PROJET</b>	US \$ 26 900
8.	<b>MONTANT DEMANDÉ AU PIDC</b>	US \$ 26 900
9.	<b>BÉNÉFICIAIRES DU PROJET</b>	Médias et journalistes
10.	<b>MAÎTRE D'ŒUVRE</b>	Observatoire Togolais des Médias (OTM)
11.	<b>LOCALISATION</b>	Lomé
12.	<b>PROJET PRÉPARÉ PAR</b>	Francis Pedro Amuzun, Président
<b>DÉCISION DU BUREAU</b>		

## **B. PRÉSENTATION**

### **1. HISTORIQUE ET JUSTIFICATION**

Depuis le déclenchement du processus démocratique au Togo dans les années 1990, on a assisté à la naissance d'une floraison de titres dans la presse écrite. Il y a une dizaine d'années, sont apparues les stations de radio privées. Aujourd'hui, c'est au tour des télévisions privées.

Ce projet vise, à travers deux volets (monitoring et formation), à accompagner les professionnels de la communication dans la professionnalisation de leurs activités, de manière à assurer un journalisme responsable et de qualité, pour le plus grand bénéfice de la population togolaise.

Pour aider les professionnels de la communication togolais dans leur mission, il est apparu nécessaire de créer un organe d'autorégulation fonctionnant comme un tribunal de pairs : "*L'Observatoire Togolais des Médias*" (OTM). Il a pour vocation d'être un observateur attentif du respect de la déontologie au sein des entreprises de presse du pays.

Sur le plan de la liberté de presse, malgré les entraves causées par certaines lois contraignantes relatives à la presse, les organisations professionnelles continuent à défier les autorités. En 1998 avait été établi un code de la presse libéral, mais cette loi a été modifiée en 2000, 2002 et en 2004. En dépit de cette situation, l'ensemble des médias (presse écrite, radio et télévision) ont connu un essor considérable. En l'absence d'aide à la presse (pourtant prévue par le Code de la Presse), les journaux, les radios et les télévisions tentent de s'organiser et de survivre dans cette situation de crise. Les organisations professionnelles, à travers l'Observatoire Togolais des Médias, encouragent les communicateurs à un plus grand respect du Code d'éthique et de déontologie des journalistes, et font campagne pour la dépénalisation totale des délits de presse au Togo.

### **2. DESCRIPTION DES GROUPE CIBLES**

Les médias en général, et particulièrement les journalistes, pour les aider à offrir les meilleures prestations à leur public (lecteurs, auditeurs et téléspectateurs).

### **3. OBJECTIFS IMMÉDIATS**

L'objectif immédiat de ce projet est d'accentuer l'indépendance et le travail d'autorégulation de l'Observatoire Togolais des Médias au sein de la presse togolaise en (i) renforçant les connaissances des journalistes sur les textes et lois relatifs à la presse ; (ii) en formant des observateurs de monitoring des médias ; et (iii) en facilitant un échange entre responsables des médias, journalistes, magistrats, et représentants de l'armée et des forces de l'ordre afin de dissiper le climat de suspicion qui existe entre ces professions.

NB : Les superviseurs de l'OTM n'auront pas un rôle de gendarmes, mais l'Observatoire publiera régulièrement des communiqués qui pourront signaler les manquements à la déontologie et à l'éthique.

### **4. OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT**

En renforçant la crédibilité et l'autonomie de l'OTM, ce projet contribuera à la promotion de la liberté d'opinion et d'expression et à l'émergence d'une presse indépendante et responsable au Toogo. Le professionnalisme des journalistes dans le traitement de l'information et dans le respect de l'éthique professionnelle sera renforcé

## **5. INVESTISSEMENTS**

### Equipements :

- Matériel informatique (ordinateurs, imprimantes, onduleurs) ;
- Matériel audiovisuel (téléviseurs, récepteurs de radio, lecteur DVD) ;
- Téléphone et fax.

### Formation :

- Formation des superviseurs et observateurs du monitoring ;
- Journées de réflexion (médias, magistrats, armée et forces de l'ordre).

## **6. RÉSULTATS**

- Amélioration de la capacité institutionnelle de l'OTM ;
- Renforcement des compétences des journalistes et des professionnels de la communication en matière juridique (loi sur la Presse).

## **7. ACTIVITÉS**

### FORMATION :

#### Formation des superviseurs :

Cette formation regroupera six personnes. Trois seront sélectionnées à Lomé et trois autres dans les provinces. Leur formation sera assurée par un juriste et un journaliste.

#### Journées de réflexion :

La première rassemblera une cinquantaine de journalistes qui recevront une formation relative aux lois et textes concernant la presse (Code de la presse, Code de déontologie etc.).

La seconde regroupera les responsables des médias, les journalistes, les magistrats, des représentants de l'armée et des forces de l'ordre pour des échanges visant à dissiper le climat de suspicion qui existe entre ces professions, climat qui est de nature à générer des préjugés, voire des dérapages ou des bavures à l'encontre des journalistes.

#### Monitoring des médias :

Le rôle des superviseurs est d'écouter, regarder et lire tout ce qui est publié et diffusé, afin de publier des rapports. Ils devront prendre en compte les heures de diffusion, le contenu des articles, les thématiques haineuses ou provocatrices, et le vocabulaire à proscrire.

## **8. PLAN DE TRAVAIL**

Le projet sera mis en œuvre quatre mois après déblocage des fonds.

- Achat d'équipements ;
- Sélection et formation des superviseurs ;
- Elaboration du cadre de travail des superviseurs ;
- Suivi et évaluation du monitoring ;
- Recherche des intervenants pour les journées de réflexion.

## **9. SUIVI DU PROJET**

Le suivi du projet sera réalisé par l'OTM.

## 10. ÉVALUATIONS EFFECTUÉES

Les évaluations seront réalisées par l'OTM et par un autre organisme au choix du PIDC.

## 11. RAPPORTS D'ACTIVITÉ DE L'ORGANISME BÉNÉFICIAIRE

L'organisme bénéficiaire s'engage à présenter un rapport d'activité tous les quatre mois.

### C. INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES

#### Assistance fournie par le PIDC dans le passé

<b>PDC/6TOG/01</b> 350-TOG-61	60,000	Togo Development of the National Press Agency	1985 - 1988
<b>PDC/8TOG/01</b> 350-TOG-81	30,000	Revival of Radio Kara	1988 - 1991
<b>PDC/17TOG/01</b> 350-TOG-71	40,000	Multimedia Training Project for Journalists and Technicians	1997 - 1998
<b>PDC/21 TOG/02</b> 353TOG5011	10,000	Project in support of training courses for Togolese journalists at the Journalism Centre of Lomé	2003 -2004
		<b>Total Togo: US\$ 140,000</b>	

#### Aide sollicitée auprès de sources autres que le PIDC

Aucune.

### D. BUDGET

#### BUDGET CONCERNANT LES APPORTS DU PIDC (en dollars des Etats-Unis)

<b>Equipement</b>	
3 ordinateurs :	3 900
2 imprimantes :	800
3 onduleurs :	600
Fax :	400
2 récepteurs de télévision :	2 000
2 radio-cassettes :	300
6 récepteurs de radio :	300
Lecteur de DVD :	200
<b>Formation-1 (monitoring)</b>	
Ateliers pour 6 participants (monitoring) :	600
Prise en charge des intervenants :	7 200

<b>Formation-2 (lois sur la Presse)</b>	
Déplacements (50 journalistes) :	1 000
Location de salle, déjeuners, pauses café :	1 000
Achat des lois et textes juridiques sur la Presse (pour 50 participants) :	1 000
4 intervenants (spécialistes en communication) :	800
Secrétariat :	400
<b>4 Journées de réflexion</b>	
Déplacements (30 participants) :	2 400
Location de salle, déjeuners, pauses café :	2 000
2 intervenants (spécialistes en communication) :	400
Secrétariat :	600
Suivi :	1 000
<b><u>TOTAL</u> :</b>	<b><u>26 900</u></b>

# UGANDA

(ENGLISH VERSION ONLY)

<b>A. PROJECT IDENTIFICATION</b>		
<b>1.</b>	<b>TITLE</b>	<b>UGANDA RADIO NETWORK NEWS AGENCY AND TRAINING PROJECT</b>
<b>2.</b>	<b>NUMBER</b>	PDC/51UGA/ 01
<b>3.</b>	<b>CATEGORY OF MASS MEDIA</b>	Radio broadcasting and training
<b>4.</b>	<b>IPDC PRIORITY AREA</b>	Development of community media
<b>5.</b>	<b>SCOPE (national, regional, interregional)</b>	National
<b>6.</b>	<b>TYPE OF ASSISTANCE REQUESTED</b>	Financial
<b>7.</b>	<b>TOTAL COST OF PROJECT</b>	US \$ 94 400
<b>8.</b>	<b>AMOUNT REQUESTED FROM IPDC</b>	US \$ 27 900
<b>9.</b>	<b>BENEFICIARY BODY</b>	INSTITUTE OF WAR AND PEACE REPORTING AFRICA CHAPTER UGANDA RADIO NETWORK
<b>10.</b>	<b>IMPLEMENTING BODY</b>	UGANDA RADIO NETWORK
<b>11.</b>	<b>PROJECT LOCATION</b>	UGANDA
<b>12.</b>	<b>PROJECT PREPARED BY</b>	UGANDA RADIO NETWORK MANAGEMENT
<b>DECISION OF THE BUREAU</b>		

## **B. PRESENTATION**

### **1. BACKGROUND AND JUSTIFICATION**

Since 1986, Northern Uganda has been plagued by rebellions, the longest and most devastating by the Lord's Resistance Army (LRA). The conflict also spread to areas in eastern and northwestern Uganda. According to Uganda government estimates, more than 1.2 million people were forced to flee their homes into camps for the internally displaced as a result of the conflict. Consequently, radio stations in the northern Uganda, like the rest of the population in the region, were isolated. This proposal seeks to implement the Uganda Radio Network Pilot in-house training project.

Uganda Radio Network will spend two weeks at each of the four radio stations, implementing a carefully designed skills-training programme in the environment in which the radio broadcasters operate. In-house radio training is an urgent and vital addition needed to supplement ongoing programmes that have achieved enormous impact in the last 10 months.

Since the liberalisation of airwaves in Uganda in 1993, each region of the country has acquired more than two radio stations. Although the majority of the stations are privately-owned enterprises, they nevertheless play an important community role. For the majority of Ugandans, these community-based radio stations are the only reliable, affordable and realistic sources of information. The fact that the radio stations are private enterprises limits the influence of government to regulation and policy. The greatest weakness of the radio stations, however, remains the lack of skills and expertise to process the information in a professional manner, useful for the audiences.

The Institute for War and Peace Reporting (IWPR) Uganda Radio Network project has a two-pronged approach to the quality and content problems of radio in Uganda. First is the Network news agency, established in October 2005, which supplies locally collected news packaged to international standards to 37 different radio stations. The second facet of Uganda Radio Network's operation is the Training Department, which has conducted journalism skills workshops to 189 radio reporters in 17 locations throughout the country.

The purpose for which this grant is being sought is to enable the Network's Training Department strengthen radio station reporting and programming skills in areas that were previously not reached by the training programmes.

### **2. DESCRIPTION OF THE TARGET GROUPS**

The population in Northern Uganda is slowly emerging out of a 20-year brutal civil war that confined more than two million people in Internally Displaced People's camps. As government, civil society and donor agencies start the slow resettlement programme for the IDP's, radio is a vital link that provides information on the condition, status and aspirations of these communities.

About one third of the population in the West Nile region is returning home to Southern Sudan after almost a quarter of a century of exile in Uganda. Both the Ugandan hosts and the returning refugees face an uncertain future and need skills to cope with the changes. Existing radio channels urgently need the know-how to appropriately participate in information exchange and knowledge sharing that is vital for both communities in the transition period.

### **3. IMMEDIATE OBJECTIVE**

To conduct 4 in-house training sessions to raise the capacity of the journalism and radio production skills of staff working in the most disadvantaged radio stations of the post-conflict areas of the North, North-eastern and North-western Uganda.

The training would benefit no less than 40 Ugandan journalists working in post-conflict areas, ten of them being women.

### **4. DEVELOPMENT OBJECTIVE**

The political transition and the struggle to institutionalise instruments of power are continuously challenging fragile State structures. Politicians and journalists are constantly debating:

- Whether criticism breeds anarchy or provides useful dialogue for democratic processes;
- Whether correct observation of human rights jeopardizes national security;
- Whether democracy is good for poor African countries;
- Whether an independent media constitutes opposition to the State;
- Whether criticising elderly statesmen is disrespectful or treasonable.

Though basic, these questions determine the environment Ugandan journalists must operate in.:

- Political pressure from a powerful civil and military authority;
- A challenging legal environment that still applies criminal law on media offences;
- An enthusiastic but ill-equipped and poorly trained body of journalist;
- A fragile and easily manipulated civil society;
- An impoverished and badly informed population.

There are unique opportunities in each of the issues that confront the media in Uganda today. There cannot be full development unless the questions of governance are addressed to. Political leaders can only answer the governance questions if they are listening to informed views of the electorate.

### **5. PROJECT INPUTS**

Uganda Radio network project has developed an enormous capacity from previous grants, which will be used in the training. The networks inputs constitute both human, financial and technology recourses.

- Four certified, highly-skilled local radio trainers with international experience;
- Ten sets of professional training equipment, including computers, digital recorders, microphones and mixers;
- A two-week training module (currently published on [www.iwpr.net](http://www.iwpr.net));
- Logistic and administrative support.

### **6. PROJECT OUTPUTS**

- Forty junior to middle-skilled reporters and radio programmers from four radio stations will receive practical skills training;
- At least four new programmes will be initiated on the four radio stations to directly address the needs of the local population.



## 7. ACTIVITIES

- Preparation of tailor-made training material, equipment and handouts to suit the specific environment of the radio stations;
- A 10-day on-site training of staff at the radio station;
- A post-training assessment of the impact and implementation of the programme;
- Signing of a memorandum with the interested radio stations to join Uganda Radio Network for news, features and exchange of programming materials;
- Reporting through the Network report mechanism.

## 8. WORK PLAN

WEEK	DAY	PARTNER	TASK
Week 1		Station I (Karamoja)	Pre-training contact, basic needs assessment; agreement on training module; finance plan and programme schedule.
Weeks 2-3	Day 1	Station I (Karamoja)	Orientation; actual needs assessment with all departments; appraisal of department status and performance.
	Day 2		Study of station's missions and objectives; design of audience and radio signal maps.
	Day 3		Understanding audiences: audience survey; audience research methods; broadcast language and appeal; entertainment vs. education, excitement vs. utility.
	Day 4		The interview; basic interviewing skills; resource management; sticking to the news agenda.
	Day 5		Practical exercises in interviewing and show hosting; preparation, execution, reporting.
	Days 6 / 7		In-house co-supervision of news, production and programming departments.
	Day 8		Introduction to use of recording equipment; sound quality.
	Day 9		Radio editing equipment; editing techniques; practical editing exercises.
	Days 10/12		Field work.
	Days 13/14		Evaluation of news, production and programming departments.
Week 4		Station I (Karamoja)	Complete report on Training Programme I.
Weeks 5-7		Station II (West Nile)	Training Programme II at West Nile radio station.
Weeks 8-10		Station III (Kitgum)	Training Programme III at Kitgum radio station.
Weeks 11-13		Station IV (Pader/Gulu)	Training Programme IV at Pader or Gulu radio stations.

## 9. INSTITUTIONAL FRAMEWORK

- IWPR Europe offers overall guidance, technology support and provides Uganda Radio Network with the long-established and tested training methods that have been successfully implemented in other countries such as Kosovo, Moldova, Afghanistan, Iraq and Serbia. IWPR Europe also oversees all publications and acts as quality controller.
- IWPR Africa is the administrative headquarters of Uganda Radio Network with project coordinator and management support units. IWPR Africa provides the audit specialists and receives all project in-house and independent monitoring and evaluation reports.

Over the past 10 months, Uganda Radio network has gained unparalleled capacity in training and equipping journalists in Uganda with skills and practice in reporting and programming. Uganda Radio Network is the implementing agent of the grant. All production, training and equipment capacity is resident and controlled in Uganda with advice from the sister organisations.

## 10. SUSTAINABILITY

Sustainability is at the heart of Uganda Radio Network News Agency and Training project. Grants and other forms of donor support are seen as a temporally bridge to help build the capacity of the organisation which has an inbuilt commercial and social value.

The News agency already charges a nominal subscription fee that is helping to offset some administration costs. This fee will slowly and steadily be increased to commercial value in 3 years time, according to projections. IWPR hired a business consultant to help concretise Uganda Radio Network management ideas into a business plan. This will be produced by end of December 2006.

## 11. FRAMEWORK OF MONITORING

IWPR Africa has a running contract with a professional media monitoring group (*Steadman Associates*) in Uganda. It has been monitoring the activities of Uganda radio Network independently, and reports on a quarterly basis. The Radio Network management issues an activity report on a monthly basis to the management support unit in Johannesburg, which in turn reports to the donor agencies.

## 12. EVALUATIONS CARRIED OUT

A mid-term monitoring and evaluation of the Uganda Radio Network Project was submitted by *Steadman and Associates*. A mid-term report is attached.

### C. ADDITIONAL INFORMATION

#### Assistance provided by the IPDC in the past:

<b>PDC/5UGA/09</b> 350-UGA-51	45,000	Uganda Feasibility study and assistance for the rehabilitation of broadcasting	1985 - 1987
<b>PDC/10UGA/01</b> 352-UGA-01 352-UGA-31	70,000 20,000	Manpower planning and development for the Ministry of Information and Broadcasting	1990 - 1994
<b>PDC/14UGA/01</b> 352-UGA-41	60,000	Improvement of radio coverage in rural areas	1994 - 1997
<b>PDC/18UGA/01</b> 352-UGA-91	35,000	Uganda Newspapers Editors and Proprietor Association (UNEPA)	1999 - 2000
<b>Total Uganda: US\$ 230,000</b>			

## D. BUDGET

<b>BREAKDOWN OF IPDC CONTRIBUTION</b> (in US dollars)	
Car hire:	3 750
Airfares and ground transport (4 persons):	1 000
Fuel:	2 240
Stationery (40 trainees):	340
Tea and snacks (40 trainees):	930
Production of Training Handbook (150 copies):	500
Local transport for 40 trainees:	560
Lunches (40 trainees):	1 870
Hire of generator and fuel:	590
Airtime:	1 000
Internet usage:	270
Training materials and documentation:	170
Hire of extra equipment (e.g. overhead projector, 56 days):	3 100
Per diem for management trainers (2 persons × 56 days):	6 850
Per diem for ethics trainers (2 persons × 8 days):	1 350
Accountants (2 persons × 3 days):	380
Administrative overheads:	2 000
Monitoring:	1 000
<b><u>TOTAL :</u></b>	<b><u>27 900</u></b>

<b>BREAKDOWN OF BENEFICIARY'S CONTRIBUTION</b> (in US dollars)	
2 management trainers (salaries):	6 000
2 ethics trainers (salaries):	6 000
Laptop computers, recording kit and microphone (10 units):	16 000
Training module	28 000
Rent of premises:	2 500
Utilities:	8 000
<b><u>TOTAL :</u></b>	<b><u>66 500</u></b>

# UGANDA

<b>A. IDENTIFICATION DU PROJET</b>		
1.	<b>TITRE</b>	<b>LA VOIX DES FEMMES RURALES, DISTRICT D'APAC</b>
2.	<b>NUMÉRO</b>	<b>PDC/51 UGA/ 02</b>
3.	<b>CATEGORIE DE MÉDIA</b>	Radio communautaire et télécentre
4.	<b>DOMAINE DE PRIORITÉ DU PIDC</b>	Communication en zone rurale
5.	<b>PORTÉE</b> (nationale, régional, interrégionale)	Nationale
6.	<b>TYPE D'AIDE DEMANDÉE</b>	Financière
7.	<b>COÛT TOTAL DU PROJET</b>	US \$ 30 000
8.	<b>MONTANT DEMANDÉ AU PIDC</b>	US \$ 12 500
9.	<b>BÉNÉFICIAIRE DU PROJET</b>	Radio Apac et le Réseau des Femmes de l'Ouganda (WOUGNET)
10.	<b>MAÎTRE D'ŒUVRE</b>	Radio Apac et le Centre d'Information de Kubere, district d'Apac
11.	<b>LOCALISATION</b>	District d'Apac
12.	<b>PROJET PRÉPARÉ PAR</b>	Radio Apac et le Réseau des Femmes de l'Ouganda (WOUGNET)
<b>DÉCISION DU BUREAU</b>		

## **B. PRÉSENTATION**

### **1. HISTORIQUE ET JUSTIFICATION**

Dans le district d'Apac, au nord de l'Ouganda, où ce projet sera mis en œuvre, les médias de masse se résument à une seule station de radio communautaire, Radio Apac, et un télécentre communautaire. Pour leur documentation, ils dépendent des journaux, tous publiés à Kampala, et dont un seul, "*Rupiny*", est un hebdomadaire publié en langue locale.

Ce projet s'adresse essentiellement à la radiodiffusion : la station de radio communautaire Radio Apac, et un télécentre polyvalent, le Centre d'information de Kubere. L'objectif principal de ce projet consiste à offrir aux populations les plus démunies, et plus particulièrement aux femmes qui résident dans les zones rurales, un média interactif qui leur soit plus accessible, afin qu'elles puissent exprimer leurs préoccupations et accroître leur participation aux programmes de développement locaux et nationaux.

Les femmes, en particulier dans les zones rurales, sont les dernières à pouvoir accéder à l'information par le moyen de la radio et des TIC. De même leurs voix, comparées à celles de leurs homologues masculins, ne sont guère présentes sur les ondes. L'association réussie des TIC, comme celle des radios communautaires avec les télécentres ruraux, à l'image du Centre d'information de Kubere (dont les programmes sont spécifiquement destinés aux femmes), a montré que les femmes peuvent tirer parti des TIC pour améliorer leurs conditions de vie sur le plan économique et participer à la vie de la société.

### **2. DESCRIPTION DES GROUPES CIBLES**

Les premiers bénéficiaires de ce projet seront le Forum des Femmes d'Apac et le groupe des agricultrices de Mazuri et de Kole dans le district d'Apac.

### **3. OBJECTIFS IMMÉDIATS**

Les femmes du district rural d'Apac savent tirer parti des TIC de manière active et compétente, réalisent des programmes radiophoniques et entreprennent des activités consacrées aux moyens d'existence ; une synthèse des résultats obtenus est étudiée par les gestionnaires et les décideurs.

### **4. OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT**

Un accès équitable aux plates-formes de communication contribue à une amélioration du bien-être des femmes des zones rurales et à l'intégration de la parité hommes/femmes dans le plan national de développement.

### **5. INVESTISSEMENTS**

- La station communautaire Radio Apac est un organisme agréé ;
- Le Centre d'Information de Kubere a été créé en 2005 grâce à une assistance financière du Centre technique pour la Coopération agricole et rurale (CTA) ;
- Organisation des groupes de femmes de zones rurales en 12 secteurs. Le projet "*Amélioration de l'accès à l'information agricole – EAAI*", dont le cadre duquel le télécentre a été créé, exerce ses activités dans 12 secteurs du district d'Apac ;
- Une équipe professionnelle expérimentée dans les domaines des médias, de l'information et de la mobilisation communautaire.

## 6. RÉSULTATS

- Aptitude et confiance en soi des femmes de la région pour produire et présenter des émissions radiophoniques ;
- Acquisition et partage du savoir-faire local ;
- Des programmes radiophoniques locaux, des documentaires vidéo et des données multimédias seront produits dans les cinq domaines clés de la politique de développement des femmes : santé, moyens d'existence, éducation, bonne gouvernance et parité hommes/femmes ;
- Les contenus locaux adéquats seront conçus et adaptés aux divers formats : cassettes audio, vidéos, CD-ROMs et documents imprimés ;
- Des rapports issus de consultations sur les questions de parité et de développement avec divers intervenants financiers : groupements féminins, autorités locales et membres du secteur privé, principales associations pour la promotion de l'égalité des sexes, ONG, ainsi qu'avec d'autres organisations de la société civile ;
- Production d'émissions de débats et d'échanges de vues sur les questions de parité hommes/femmes avec les représentants des principaux intervenants financiers.

## 7. ACTIVITÉS

- Planification des initiatives des groupements féminins ;
- Echanges de vues entre les groupements féminins et les intervenants financiers ;
- Préparation de documentaires radio et vidéo de courte durée et d'émissions radiophoniques développées ;
- Réunions d'information avec les intervenants financiers sur les objectifs du projet ;
- Programmes de formation à la présentation radio destinés aux femmes des zones rurales ;
- Talk shows radiophoniques ;
- Information sur les activités sur place, avec l'aide de matériel audio et vidéo ;
- Reformatage des informations sous forme audio, vidéo, de scripts radiophoniques et de documents de presse ;
- Chargement et mise à jour de l'information sur le site Web ;
- Elaboration des rapports ;
- Renforcement des moyens techniques du studio de production et de la cabine d'antenne.

## 8. PLAN DE TRAVAIL

	Activités	Mois (à partir de mai 2007)											
		Phase 1				Phase 2				Phase 3			
		5	6	7	8	9	10	11	12	1	2	3	4
1	Planification des initiatives des groupements féminins												
2	Echanges de vues entre les groupements féminins et les intervenants financiers												
3	Préparation de documentaires radio et vidéo de courte durée et d'émissions radiophoniques développées												
4	Consultations multisectorielles entre les groupements féminins, les autorités locales, le secteur privé, la société civile et les organismes communautaires												
	Talk shows radiophoniques												
5	Programme de formation pour le groupe cible												
6	Information sur les activités												
7	Chargement et mise à jour de l'information sur les sites Web												
8	Equipements complémentaires pour les studios												
9	Reformatage des informations sous forme de scripts radiophoniques, de cassettes audio et vidéo et de CD-ROMs												
10	Production de programmes radiophoniques												
11	Suivi et évaluation tous les 4 mois												
12	Elaboration et présentation des rapports d'étape												

## 9. CADRE INSTITUTIONNEL

Ce projet sera mis en œuvre dans le cadre d'une collaboration entre Radio Apac, station communautaire du Forum des Femmes, et le réseau Femmes de l'Ouganda, par le biais du Centre d'information de Kubere, qui possède déjà des structures dans les communautés et parmi les femmes de zones rurales du district d'Apac. Considérant son expérience en matière d'acquisition, de formatage et de diffusion de l'information, de même que son aptitude à mobiliser les communautés, le rôle du Centre consistera à encourager les groupements féminins à échanger leurs expériences avec d'autres femmes agricultrices grâce à la radio, et à les associer de manière active à des discussions sur des questions sensibles prêtant à débat, comme la santé ou le sida.

Le rôle de Radio Apac consistera à offrir une tribune aux femmes de zones rurales grâce à ses programmes, son retentissement communautaire et les forums réservés aux femmes.

## 10. VIABILITÉ A LONG TERME

Radio Apac et le Centre d'information de Kubere disposent de Conseils communautaires consultatifs qui ont été élus par les membres de la communauté avant la mise en route du projet. Il existe au sein de la communauté un fort sentiment de propriété et de participation aux activités du projet. Considérant que le projet encourage le développement du savoir-faire et l'épanouissement de la communauté rurale, l'implication et un engagement volontariste garantiront la viabilité du projet.

## 11. SUIVI DU PROJET

Les auteurs du projet proposent que l'*Humanist Institute for Cooperation with Developing Countries* (HIVOS), Pays-Bas, soit chargé du suivi des activités.

## 12. ÉVALUATIONS EFFECTUÉES

Une évaluation du projet intitulé "Amélioration de l'accès à l'information agricole au moyen des TIC" a été réalisée en 2005, pour savoir si l'information diffusée par la radio, d'autres technologies et les réunions au sein des communautés avaient ou non un impact.

## 13. RAPPORTS D'ACTIVITÉ DE L'ORGANISME BÉNÉFICIAIRE

Afin de pouvoir évaluer le déroulement et l'impact du projet, l'équipe définira un cadre d'analyse associé à des paramètres de référence. Elle procédera à cette étude tous les quatre mois. Les conclusions apparaîtront dans les rapports trimestriels.

### C. INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES

#### Assistance fournie par le PIDC dans le passé:

<b>PDC/5UGA/09</b> 350-UGA-51	45,000	Uganda Feasibility study and assistance for the rehabilitation of broadcasting	1985 - 1987
<b>PDC/10UGA/01</b> 352-UGA-01 352-UGA-31	70,000 20,000	Manpower planning and development for the Ministry of Information and Broadcasting	1990 - 1994
<b>PDC/14UGA/01</b> 352-UGA-41	60,000	Improvement of radio coverage in rural areas	1994 - 1997
<b>PDC/18UGA/01</b> 352-UGA-91	35,000	Uganda Newspapers Editors and Proprietor Association (UNEPA)	1999 - 2000
<b>Total Uganda: US\$ 230,000</b>			

### **Apport de l'organisme bénéficiaire pendant la durée du projet**

L'expérience de l'organisme bénéficiaire en matière de projets traitant de l'information et de la communication

### **Aide sollicitée auprès de sources autres que le PIDC**

Une assistance a été demandée au Centre technique pour la Coopération agricole et rurale (CTA) aux Pays-Bas.

## **D. BUDGET**

### **BUDGET CONCERNANT LES APPORTS DU PIDC (en dollars des Etats-Unis)**

Equipement de production : ordinateur multimédias, microphones, casques, lecteur de cassettes :	2 500
Matériel de reportage audio (3 unités) :	1 000
Fournitures pour la production :	1 000
Production et montage vidéo :	1 000
Ateliers de formation ( participants, formateurs, logistique) :	4 000
Consultations, recherches et évaluation des besoins ( visites sur site, contrôle) :	2 000
Suivi :	1 000
<b><u>TOTAL :</u></b>	<b><u>12 500</u></b>

### **BUDGET CONCERNANT LES APPORTS DE L'ORGANISME BÉNÉFICIAIRE (en dollars des Etats-Unis)**

Coordonnateur du projet :	4 950
Equipe de Radio Apac :	3 300
Responsable de presse du Centre de Kubere :	3 300
Entretiens avec les groupes féminins et les intervenants financiers (frais de transport) :	850
Production et montage audio :	1 040
Production de CD-ROMs :	330
Temps d'antenne (radio) :	1 760
Production des scripts radio :	90
Mise à jour de la documentation sur les sites Web :	660
Frais de traduction :	1 000
Elaboration et envoi des rapports trimestriels :	220
<b><u>TOTAL :</u></b>	<b><u>17 500</u></b>



# ZAMBIE

<b>A. IDENTIFICATION DU PROJET</b>		
1.	<b>TITRE</b>	<b>PROJET DE RADIOS A GÉNÉRATEUR MANUEL</b>
2.	<b>NUMÉRO</b>	PDC/51 ZAM/01
3.	<b>CATEGORIE DE MÉDIA</b>	Radio
4.	<b>DOMAINE DE PRIORITÉ DU PIDC</b>	Communication rurale
5.	<b>PORTÉE (nationale, régional, interrégionale)</b>	Nationale
6.	<b>TYPE D'AIDE DEMANDÉE</b>	Financière
7.	<b>COÛT TOTAL DU PROJET</b>	US \$ 272 000
8.	<b>MONTANT DEMANDÉ AU PIDC</b>	US \$ 72 000
9.	<b>BÉNÉFICIAIRE DU PROJET</b>	Les agriculteurs ; les Forums Agricoles par la Radio (RFF)
10.	<b>MAÎTRE D'ŒUVRE</b>	Services Nationaux d'Information Agricole
11.	<b>LOCALISATION</b>	Toute la Zambie
12.	<b>PROJET PRÉPARÉ PAR</b>	Ministère de l'Agriculture et des Coopératives (MACO)
<b>DÉCISION DU BUREAU</b>		

## B. PRÉSENTATION

### 1. HISTORIQUE ET JUSTIFICATION

Le paysage de la communication en Zambie est essentiellement composé de la radio, de la télévision, des journaux et de la publication de petites brochures. Les mass media comptent parmi les moyens les plus efficaces pour faire parvenir aux agriculteurs les messages émanant des services d'aide à l'économie rurale de la Zambie, et ils sont par conséquent les vecteurs les plus importants du développement agricole. Pour cette raison, le gouvernement zambien prévoit de lancer un important plan d'investissement dans le domaine de la communication rurale, particulièrement par le moyen de la radio, dans le cadre de son action visant à donner un nouvel élan à l'agriculture et assurer la sécurité alimentaire de la population. Une formation professionnelle en matière de diffusion de l'information s'adressant spécialement aux groupes vulnérables, fait également partie des priorités du Plan National de Développement qui vient d'être mis en œuvre.

Un certain nombre d'ONG, ainsi que l'Union Nationale des Agriculteurs de Zambie utilisent également le média radiophonique à l'intention des communautés agricoles pour la diffusion d'informations portant sur l'agriculture ainsi que sur d'autres aspects en relation avec le développement (environnement, santé, nutrition, égalité hommes / femmes, sida etc.).

Le Service National d'Information Agricole (NAIS) du ministère de l'Agriculture et des Coopératives (MACO) demande l'assistance de l'UNESCO pour la fourniture, la distribution et l'entretien de 1150 récepteurs de radio à générateur manuel ("*Wind-up radio sets*"), dans le cadre du Plan Quinquennal en deux phases (2007-2012), le *Wind-Up Radio Project*. Ces récepteurs de radio, équipés d'un générateur manuel (à manivelle), seront mis à la disposition des agriculteurs et des groupements agricoles, principalement les associations agricoles autonomes, les coopératives, les clubs de Femmes, les clubs de Jeunes Fermiers et autres groupements de même nature. Ils seront structurés en groupes d'écoute appelés *Radio Farm Forums* (RFF) (Forums Agricoles par la Radio).

Toutefois, les RFF ont vu le nombre de leurs membres diminuer, et plusieurs d'entre eux ont perdu de leur efficacité. L'écoute de la radio parmi les agriculteurs, en particulier dans les zones reculées, s'est également amenuisée au fil des années. Bien que de nombreux facteurs soient évoqués pour expliquer le faible taux d'écoute, le manque ou le prix élevé des récepteurs de radio, l'absence de piles ou la difficulté d'en trouver, ainsi que les distances entre les différents Forums en sont les raisons principales. La fourniture de récepteurs de radio à générateur manuel permettra au MACO d'atteindre commodément un plus grand nombre d'agriculteurs et de diffuser des informations et des messages relatifs aux techniques agricoles. La baisse de la productivité a eu pour résultat le fait que les agriculteurs n'avaient plus les moyens de remplacer leurs vieux récepteurs. En même temps, les équipes d'action agricole du MACO ont vu leur nombre se réduire au fil du temps, ce qui a eu pour conséquence de laisser de nombreux terrains agricoles en friche. Au final, la réduction de la réception des messages par les agriculteurs a retardé le développement des exploitations par manque d'informations dans le domaine vital des techniques agricoles.

On prévoit que les groupes utiliseront les récepteurs pour écouter les émissions du MACO et d'autres programmes du domaine de l'agriculture, de l'environnement, de la santé, de la nutrition, de l'égalité hommes / femmes, du sida, de la conscience civique etc. Les récepteurs seront prêtés aux agriculteurs, aux forums et aux associations agricoles.

Ce projet vise à accroître le potentiel des agriculteurs, des associations agricoles et des communautés pour accroître la productivité, les moyens d'existence, la sécurité alimentaire et le niveau général de la santé.

## **2. DESCRIPTION DES GROUPES CIBLES**

Les récepteurs de radio à générateur manuel seront distribués aux 1150 RFF, associations et exploitants agricoles au cours des deux phases de ce projet prévu pour cinq ans. Les régions visées sont celles du Nord-ouest, de l'Ouest et les zones reculées des provinces de Luapula, du Sud, du Nord de l'Est et du Centre. On estime qu'il y a en Zambie environ 600 000 petits exploitants agricoles. On considère que si 1150 récepteurs sont distribués à des RFF groupant 15 / 20 membres chacun, ce sont quelque 200 000 petits exploitants qui seront directement touchés.

## **3. OBJECTIF IMMÉDIAT**

L'objectif général consiste à assurer un courant régulier d'informations agricoles entre les agriculteurs, le gouvernement et autres intervenants et fournisseurs de service, afin de faire progresser la productivité.

## **4. OBJECTIF DE DÉVELOPPEMENT**

- Proposer des émissions rurales diversifiées afin d'encourager les habitudes d'écoute régulière des agriculteurs ;
- Accroître le nombre de RFF pour renforcer les connaissances et le niveau général des agriculteurs ;
- Développer le parc récepteur et le nombre d'auditeurs dans le monde agricole.

## **5. INVESTISSEMENTS**

La première phase (mars 2007-juin 2009) sera une phase pilote de deux ans, mise en œuvre dans un district par province. Elle portera sur l'acquisition de 150 récepteurs de radio qui seront distribués à un nombre égal de RFF, d'associations agricoles et d'exploitants individuels.

## **6. RÉSULTATS**

La fourniture de ces récepteurs contribuera l'établissement d'un courant régulier d'informations et de messages en faveur du développement agricole de la Zambie. Un système de communication à double sens sera également établi entre le gouvernement et le monde agricole. Le *Radio Farm Forum* (RFF) a pour objectif de permettre aux agriculteurs de participer aux processus de décision au moyen d'émissions interactives (questions / réponses).

## **7. ACTIVITÉS**

Le ministère de l'Agriculture et des Coopératives (MACO) diffuse actuellement un total de 28 émissions en anglais et 7 dans les principales langues véhiculaires de la Zambie :

- *Le Forum Agricole par la Radio.* Le principe de cette émission consiste à réunir un groupe d'agriculteurs et d'exposer un problème par la radio ; les agriculteurs en débattent ensuite et s'accordent sur la solution.
- *Le Carnet de Notes de l'Agriculteur.* Il couvre une large gamme de thèmes en relation avec l'agriculture et tout ce qui s'y rapporte.
- *Le Magazine de la Ferme.* Cette émission couvre également de nombreux sujets ; les agriculteurs sont encouragés à écrire et à venir exposer eux-mêmes leurs problèmes.
- *L'Agenda Rural.* C'est un programme de 10 minutes qui traite de divers thèmes consacrés aux méthodes et aux politiques de l'exploitation agricole. Il s'adresse à l'élite des exploitants, aux groupements agricoles et aux spécialistes du développement appartenant aux Centres de décision du gouvernement et des ONG.

- *La Voix de l'Agriculteur*. Ce programme traite de différents sujets relatifs aux méthodes agricoles.
- *Agriculture Viable*. C'est l'émission hebdomadaire d'un projet conjoint du MACO et du SIDA (Agence suédoise pour le Développement International) intitulé : "Gestion de la Terre et Agriculture Ecologique".

#### **14. PLAN DE TRAVAIL**

Ce projet sera mis en œuvre en deux phases ; la Phase I (2007-2009) sera une phase pilote qui s'adressera à 150 RFF et associations agricoles dans un district de chacune de 9 provinces. La Phase II (extension) concernera l'ensemble du pays, couvrant tous les district restants et 1000 RFF et groupements agricoles. Dans chacune des deux phases, priorité sera accordée aux RFF en activité dépendant du NAIS (Service National d'Information Agricole) ; les Forums de création plus récente, associés aux groupements agricoles, clubs etc. seront encouragés à se développer.

En dehors de l'assistance à l'acquisition du matériel, il conviendra de commencer par enseigner aux équipes qui travaillent au niveau des provinces et des districts le mode d'emploi et les méthodes d'entretien des récepteurs de radio à générateur manuel (manivelle). Elles répercuteront à leur tour ce savoir aux bénéficiaires, principalement aux chefs de groupe. Ainsi une utilisation correcte de ces récepteurs s'établira.

Des actions conjointes avec d'autres départements gouvernementaux (essentiellement la Santé, l'Education, le Développement Communautaire, l'Environnement, les Transports et Communications etc.), les ONG, les Associations d'agriculteurs, les autorités religieuses etc. seront encouragées. Cela signifie que l'usage de ces récepteurs ne se limitera pas à l'information agricole. Il sera préconisé que des représentants de ces organismes associés siègent aux Comités d'administration des RFF.

#### **9. CADRE INSTITUTIONNEL**

Ce projet sera mis en œuvre sous le contrôle du Service National d'Information Agricole du ministère de l'Agriculture et des Coopératives.

#### **10. VIABILITÉ A LONG TERME**

La distribution des récepteurs se fera essentiellement de deux façons : le prêt et l'achat direct. Ces deux méthodes seront proposées aux exploitants individuels et aux groupes (RFF, clubs, coopératives etc.). Considérant la durée du projet, le prêt devra être remboursé – sans intérêt – par le groupe ou l'exploitant individuel dans un délai de 12 mois. Les fonds ainsi récupérés iront dans une caisse de crédits renouvelables qui permettra d'acquérir un plus grand nombre de récepteurs, particulièrement au cours de la Phase II, et d'assurer l'entretien de ceux qui sont en service.

#### **11. SUIVI DU PROJET**

Les équipes provinciales et de district du Service National d'Information Agricole (NAIS) auront la charge de coordonner les activités du projet à leurs niveaux respectifs. Les responsables de district du NAIS faciliteront la réorganisation des RFF et des associations d'agriculteurs, en liaison avec les spécialistes du développement rural. Ces agents du MACO devront établir des contacts avec les agriculteurs qui sont à la tête des groupements existants et identifier de nouveaux responsables là où il n'y en a pas. Ce partenariat devra être encouragé afin de transférer l'appropriation du projet à ses bénéficiaires. Les critères d'égalité hommes / femmes seront toujours pris en compte pour assurer une répartition équitable au sein des forums.

## 12. ÉVALUATIONS EFFECTUÉES

Les Forums Agricoles par la Radio ont été créés par le ministère de l'Agriculture et des Coopératives en 1967. Au départ, le programme RFF était un projet pilote qui ne couvrait que quatre provinces en langue *Bemba*. Il a eu un grand retentissement au sein du monde agricole, et a été par la suite étendu à six langues véhiculaires, pour couvrir la totalité du territoire.

## 13. RAPPORTS D'ACTIVITÉ DE L'ORGANISME BÉNÉFICIAIRE

L'organisme bénéficiaire présentera un rapport d'activité tous les quatre mois.

### C. INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES

#### Assistance fournie par le PIDC dans le passé

<b>PDC/6 ZAM/01</b> 350-ZAM-61	US\$ 60 000	Ecole de communication de masse	(1985-1988)
<b>PDC/14ZAM/013</b> 52-ZAM-41	US\$ 50 000	Equipement informatique pour la composition des Lettres d'Information en langues locales	(1994-1997)
<b>PDC/15 ZAM/01</b> 352-ZAM-51	US\$ 65 000	Unités mobiles de projection vidéo	(1995-1997)
<b>PDC/18 ZAM/01</b> 352-ZAM-81	US\$ 55 000	Centre rural de médias / Radio communautaire	(1998-1999)
<b>PDC/20 ZAM/01</b> 353-ZAM-01	US\$ 55 000	Informatisation de la Rédaction de la ZBC	(2000-2003)
<b>PDC/23 ZAM/02</b> 354-ZAM-5031	US\$ 22 000	Radio communautaire de Mkushi	(2004-2005)
<b>PDC/49 ZAM/01</b> 354-ZAM-5051	US\$ 20 000	Formation pour une Rédaction d'émissions destinées aux enfants	(2006-2007)

**Total Zambie : US\$ 327 000**

### D. BUDGET

#### BUDGET CONCERNANT LES APPORTS DU PIDC (*Phase I*) (en dollars des Etats-Unis)

Acquisition de 150 récepteurs de radio à générateur manuel (manivelle) :	12 000
Formation dans 9 districts :	45 000
Maintenance :	9 000
Analyse du projet :	5 000
Suivi :	1 000
<b><u>TOTAL :</u></b>	<b><u>72 000</u></b>

**BUDGET CONCERNANT LES APPORTS DE L'ORGANISME BÉNÉFICIAIRE**  
*(Phase I) (en dollars des Etats-Unis)*

Supervision du projet, salaires, indemnités, papeterie, transports, infrastructures, charges récurrentes etc. :	200 000
<b><u>TOTAL :</u></b>	<b><u>200 000</u></b>

*La Phase II s'étendra sur trois ans (2009-2012) ; elle couvrira les 63 districts et RFF restants, après avoir tiré les enseignements de la mise en œuvre de la Phase I. Elle portera sur 1000 récepteurs ; son budget (acquisition, formation, maintenance, suivi / évaluation) s'élève à US\$ 483 000.*

*L'aide financière du gouvernement est estimée à US\$ 600 000 pendant la durée du projet, sous forme de contribution aux salaires, transports, papeterie, infrastructures, indemnités et autres dépenses et charges récurrentes. Le projet sera évalué dans sa totalité à l'issue de la période de cinq ans.*